

LA JUSTICE CRIMINELLE
EN FRANCE
SOUS LA TERREUR

THÈSE
POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le Mardi 14 Décembre 1937, à 14 heures.

PAR

René ROBLOT

MEMBRES DU JURY :

Président . . .	MM. HUGUENEY, Professeur.
Suffragants	{ PETOT, Professeur.
	{ ESMEIN, Professeur.

LIBRAIRIE GÉNÉRALE de DROIT et de JURISPRUDENCE
Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et Cie et ancienne Librairie F. Pichon réunies
R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS
Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée
20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^e)

—
1937

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA JUSTICE CRIMINELLE
EN FRANCE
SOUS LA TERREUR

THÈSE
POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le Mardi 14 Décembre 1937, à 14 heures.

PAR

René ROBLOT

MEMBRES DU JURY :

Président . . .	MM. HUGUENEY, Professeur.
Suffragants . . .	{ PETOT, Professeur. ESMEIN, Professeur.

LIBRAIRIE GÉNÉRALE de DROIT et de JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et Cie et ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

1937



BIBLIOGRAPHIE

I

PÉRIODIQUES DE L'ÉPOQUE DE LA TERREUR

Bulletin de la Convention nationale (1).

Moniteur (2).

Procès-verbal de la Convention nationale (3).

II

COLLECTIONS, REVUES ET RECUEILS POSTÉRIEURS

AULARD (F.-A.). — *Recueil des Actes du Comité de salut public, avec la correspondance officielle des représentants en mission*. Imprimerie Nationale, Paris, 1889.

CAMBON (J.). — *Pièces originales du procès de Fouquier-Tinville et de ses complices*. Paris, imprimerie d'Hacquart, an III.

Collection du Louvre, recueil officiel de lois et décrets.

Cahiers de la Révolution française. Paris, 1934, n° 1.

(1) Paris, Imprimerie Nationale, 22 sept. 1792-14 nivôse an III (3 janvier 1795). Auparavant, le *Bulletin imprimé par ordre de l'Assemblée nationale*.

(2) Pour abrégé, nous désignerons ainsi ce journal — nullement officiel alors — dont le titre exact était : *Gazette nationale ou le Moniteur Universel*. Nous nous sommes servi de la collection de ce journal, intitulée *Réimpression de l'ancien Moniteur, seule histoire authentique et inaltérée de la Révolution française, depuis la réunion des Etats Généraux jusqu'au Consulat, avec notes explicatives*. Paris, Plon, 1854, 32 volumes grand in-8. Cette réimpression n'est textuelle, malgré la promesse du titre, que jusqu'au numéro du 29 germinal an IV (18 avril 1796) : c'était plus qu'il n'en fallait pour notre sujet.

(3) Paris, Impr. Nat., 1792 (an IV). 74 vol. in-8.

OUVRAGES DIVERS

AULARD. — *Histoire politique de la Révolution française, origines et développement de la démocratie et de la République (1789-1804)*. Paris, A. Colin, 1901.

AULARD. — *Paris pendant la réaction thermidorienne et sous le Directoire*. Paris, L. Cerf, 1898-99.

BAINVILLE. — *Histoire de France*. Paris, Plon-Nourrit, 1925.

BARTHOU (L.). — *Danton*. Paris, Albin-Michel, 1932.

BAUDIAU (J.-F.). — *Le Morvand*. Nevers, 1867.

BELLONI. — *Le Comité de sûreté générale de la Convention nationale*. 1924.

BERRIAT-ST-PRIX. — *La justice révolutionnaire à Paris et dans les départements*. 2^e édition, 1870.

BILLAUD-VARENNES. — *Mémoires*, par M... 1821.

CAMPARDON. — *Histoire du Tribunal révolutionnaire de Paris, 10 mars 1793-31 mai 1795*. Paris, 1862.

COURTOIS. — *Rapport fait au nom de la Commission chargée de l'examen des papiers trouvés chez Robespierre et ses complices... dans la séance du 16 nivôse an III*. Paris, Nivôse, an III.

DES ESSARTS. — *Procès fameux jugés depuis la Révolution*. Paris, an VII-an X.

DUNOYER. — *Fouquier-Tinville, accusateur public au tribunal révolutionnaire*. Paris, 1913.

— *Le citoyen Trinchard, juré au Tribunal révolutionnaire, « homme de la nature »*. Paris, 1907.

ESMEIN (A.). — *Histoire de la procédure criminelle en France*. Paris, 1882.

— *Précis élémentaire de l'histoire du droit français, de 1789 à 1814*. Paris, 1908.

FAUSTIN-HÉLIE. — *Traité de l'instruction criminelle*. 2^e édition, 1866-1867.

GARÇON. — *Le droit pénal. Origines - Evolution Etat actuel*. 1922.

GROS. — *Le Comité de salut public*. 1893.

- GUIZOT. — *L'histoire de France, depuis 1789 jusqu'en 1848.*
Leçons recueillies par M^{me} de Witt, née Guizot. 1878-79.
- HAMEL. — *Thermidor, d'après les sources originales et les documents authentiques.* Paris, 1891.
- *Histoire de Robespierre.* 1865-1867.
- HUGUENEY (L.). — *Les clubs dijonnais sous la Révolution.*
Dijon, Nourry, 1905.
- LALLIÉ. — *Etudes sur la Terreur : les noyades de Nantes.* 1878.
- LENÔTRE. — *Les grands jours du Tribunal révolutionnaire.*
1933.
- *Paris révolutionnaire. Vieilles maisons ; vieux papiers.*
6 séries, 1927-1930.
- MADÉLIN (L.). — *La Révolution.* 1911.
- MARION. — *Le brigandage pendant la Révolution.* 1934.
- MATHIEZ. — *Girondins et Montagnards.* 3^e édit., 1930.
- *La Révolution française.* 1922-24-27.
- MORTIMER-TERNAUX. — *Histoire de la Terreur.* 1862-1869.
- PICQ. — *La législation militaire de l'époque révolutionnaire.*
Paris, 1931.
- PRUD'HOMME. — *Histoire générale et impartiale des erreurs, des fautes et des crimes commis pendant la Révolution française.* 1796-1797.
- REINACH (J.). — *La pièce secrète du procès de Danton.*
- SAVINE. — *Les géôles de province sous la Terreur.* 1911.
- SAVINE et BOURNAND. — *Le 9 thermidor.* 1908.
- SELIGMAN. — *La justice pendant la Révolution.* 1901-1913.
- SÉNART. — *Révélations puisées dans les cartons des Comités.*
2^e édition, 1824.
- TAINE. — *Les origines de la France contemporaine.* Tome III :
la Révolution. 1894.
- TOURNIER. — *Les Conventionnels en exil.* Flammarion, 1910.
- *Vadier, président du Comité de sûreté générale sous la Terreur.* Flammarion, 1896.
- WALLON. — *Histoire du Tribunal révolutionnaire de Paris.*
Hachette, 1880-1882.

- *Les représentants du peuple en mission et la justice révolutionnaire dans les départements en l'an II. Paris, 1889-1890.*

ABRÉVIATIONS

L. : *Collection du Louvre.*

Mon. : *Moniteur.*

P. V. : *Procès-verbal.*

INTRODUCTION

Il est, dans l'histoire de la Révolution Française, une période ensanglantée qu'on appelle la Terreur. Le point de départ peut en être fixé, en ce qui concerne notre étude, au début du mois de mars 1793, date à laquelle la Convention décrétait la création du Tribunal révolutionnaire, précédant de peu celle du Comité de salut public (1). La Terreur devait se prolonger pendant près de dix-huit mois : elle prit fin le 9 Thermidor an II (27 juillet 1794) (2).

L'établissement du régime de la Terreur présente deux caractéristiques essentielles. D'une part, la France est en guerre, au dedans comme au dehors : à l'intérieur, la Vendée, la Bretagne, les départements de la Gironde et du Calvados, les villes de Lyon, de Toulon, de Marseille entrent en lutte avec le pouvoir central ; au dehors, les armées de la Prusse et de l'Autriche envahissent le territoire, tandis que les navires anglais menacent le littoral. D'autre part, la Conven-

(1) Mortimer-Ternaux, (*Histoire de la Terreur*, t. I, pp. 8 et 9), fixe le commencement de la Terreur au 20 juin 1792, c'est-à-dire au jour où l'anarchie... « osa envahir l'asile inviolable de Louis XVI et coiffer du bonnet rouge la tête de l'infortuné monarque... ». L'historien, en effet, perçoit alors le premier des chocs redoutables qui porteront finalement au pouvoir Robespierre et sa faction extrémiste. Mais notre but est moins d'examiner la succession des événements que de tenter de pénétrer l'esprit des institutions judiciaires qui en résultèrent : l'histoire n'est que le fond — minutieusement détaillé par d'autres — de notre tableau ; c'est pourqu岸, sans la négliger, nous aborderons immédiatement les questions que nous voulons détacher en premier plan.

(2) Donnons, pour n'y plus revenir, une idée sommaire du calendrier républicain : L'année fut partagée en douze mois égaux de trente jours chacun, suivis de cinq jours complémentaires laissés

tion élabore à grands coups de décrets une terrible législation répressive et institue des juridictions nouvelles dont les décisions feront couler des flots de sang.

C'est ce deuxième aspect qui a spécialement retenu notre attention, et que, d'un point de vue purement juridique — en essayant d'éviter toute passion partisane — nous nous proposons d'étudier. Un grand nombre d'auteurs ont, depuis un siècle, écrit sur la Terreur, et le contenu de leurs travaux fournit une documentation importante d'un très grand intérêt. Mais, à quelques exceptions près, ces auteurs sont des historiens qui, dans la Terreur, ont vu surtout les luttes des partis politiques. Ils soulignent les résultats de la justice révolutionnaire ; ils dénombrent ses victimes ; ils s'indignent de ses formes et de l'état d'esprit des hommes qui la rendent. Mais la plupart d'entre eux s'occupent assez peu des textes sur lesquels s'appuie le fonctionnement de cette justice. Lorsqu'ils citent la loi des suspects, la loi de Prairial an II, c'est bien plus pour déplorer les excès qui en furent les conséquences que pour analyser le contenu de leurs dispositions, en déterminer les origines et les causes, mesurer l'étendue des pouvoirs qu'elles conféraient aux juges et des obligations qu'elles leur créaient.

Pour l'établissement des responsabilités encourues, ces éléments doivent cependant entrer en ligne de

en dehors du dernier mois. Les mois étaient groupés trois par trois. Les trois mois d'Automne furent nommés Vendémiaire, Brumaire et Frimaire (1^{er} Vendémiaire - 22 septembre) ; les trois mois d'Hiver, Nivôse, Pluviôse et Ventôse ; les trois mois de Printemps, Germinal, Floréal et Prairial ; les trois mois d'Été, Messidor, Thermidor et Fructidor. Enfin les cinq jours complémentaires étaient nommés les sans-culottides, et consacrés chacun à une fête publique.

compte. Il importe de savoir quelle était l'exacte portée des textes dont l'application s'imposait aux interprètes de la loi, quel était, dans cette application, le degré réel d'indépendance de ceux-ci. Il convient de rechercher si, et dans quelle mesure et pour quelles raisons, juges et jurés ont outrepassé leurs pouvoirs et enfreint le devoir de leur profession, quelle a été l'étendue de leurs défaillances et des illégalités que certains d'entre eux ont payées de leur vie. Il faut encore se demander si, à côté, au-dessus des responsabilités purement judiciaires, il n'y a pas d'autres responsabilités plus hautes, plus graves, et il faut voir comment celles-ci se partagent entre les grands Comités de la Convention, dont les magistrats des tribunaux révolutionnaires sont les instruments, et la Convention elle-même, qui, par ses décrets, a légalisé, organisé la Terreur. « Nous étions la hache de la Convention, a-t-on dit au procès de FOUQUIER-TINVILLE, punit-on une hache ? » Et comment ne pas rappeler le mot d'un des proconsuls de l'époque, J. LE BON, qui, au moment où, pour l'expiation de ses crimes, on lui passait la robe rouge des parricides, déclarait : « Passez-la aussi à la Convention, dont je n'ai fait qu'exécuter les ordres ! » N'eût-il pu tout aussi justement, plus justement peut-être, dire : « Passez-la aussi au Comité de salut public dont j'ai été l'homme de confiance et qui n'a cessé d'approuver mes actes » ?

Qu'y a-t-il de fondé dans ces diverses affirmations ? Redoutable problème que celui de déterminer la part revenant, dans les excès de la Terreur, à chacune de ces puissances qui s'appellent la Convention, le Comité de salut public, le Comité de sûreté générale, le Tri-

bunal révolutionnaire, les représentants en mission dans les départements ou aux armées, les commissions militaires ou extraordinaires, les commissions populaires, les comités de surveillance. Pour y parvenir avec quelque certitude et dans un esprit d'équité, il faut étudier dans leur organisation et dans leur fonctionnement tous les rouages de la justice révolutionnaire. Nous allons, non sans quelque témérité, tenter de le faire.

A côté de la justice révolutionnaire, continue d'ailleurs à fonctionner une autre justice criminelle, celle de droit commun. Elle se distingue de la précédente, non seulement par son origine et par la législation qu'elle applique, mais au double point de vue de la compétence et de la procédure. Bien que restant chacune avec ses caractères et son domaine propres, ces deux formes de la justice criminelle ont exercé l'une sur l'autre une réelle influence. La justice de droit commun a fourni à la justice révolutionnaire une partie importante de son personnel. A l'inverse, dans un certain nombre de départements, elle a vu sa compétence s'étendre aux infractions qui, normalement, devaient relever de la justice révolutionnaire.

Nous avons, par les développements qui précèdent, laissé pressentir le plan que nous nous proposons de suivre : d'abord, dans deux parties successives, nous étudierons l'organisation, puis le fonctionnement de la justice criminelle sous la Terreur, aussi bien en ce qui concerne la justice de droit commun que la justice révolutionnaire.

Nous montrerons ainsi comment, dans une pre-

nière phase de son histoire, la France révolutionnaire est amenée par les circonstances à tendre les ressorts de son existence : les troubles sociaux, alors, justifient dans une certaine mesure un régime pénal d'exception.

Mais la démagogie pousse immédiatement la Convention dans la voie des décrets impitoyables ; minorité active et puissante, la Montagne s'efforce de saisir les leviers du pouvoir et n'y réussit que trop bien. Une lutte sournoise et sans merci amène peu à peu les hommes de ROBESPIERRE aux postes de commande ; vainqueurs, ils renforcent à la hâte les rouages de la machine judiciaire, pour en accroître le rendement. C'est l'étude de ces modifications — atrocités illégales et lois atroces — et de leurs résultats, qui constituera notre seconde partie.

Volontairement, nous ne dresserons pas entre ces deux premières fractions de notre étude la barrière d'une date unique : la tyrannie montagnarde s'installa par étapes, par une transition nuancée et non par une transformation brutale.

Dans une troisième partie, nous indiquerons enfin les changements apportés à l'organisation et au fonctionnement de la justice criminelle au cours de la période qui suivit immédiatement le 9 thermidor.

Précisons pour terminer que, conformément à l'interprétation admise par la plupart des textes de la période révolutionnaire, nous entendrons les mots « justice criminelle » dans leur acception la plus restrictive, excluant tout ce qui a trait aux infractions d'ordre inférieur, correctionnelles et de police.

PREMIÈRE PARTIE

L'ORGANISATION

Le 7 février 1791, DUPORT descendait de la tribune de l'Assemblée Constituante après avoir fait adopter les derniers titres de la loi sur l'organisation judiciaire nouvelle de la France. Une longue ovation saluait l'œuvre importante qu'il venait d'accomplir (1). Le pays semblait doté désormais d'institutions simplifiées et durables.

Las ! ce qui paraissait devoir être une étape n'était qu'un tournant ; à peine inauguré, le régime naissant allait subir des chocs redoutables, auxquels il ne résisterait pas complètement. Deux ans plus tard, DUMOURIEZ était vaincu et la faux vendéenne se dressait pour défendre la bannière fleurdelisée. Prise entre ces deux terrifiants événements, le soulèvement de l'Ouest et l'invasion de l'Est, la Convention tint quelques séances orageuses. « Les Girondins (2), dévoués sincèrement à la Révolution, et qui en tous cas n'entendaient paraître complices ni des catholiques vendéens, ni du général rebelle (3), durent, la mort dans l'âme, voter tout ce

(1) *Mon.* du 8 février. Le vote d'ensemble de la loi est à la date du 16 septembre 1791.

(2) L. Madelin, *La Révolution*, p. 295.

(3) Le premier acte de la trahison de Dumouriez eut lieu le 1^{er} avril 1793, date à laquelle le général envoya au camp des Autrichiens le ministre de la guerre Beurnonville et quatre commissaires qui lui étaient délégués par la Convention.

que la Montagne exigeait » ; en quelques semaines, l'Assemblée juxtaposa aux institutions de 1790 et 1791 une organisation judiciaire d'exception, dont les juridictions furent nanties d'une compétence et d'une procédure propres. Ainsi s'ajoutèrent aux tribunaux criminels de droit commun, d'abord le Tribunal criminel extraordinaire de Paris, chef de file et prototype de l'ordre nouveau , puis les juridictions révolutionnaires des départements.

Le principe de ces différentes créations est dangereux, et les Girondins l'ont parfaitement compris ; mais le motif, — ou le prétexte, — invoqué ne peut laisser place à aucune hésitation : la sauvegarde de la patrie est en jeu. Notre première partie vise à étudier toutes les lois qui peuvent à la rigueur se justifier par cette idée de la défense nationale ; elle s'arrête au moment où la justice va devenir, indiscutablement, aux mains d'une faction, un instrument tendant à la création d'un nouveau régime politique. A l'intérieur de ce cadre, nous examinerons, dans un titre premier, la composition et la compétence des trois catégories de juridiction dont nous venons de signaler la coexistence à l'époque de la Terreur ; puis, dans un titre second, la procédure suivie par devant elles ; enfin, notre titre troisième recherchera le rôle attribué, en ce qui concerne la justice criminelle, aux comités et commissaires de la Convention, dans sa notion primitive de salut public.

TITRE PREMIER

LES JURIDICTIONS ET LEUR COMPÉTENCE

Nous entendons respecter autant que possible la suite chronologique des événements ; c'est pourquoi les trois chapitres de ce titre seront consacrés successivement, le premier aux tribunaux criminels de droit commun, établis en 1790 et 1791, le second au Tribunal criminel extraordinaire institué à Paris les 10 et 12 mars 1793, le troisième aux juridictions révolutionnaires des départements, créées à des dates variables à partir des 19 et 20 mars 1793.

CHAPITRE PREMIER

LES JURIDICTIONS DE DROIT COMMUN : LES TRIBUNAUX CRIMINELS DES DÉPARTEMENTS

L'organisation judiciaire de notre ancien régime avait l'avantage incontestable de répondre aux besoins les plus variés de ses justiciables : cette diversité et les complications qui en résultaient constituaient en même temps l'inconvénient majeur du système. Sommairement, les juges se divisaient, à la fin du XVIII^e siècle, en juges ordinaires et juges extraordinaires.

Les juges ordinaires étaient ceux qui avaient une juridiction générale et qui connaissaient dès lors de tous les faits punissables, à l'exception de ceux qu'une loi spéciale réservait à un autre juge. Tels étaient les juges de certains seigneurs, les prévôts ou châtelains royaux, les baillis et sénéchaux et les parlements.

En matière criminelle, le rôle des deux premières catégories était des plus réduits à la veille de la Révolution. Les hautes justices se trouvaient en effet limitées du point de vue de leur organisation : chaque seigneur haut-justicier ne devait plus avoir qu'un seul siège au chef-lieu de sa justice ; et du point de vue de leur compétence : elles ne connaissaient plus, sauf quelques exceptions personnelles, que d'un petit nombre de crimes (incendie, empoisonnement, vols simples, etc...).

Quant aux prévôts royaux, ils s'étaient vu interdire par l'ordonnance de 1785 l'exercice de la juridiction criminelle.

Les ordonnances de 1522 et 1586 avaient fait apparaître au contraire dans chaque cour de baillage ou de sénéchaussée une chambre criminelle, placée sous la direction d'un lieutenant criminel et chargée d'expédier toutes les affaires du ressort. La compétence de ces chambres fut grandement étendue par la multiplication des cas royaux, dont elles connaissaient exclusivement.

Les cours de Parlement couronnaient l'édifice : elles avaient acquis, en 1553, 1670 et 1679, la connaissance directe d'un certain nombre de crimes ; de plus, en appel, toutes les causes criminelles étaient portées pour chacune à la Chambre de la Tournelle.

Cette organisation eût été fort simple si elle avait ignoré l'existence des juges extraordinaires : ceux-ci ne connaissaient que de certains crimes qui leur avaient été spécialement déférés par les ordonnances du royaume. Tels étaient les prévôts des maréchaux, les officialités, les présidiaux et lieutenants criminels de robe courte, les juges des élections, monnaies et gabelles, la Chambre des Comptes, le Grand Conseil, le lieutenant général de police, les juges de la connétablie, etc...

Pendant des siècles, la France s'était accommodée de ce régime qui lui avait donné ses destinées historiques, et les causes directes de sa disparition ne résident pas dans les vices de son fonctionnement ; elles tiennent plus particulièrement au conflit aigu qui se

déclara pendant les deux derniers règnes, entre « la couronne et la magistrature » (1).

Dans les cahiers de 1789, à côté des réclamations d'ordre général (abolition des privilèges de juridiction, suppression des justices seigneuriales et de la vénalité des offices, etc...), il y a des revendications qui se placent plus spécialement sur le terrain du droit pénal.

Presque toutes d'ailleurs intéressent la procédure proprement dite. Signalons seulement ici que beaucoup de collèges électoraux, parmi lesquels ceux du clergé d'Artois, de la noblesse de l'Auxois, de Péronne, de Saintes, du tiers-état d'Alençon, de Bordeaux, d'Autun, de Melun, recommandaient l'établissement des jurés au criminel.

Le nouvel ordre judiciaire fut fondé par les lois des 16-24 août 1790, 10-15 mai, 19-22 juillet, 16-29 septembre 1791. Les basses et moyennes justices et les prévôts étaient remplacés par des tribunaux de police municipale et de police correctionnelle ; les hautes justices, les baillages et sénéchaussées, et même les parlements, par des tribunaux criminels ; une haute cour nationale complétait cette organisation. La justice criminelle était complètement séparée de la justice civile.

Nous nous proposons d'étudier, dans deux paragraphes, d'abord la composition et le recrutement du personnel appelé à jouer un rôle dans la procédure des tribunaux criminels, puis la compétence de ces tribunaux.

(1) V. Seligman, *La justice en France pendant la Révolution*, t. I, pp. 67 et suiv.

§ 1

COMPOSITION ET RECRUTEMENT
DU PERSONNEL APPELÉ A JOUER UN RÔLE
DANS LA PROCÉDURE DES TRIBUNAUX CRIMINELS

Il y avait un tribunal criminel par département (2). Le tribunal proprement dit se composait d'un président et de trois juges ; il avait auprès de lui, dans l'organisation originaire, un accusateur public, un commissaire du Roi et un greffier (3). Il réunissait enfin deux éléments jusque là distincts, alliant aux juges permanents les jurés, et même deux catégories de jurés : jurés d'accusation et jurés de jugement. Nous allons passer en revue ces différents personnages.

a) *Tribunal proprement dit :*

Cette juridiction, la cour d'assises du régime révolutionnaire, ne comprenait, comme personnel propre, que le président. Les juges ne lui étaient pas spécialement affectés ; ils étaient empruntés aux tribunaux de district, — tribunaux civils et d'appel de la police municipale et correctionnelle, — et changés d'abord tous les trois jours (4), puis tous les trois mois (5).

(2) Décret des 11-16 février 1791, relatif au siège des tribunaux criminels. L., t. XIII, p. 497. *Mon.* du 12 fév. 1791.

(3) Nous n'aurons plus rien à écrire au sujet du greffier, lorsque nous aurons signalé que celui-ci était nommé à vie par les électeurs du département. Décret des 16-29 sept. 1791, tit. II, art. 4 et 5.

(4) Décret des 20 janvier-25 février 1791 (art. 2). L., t. III, p. 755. *Mon.* du 21 janvier.

(5) Décret des 16-29 septembre 1791 (titre II, art. 2). L., t. V, p. 1325.

Le président remplaçait l'ancien lieutenant criminel. Il convoquait et dirigeait les jurés, veillait à l'expédition des affaires et présidait les audiences où les procès criminels étaient portés (6). Les juges assistaient le président ou le remplaçaient dans ses fonctions.

Les 3 et 4 mai 1791 (7), l'Assemblée Constituante votait que les juges seraient élus pour six ans et rééligibles. Le 5 mai (8), on décréta à l'unanimité qu'ils seraient élus par le peuple. Mais cet accord n'était qu'apparent, car il restait à décider si l'on réserverait au Roi certaines attributions dans le recrutement de la magistrature. Après discussion, la gauche l'emporta, et l'Assemblée, « à une majorité peu considérable mais très déterminée » (9), décida que le Roi n'aurait pas le pouvoir de refuser son consentement à l'admission d'un juge élu par le peuple. Le président (10) était nommé pour six ans par les électeurs du département.

Les conditions d'éligibilité avaient été d'abord fixées par le décret des 2-11 septembre 1790 : les hommes de loi ayant exercé cinq ans près des tribunaux, c'est-à-dire les magistrats et les avocats étaient seuls éligibles (11). Après le décret des 30-mars-17 avril

(6) *Ibid.*, tit. III.

(7) *P. V.*, n^{os} 278 et 279.

(8) *Ibid.*, n^o 280. *Mon.* du 6.

(9) *Mon.* du 8.

(10) Décret des 16-29 sept. 1791, tit. II, art. 4 et 5.

(11) Le dernier article de ce décret des 2-11 septembre 1790 supprimait la robe dans le costume des juges ; et une phrase incidente de cet article contenait une des dispositions les plus importantes du nouveau régime, la suppression de l'ordre des avocats, confondu par la Constituante avec les corporations dont elle pourchassait les derniers vestiges.

1791 (12), les qualités pour être président devenaient les mêmes que celles prescrites pour les juges des tribunaux de district. Mais la surexcitation des esprits dans les premiers jours de septembre 1792 entraîna, après une violente discussion de deux jours, le vote du décret des 22-25 septembre (13) : le peuple obtenait le droit de choisir ses juges indistinctement parmi tous les citoyens. En conséquence, le décret des 19-20 octobre (14) fixa le mode d'exécution du renouvellement des corps judiciaires.

En supprimant les unes après les autres les garanties judiciaires, la Convention engageait délibérément la France dans une aventure. Comme tant d'autres fois dans notre histoire, le bon sens des électeurs eut raison de l'imprudence du gouvernement : les juridictions restèrent essentiellement composées de légistes, et les présidents des tribunaux criminels furent presque toujours des jurisconsultes qui avaient exercé des fonctions judiciaires avant la Révolution (15).

b) Accusateur public et commissaire du Roi.

La juxtaposition de ces deux personnages, avant que l'un n'eût éliminé l'autre, donna lieu aux discussions les plus passionnées qu'ait soulevées l'ordre nouveau. Il s'agissait de savoir si l'accusation serait exercée par un fonctionnaire nommé par le Roi,

(12) L., t. IV, p. 260.

(13) L., t. XI, p. 564.

(14) L., t. XII, p. 81.

(15) *Mon.* du 9 mai. Ce décret devint l'article 8 du titre II de la loi des 16-24 août 1790.

ou par un délégué du peuple : les décrets successifs qui répondirent à cette question sont caractéristiques de l'évolution de l'esprit révolutionnaire. Le problème fut posé pour la première fois le 8 mai 1790, par LE PELETIER DE SAINT-FARGEAU; plusieurs membres réclamèrent aussitôt l'application du principe de l'élection, mais CHABROUD combattit vigoureusement cette proposition : « ...Je fuirais le pays où le premier individu aurait le droit de m'accuser au nom du peuple : ce serait le moyen le plus sûr d'attenter à la liberté individuelle. Le peuple doit déléguer son action, il ne peut la déléguer qu'au Roi. » Cette doctrine réunit l'assentiment général, et la motion fut décrétée en ces termes : « Les officiers chargés des fonctions du ministère public seront nommés par le Roi... (16). » Mais ce ne fut pour les défenseurs du trône qu'un triomphe éphémère. Au mois d'août, la discussion fut reprise. Le comité de jurisprudence de l'Assemblée proposait de diviser les fonctions du ministère public entre deux agents : un commissaire du Roi et un accusateur public. Le premier devait veiller à l'observation des lois, prendre les réquisitions nécessaires pour leur application et faire exécuter les jugements, il était nommé par le Roi ; l'autre était chargé de la poursuite des accusations, il était élu par le peuple. Cette double institution souleva de nouvelles objections.

« On alléguait, pour la combattre, que l'accusation publique n'avait pour objet que l'exécution des lois ; qu'elle rentrait donc naturellement dans les attribu-

(16) V. Seligman, *op. cit.*, t. II, p. 377, note 4.

tions du pouvoir exécutif ; qu'il ne fallait pas confondre l'accusation privée, destinée à obtenir la réparation d'un dommage, et l'accusation publique destinée à venger l'ordre social troublé par un crime ; que la première de ces actions appartenait seule aux parties, que la deuxième ne pouvait être confiée qu'au Roi, puisqu'il représentait la société ; qu'il fallait, d'ailleurs, pour réfréner toutes les violations de la loi, une action à la fois puissante et indépendante des intérêts particuliers ; ...enfin, que la division des fonctions du ministère public affaiblissait cette admirable institution ; que ce n'était pas trop de la réunion de toutes ses attributions dans les mêmes mains pour lutter contre les attentats qui jetaient le trouble dans la société, et que si l'accusateur arrivait à ses fonctions par une élection populaire, sa position dépendante vis-à-vis de ses concitoyens, ...ne lui permettrait aucune suite dans ses actes, aucune fermeté dans ses résolutions (17). »

A ces considérations, on répondait que le droit d'accusation était un droit populaire, attaché au titre de citoyen ; que chaque membre de la cité en avait l'inaliénable propriété et pouvait l'exercer librement lui-même ; que cependant la négligence des parties lésées à poursuivre la réparation de leurs injures, et l'intérêt social qui sollicitait la punition des crimes, devaient faire admettre la délégation de ce droit d'accusation entre les mains d'un officier public, mais que cette délégation d'un droit qui appartenait essen-

(17) F. Hélie, *Traité de l'instruction criminelle*, t. I, p. 511.

tiellement au peuple devait être faite directement par le peuple. Cette argumentation fut la base de la plupart des discours, mais il y eut quelques variantes : BREVET dressa le spectre des dangers d'un pouvoir trop étendu entre les mains des commissaires du Roi ; LE PELETIER montra l'incompatibilité qui séparait le droit d'accusation, qui doit être libre, et le pouvoir exécutif, qui requiert de ses agents « une obéissance prompte, fidèle, passive » ; BARÈRE enfin, dans son style pompeux, énuméra les attributions que conserveraient les commissaires du Roi. L'Assemblée pourtant hésitait, elle entendit encore les amendements proposés par BREVET, BARÈRE et BOUCHOTTE ; puis finalement séduite par le discours de THOURET, rapporteur du comité, elle démembra les fonctions du ministère public et retira au commissaire du Roi la partie la plus importante de sa charge, le droit d'exercer des accusations, qui était confié à un accusateur public nommé par le peuple (18). MAURY condamna cette nouveauté par un mot dont on ne devait pas tarder à apercevoir la profondeur : « Quand le peuple accuse, il juge » (19). Cet avertissement passa alors inaperçu et les titres IV et V de la grande loi des 16-29 septembre 1791 sur la justice criminelle entérinèrent les dispositions du décret du 10 août 1790.

Lorsque l'Assemblée Législative, le 14 août 1792, mit fin aux pouvoirs effectifs du Roi, elle suspendit de leurs fonctions ses agents : les commissaires près les

(18) *P. V.*, n° 376, séance du 10 août 1790, p. 13.

(19) Séance du 10 août 1790, *Mon.* du 11.

tribunaux criminels (20). Leurs attributions furent confiées, dès le lendemain (21), à des commissaires provisoires désignés par les tribunaux et nommés commissaires du pouvoir exécutif. Mais ce choix risquait de subir l'influence de l'esprit de corps ; d'où la motion nouvelle du 18 août qui assignait aux conseils généraux des départements la mission de nommer (22) « un citoyen pour remplir provisoirement près le tribunal criminel de leur ressort les fonctions de commissaire du pouvoir exécutif ». La division des fonctions du ministère public avait perdu sa raison d'être puisque le commissaire national n'était plus nommé par le pouvoir exécutif ; très logiquement le décret des 20-22 octobre 1792 (23), sur le rapport de CAMBACÈRES, supprima les commissaires nationaux près les tribunaux criminels et attribua leurs fonctions aux accusateurs publics. La gauche de l'Assemblée l'emportait donc pleinement si l'on songe que l'accusateur public était nommé dans les mêmes conditions que le président du tribunal criminel (24), c'est-à-dire, depuis le décret des 22-25 septembre, à la discrétion complète du peuple (25).

(20) *P. V.*, t. XII, p. 229.

(21) *Mon.* du 15.

(22) Décret des 18-30 août 1792 (art. 2). *L.*, t. X, p. 447.

(23) *L.*, t. XII, p. 91.

(24) Décrets des 30 mars-17 avril 1791, et des 16-29 septembre 1791, tit. II, art. 4 et 5.

(25) *Supra*, p. 15.

c) Jurés d'accusation et jurés de jugement (26).

Le 14 août 1789, BERGASSE présentait à l'Assemblée Constituante le rapport du comité de constitution sur l'organisation du pouvoir judiciaire. Cette nouvelle organisation, qui conservait en partie l'ancienne magistrature, y adjoignait cependant l'institution des jurés. La discussion s'ouvrit sur ce rapport le 24 mars 1790, mais, plusieurs projets et contre-projets ayant été proposés (notamment par THOURET, DUPORT et SIÉYÈS), l'Assemblée, sur la proposition de BARÈRE, décida de sérier les difficultés. Le 31 mars 1790, elle décréta que préalablement, elle discuterait les questions suivantes (27) :

« 1° Etablira-t-on des jurés ?

2° Les établira-t-on en matière civile et criminelle ? »

Immédiatement la discussion fut ouverte sur ces deux premières questions. La délibération porta presque tout entière sur l'application du jury en matière civile. Son application en matière criminelle ne soulevait aucune objection, et THOURET ralliait l'unanimité de ses collègues quand il les adjurait (28) « ...de retirer aux Cours le droit de vie et de mort, cette terrible puissance du glaive dont elles étaient armées ».

(26) On n'est pas encore très bien fixé, en 1791, sur la façon de désigner l'institution. Volontiers, on nomme jury l'un des citoyens-juges pris individuellement, tandis que leur réunion s'appelle juré.

(27) *P. V.*, n° 246, séance du 31 mars 1790, p. 3, et *Mon.* du 1^{er} avril 1790.

(28) *Mon.* du 7 avril, et *P. V.*, n° 251, supplément, p. 17.

Le principe du jury criminel fut admis dès le 30 avril (29) ; et un autre décret du même jour chargea le comité de constitution de se réunir au comité de procédure pénale pour préparer la loi sur les jurés. TRONCHET, DUPORT et CHABROUD étaient adjoints aux deux comités. L'organisation définitive du système fut leur œuvre ; elle se formula à la séance du 20 décembre suivant, en ces termes : « Un jury d'accusation par district pour déclarer s'il y a lieu d'accusation, ...un jury de jugement s'assemblant près de chaque tribunal criminel pour déclarer si l'accusé est ou non convaincu du crime qu'on lui impute ».

Avant d'étudier la manière de constituer respectivement chacune de ces deux formes, nous dirons quelques mots de la composition des listes générales qui leur étaient communes. Nul ne pouvait être porté sur les listes, soit du jury d'accusation, soit du jury de jugement « s'il ne réunissait les conditions requises pour être électeur » (30). Or, ces conditions étaient fixées par la Constitution. « Il faut être, disait cette loi, né ou devenu citoyen français ; être âgé de vingt-cinq ans accomplis ; être domicilié dans la ville ou dans le canton depuis le temps déterminé par la loi ; payer, dans un lieu quelconque du royaume, une contribution directe égale au moins à la somme de trois journées de travail et en représenter la quittance ; n'être pas dans un état de domesticité, c'est-à-dire de serviteur à gages ; être inscrit dans la municipalité de son

(29) *P. V.*, n° 275, p. 6.

(30) *Const.* 3-14 sept. 1791, tit. III, ch. 1^{er}, sect. 2, art. 2. *L.*, t. V, p. 1213.

domicile au rôle des gardes nationaux ; avoir prêté le serment civique » (31). Solution intermédiaire entre celle préconisée par les hommes de gauche, PÉTION et ROBESPIERRE, qui demandaient que tout citoyen pût être juré, et celle de la droite, qui, par l'organe de CAZALÈS, ne voulait appeler à cette fonction que les citoyens éligibles à la législation. D'ailleurs, la qualité d'électeur ne donnait qu'une aptitude à être juré ; le droit d'être inscrit sur les listes générales. Celles-ci dressées, il y avait lieu de former la liste trimestrielle de service, et c'est ici qu'intervenait la distinction entre les deux espèces de jury.

Le titre X de la loi des 16-29 septembre 1791 était intitulé : « De la manière de former le jury d'accusation ». Le procureur-syndic du district dressait, tous les trois mois, une liste de trente citoyens ; puis le juge, délégué pour remplir les fonctions de directeur du jury, faisait tirer au sort, en présence du public, huit membres de cette liste pour former le tableau du jury d'accusation. Ces huit jurés, assemblés au jour indiqué par le tribunal, prêtaient serment et prononçaient sur-le-champ sur les accusations qui leur étaient soumises.

La composition du jury de jugement était exposée au titre suivant de la même loi. Le nombre de douze jurés, comme autrefois dans les justices des communes et comme dans la coutume anglaise, avait été jugé nécessaire pour le constituer. Cette liste était établie sur un tableau de deux cents citoyens formée tous les

(31) *Ibid.*, tit. X, art. 1.

trois mois, par le procureur-général-syndic du département. L'accusateur public et l'accusé pouvaient en récuser chacun vingt sans motif ; les récusations ultérieures étaient admises ou rejetées par le tribunal. Le jury était tiré au sort sur les noms restants.

Ajoutons enfin que pour certains crimes : faux, banqueroute frauduleuse, concussion, pécumat, etc... la loi prévoyait des jurys spéciaux d'accusation et de jugement, composés de citoyens ayant les connaissances nécessaires pour le genre du délit (32).

§ 2

COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX CRIMINELS

En terminant sa session, la Constituante promulgua le Code Pénal auquel elle travaillait depuis quelques mois (33). L'objet de ce Code était de fixer les peines applicables par le tribunal criminel aux condamnés reconnus coupables par le jury. Nous n'avons ici d'autre prétention que celle de rappeler brièvement les grands principes de la législation pénale de droit commun sous la Révolution ainsi que la nature des sanctions encourues sous son empire.

Avant tout, le droit pénal est devenu légal. Cette maxime essentielle et fondamentale a été proclamée par la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, dont on ne peut se dispenser de rapporter les formules les plus frappantes :

(32) Décret des 16-29 septembre 1791, tit. XII et XIII.

(33) 25 septembre-6 octobre 1791. L., t. VI, p. 110.

ART. 5. — « La loi n'a le droit de défendre que les
« actions nuisibles à la société ; tout ce qui n'est pas
« défendu par la loi ne peut être empêché, et nul ne
« peut être contraint de faire ce qu'elle n'ordonne
pas. »

ART. 7. — « Nul homme ne peut être accusé, arrêté,
« ni détenu, que dans les cas déterminés par la loi et
« selon les formes qu'elle a prescrites. Ceux qui
« sollicitent, expédient, exécutent ou font exécuter
« des ordres arbitraires, doivent être punis, mais tout
« citoyen appelé ou saisi en vertu de la loi doit obéir
« à l'instant ; il se rend coupable par sa résistance. »

ART. 8. — « La loi ne peut établir que les
peines strictement et évidemment nécessaires et nul
ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et
promulguée antérieurement au délit et légalement
applicable. »

A l'arbitraire ancien ces textes substituent le régime de la légalité. « Désormais, c'est à la loi seule qu'il appartient de définir les infractions punissables, d'en dresser la liste limitative et d'en fixer les peines. Comme elle statue d'avance sur des cas généraux, sans connaître ni les espèces, ni les personnes, elle échappera aux entraînements de la passion ; comme elle est applicable à tous, même à ceux qui la font, il est à présumer qu'elle ne sera pas oppressive. » (34).

Ces principes ne sont pas purement théoriques ;

(34) Garçon, *Le droit pénal*, p. 87.

ils comportent au contraire de nombreuses conséquences pratiques pour le législateur, les pouvoirs exécutif et administratif, et les juges.

La première de ces conséquences s'impose au législateur lui-même, et lui interdit de donner à aucune disposition pénale un effet rétroactif.

La seconde s'adresse aux pouvoirs exécutif et administratif, qui se voient prohiber toute immixtion dans l'œuvre de la répression (abolition des lettres de cachet) et des incriminations (les règlements ne peuvent être sanctionnés qu'en vertu d'une délégation formelle du législateur).

Les juges enfin doivent interpréter la loi, mais bien se garder de la faire. D'où il suit qu'ils sont tenus de l'interpréter restrictivement.

Un autre principe n'était que l'application, — excessive d'ailleurs, — de celui de la légalité : le Code Pénal proclamait le système des peines fixes. Le juge, après avoir constaté l'existence de l'infraction, n'avait qu'à appliquer le châtiment déterminé par le texte légal, sans se préoccuper des circonstances ni du degré de responsabilité morale de l'agent. Il appartient au xix^e siècle de corriger ces exagérations.

Enfin, la Déclaration des Droits affirmait que : « La loi est égale pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse », et que « tous les citoyens sont égaux à ses yeux ». C'était le principe de l'égalité devant la loi, autre corollaire de la légalité.

D'un autre point de vue, le droit criminel moderne se différenciait profondément encore du droit antérieur : nous entendons parler de son système général

des peines. Ici encore, la Révolution introduisait dans nos lois des réformes que l'avenir devait développer.

Dès le XVIII^e siècle, en dénonçant l'horreur des anciens châtimens et en montrant leur inefficacité, BECCARIA, MONTESQUIEU, BRISSOT DE WARVILLE, SERVAN, MIRABEAU et jusqu'à ROBESPIERRE avaient élaboré les théories nouvelles que LE PELETIER DE SAINT-FARGEAU exposa dans son admirable rapport à l'Assemblée Constituante, véritable préface au Code de 1791. « Trois caractères, disait LE PELETIER (35) donnent aux peines leur force répressive. Il faut, en premier lieu, qu'elles soient durables ; en second lieu, qu'elles soient publiques ; ensuite qu'elles soient rapprochées du lieu où le crime a éclaté. » Le système des peines doit « punir le coupable en le rendant meilleur ». Toutes les peines seront temporaires. « Leur rigueur devant être décroissante, elles seront adoucies vers la fin de leur durée. » En conséquence, le rapport de LE PELETIER, accepté par les comités, supprimait la peine de mort. Mais, lors de la discussion en séance, un débat eut lieu. Les jurisconsultes ordinaires de l'Assemblée parlèrent contre l'abolition, qui fut soutenue par les orateurs du parti avancé (36), défenseurs compromettants aux yeux de la majorité. DUPORT, parlant au nom des comités et sentant la partie perdue, eut une phrase prophétique : « Faisons, au moins, que les scènes révolutionnaires

(35) Rapport sur le projet de Code Pénal présenté à l'Assemblée Nationale au nom des comités de constitution et de législation criminelle. *P. V.*, n° 659, supplément à la séance du 23 mai 1791.

(36) En particulier par Robespierre.

soient le moins tragiques et leurs conséquences le moins funestes possible ».

Finalement, les peines admises par le Code Pénal furent la mort, les fers, la réclusion dans une maison de force, la détention, la dégradation civique et le carcan.

Les crimes punis de mort étaient la trahison, les complots contre la paix publique, la forme du gouvernement ou la personne du Roi, la contrefaçon des papiers ayant cours de monnaie, l'incendie volontaire et la castration.

La peine des fers consistait dans l'exécution de travaux forcés, les condamnés traînant un boulet attaché à une chaîne de fer. Cette peine n'était jamais perpétuelle ; le maximum en était fixé à vingt-quatre ans. Elle s'appliquait aux violences graves, viol, enlèvement de mineurs pour les livrer à la prostitution, bigamie, destruction d'état civil, vol avec circonstances aggravantes, faux témoignage, banqueroute frauduleuse.

La gêne, c'était l'emprisonnement aggravé par l'isolement. Cette peine réprimait certains faits de droit commun, mais surtout des crimes politiques (résistance armée à l'autorité, etc...).

La dégradation civique était prononcée pour plusieurs atteintes à la Constitution, et pour violation du secret des lettres.

Enfin le carcan était appliqué aux femmes, aux étrangers et aux repris de justice, qui, n'étant pas citoyens, ne pouvaient être dégradés civiquement.

Telles étaient les principales dispositions du Code

Pénal des 25 septembre - 6 octobre 1791. La compétence originaire des tribunaux criminels devait se trouver ultérieurement fort étendue par plusieurs lois de l'époque terroriste qui, modifiant plus ou moins la composition de ces juridictions, leur attribuèrent la connaissance d'un certain nombre de délits contre-révolutionnaires. Nous trouverons, dans notre chapitre III, le détail de ces innovations ; il s'agit de mesures d'exception qui n'auraient pas leur place dans l'étude de la législation de droit commun.

A la fin de 1792, l'organisation votée par la Constituante est en pleine activité, et le moment semblerait indiqué pour tenter d'en contrôler les résultats. Mais, « combinée pour assurer le bonheur pacifique d'un pays régénéré par la liberté, la justice instituée en 1790 et 1791 ne sera point suffisante pour maintenir l'ordre, au cours de la crise qui est à la veille de se déclarer » (37). Les tribunaux de droit commun vont s'effacer devant le Tribunal criminel extraordinaire de Paris et les juridictions révolutionnaires des départements, qui vont maintenant, tour à tour, retenir notre attention.

(37) Séligman, *op. cit.*, t. I, p. 465.

CHAPITRE II

LE TRIBUNAL CRIMINEL EXTRAORDINAIRE DE PARIS

Bien peu d'historiens ont traité sans passion la question des origines du fameux Tribunal du 10 mars 1793. D'aucuns (1) y voient une institution imposée par des circonstances exceptionnelles ; pour d'autres, (2) ce fut l'émanation d'un régime qui, depuis le 10 août précédent, « étendait son niveau sanglant sur toute la France ». Volontiers nous arrêterions notre opinion à une doctrine intermédiaire. Il nous semble que les circonstances, en mars 1793, étaient de nature à justifier un régime d'exception ; mais aussi que ces circonstances furent complaisamment exploitées par un parti auquel l'insurrection victorieuse du 10 août avait montré la proximité du pouvoir.

Laissons d'ailleurs parler les faits.

Le Tribunal du 10 mars et ses procédés fameux ne se rapportent pas aux premiers temps, encore moins aux principes de la Révolution française. Nous n'en voulons qu'une preuve : la Haute Cour créée par la Constituante (3), le 5 mars 1791, pour juger les crimes

(1) V. en part. Mathiez, *La Révolution française*, t. III, pp. 78 et suiv., et Seligman, *op. cit.*, t. II, pp. 503 et suiv.

(2) Wallon, *Hist. du Trib. révol. de Paris*, t. I, pp. 1 et suiv.

(3) Décret des 5-13 mars 1791. L., t. III, p. 832. *Mon.* du 7 mars 1791.

de lèse-nation « acquitta ou évita de juger tous les condamnés que la Législative lui envoya » (4). Par conséquent, si l'Assemblée déjà éprouvait le besoin de recourir à un mode extraordinaire de justice pour réprimer les conspirations et les complots, du moins l'entendait-elle d'une justice humaine et généreuse.

Il en fut autrement lorsqu'après le 10 août la Commune victorieuse exigea la formation d'un tribunal criminel extraordinaire pour juger les crimes commis en cette célèbre journée. Le Tribunal du 17 août fut formé (5) par un corps électoral élu lui-même par les sections de la capitale. Il était composé de jurés, huit juges, huit suppléants, deux accusateurs publics, quatre greffiers et deux commissaires nationaux, nommés, eux par le pouvoir exécutif provisoire. Les Montagnards y avaient la majorité (6) ; les formes en étaient sommaires. Les juges pouvaient se partager par moitié en deux sections, et statuaient sans recours en cassation. Il y eut de nombreuses condamnations à mort.

Les Girondins, qui le suspectaient, non sans raison, pour ses origines extrémistes, en obtinrent la suppression le 29 novembre 1792 (7). Or, la Haute Cour avait disparu le 25 septembre précédent (8).

(4) Mathiez, *op. cit.*, p. 79.

(5) Décret du 17 août 1792. L., t. X, p. 419.

(6) Juges élus : Robespierre, Osselin, Mathieu, Pépin Desgrouettes, Lavaux, Daubigny, Dubail, Coffinhal. Accusateurs publics : Lullier et Réal. Commissaires nationaux : Scellier et Legaigneur. Directeurs des jurés : Loiseau, Dobsent, Fouquier-Tinville, Guillaume Sermaise, Paré, Crevel (*Mon.* du 20 août).

(7) L., t. XII, p. 283.

(8) L., t. XI, p. 570.

La Révolution ne possédait plus de juridiction politique. Les accusés de complots contre la sûreté de l'Etat furent désormais traduits devant les tribunaux criminels ordinaires qui, régulièrement, les acquittèrent. Cette conception législative parut suffisante tant que nos armées furent victorieuses et le pays tranquille ; mais la condamnation de Louis XVI fut un défi que relevèrent simultanément les royalistes de l'intérieur et l'Europe coalisée aux frontières. Au début de mars 1793 arrivèrent à la Convention les nouvelles de la défaite d'Aldenhoven, de la perte de Liège, puis du soulèvement Vendéen. La situation était grave et décida l'Assemblée à organiser la répression contre les « ennemis de la chose publique ». Mais dans quel sens ? Les précédents historiques offraient un choix entre deux solutions : celle de la clémence (Haute Cour Nationale) et celle de la violence (Tribunal du 17 août). Ces deux alternatives étaient façonnées à l'image des deux grands partis qui se disputaient alors le pouvoir : la Montagne soutenue par la Commune, et désireuse de voir croître son influence par une tension de tous les ressorts de la vie publique ; et la Gironde également patriote, mais convaincue de la nécessité de résister à tout prix aux mesures susceptibles de faciliter l'avènement de la dictature parisienne. Lutte inégale, car déjà les dés étaient jetés, et le gain de la partie assuré. « La mort du Roi avait été voulue par les Montagnards, acceptée non sans quelque répugnance par les principaux Girondins. Le parti qui l'avait voulue et qui avait fait subir à l'autre sa

voionté prend dès lors l'avantage et, quoique toujours en minorité, il s'impose par l'ascendant qu'une faction énergique et compacte sait toujours prendre sur les majorités hésitantes et divisées. Bientôt il va poser les fondements de son empire par deux actes : la transformation du Comité de défense générale en Comité de salut public, et la création du Tribunal révolutionnaire » (9).

Le 9 mars 1793, BENTABOLE présentant à l'Assemblée le vœu de la section de l'Oratoire parla le premier de la création d'un tribunal extraordinaire. Après lui, DAVID et JEAN BON SAINT-ANDRÉ, au nom de la section du Louvre, réclamèrent l'établissement immédiat d'un tribunal sans appel « pour mettre fin à l'audace des grands coupables et des ennemis de la chose publique ». CARRIER convertit en motion la requête des sections. Plusieurs des Girondins, BIROTEAU, GUADET, LANJUINAIS, essayèrent d'arrêter la Convention, mais LEVASSEUR, appuyant la motion de CARRIER, proposa la rédaction suivante qui fut adoptée : « La Convention décrète l'établissement d'un Tribunal criminel extraordinaire sans appel et sans recours en cassation pour le jugement de tous les traîtres conspirateurs et contre-révolutionnaires. » (10). Le lendemain 10 mars, alors que la discussion traînait sur un projet de Robert LINDET, une journée se prépara aux Jacobins pour forcer la main aux Girondins. « Elle échoua. Mais la prise de Liège par l'Autriche soulevait l'opinion,

(9) Wallon, *op. cit.*, t. I, pp. 39 et 40.

(10) *Mon.* du 10.

ébranlait la Convention. ROBESPIERRE accusa l'indulgence coupable de l'Assemblée ; DANTON... lui apporta l'appui de sa parole » (11), et enleva le « décret relatif à la formation du Tribunal criminel extraordinaire et réglant sa composition et ses attributions » (12). Ce Tribunal fut de bonne heure, dans le langage courant, désigné sous le nom de Tribunal révolutionnaire, dénomination qui toutefois ne devint officielle que le 29 octobre 1793.

Nous emploierons, indifféremment, l'une ou l'autre expression en étudiant, dans deux paragraphes, la composition et la compétence de cette juridiction au cours des premiers mois de son existence.

§ 1

COMPOSITION DU TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE

La loi des 10-12 mars 1793 (13) composait le Tribunal révolutionnaire d'abord de cinq juges, nommés par la Convention Nationale, et présidés par le premier élu ou, en cas d'absence, par le plus ancien d'âge. Ils étaient autorisés à juger au nombre de trois.

Il y avait ensuite un accusateur public, et deux adjoints ou substituts, également nommés par l'Assemblée et selon le même mode.

Enfin il y avait des jurés. Peu s'en était fallu pourtant qu'il n'y en eût point ! Le comité de légis-

(11) L. Madelin, *op. cit.*, p. 292.

(12) L., t. XIII, p. 589. *Mon.* des 12-13 mars.

(13) V. loi des 10-12 mars 1793, tit. 1^{er}, art. 2 à 7.

lation chargé, le 9 mars, de l'élaboration du projet d'organisation du nouveau Tribunal, dominé par une majorité girondine, avait admis l'institution d'un jury composé des citoyens nommés dans les départements, en 1792, pour la Haute Cour. A ce moment, le Tribunal échappait à la Montagne, car ces jurés, élus en même temps que la Convention, devaient sans nul doute apporter de leurs provinces l'esprit de la majorité girondine des premières séances.

Mais, le 10 mars au matin, LESAGE, rapporteur du projet, trouva devant lui Robert LINDET, représentant de la minorité montagnarde au comité de législation, qui avait préparé un contre-projet.

Neuf magistrats, nommés par la Convention, et jugeant, sans aucune obligation de forme et sans recours en cassation, les prévenus renvoyés par la Convention ou poursuivis directement par le Tribunal : telle était l'organisation proposée aux applaudissements de la gauche de l'Assemblée. CAMBON pourtant observa que « le despotisme des juges, maîtres de l'instruction, du jugement et de la peine, pouvait se retourner contre les amis de la liberté ». BARÈRE compara le Tribunal de LINDET aux chambres ardentes de l'Inquisition. BARÈRE avait pris une grande autorité depuis le procès du Roi. Ramenée par sa parole à des vues plus modérées, la Convention décida qu'il y aurait des jurés (14). Elle s'en réservait la nomination. Ils seraient pris dans tous les départements. Mais cette opération promettait

(14) P. V., t. VII, p. 233.

d'être longue, et la majorité voulait son Tribunal sans délai. Provisoirement, le 13 mars (15) douze jurés et douze suppléants furent élus par le département de Paris et les quatre départements limitrophes.

Le même décret nommait cinq juges et cinq suppléants, un accusateur public avec deux adjoints et deux suppléants. Le président, qui devait être le premier juge élu, fut, par la renonciation des deux premiers, le troisième, MONTANÉ ; et la charge d'accusateur public échut, par la renonciation de FAURE, à son premier adjoint, FOUQUIER-TINVILLE.

Les Girondins, qui avaient subi l'institution, obtinrent une compensation dans l'élection de la Commission de six membres qui, seule, (16) avait le droit de traduire les accusés au Tribunal politique : le 15 mars, la liste girondine passait tout entière (17). Ephémère revanche ! Dix-sept jours après son élection, la Commission n'avait renvoyé personne encore devant le Tribunal : cette modération ne pouvait trouver grâce devant la Convention.

Juges et jurés, le 2 avril, allèrent se plaindre à l'Assemblée de l'inaction où ils étaient réduits . « Le peuple, qui connaît les conspirateurs, veut leur punition ! » Séance tenante, la Commission fut supprimée. La dernière garantie obtenue par les modérés disparaissait ; bientôt, ce sera l'arrestation des Girondins, dont les efforts suprêmes restent vains contre le flot qui les emporte. Les décrets qui modifient

(15) Décret du 13 mars 1793. L., t. XIII, p. 621.

(16) Décret des 10-12 mars 1793, art. 10.

(17) Décret des 15-19 mars. L., t. XIII, p. 621.

encore, dans cette première période, la composition du Tribunal, ne reflètent à peu près plus aucune lutte : c'est la mise au point du système par le parti vainqueur qui l'adapte pour le mieux au but recherché.

Les premières « améliorations, » dans cet ordre d'idées, visèrent à perfectionner le jury. Sur les vingt-quatre jurés provisoires, tant titulaires que suppléants, nommés le 13 mars, dix seulement avaient accepté. Le Tribunal extraordinaire, avant même d'entrer en fonctions, allait-il se trouver frappé d'impuissance par ce refus ? CHAZAL demanda qu'on mît sur-le-champ les dix jurés en fonctions, et que le Tribunal fût autorisé à juger sans en compter davantage. Un décret fut rendu en ce sens (18).

Puis, le 24 mai, la Convention régla la nomination des jurés à prendre dans les départements, comme le voulait la loi des 10-12 mars. Il fut décrété (19) que le lendemain on mettrait dans une urne les noms des quatre-vingt-cinq départements et qu'on en tirerait seize ; les douze premiers donneraient les douze jurés, les quatre derniers les quatre suppléants. Cela fait, à la séance suivante, on devait distribuer à la Convention la liste imprimée des candidats domiciliés dans chacun des seize départements désignés par le sort : celui qui, de chaque département, aurait le plus de voix, serait élu. La durée des fonctions de juré demeurerait à l'avenir limitée à un mois. Le 15 de chaque mois, on devait procéder au tirage des dépar-

(18) Décret du 28 mars 1793. L., t. XIII, p. 762.

(19) *Mon.* du 27 mai 1793.

tements qui auraient à fournir les jurés pour le mois suivant, ceux qui l'avaient fait ne devant plus y concourir qu'après le tour révolu.

En fait, le tirage des départements n'eut lieu que le 28 mai, et l'élection le 8 juin (20) : la Gironde n'y participait point (21). Mais le renouvellement ne devait pas entraver l'action du Tribunal. Le 13, on décréta que les jurés qui y étaient actuellement de service continueraient à y exercer leurs fonctions jusqu'au 1^{er} juillet suivant, et, le 26, que les derniers jurés nommés en exécution du décret du 24 mai (22), qui étaient actuellement à Paris, reemplaceraient ceux des anciens jurés qui avaient donné ou donneraient leur démission, et qu'ils rempliraient provisoirement les fonctions de ceux qui étaient malades (23).

L'attention de l'Assemblée fut ensuite attirée sur le nombre et la répartition des juges. Le 19 juillet, FOUQUIER-TINVILLE signalait à la Convention les accroissements qui lui paraissaient nécessaires. La loi du 10 mars ne lui avait donné que cinq juges et quatre suppléants. C'était trop peu : « La quantité d'affaires, disait-il, exigerait au moins huit juges dont cinq feraient le service de l'audience, et les trois autres feraient l'instruction, et ce à tour de rôle. De cette manière, j'ose répondre à la Convention que je ferai

(20) *Mon.* du 31 mai et du 11 juin.

(21) Les Girondins furent mis en état d'arrestation par le décret du 2 juin 1793. L., t. XIV, p. 255.

(22) L., t. XIV, p. 702.

(23) L., t. XIV, p. 827.

toutes les affaires aussi promptement que l'exigent les circonstances » (24).

On lui donna une première satisfaction dès le 24 : le nombre des juges fut porté de cinq à sept (25). Mais cet accroissement était disproportionné par rapport à celui des prévenus qui encombraient les prisons : un nouveau décret, rendu le 31 juillet (26) élevait le nombre des juges à dix, y compris le président, le Tribunal pouvant se partager, selon le besoin, en deux sections. Il n'y avait qu'un accusateur public et un greffier comme un seul président ; mais le nombre des substituts était porté de deux à trois, celui des commis-greffiers, de trois à quatre, et celui des jurés à trente.

Le Tribunal ainsi renforcé allait pouvoir « fonctionner ».

§ 2

COMPÉTENCE DU TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE

L'article premier du titre premier de la loi des 10 et 12 mars 1793 fixait originairement en ces termes cette compétence : « Il sera établi à Paris un Tribunal criminel extraordinaire, qui connaîtra de toute entreprise contre-révolutionnaire, de tous attentats contre la liberté, l'égalité, l'unité, l'indivisibilité de la République, la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat, et de tous les complots tendant à rétablir la Royauté, ou

(24) Wallon, *op. cit.*, t. I, p. 260.

(25) L., t. XV, p. 197.

(26) L., t. XV, p. 306.

à établir toute autre autorité attentatoire à la liberté, à l'égalité et à la souveraineté du peuple ».

Les peines encourues étaient celles du Code Pénal (27).

Ce qui frappe dans ce texte est la formule initiale, qui conférait au Tribunal extraordinaire une compétence générale en matière de « contre-révolution ». On ne peut pas ne pas remarquer l'ambiguïté et l'imprécision de ces termes, susceptibles d'accroître à l'infini, selon l'arbitraire des maîtres de l'heure, le nombre des ressortissants de la justice révolutionnaire. De fait, l'histoire des attributions du Tribunal du 10 mars est une extension continue : à la fin de leur évolution, nul n'était à l'abri de leurs menaces. Nous nous bornerons ici à passer en revue les principales catégories de prévenus qui défilèrent à la barre au cours des quelques mois qui constituent le cadre de la première partie de notre étude.

Etaient naturellement contre-révolutionnaires au premier chef les prêtres réfractaires et les émigrés.

Par prêtres réfractaires on entendait ceux qui ne s'étaient pas soumis à la constitution civile du clergé, ayant refusé ou rétracté le serment qu'ils estimaient apostasie. La peine, s'ils faisaient encore acte de prêtres, avait été d'abord la perte de leur traitement et des droits de citoyen actif (loi des 27 novembre - 26 décembre 1790). Un décret du 26 août 1792 leur infligea en outre la transportation à Cayenne, s'ils n'étaient pas sortis de France dans le délai de quinze

(27) Décret des 10-12 mars 1793, tit. II, art. 1^{er}.

jours (28). Un dernier décret des 23-24 avril 1793 compléta cette législation (29). Tous les ecclésiastiques séculiers et réguliers, frères convers et laïcs, qui n'avaient pas prêté serment, devaient être embarqués et transférés, sans délai, à la Guyane Française. Étaient sujets à la même peine ceux qui seraient dénoncés pour cause d'incivisme par six citoyens dans le canton. Le serment prêté postérieurement au 23 mars 1793 était déclaré non avenu : condamnation sans miséricorde de tous ceux qui, à cette date, n'avaient pas obéi à la loi. Enfin ceux des déportés en exécution des dispositions précédentes qui rentre-raient sur le territoire de la République devaient être punis de mort dans les vingt-quatre heures.

Quant aux émigrés, l'Assemblée Législative, dès le 9 novembre 1791, les avait frappés par un décret auquel Louis XVI refusa d'abord sa sanction, préférant tenter encore de les ramener sans contrainte ; mais la marche des événements les avait mal rassurés sur cet appel, et ceux qui s'y rendirent par la suite coururent grand risque de payer pour les autres. Après la chute du Roi, la législation avait redoublé de rigueur. Il ne s'agissait pas seulement des émigrés pris les armes à la main : ceux-là, aux termes de la loi du 9 octobre 1792, devaient être mis à mort dans les vingt-quatre heures (30). Les simples émigrés étaient, par la loi du 24 du même mois, bannis à jamais du terri-

(28) L., t. X, p. 626.

(29) L., t. XIV, p. 158.

(30) L., t. XII, p. 33.

toire avec confiscation de leurs biens, et ceux qui rentreraient punis de mort. Un décret du 14 février 1793 accordait 100 livres de récompense à qui les dénoncerait, ou saurait les découvrir (émigrés ou prêtres à déporter). Un décret du 25 déclarait nuls et comme non venus « tous les jugements qui auraient été ou seraient rendus par les tribunaux de district sur les faits d'émigration. » (31). Les districts, à la suite d'un acquittement prononcé à Amiens qui avait fait scandale (32), étaient devenus suspects de faveur pour les gens du pays.

Qu'était-ce donc au juste que ces malheureux pour lesquels il semblait que nulle rigueur ne fût suffisante ?

Une loi des 28-29 juillet 1792 réputait émigrés ceux qui étaient sortis du royaume sans passeport régulier (33). La preuve en incombait à l'accusation et parut bientôt trop lourde. Dans sa séance du 28 mars 1793, la Convention vota une loi qu'elle élaborait depuis le mois de décembre, dont OSSELIN, l'ancien président du Tribunal du 17 août, était rapporteur et dont il devait devenir la victime : la loi des émigrés.

Pour être réputé émigré et en subir la peine, — peine de mort, — il n'était pas nécessaire que le fait d'émigration fût prouvé ; il suffisait que l'accusé ne pût pas établir le contraire. C'était à lui à faire la preuve.

(31) L., t. XIII, pp. 306 et 326.

(32) *Mon.* du 27.

(33) L., t. IX, p. 741.

Etaient tenus pour émigrés (34) :

1° Celui qui, sorti de France depuis le 1^{er} juillet 1789, ne justifiait pas de sa rentrée dans les formes prescrites par la loi du 8 avril 1792 ;

2° Celui qui, absent de son domicile, ne justifiait pas de sa présence continue depuis le 9 mai de la même année ;

3° Celui qui, actuellement présent, mais s'étant absenté, n'établissait pas qu'il était en France depuis la même époque ;

4° Celui qui sortait du territoire sans avoir rempli les formalités prescrites par la loi ;

5° Tout agent du Gouvernement qui, envoyé au dehors, n'était pas rentré dans les trois mois de la notification de son rappel ;

6° Tout Français qui, devant l'invasion des armées étrangères, avait quitté le territoire non envahi pour aller sur le territoire occupé par l'ennemi ;

7° Ceux qui, quoique nés en pays étrangers, avaient exercé les droits de citoyens français, ou qui, ayant un double domicile, un en France, l'autre au dehors, ne justifiaient pas d'une résidence sans interruption en France depuis le 9 mai 1792.

Cette énumération devait tenir le premier rang dans l'arsenal des juridictions d'exception.

Après les prêtres réfractaires et les émigrés, le Tribunal extraordinaire retirait encore aux tribunaux

(34) Décret des 28 mars-5 avril 1793, sect. III, art. 6 ; L., t. XIII, p. 779.

criminels (le cas était d'ailleurs visé dans la loi de son institution) ceux qu'atteignait le décret du 4 décembre 1792, décret rendu sur la proposition du Girondin Buzot, et qui frappait de mort « quiconque proposerait ou tenterait d'établir la royauté ou tout autre pouvoir attentatoire à la souveraineté du peuple (35).

La mort était prévue également pour les individus prévenus d'avoir empêché le recrutement, que le décret des 17-26 mars 1793 renvoyait au Tribunal révolutionnaire (36).

La mort encore était portée par le décret du 29 du même mois, mais cette fois pour des écrits (37).

« ART. 1. — Quiconque sera convaincu d'avoir composé ou imprimé des écrits qui proposent le rétablissement de la royauté en France ou la dissolution de la Convention nationale sera traduit devant le Tribunal révolutionnaire et puni de mort. »

« ART. 2. — Peine de mort contre ceux qui conseilleront dans des écrits le meurtre ou le pillage. »

« ART. 3. — Les colporteurs, vendeurs et distributeurs des écrits prohibés seront punis de trois mois de détention, s'ils en découvrent les auteurs, et de deux ans de fers, s'ils ne les découvrent pas. »

Mais ils s'entendirent appliquer plus d'une fois la peine de mort comme complices de la conspiration.

La mort toujours fut votée le 26 juillet contre les

(35) L., t. XII, p. 305.

(36) L., t. XIII, p. 646.

(37) L., t. XIII, p. 815.

accapareurs, c'est-à-dire contre ceux qui dérobaient à la circulation, des marchandises ou denrées de première nécessité qu'ils achetaient et tenaient enfermées dans un lieu quelconque, saus les mettre en vente journellement et publiquement.

Tels furent les chefs de condamnation les plus fréquents, — tant que le Tribunal motiva régulièrement ses sentences : nous pensons qu'on a pu mesurer, par ces quelques pages, le vaste champ que lui ouvraient déjà les lois sur les émigrés et sur les prêtres, et la compétence plus étendue que lui firent les décrets, rendus en particulier dans le mois de son établissement.

Si vaste était ce domaine que le Tribunal révolutionnaire, malgré l'accroissement du nombre de ses membres et leur bonne volonté, eût succombé à la tâche. La Convention le comprit, et elle le déchargea d'une partie de ses attributions en créant les juridictions révolutionnaires des départements.

CHAPITRE III

LES JURIDICTIONS RÉVOLUTIONNAIRES DES DÉPARTEMENTS

L'analyse des décrets relatifs à ces juridictions est à peu près inexistante dans tous les ouvrages que nous avons consultés.

Nous croyons pouvoir expliquer le silence des historiens par deux raisons.

La première est la grande pénurie des textes législatifs.

La seconde est l'inobservation totale de ces textes par ceux qui étaient chargés de les appliquer.

Il est certain tout d'abord, que lorsqu'on a énuméré les brefs décrets des 19-20 mars (1), 28 mars-5 avril 1793 (2) et 29-30 vendémiaire (20-21 octobre) (3) an II, on a à peu près délimité le cercle où devaient circonscrire leur activité les juridictions révolutionnaires des départements.

Il est non moins certain, d'autre part, que si vaguement tracées qu'elles fussent, ces limites se trouvèrent sans cesse dépassées par l'arbitraire des représentants en mission. BERRIAT-SAINT-PRIX a écrit deux volumes sur la justice révolutionnaire dans les départ-

(1) L., t. XIII, p. 663.

(2) L., t. XIII, p. 777.

(3) L., t. XVI, p. 275.

tements ; WALLON a consacré cinq tomes au même sujet, mais ces auteurs se sont complus presque exclusivement à décrire ce que fut le fonctionnement de cette justice. Or cette description rentre dans l'objet de la seconde partie de notre thèse. Notre but ici, avant d'examiner les faits tels qu'ils se déroulèrent, est de rechercher ce qu'ils auraient dû être dans le cadre des lois destinées à les conditionner. Nous l'avons déjà dit dans notre introduction, et nous touchons actuellement le sujet auquel ce postulat s'applique le plus parfaitement : pour mesurer les illégalités commises, il faut connaître les lois violées.

C'est dans cet esprit que nous allons étudier tour à tour les deux seules catégories de juridictions pour lesquelles la Convention ait ébauché un embryon d'organisation en dehors de Paris, nous voulons dire les commissions militaires et les tribunaux criminels des départements investis du droit de juger révolutionnairement.

SECTION I

LES COMMISSIONS MILITAIRES

Dissipons immédiatement l'équivoque susceptible d'envelopper ce titre : les commissions militaires doivent être soigneusement distinguées des tribunaux criminels militaires prévus par le décret des 12-16 mai 1793 (4). Composées d'un accusateur, d'un jury de

(4) L., t. XIV, p. 323.

jugement et de trois juges, tous recrutés (sauf l'accusateur) parmi les officiers et les soldats, les tribunaux criminels militaires connaissaient des délits commis pendant la guerre, à l'armée ou dans les camps occupés par elle, par les individus qui la composaient ou qui étaient employés à sa suite (5). Ils n'avaient de commun avec les commissions militaires que la qualité des membres qui les constituaient ; leur organisation et leur compétence étaient entièrement différentes.

On peut définir de la façon suivante les commissions militaires de l'époque de la Terreur : c'étaient des juridictions généralement composées d'officiers, qui jugeaient sans jury et connaissaient de certaines infractions contre-révolutionnaires, c'est-à-dire de certaines espèces de la liste que nous avons énumérée en examinant les attributions du Tribunal criminel extraordinaire de Paris (6).

Il faut en chercher les précédents directs dans le décret du 9 octobre 1792 (7) relatif au mode d'exécution de la peine de mort contre les émigrés pris les armes à la main : les décrets de la Terreur n'eurent qu'à développer l'idée émise par ce texte.

(5) Notre intention étant, dans cette thèse, d'examiner seulement la justice de droit commun et la justice d'exception instituée par suite des événements extraordinaires de la Terreur, une étude plus approfondie du décret des 12-16 mai 1793 dépasserait les limites que nous nous sommes imposées.

(6) Signalons cependant une disposition transitoire qui fit un moment échec à la distinction entre les commissions et les tribunaux criminels militaires : par le décret du 3 septembre 1793 (L., t. XV, p. 703), la Convention décréta qu'en attendant que les tribunaux militaires soient en activité, les accusés de délits militaires seraient jugés par des commissions militaires.

(7) L., t. XII, p. 33.

Renversant l'ordre observé jusqu'à présent, nous étudierons la compétence des commissions militaires avant leur composition : le législateur, sans doute par inadvertance, fit quelque peu varier celle-ci en fonction de celle-là.

§ 1

COMPÉTENCE DES COMMISSIONS MILITAIRES

Le premier rang fut naturellement tenu par les émigrés. Leur cas était visé dès le 9 octobre 1792, précisément dans le premier décret qui ait prévu l'existence des commissions militaires. A vrai dire, la seule qualité d'émigré ne rendait pas alors justiciable de ces juridictions ; il fallait encore que l'émigré eût été pris les armes à la main, ou qu'il fût prouvé qu'il avait servi contre la France. Preuve difficile à rapporter parfois, incompatible en tout cas avec la procédure très sommaire qui contribuait à assurer la rigueur de la répression. Le décret des 28 mars - 5 avril 1793 (8) remédia à cet écueil en créant la présomption suivante : étaient réputés avoir servi contre la France, et compris par conséquent dans les dispositions du 9 octobre précédent, tous les Français émigrés qui seraient pris faisant partie de rassemblements armés ou non armés, ou ayant fait partie desdits rassemblements ; *ceux qui avaient été ou seraient pris, soit sur les frontières, soit en pays ennemi, soit dans les pays occupés par les troupes de la République* ; et enfin

(8) Décret des 18 mars-5 avril 1793, tit. I^{er}, sect. XII, art. 74.

ceux qui avaient été ou se trouveraient saisis de congés ou de passeports délivrés par les chefs français émigrés, ou par les commandants militaires des armées ennemies. Dans tous les cas, la peine était la mort dans les vingt-quatre heures. Quelle tendance plus naturelle pourtant, chez ces malheureux, chassés de leurs foyers, que celle qui les poussait à rejoindre dans l'exil leurs parents, leurs épouses, leurs enfants, près des frontières de cette patrie qui malgré tout leur restait chère ! Cela seul était un crime désormais : chaque victoire des troupes républicaines devait en livrer des centaines à l'exécuteur.

L'article 2 de la loi du 9 octobre 1792 prévoyait la même peine, et dans les mêmes conditions, à l'égard de tous les étrangers qui, depuis le 14 juillet 1789, avaient quitté le service de la France et s'étaient, après avoir abandonné leur poste, réunis aux émigrés ou aux ennemis.

L'organisation rationnelle de la Terreur, à partir du début de mars 1793, multiplia les textes de ce genre.

La loi des 19-20 mars mettait « hors de la loi » ceux qui étaient ou seraient prévenus d'avoir pris part aux révoltes ou émeutes contre-révolutionnaires qui avaient éclaté ou éclateraient à l'époque du recrutement dans les différents départements de la République, et même ceux qui tout simplement auraient pris ou prendraient la cocarde blanche ou tout autre signe de rébellion. Pris ou arrêtés les armes à la main, ils devaient être dans les vingt-quatre heures mis à

mort, après que le fait aurait été reconnu ou déclaré constant par une commission militaire. La loi prévoyait d'ailleurs, malgré sa sévérité, deux excuses absolutoires, l'une pour favoriser la soumission, l'autre pour encourager la délation. D'une part ceux qui rentreraient dans le devoir, aux termes de la proclamation à eux faite par les commandants de la force publique, et dans le délai de vingt-quatre heures, ne pourraient être inquiétés, ni recherchés. D'autre part, ceux qui livreraient les chefs ou auteurs et instigateurs de la révolte, avant néanmoins l'entière dispersion de celle-ci, échapperaient aux condamnations prononcées contre eux.

De plus, les pénalités terribles de ce décret des 19-20 mars furent adoucies par ceux du 10 mai (9) et du 5 juillet (10) 1793, qui réservèrent le dernier supplice aux chefs des révoltés et aux émigrés. Nous laissons à ces textes toute l'éloquence de leur brièveté et de la passion qui les inspire encore :

« 10-11 mai 1793. — La Convention nationale
« décrète que les chefs et instigateurs des révoltés
« seront seuls sujets à la peine portée par le décret
« du 19 mars dernier contre les rebelles. »

« 5-5 juillet 1793. — Seront réputés chefs d'émeu-
« tes et révoltés dont il est parlé dans l'article premier
« du décret du 19 mars, les membres des comités de
« régie et administration, formés, soit pour leur direc-

(9) L., t. XIV, p. 312.

(10) L., t. XV, p. 30.

« tion, soit pour le vêtement, l'armement, l'équipement et les subsistances des révoltés, ceux qui signent les passeports, ceux qui enrôlent ; seront pareillement réputés chefs desdites émeutes et révoltes, les prêtres, les ci-devant nobles, les ci-devant seigneurs, les émigrés, les administrateurs, les officiers municipaux, les juges, les hommes de loi, qui auront pris part dans lesdites émeutes et révoltes ; en conséquence, ils seront, comme les chefs eux-mêmes, punis de mort. »

La loi des 16-19 juin 1793 (11) se rattachait aux nécessités de la défense nationale contre l'ennemi du dehors. Elle édictait la peine de mort à l'encontre des Français et des étrangers convaincus d'espionnage, les soumettant au jugement d'une commission militaire formée comme il était décrété par la loi du 9 octobre précédent contre les émigrés pris les armes à la main.

Dans tout cet arsenal il n'était presque pas question encore d'une race pourtant détestée des hommes de la Révolution : les prêtres, habituels compagnons de misère des émigrés.

Les 29-30 vendémiaire an II, en des termes à peu près identiques à ceux du décret des 28 mars - 5 avril, leur situation était réglée. Les ecclésiastiques sujets à la déportation pris les armes à la main, soit sur les frontières, soit en pays ennemi, ceux qui auraient été ou se trouveraient saisis de congés ou passeports délivrés par des chefs français émigrés, ou par des

(11) L., t. XIV, p. 729.

commandants des armées ennemies, ou par les chefs des rebelles ; et *ceux qui seraient munis de quelques signes contre-révolutionnaires* devaient être, *sans condition*, condamnés à mort par les commissions militaires.

Arrêtés sans armes dans les pays occupés par les troupes de la République, ils étaient promis au même sort, mais seulement s'ils avaient été précédemment dans les armées ennemies ou dans les rassemblements d'émigrés ou de révoltés, ou s'ils y étaient à l'instant de leur arrestation.

Ainsi pourvues, les commissions militaires pouvaient concurrencer dans des proportions considérables le Tribunal révolutionnaire de Paris, et le décharger d'une partie importante de son travail. Quels étaient donc les hommes appelés à remplir ce rôle ?

§ 2

LA COMPOSITION DES COMMISSIONS MILITAIRES

Dans tous les cas, il y avait cinq membres-juges ; mais le choix de ces membres pouvait différer selon les hypothèses. C'est du moins la solution qui nous semble dériver de l'interprétation littérale des textes. Alors que les décrets des 19-20 mars et 29-30 vendémiaire exigeaient la présence de cinq officiers pris dans les différents grades de la division, les décrets des 28 mars - 5 avril et 16-19 juin renvoyaient au décret du 9 octobre 1792 qui se contentait de cinq « person-

nes », sans précision supplémentaire. Seule alors pouvait justifier le qualificatif : militaire, la qualité de l'autorité qui nommait les membres de la commission : l'état-major de l'armée.

SECTION II

LES TRIBUNAUX CRIMINELS DES DÉPARTEMENTS INVESTIS DU DROIT DE JUGER RÉVOLUTIONNAIREMENT

En terminant l'étude de la compétence des tribunaux criminels de droit commun, nous signalions l'extension que cette compétence avait prise au cours des premiers mois de la Terreur, dans le sens de la justice révolutionnaire. Grâce à ce développement, chaque département se trouva promptement doté d'une juridiction d'exception nouvelle composée d'un personnel ancien chargé d'attributions extraordinaires. C'est cet aspect des tribunaux criminels que nous voulons maintenant préciser. Disons tout de suite qu'il nous faudra dédoubler la question et distinguer deux groupes d'hypothèses.

Dans certains cas, l'organisation des tribunaux criminels imitait celle des commissions militaires, et leurs attributions devenaient à peu près symétriques.

Dans d'autres cas — mais pour un petit nombre d'affaires seulement — on voyait apparaître à la place de la juridiction de droit commun un véritable tribunal révolutionnaire, constitué à l'image du Tribunal extraordinaire de Paris.

§ 1

LES TRIBUNAUX CRIMINELS DES DÉPARTEMENTS
CONSTITUÉS A L'INSTAR DES COMMISSIONS MILITAIRES

1° *Composition.*

Quand nous disons que la composition des tribunaux criminels reproduisait celle des commissions militaires, nous voulons indiquer qu'on ne trouvait plus dans ce rôle la caractéristique essentielle de la nouvelle justice de droit commun : l'institution du jury, pas plus du jury d'accusation que du jury de jugement. Le coupable, disait la loi, devait être traduit devant « les juges du tribunal » (12) qui eux-mêmes le déclaraient convaincu et prononçaient la peine. Donc, un président assisté de trois juges empruntés aux tribunaux du district : telle était la juridiction. On conçoit aisément ce qu'une pareille organisation avait d'exceptionnel et de dangereux sous un régime de dictature ; quelques hommes « capables » convenablement choisis par les agents du pouvoir central : la Terreur était installée dans les départements. On nous objectera que les juges devaient être élus par le peuple, et non choisis par ses chefs ; mais qui ne sait que les élections populaires — quand elles sont maintenues, — sous un régime autoritaire, ne sont autre chose que le reflet fidèle de cette autorité ?

2° *Compétence.*

Nous allons retrouver ici à peu près tous les textes

(12) V. en part. les lois des 19-20 mars 1793, art. 4 ; — et des 28 mars-5 avril, tit. I, sect. XII, art. 78.

que nous avons analysés à propos des commissions militaires ; aussi nous efforcerons-nous, pour éviter la monotonie d'une répétition, de signaler surtout les différences qui séparaient les deux catégories d'attributions.

Les tribunaux criminels furent investis du droit de juger révolutionnairement, au sens où nous l'entendons actuellement, postérieurement à l'apparition des juridictions du 9 octobre 1792 : le décret des 19-20 mars 1793 en introduisit la primeur dans la législation terroriste. Il s'agissait d'assurer une répression totale des révoltes ou émeutes contre-révolutionnaires qui avaient lieu à l'époque du recrutement. Une contre-attaque immédiate réussissait-elle à capturer les rebelles les armes à la main ? C'étaient les balles des commissions militaires. Mais combien étaient assez habiles pour jeter leurs armes, après avoir participé au feu de l'action ! Ceux-là pourtant devaient payer comme les autres ; et c'est pourquoi l'article 4 décidait de les envoyer aux juges des tribunaux criminels. Prêtres, nobles, seigneurs, émigrés, domestiques de toutes ces personnes, étrangers, fonctionnaires de l'ancien régime, chefs ou agitateurs des attroupements des révoltés, meurtriers, incendiaires ou pillards, ils étaient condamnés à mort. Détenus de toute autre espèce, ils devaient demeurer en état d'arrestation jusqu'à ce qu'il fût statué sur leur sort par décret de la Convention nationale (13). Et, pour mieux et plus

(13) Décret des 19-20 mars, art. 6.

rapidement les saisir, la loi du 7 avril suivant (14) décrétait l'ambulance des tribunaux criminels : les juges pouvaient être requis par les administrations de départements de se transporter dans les chefs-lieux de district, centres des mouvements de révolte.

Le décret des 28 mars - 5 avril sur les émigrés ne manqua pas d'en déférer un certain nombre à cette forme élémentaire de justice. En présence d'émigrés qui n'avaient pas été pris les armes à la main, qui n'avaient pas fait partie de rassemblements armés ou non armés, et qui n'avaient reçu aucun congé ou passeport de chefs français émigrés ou de commandants des armées ennemies, les commissions militaires devaient se déclarer incompétentes et « renvoyer les prévenus dans les maisons de justice des tribunaux criminels des départements de leur dernier domicile en France (15) ». Par cela seul qu'ils étaient rentrés ou restés sur le territoire de la République contre la disposition des lois, ils encouraient la peine de mort, ou la déportation s'il s'agissait d'une femme de vingt-et-un-ans et au-dessous, jusqu'à quatorze ans.

Et voici pour terminer un dernier cas. Nous nous y attendions, il s'agit des prêtres : ceux du moins qui avaient commis le crime impardonnable de rentrer en France bien qu'étant sujets à la déportation. La loi des 29-30 vendémiaire était d'ailleurs moins nette que les précédentes quant à la composition des juridictions qui devaient statuer sur le sort de cette catégorie particulière de « délinquants » ; mais, du rapproche-

(14) L., t. XIV, p. 66.

(15) Décret des 28 mars-5 avril 1793, sect. XII, art. 75 et suiv.

ment fait, dans ce texte comme dans les autres — et dans les mêmes termes — entre les commissions militaires et les tribunaux criminels, nous pouvons conclure avec la quasi-certitude de dire vrai, que les tribunaux criminels, jugeant les prêtres sujets à la déportation, étaient composés d'une façon identique aux commissions militaires.

§ 2

LES TRIBUNAUX CRIMINELS DES DÉPARTEMENTS CONSTITUÉS A L'INSTAR DU TRIBUNAL EXTRAORDINAIRE DE PARIS

1° *Composition.*

Quelques textes, d'ailleurs tardifs dans la période d'organisation de la justice révolutionnaire au sens où nous avons admis cette expression, calquaient approximativement la composition des tribunaux criminels des départements sur celle du Tribunal extraordinaire du 10 mars. Citons ces textes : les décrets des 7-9 frimaire (27-29 novembre) (16) ; 26-29 frimaire (19-29 décembre) (17) ; 30 frimaire (20 décembre) (18), an II. Dans ces différentes lois, la garantie que constituait pour les prévenus le jury d'accusation disparaissait. Le tribunal était réduit à un président, ses assesseurs, un accusateur public et un jury de jugement. La procédure était évidemment

(16) L., t. XVI, p. 557.

(17) L., t. XVI, p. 693.

(18) L., t. XVI, p. 722.

d'autant plus expéditive que la composition de la juridiction était plus allégée.

2° Compétence.

Chacune des lois que nous avons citées traitait d'une espèce d'infraction déterminée. Nous allons donc les reprendre et dire quelques mots de leur contenu.

Le décret des 7-9 frimaire tendait à assurer la répression des « soustractions, divertissements ou malversations quelconques commis dans la garde, régie ou vente des meubles ou immeubles appartenant à la République, par les membres ou commissaires des corps administratifs, par les préposés au séquestre, inventaire ou vente, par les gardiens ou dépositaires de ces biens. »

Le décret des 26-29 frimaire visait ceux qui avaient trahi la patrie dans les parties du territoire de la France envahies par l'ennemi, en particulier en y acceptant des fonctions publiques.

Enfin le décret du 30 frimaire créait plusieurs chefs d'incrimination, au regard des délits d'embauchage, de complicité d'émigration et de fabrication, distribution ou introduction de faux assignats.

Il faut reconnaître qu'ainsi complétés les tribunaux criminels de départements avaient une organisation parfaitement graduée. En résumé, leur composition était en quelque sorte dosée selon la gravité des infractions et l'on pouvait distinguer trois stades dans ce dosage. Les crimes de droit commun en général

obtenaient le maximum de garanties : le tribunal criminel siégeait au complet. Certains d'entre eux cependant apparaissaient comme étant particulièrement contraires au civisme révolutionnaire : le tribunal criminel se faisait tribunal révolutionnaire. Les crimes de contre-révolution ne bénéficiaient d'aucune pitié : le tribunal criminel devenait commission militaire.

Notre titre premier s'achève ; nous avons étudié séparément chaque rouage des multiples mécanismes de la justice criminelle sous la Terreur. A l'analyse doit se substituer désormais la synthèse : il nous faut voir maintenant comment le législateur avait imaginé le montage de tous ces rouages. Ce sera l'objet de notre titre II.

TITRE II

LA PROCÉDURE APPLICABLE DEVANT LES JURIDICTIONS CRIMINELLES SOUS LA TERREUR

Nous prenons le mot procédure en son sens le plus étroit, c'est-à-dire que nous allons rechercher comment étaient instruits et jugés les procès devant les différentes juridictions précédemment décrites, soit, dans trois chapitres : la procédure devant les tribunaux criminels des départements (droit commun) (1) ; la procédure devant le Tribunal révolutionnaire de Paris ; la procédure devant les juridictions révolutionnaires des départements.

(1) Par opposition à la procédure suivie devant les tribunaux criminels des départements jugeant révolutionnairement.

CHAPITRE PREMIER

LA PROCÉDURE DEVANT LES TRIBUNAUX CRIMINELS DES DÉPARTEMENTS (droit commun)

Lorsque l'Assemblée constituante résolut de fonder une procédure criminelle, elle se trouva, en jetant ses regards en arrière, en présence de deux systèmes.

L'un, bien que composé d'éléments imparfaits et avec des modifications successives, avait dans son ensemble régi la France depuis les invasions germaniques jusqu'au xv^e siècle, et portait en lui les grands principes de l'accusation publique, de la preuve orale, de la publicité des débats, du droit de défense.

L'autre, qui depuis trois siècles seulement avait succédé au premier, avait pour éléments l'institution du ministère public, la procédure par enquête, l'instruction écrite et secrète, les preuves légales, la suppression du droit d'accusation et du droit de défense. Les cahiers des Etats-Généraux lui reprochaient en particulier l'instruction secrète et l'absence de conseils destinés à assister les accusés (1).

Ces deux théories, entièrement opposées l'une à l'autre, fondées sur des principes distincts, semblaient mutuellement s'exclure. On pouvait croire qu'il était permis d'opter entre les règles de l'une ou de l'autre,

(1) Voir Sélégman, *op. cit.*, t. I, pp. 67 et suiv.

mais il paraissait que ces règles étaient inconciliables entre elles. Pourtant, quelques esprits soupçonnèrent que ces principes, quoique différents, pouvaient avoir l'un dans l'autre des points d'appui, et même enfermés dans certaines limites, se prêter une force mutuelle. Le comité de législation de l'assemblée constituante adopta ce système de conciliation.

A la législation antérieure au xv^e siècle, il emprunta la publicité des audiences, les preuves orales, les appels. A la législation postérieure il prit l'institution du ministère public, la première information avec son secret, la procédure écrite jusqu'au débat.

Ainsi se trouvèrent combinés dans un même système, conciliés dans une même législation, les principes qui tour à tour avaient exclusivement régi la France, sans jamais lui donner une juste répression des crimes. Ces principes furent exprimés dans le décret des 16-29 septembre et dans l'instruction des 29 septembre - 21 octobre 1791 (2). La procédure qu'ils établissaient peut être divisée en quatre phases : la mise en mouvement de l'action publique, l'instruction préalable, l'accusation, le jugement.

§ 1

MISE EN MOUVEMENT DE L'ACTION PUBLIQUE

L'action publique appartenait à la fois aux juges de paix et aux officiers de police qui les suppléaient

(2) L., t. VI, p. 536.

(c'est-à-dire aux officiers de gendarmerie), aux parties lésées et aux citoyens témoins de crimes, exceptionnellement aux commissaires du Roi. Mais les pouvoirs de ces différents personnages étaient fort différents.

Les juges de paix avaient évidemment les plus étendus. Ils étaient dans chaque canton chargés des fonctions de la police de sûreté (3) : ces fonctions réunissaient entre leurs mains trois attributions distinctes, la recherche, la poursuite et l'instruction. Dans les deux premiers rôles, ils dressaient les procès-verbaux des délits et pouvaient commencer une information criminelle, soit d'office, soit lorsqu'ils étaient saisis par la plainte ou la dénonciation des citoyens (4).

Les parties lésées et même les citoyens en général participaient en effet à un certain degré à l'action publique. Les parties puisaient leurs droits dans le « tort personnel » qu'elles avaient éprouvé ; les autres, qu'ils fussent ou non lésés, avaient le droit de saisir la justice, lorsqu'ils avaient été témoins d'un attentat soit contre la liberté et la vie d'un autre homme soit contre la sûreté publique et individuelle (5). La plainte ou la dénonciation obligeait l'officier de police qui l'avait reçue à faire comparaître le prévenu, appeler les témoins, constater et apprécier les charges, et, d'après leur nature et leur gravité, statuer sur la prévention. Si l'officier de police refusait de délivrer un mandat

(3) Décret des 16-29 sept. 1791, tit. I, art. 1 et 3.

(4) *Ibid.*, tit. III, art. 5 et 6.

(5) *Ibid.*, 1^{re} partie, tit. VI.

d'amener ou un mandat d'arrêt, le plaignant ou le dénonciateur pouvait présenter directement son accusation au jury du district.

Enfin les commissaires du Roi, nonobstant le décret du 10 août 1790, conservèrent une certaine portion de l'action publique au regard de quelques crimes (6). Ce droit devait disparaître avec eux, c'est pourquoi nous n'y insistons pas. Les accusateurs publics, malgré leur nom, n'avaient l'initiative d'aucune poursuite.

§ 2

L'INSTRUCTION PRÉALABLE

L'Assemblée Constituante répudia toute la procédure du ^{xvi}e siècle, à l'exception seulement de la partie de cette procédure qui avait pour objet l'instruction préalable. Ce sont les règles de cette instruction que nous allons trouver dans le décret des 16-29 septembre 1791.

Dans ce système, l'instruction préalable, divisée en deux parties, était placée entre les mains de deux magistrats distincts : l'officier de police et le directeur du jury.

L'officier de police n'était pas seulement investi des attributions de la police judiciaire, il accomplissait encore quelques-uns des actes de l'instruction. Il était compétent pour recevoir les plaintes, pour entendre les témoins produits par les plaignants, pour ordonner la visite des personnes et des lieux, pour

(6) Const. des 3-14 sept. 1791, ch. 5, art. 25 et 26.

dresser procès-verbal du corps du délit (7). Il décernait contre les inculpés le mandat d'amener et même le mandat d'arrêt, il les interrogeait et pouvait, d'après les résultats de cet interrogatoire, soit les faire conduire à la maison d'arrêt, soit les renvoyer en liberté (8). En cas de meurtre ou de flagrant délit, il se transportait sur les lieux, dressait procès-verbal de tout ce qui pouvait servir à conviction ou à décharge, commençait les poursuites sans attendre aucune réquisition et ordonnait l'arrestation des prévenus.

Les pièces de cette première information étaient transmises au juge qui, dans chaque tribunal, remplissait les fonctions de directeur du jury (9). Ce magistrat, véritable juge d'instruction, était chargé de les examiner et de les compléter. Il vérifiait d'abord si l'inculpation était de nature à être présentée au jury, c'est-à-dire si le fait incriminé était passible d'une peine afflictive et infamante. Il entendait ensuite le prévenu, et la loi voulait qu'il constatât par un procès-verbal ses déclarations et ses réponses. Enfin il faisait citer devant lui les témoins qui n'avaient pas été entendus par l'officier de police, et il recevait leurs déclarations par écrit (10).

Ces dépositions écrites, reçues soit par l'officier de police, soit par le directeur du jury, n'étaient que de simples renseignements et n'étaient point destinées à faire charge au procès.

(7) Décret des 16-29 sept. 1791, tit. V, art. 6, 7, 14.

(8) *Ibid.*, art. 16 et 17.

(9) *Ibid.*, 2^e partie, tit. I, art. 3 et 4.

(10) *Ibid.*, 2^e part., tit. I, art. 16.

Si le directeur du jury estimait la poursuite mal fondée, il convoquait le tribunal de district en chambre de conseil pour faire prononcer une ordonnance de non-lieu ; s'il la croyait suffisamment établie, il dressait un acte d'accusation, qui n'était qu'un exposé exact et précis des faits, et communiquait les pièces au commissaire du Roi, pour qu'il pût apprécier le caractère du fait incriminé. L'acte d'accusation était dressé de concert avec la partie plaignante ou dénonciatrice, s'il y en avait une. Nous avons vu et nous rappelons que, dans le cas où le directeur du jury pensait qu'il n'y avait pas lieu de porter l'accusation au jury, la partie pouvait dresser seule son acte d'accusation et le présenter directement : retour momentané au principe de l'accusation populaire.

Là s'arrêtait l'instruction préalable : le jury d'accusation, quoique emprunté aux institutions britanniques, n'avait pas, comme le grand jury anglais, le droit d'instruire les procès ; il n'avait d'autre mission que de déclarer s'il y avait lieu ou s'il n'y avait pas lieu à accusation.

§ 3

L'ACCUSATION (11)

Le directeur du jury exposait dans chaque affaire au jury l'objet de l'accusation, et lui expliquait les fonctions qu'il avait à remplir. Il lui remettait les pièces de la procédure, à l'exception de la déclaration

(11) *Ibid.*, 1^{re} partie, tit. I, art. 18 et suiv.

écrite des témoins. Les pièces étaient lues d'abord ; ensuite, les témoins produits à l'appui de l'accusation étaient entendus de vive voix, ainsi que la partie plaignante. Ni l'accusé, ni les témoins qu'il aurait pu présenter à sa décharge n'étaient produits, et les jurés ne pouvaient être l'objet d'aucune récusation. Ils délibéraient en secret, et leur président, le plus ancien d'âge, inscrivait au bas de l'acte d'accusation, suivant le résultat de la délibération, l'une ou l'autre de ces deux formules : « Oui, il y a lieu », ou : « Non, il n'y a pas lieu ». La décision était prise à la majorité des suffrages. Si les jurés prononçaient qu'il n'y avait pas lieu à accusation, le prévenu était mis en liberté et ne pouvait plus être poursuivi à raison du même fait, à moins que, sur de nouvelles charges, il ne soit présenté un nouvel acte d'accusation. S'ils déclaraient, au contraire, qu'il y avait lieu à accusation, le directeur du jury rendait sur le champ une ordonnance de prise de corps contre l'accusé, qui était renvoyé devant le jury de jugement du tribunal criminel.

Telle était l'économie du jury d'accusation tel que l'Assemblée Constituante l'avait établie. Ces dispositions avaient leur complément dans l'instruction pour la procédure criminelle des 29 septembre - 21 octobre 1791. Cette instruction portait : « Les jurés doivent bien se pénétrer de l'objet de leur mission ; ils n'ont pas à juger si le prévenu est coupable ou non, mais si le délit qu'on lui impute est de nature à mériter l'instruction d'une procédure criminelle, et s'il y a déjà des preuves suffisantes à l'appui de l'accusation ; ils aper-

cevront facilement le but de leurs fonctions, en se rappelant les motifs qui ont déterminé à établir un jury d'accusation. Ces motifs ont leur base dans le respect pour la liberté individuelle. La loi, en donnant au ministère actif de la police le droit d'arrêter un homme prévenu d'un délit, a borné son pouvoir au seul fait de l'arrestation. Mais une simple prévention qui souvent a pu suffire pour qu'on s'assurât d'un homme ne suffit pas pour le priver de sa liberté pendant l'instruction du procès et l'exposer à subir l'appareil d'une poursuite criminelle. La loi a prévu ce dangereux inconvénient, et, à l'instant même où un homme est arrêté par la police, il trouve des moyens faciles et prompts de recouvrer sa liberté s'il ne l'a perdue que par l'effet d'une erreur et de soupçons mal fondés, ou si son arrestation n'est que le fruit de l'intrigue, de la violence ou d'un abus d'autorité. Il faut alors qu'on articule devant lui un délit grave : ce ne sont plus de simples soupçons, une simple prévention, mais de fortes présomptions, mais un commencement de preuves déterminantes qui doivent provoquer les décisions des jurés pour l'admission de l'acte d'accusation. Ce n'est qu'après avoir subi cette première épreuve, ce n'est que sur l'accusation reçue par un jury de huit citoyens, que le détenu peut être poursuivi criminellement et jugé. »

Ajoutons que toute cette première partie du procès, jusqu'au verdict du jury d'accusation, se passait à huis clos.

« Deux motifs principaux rendent ici le secret nécessaire, dit l'instruction du 29 septembre dans une

courte parenthèse, et ces motifs ne contrastent pas avec la publicité de la procédure, publicité qui doit être la sauvegarde des accusés. Car nous ne sommes point encore arrivés à la partie de la procédure qui doit faire juger si l'accusé est coupable ou non ; tout sera public alors. Quant à présent, il ne s'agit encore que de découvrir s'il y a lieu ou non à l'accusation et le secret est nécessaire, pour ne point avertir les complices de prendre la fuite et pour ne point avertir les parents et amis de l'accusé du nom des témoins, qu'ils auraient intérêt à écarter ou à séduire, avant qu'ils ne déposent devant le jury de jugement. »

Et ce n'est qu'après que les informations édifiées par l'officier de police aient été admises par le jury d'accusation que commençaient les fonctions de l'accusateur public. Ce fonctionnaire, ainsi que nous l'avons vu, était nommé par le peuple. Mais il n'exerçait point, à proprement parler, l'action publique ; il la soutenait seulement, quand elle était déjà formée ; il n'avait pas réellement le droit d'accuser, il n'était que l'avocat de l'accusation devant le tribunal criminel.

§ 4

PROCÉDURE DE JUGEMENT

Devant le tribunal criminel, le président, assisté des juges, dirigeait l'audience. Le greffier lisait l'acte d'accusation. Le président interpellait l'accusé en lui disant : « Voilà de quoi vous êtes accusé ; vous allez entendre les charges qui sont portées contre vous. »

Puis, les témoins cités par l'accusateur public et ceux cités par la défense déposaient. L'accusé faisait, sur les dépositions, les observations qu'il croyait utiles. Il avait le droit d'amener des témoins pour attester sa moralité générale. L'accusateur public requérait; l'accusé ou ses amis lui répondaient. Le débat se terminait par le résumé du président.

Ensuite, les jurés délibéraient. ROBESPIERRE, à cette époque fort indulgent pour les coupables, voulait que, comme en Angleterre, les verdicts de condamnation fussent prononcés à l'unanimité (12). On se contenta d'une majorité de dix voix sur douze. « En Angleterre, disait Duport (rapport du 27 novembre 1790), l'unanimité s'obtient en enfermant les jurés. La majorité est contrainte de céder à la force de l'estomac ou de la volonté de la minorité. »

Les jurés votaient successivement sur le point de savoir si le fait était constant, si l'accusé en était convaincu, s'il l'avait commis avec intention. Puis, on les interrogeait sur les circonstances du fait et sur les excuses. Pour chaque question, deux boîtes étaient préparées. L'une était blanche, l'autre noire. Les votes recueillis dans la boîte blanche étaient favorables à l'accusé.

« C'est, disait Duport (rapport du 20 décembre) en ramenant strictement à décider les questions par oui ou par non, que l'on est sûr que les jurés pourront toujours remplir les fonctions qui leur sont attribuées ;

(12) *Mon.* du 3 fév. 1791.

car il faut bien se rappeler que ce sont de simples citoyens, dont la société attend une parfaite probité, mais un sens ordinaire et une intelligence commune, et que c'est à ce niveau qu'elle doit rapprocher toutes les questions qu'elle leur présente à résoudre. »

Une discussion s'ouvrit le 2 janvier 1791 et se prolongea jusqu'au 22 sur le mode suivant lequel la conviction des jurés devait s'opérer : fallait-il employer devant eux la preuve orale ou les preuves écrites, les preuves légales ou les preuves morales ? Le projet des comités de constitution et de jurisprudence criminelle proposait de supprimer devant le jury toute preuve écrite, et de ne donner à sa déclaration d'autre fondement que sa conviction intime fondée sur le débat oral. PRUGNON combattit le projet, se prononçant au contraire pour le maintien de la savante et périlleuse théorie des preuves légales, péniblement élaborée par la science subtile et étroite des criminalistes du xvi^e et du xvii^e siècles. ROBESPIERRE proposa un moyen terme : « Les dépositions seront rédigées par écrit. L'accusé ne pourra être déclaré convaincu, toutes les fois que les preuves déterminées par la loi n'existeront pas. L'accusé ne pourra être condamné sur les preuves légales si elles sont contraires à la connaissance et à la conviction intime des juges ». DUPORT défendit en tous points l'intime conviction « ...Je prétends que les preuves légales sont une méthode absurde en soi, dangereuse pour l'accusé, dangereuse pour la société ; 1^o absurde en soi, car n'est-il pas ridicule que la loi ait déterminé d'avance comment on prouvera un fait qu'elle ne connaît pas et dont la combinaison varie à

l'infini ? 2° dangereuse pour la société : si vous disiez, par exemple, qu'on ne pourra condamner qu'avec deux témoins oculaires ou d'autres preuves semblables, vous donneriez un brevet d'impunité à tous les scélérats en leur présentant un point d'appui sûr dans leurs criminels calculs ; 3° dangereux pour l'accusé : en effet, si vous établissez qu'on peut juger sur deux témoins qui ont assisté à la confrontation, sans examiner la moralité de ces témoins, s'ils sont ou non dignes de foi, vous faites de sang-froid la plus détestable et la plus cruelle absurdité... » (séance du 4 janvier 1791).

TRONCHET combattit encore ce système et soutint les avantages de l'instruction écrite devant le jury. THOURET lui répondit : « L'écriture des preuves est incompatible avec l'établissement des jurés... La conviction morale subjugué tout quand elle est ressentie ; elle ne peut être ni commandée, ni inspirée ; c'est le véritable critérium de la vérité humaine... » (séance du 11 janvier). Le projet du comité fut adopté (séance du 18). L'article 24 de la loi des 16-29 septembre 1791 le consacra en termes formels, et l'instruction du 29 septembre suivant le précisa en ces termes : « C'est particulièrement sur les dépositions et le débat qui ont eu lieu en leur présence, que les jurés doivent asseoir leur conviction personnelle ; car c'est de leur conviction personnelle qu'il s'agit ici ; c'est elle que la loi leur demande d'énoncer ; c'est à elle que la société, que l'accusé s'en rapportent... »

Le verdict ainsi élaboré pouvait être positif ou négatif. Si le verdict était négatif, le président

prononçait l'acquittement. En cas de condamnation, le tribunal criminel appliquait la peine, sur les réquisitions du commissaire du Roi. L'assemblée repoussa la proposition de DUPORT tendant à décider que les juges délibéreraient en public. Par contre, ils donnaient leur avis à haute voix, en présence du public, en commençant par le plus jeune en finissant par le président.

La décision des jurés n'était jamais susceptible d'appel. Cependant, si le tribunal était unanimement convaincu que les jurés s'étaient trompés, il pouvait ordonner que trois jurés fussent adjoints aux douze premiers, pour donner une déclaration aux 4/5 des voix. Ce nouvel examen n'était d'ailleurs admissible que si l'accusé avait été convaincu ; il ne l'était pas si l'accusé avait été acquitté (13).

À défaut d'appel, le condamné avait le droit — partagé avec le commissaire du Roi — de se pourvoir en cassation contre le jugement (14). Les cas en étaient

(13) *Ibid.*, tit. VIII, art. 27 à 29.

(14) Le 12 août 1790 (*P. V.*, n° 378, séance du 12 août) la Constituante adoptait le principe d'un tribunal unique au centre de la législature : le tribunal de cassation. Puis le projet resta en suspens jusqu'au mois de novembre. L'assemblée alors le reprit, et s'occupa de régler la composition, l'organisation et les attributions du tribunal : ce fut l'objet du décret des 27 nov.-1^{er} déc. 1790 (*L.*, t. II, p. 383). Le Chapelier, rapporteur, apportait la formule par laquelle nous définissons le rôle, tout spécial, du tribunal de cassation : annuler toutes les procédures dans lesquelles les formes ont été violées et casser tout jugement qui contiendrait une contravention expresse au texte de la loi. Seuls les jugements des juges de paix, qui statuent en équité, n'étaient pas susceptibles de cassation.

Le tribunal était composé de magistrats élus par les départements. Le nombre en fut fixé à la moitié de celui des départements. Une section était chargée d'examiner les requêtes et de rejeter, sans débat contradictoire, celles qui paraîtraient dénuées de fondement.

déterminés par le décret des 16-29 septembre 1791, mais en des termes fort vagues et d'ailleurs différents de ceux du décret en forme d'instruction sur la procédure criminelle du 29 du même mois. Il en résulta des difficultés dont les demandes en cassation de jugements criminels étaient chaque jour embarrassées.

Pour y mettre fin, le décret du 1^{er} brumaire an II (15) (22 octobre 1793) vint préciser les irrégularités pour lesquelles il y aurait lieu à cassation. Le décret des 28 ventôse - 3 germinal an II (16) devait plus tard en ajouter quelques autres.

La Constituante attachait, avec raison, une très grande importance à la conservation des réformes qu'elle avait introduites dans la procédure criminelle. Aussi a-t-elle jugé utile d'en incorporer les principes dans la loi constitutionnelle des 3-14 septembre 1791.

La Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen qui sert de préambule à la Constitution rappelle que : (art. 7) nul homme ne peut être arrêté ni détenu que dans les cas prévus par la loi et dans les formes prescrites ; (art. 9) l'accusé étant présumé innocent, toute rigueur préventive est interdite et le

Le pourvoi, admis par la section des Requêtes, était déféré au tribunal tout entier. S'il estimait qu'il y avait un cas de cassation, il cassait le jugement et renvoyait devant un tribunal de même degré et du même ordre que celui qui avait rendu la décision cassée. Si, après deux cassations, le troisième tribunal persistait dans la jurisprudence des deux premiers, la question était portée au corps législatif qui interprétait souverainement la loi.

(15) L., t. XVI, p. 288.

(16) L., t. XVII, p. 609.

droit de la société est simplement de s'assurer de sa personne.

Dans les dispositions fondamentales garanties par la Constitution, au chapitre v, titre III (du pouvoir judiciaire), la Constituante érigeait en outre en maximes essentielles (art. 9) l'institution du jury d'accusation et du jury de jugement, la publicité de l'instruction, le droit au concours d'un conseil ; (art. 10 et suiv.) les garanties de la liberté individuelle.

« En incorporant dans la Constitution les règles fondamentales du nouveau droit pénal, l'assemblée croyait en assurer la durée. Elle s'est trompée, puisque la Constitution de 1791 a vécu moins d'un an. Mais il y avait dans ces réformes quelque chose qui en garantissait l'avenir bien plus sûrement qu'une précaution législative : c'était l'esprit de la Révolution française » (17).

Nous ajouterons une observation à ce jugement. Il n'existe à notre connaissance, postérieurement au 3 septembre 1791, aucun acte constitutionnel qui ait précédé celui du 24 juin 1793 (18). Les principes de 1791 s'imposèrent donc successivement, en droit, à la Législative, puis à la Convention. Celle-ci pourtant s'en écarta à plusieurs points de vue, en organisant la Terreur : la procédure établie à l'usage du Tribunal extraordinaire de Paris et surtout des juridictions révolutionnaires des départements fit subir de nombreux accroc's à la Déclaration des Droits. Aussi allons-

(17) V. Seligman, *op. cit.*, t. I, p. 450.

(18) L., t. XIV, p. 788.

nous constater dans les pages qui vont suivre les différents procédés par lesquels furent violés, en même temps que « l'esprit de la Révolution française » les articles intangibles d'une loi constitutionnelle.

CHAPITRE II

LA PROCÉDURE DEVANT LE TRIBUNAL CRIMINEL EXTRAORDINAIRE DE PARIS

Cette procédure fut réglée par la loi d'institution du Tribunal extraordinaire (1) modifiée ensuite par les lois des 5 (2) et 6 avril (3) 1793. Le lecteur constatera sans peine dans quelles mesures se trouvèrent réduites, ou diminuées les garanties de la liberté individuelle instituées pour la justice de droit commun, lorsque nous aurons décrit successivement comment étaient organisées, sous l'empire du régime nouveau, la recherche et la poursuite d'une part ; la procédure d'instruction et de jugement, d'autre part.

§ 1

RECHERCHE ET POURSUITE

Le projet du Montagnard Robert LINDET contenait une invention, capable de satisfaire les patriotes les plus « purs » : près du Tribunal, une salle resterait constamment ouverte, où un membre serait spécialement chargé de recevoir les dénonciations des citoyens. Nous avons dit comment CAMBON et BARÈRE

(1) Décret des 10-12 mars 1793, tit. I^{er}, art. 8 et suiv.

(2) Décret du 5 avril 1793. L., t. XIV, p. 53.

(3) Décret du 6-11 avril 1793. L., t. XIV, p. 60.

réussirent à calmer quelque peu l'assemblée déchaînée, et l'amènèrent à renoncer à ces formes « dignes de l'Inquisition ».

L'article 8 du décret du 10 mars confia aux municipalités et aux corps administratifs la recherche des infractions dont l'article 1^{er} attribuait la connaissance au Tribunal extraordinaire. Il y avait là, non pas une innovation, mais une extension des pouvoirs des municipalités. Déjà, en effet, le décret des 11 août-30 septembre 1792 (4) les avait chargées des fonctions de la police de sûreté générale, pour la recherche des crimes qu'elles estimaient de nature à compromettre la sûreté extérieure ou intérieure de l'Etat, et dont l'accusation était réservée à l'Assemblée nationale. Les infractions contre-révolutionnaires renforçaient désormais les menaces qui armaient leurs bras. Tous ceux qui auraient, par la suite, connaissance d'un de ces délits, étaient tenus d'en donner avis-sur-le-champ à la municipalité, et de faire à son secrétariat la remise de toutes les pièces et de tous les renseignements qui y étaient relatifs. La municipalité devait s'assurer alors de la personne du prévenu, et avertir le directoire de district. Celui-ci alertait le directoire de département, qui communiquait la dénonciation à l'Assemblée nationale. Mais il ne suffisait pas de déférer les accusés à la justice ; il importait surtout de connaître leurs titres ; aussi un décret fut-il rendu le 28 mars (5) portant : « Lors de l'arrestation des contre-révolu-

(4) L., t. X, p. 168.

(5) L., t. XIII, p. 773

tionnaires, les corps administratifs des lieux où ils seront détenus seront astreints à faire passer à la Convention les noms, surnoms et qualifications des principaux personnages ». Ces noms, ces titres et ces qualités deviendraient ensuite le principal fondement de la condamnation.

Deux catégories d'organismes devaient rendre plus efficace l'action des municipalités en vue de la recherche des auteurs et instigateurs de complots : d'une part, les sociétés populaires, issues spontanément de la situation de la France ; d'autre part, les comités de surveillance ou révolutionnaires, spécialisés par le décret même de leur création (21 mars 1793) (6) dans la délation d'une catégorie de suspects : les étrangers. Nous étudierons plus loin en détail le fonctionnement de ces organes, de même que nous nous bornerons actuellement à signaler en quelques mots le rôle des commissaires et grands comités de la Convention, les développements que justifient ces différentes institutions devant trouver plus rationnellement leur place dans notre titre troisième.

Les 10-12 mars 1793, les commissaires de la Convention recevaient le droit de traduire au Tribunal révolutionnaire ceux qui s'opposeraient à leurs opérations ; et ce droit leur était conféré le 30 avril (7), au regard de « tout militaire, agent civil et autres citoyens qui auraient aidé, favorisé ou conseillé un complot contre la liberté et la sûreté de la République, ou qui auraient

(6) L., t. XIII, p. 651.

(7) L., t. XIV, p. 208.

machiné la désorganisation des armées et flottes, et dilapidé les fonds publics ».

Le Comité de salut public ne pouvait lancer des mandats d'arrêt ou d'amener que contre ses agents d'exécution (8) ; pour toutes les autres personnes il était obligé de s'adresser au Comité de sûreté générale, qui était à la fois le grand dispensateur de ces mandats et le dépositaire de tous ceux décernés sur le territoire par les différentes autorités.

Originellement, la mise en mouvement de l'action publique était réservée en principe à la Convention elle-même. Tous les procès-verbaux de dénonciation, d'information, d'arrestation, lui étaient adressés, et elle les renvoyait à une commission de six de ses membres qui les examinait et prononçait les mises en accusation. L'accusateur public n'était que l'agent de cette commission ; il soutenait l'action devant le Tribunal, mais seulement quand elle était déjà formée. On se rappelle comment la Commission des six, composée de Girondins, excita par sa modération l'exaspération des Montagnards, et comment elle fut supprimée sans avoir fonctionné. L'accusateur public était autorisé « à poursuivre les délits de sa compétence sur les décrets d'accusation rendus ou à rendre par la Convention nationale » ; mais cette intervention de l'Assemblée parut elle-même trop gênante. Charlier proposa que l'accusateur public fût autorisé à traduire direc-

(8) Décret des 6-11 avril 1793, art. 3 *in fine* (Mon. des 7, 8, 9 avril). L., t. XIV, p. 13. Toutefois, le Comité de salut public obtint le 28 juillet le droit de décerner des mandats d'amener et d'arrêt contre toutes les personnes suspectes.

tement au Tribunal révolutionnaire, sans décret préalable de la Convention, tous les prévenus de complots. Danton fit valoir que les criminels de ce genre étaient si nombreux que l'Assemblée n'aurait pas le temps matériel d'examiner leurs dossiers et perdrait un temps précieux à voter contre eux des décrets d'accusation. « Si le despotisme venait à triompher, ajoutait-il, vous verriez bientôt un tribunal prévôtal dans tous les départements, pour faire tomber les têtes de tous les patriotes, même de ceux qui n'auraient pas montré un patriotisme énergique. » Barbaroux protesta vainement contre la dictature judiciaire remise à un seul homme, l'accusateur public. La voix de Danton subjuguait alors l'assemblée, qui adopta le texte suivant :

« ART. 1 (9). — La Convention nationale rapporte l'article de son décret du 10 mars, qui ordonnait que le Tribunal extraordinaire ne pourrait juger les crimes de conspiration et délits nationaux que sur le décret d'accusation porté par la Convention. »

« ART. 2. — L'accusateur public près dudit Tribunal est autorisé à faire arrêter, poursuivre et juger tous prévenus desdits crimes, sur la dénonciation des autorités constituées et des citoyens. »

Toutefois il y avait trois exceptions.

« ART. 3. — Ne pourra cependant ledit accusateur décerner aucun mandat d'arrêt ni d'amener contre les

(9) Décret du 5 avril 1793. L., t. XIV, p. 53.

membres de la Convention nationale, sans un décret d'accusation, ni contre les ministres et généraux des armées de la République, sans en avoir obtenu l'autorisation de la Convention. »

Ces réserves devaient par la suite disparaître, comme le reste des faibles garanties que l'on avait d'abord laissées à l'accusé devant le Tribunal.

§ 2

PROCÉDURE D'INSTRUCTION ET DE JUGEMENT

L'accusé subissait un premier interrogatoire en particulier devant un des juges. S'il n'en résultait pas de charges suffisantes contre lui, un arrêt de non-lieu était rendu en chambre du conseil ; s'il était retenu, l'interrogatoire servait de base à l'acte d'accusation. Quelques jours avant le jugement, l'accusé était conduit à la Conciergerie et le procès commençait.

L'audience étant ouverte au public, on faisait entrer les jurés, puis l'accusé était introduit à la barre, « libre et sans fers », et placé de manière à être vu et entendu du Tribunal et de l'auditoire. Venaient ensuite le conseil ou le défenseur officieux, qui avait juré de n'employer que la vérité dans sa défense, et les témoins requis par l'accusateur public.

Le président faisait prêter aux jurés, à chacun individuellement, un serment dont la formule est imprimée dans les procès-verbaux : ne communiquer avec personne ; ne céder ni à la haine, ni à la crainte,

ni à l'affection ; se prononcer « avec l'impartialité et la fermeté qui conviennent à un homme libre. » Le serment prêté, les jurés prenaient place sur leurs sièges en face de l'accusé et des témoins, et le président faisait asseoir l'accusé. Il lui demandait son nom, son âge, puis l'invitait à être attentif à ce qu'il allait entendre, et le greffier lisait l'acte d'accusation. Les témoins sortaient alors, et le président les rappelait l'un après l'autre ; il leur faisait prêter serment dans la forme qui est encore usitée aujourd'hui ; leur demandait s'ils étaient parents, alliés ou serviteurs, soit de l'accusé, soit de l'accusateur public ; si c'était bien de l'accusé présent qu'ils entendaient parler, s'ils le connaissaient avant le fait en question ; et les réponses étaient inscrites au procès-verbal. Le président, l'accusateur public, les juges, les jurés pouvaient intervenir dans le cours des déclarations des témoins. A la fin de chaque déposition le président demandait à l'accusé s'il avait à y répondre. Les témoins entendus, l'accusateur public soutenait l'accusation et le conseil de l'accusé présentait la défense. Puis le président faisait le résumé de l'affaire, appelant l'attention des jurés sur les points qui pouvaient incriminer ou justifier l'accusé. Après quoi, de l'avis du Tribunal, il rédigeait la série des questions de fait sur lesquelles les jurés avaient à se prononcer et il leur en remettait le texte avec l'acte d'accusation et autres pièces ou procès-verbaux, excepté les déclarations écrites des témoins.

Alors il faisait sortir l'accusé, et les jurés, de leur côté, se retiraient dans leur salle de délibération, le

tribunal restant en séance. Quand ils avaient fini, ils en faisaient prévenir le président ; ils rentraient et reprenaient leurs places. Le président, les interpellant l'un après l'autre demandait à chacun son opinion sur chacune des questions posées. Cet amendement : « que les jurés délibèreraient à haute voix », était dû à une proposition de THURIOT (10). GUADET avait essayé en vain d'obtenir le maintien du vote secret. Le vote à haute voix présentait pourtant un double inconvénient : il plaçait les jurés sous la surveillance de l'opinion parisienne, et surtout, il était prononcé par des hommes en présence de juges qui pouvaient un jour les juger à leur tour.

Le principe de la majorité absolue, substituée à la majorité de dix voix sur douze qu'exigeait la loi sur l'instruction criminelle de 1791, n'était pas moins important. La règle nouvelle, passée aujourd'hui dans notre droit pénal, devait rendre les acquittements beaucoup moins fréquents.

La déclaration du jury terminée, l'accusé était ramené comme au début de l'audience, « libre et sans fers », et le président lui donnait connaissance de cette déclaration.

Si elle était négative, l'accusé était mis en liberté. Toutefois une disposition exceptionnelle de l'article 3 du titre II permettait d'atteindre les accusés politiques contre lesquels le verdict du jury retenait certains faits qui ne tombaient pas sous une qualification légale.

(10) *Mon.* du 13 mars.

« Ceux qui seraient convaincus de crimes ou de délits qui n'auraient pas été prévus par le Code pénal et les lois postérieures, ou dont la punition ne serait pas déterminée par les lois, et dont l'incivisme et la résidence sur le territoire de la République auraient été un sujet de trouble public et d'agitation, seront condamnés à la peine de la déportation. » Il appartenait à l'accusateur public de requérir cette déportation par mesure de sûreté générale.

Si la déclaration du jury était affirmative, l'accusateur public prenait ses conclusions sur l'application de la loi, et le président demandait à l'accusé s'il avait sur ce point quelque chose à dire.

Enfin le Tribunal, en présence de l'accusé, opinait à haute voix, en commençant par le plus jeune jusqu'au président ; et le président ayant recueilli les opinions prononçait le jugement de condamnation. Le greffier l'écrivait, y insérant le texte de la loi. Le président faisait retirer le condamné et la séance était levée. Lorsque les délits déclarés constants étaient punis par la loi de peines correctionnelles, le Tribunal pouvait prononcer ces peines sans renvoyer les accusés aux tribunaux de police.

Les biens des condamnés à mort étaient confisqués.

Malgré les protestations de LANJUINAIS, les jugements étaient exécutés sans recours au tribunal de cassation.

Le Tribunal, créé et organisé dans des circonstances si exceptionnelles, observa néanmoins assez régulièrement pendant les premiers temps les formes prescrites par les lois. Il n'y avait d'extraordinaire dans ses

procédés que la simplification extrême de l'instruction préparatoire, l'absence de jury d'accusation, les pouvoirs excessifs conférés à l'accusateur public après l'extension de ses attributions, et le vote à haute voix du jury de jugement. Encore faut-il noter que toutes les garanties maintenues par la loi du 10 mars disparaissaient lorsqu'il s'agissait d'individus déclarés hors-la-loi par décret de la Convention nationale. Ces hommes ne pouvaient, en effet, « profiter des dispositions concernant la procédure criminelle, ni de l'institution des jurés » (11) ; sur simple constatation de leur identité par le Tribunal, ils étaient condamnés à mort.

ROBESPIERRE devait lui-même, un jour, subir l'application de cette exceptionnelle rigueur.

(11) Décret des 19-20 mars 1793, art. 1^{er} (L., t. XIII, p. 663). La mise hors-la-loi fut encore prononcée en particulier par le décret des 27-30 mars 1793 (L., t. XIII, p. 761) contre les aristocrates et les ennemis de la Révolution, et par celui des 26-29 frimaire an II (L., t. XVI, p. 693) contre les traîtres.

CHAPITRE III

LA PROCÉDURE DEVANT LES JURIDICTIONS RÉVOLUTIONNAIRES DES DÉPARTEMENTS

Restant fidèle au plan précédemment adopté, nous consacrerons les deux sections de ce chapitre à la procédure applicable : 1° devant les commissions militaires ; 2° devant les tribunaux criminels investis du droit de juger révolutionnairement.

SECTION I

LA PROCÉDURE DEVANT LES COMMISSIONS MILITAIRES

Lorsque, aux mauvais jours de 1793, apprenant, à la fois, la défaite de DUMOURIEZ, en Belgique, et les soulèvements de Vendée, la Convention, par le fameux décret des 19-20 mars, avait développé l'institution des commissions militaires, elle n'avait pas voulu abandonner en tous points à leur caprice ces tribunaux improvisés. Quelques règles leur furent tracées — combien peu protectrices ! — dans les articles 2 et 3 du décret, dont voici l'analyse. L'accusé était traduit, sans acte d'accusation, devant la commission assemblée, qui l'interrogeait sommairement. Il avouait ou il niait le fait incriminé. Dans ce dernier cas, la preuve était rapportée contre lui soit par un procès-verbal

revêtu d'une seule signature confirmée par la déposition d'un témoin, soit par la déposition orale et uniforme de deux témoins. Il n'était pas question de défenseur. Le jugement était exécuté dans les vingt-quatre heures.

Les mêmes formes expéditives furent adoptées par les lois postérieures des 28 mars - 5 avril 1793 (sur les émigrés) et des 29-30 vendémiaire an II (sur les prêtres).

SECTION II

LA PROCÉDURE DEVANT LES TRIBUNAUX CRIMINELS DES DÉPARTEMENTS INVESTIS DU DROIT DE JUGER RÉVOLUTIONNAIREMENT

On se rappelle que la composition de ces juridictions était calquée tantôt sur celle des commissions militaires et tantôt sur celle du Tribunal révolutionnaire de Paris. La procédure variait évidemment en fonction de la composition ; c'est pourquoi la même division s'impose.

§ 1

LES TRIBUNAUX CRIMINELS DES DÉPARTEMENTS CONSTITUÉS A L'INSTAR DES COMMISSIONS MILITAIRES

Leur procédure fut organisée pour la première fois par le décret des 19-20 mars, dont nous venons de parler à propos des commissions militaires, et dont les principes furent symétriquement repris par les lois

des 28 mars - 5 avril et 29-30 vendémiaire. Les règles de forme étaient exactement les mêmes pour les deux catégories de juridictions, de même que les moyens de conviction. Relativement aux émigrés, en particulier, qui étaient justiciables des tribunaux criminels et passibles de la peine de mort par cela seul qu'ils étaient rentrés en France contre la disposition des lois, une simple affirmation de leur identité par deux citoyens de la commune de leur domicile suffisait pour déterminer la condamnation.

Dans tous les cas, les jugements étaient exécutoires dans les vingt-quatre heures sans recours au tribunal de cassation (1).

§ 2

LES TRIBUNAUX CRIMINELS DES DÉPARTEMENTS CONSTITUÉS A L'INSTAR DU TRIBUNAL EXTRAORDINAIRE DE PARIS

Le décret du 7 frimaire an II étendait à tous les tribunaux criminels, à l'égard des crimes qu'il reprenait, les formes expéditives du Tribunal révolutionnaire. La procédure était portée directement devant le jury de jugement, sans instruction préalable (ou du moins après une instruction très simplifiée), sans renvoi du jury d'accusation ; l'accusateur public décernait les mandats d'arrêt et dressait les actes

(1) Voir : pour les émigrés, décret des 28 mars-5 avril 1793, tit. I^{er}, sect. XII, art. 79 ; pour les prévenus de révoltes ou émeutes contre-révolutionnaires, décret du 7 avril 1793, art. 2 ; pour les prêtres, décret des 27 pluviôse-2 ventôse an II (15-20 févr. 1794)-(L., t. XVII, p. 428).

d'accusation. Les prévenus étaient interrogés et jugés dans la même forme que s'ils avaient été mis précédemment en état d'accusation. Néanmoins, comme à Paris, chacun des jurés votait à haute voix, et la déclaration du jury était formée à la majorité des suffrages. Les jugements, qui intervenaient ensuite, n'étaient, en aucun cas, sujets au recours en cassation.

Ces formes furent adoptées à peu près intégralement dans les décrets des 26-29 frimaire et 30 frimaire an II.

Si on veut apprécier toute cette organisation inhumaine et avant même d'avoir étudié les illégalités commises, on se sent singulièrement tenté de partager l'opinion exprimée par WALLON (2) : « La justice révolutionnaire est suffisamment définie par son nom : c'est le contre-pied de la justice. Son décalogue est un code barbare qui, sous prétexte d'attaque à la Révolution, proscriit les deux grandes choses que la Révolution a produites, l'égalité, la liberté : l'égalité, puisque la noblesse qui avait été un privilège devient un signe de réprobation ; la liberté, car nulle de ses formes ne trouve grâce : liberté d'écrire, liberté de parler, liberté de penser, liberté de croire ; et pour tout délit de cet ordre, jugé contre-révolutionnaire, une seule peine : la mort... » Il n'est pas un seul de ces reproches dont on ne puisse trouver la justification dans l'exposé qui précède.

(2) Wallon, *La justice révolutionnaire dans les départements en l'an II*, t. V, p. 330.

TITRE III

LES COMITÉS ET COMMISSAIRES DE LA CONVENTION.

LEURS RAPPORTS AVEC LA JUSTICE CRIMINELLE

Notre intention n'est évidemment pas d'étudier sous ce titre tous les comités de la Convention, mais seulement ceux qui ont un certain rapport avec notre sujet, et qu'on appelait volontiers, pendant la Terreur, les Comités de gouvernement, c'est-à-dire le Comité de salut public et le Comité de sûreté générale ; de même par commissaires de la Convention, nous entendons désigner seulement ceux de ses membres que l'Assemblée envoya, à maintes reprises, dans les départements ou aux armées, et auxquels le décret du 30 avril 1793 (1) devait donner le nom, — qui les immortalisa, — de représentants en mission.

Nous abordons ainsi une fraction de notre travail qui ressortira au moins autant de l'histoire proprement dite, que du droit pénal. Notre première idée était d'y consacrer des développements peu importants, et même de l'incorporer dans les deux titres précédents. A la réflexion, nous avons cru utile d'en faire une subdivision distincte et cela pour deux raisons.

L'une est annoncée par l'énoncé même du présent

(1) L., t. XIV, p. 208.

titre : le Comité de salut public, le Comité de sûreté générale et les représentants en mission ont eu, dès les premiers temps de la Terreur, un certain rôle dans la justice criminelle.

L'autre ne peut être exprimée ici que par une anticipation que nous développerons dans la seconde partie de cette thèse : il s'agit de la véritable dictature exercée, à partir d'une certaine époque et jusqu'au 9 thermidor, en particulier dans le domaine de la justice, par le Comité de salut public assisté du Comité de sûreté générale et de ses agents, les représentants en mission. « Organisée » par toute la gauche de l'assemblée, la justice révolutionnaire a « fonctionné » sous l'impulsion exclusive de ces trois puissances. Avant d'étudier ce fonctionnement, nous devions au préalable exposer les origines, la composition et les attributions de chacune d'elles. C'est ce que nous nous proposons de faire dans les chapitres respectifs que nous leur consacrerons.

Nous ne manquerons d'ailleurs pas de nous limiter à la période d'organisation qui seule doit, dans cette première partie, retenir notre attention, et cela nous amènera naturellement à nous arrêter au moment où chacun des rouages envisagés va participer à la dictature de ROBESPIERRE.

CHAPITRE I

LE COMITÉ DE SALUT PUBLIC

§ 1

ORIGINES ET CRÉATION

Les Assemblées de la Révolution étaient bien convaincues que rien n'est meilleur, en fait de gouvernement, que des pouvoirs distincts, se limitant et se balançant en un savant équilibre. Là-dessus, elles ne changèrent pas : la Constituante le dit en 1789, et la Convention le répéta en 1793. Mais toutes comprirent également qu'il convenait d'établir une différence capitale entre un régime destiné à fonctionner dans une période tranquille et un régime applicable dans des temps troublés ; toutes sentirent la nécessité d'un pouvoir fort et visèrent à concentrer la puissance, sinon dans le même individu, du moins dans le même corps.

Dès juillet 1789, le Comité des recherches — le premier — fut créé. Nous le retrouverons plus loin. Il fut suivi, au jour le jour, d'un grand nombre d'autres comités recrutés dans le sein de l'Assemblée et investis par elle, bribe par bribe, des pouvoirs qu'elle arrachait aux ministres, « créatures du Roi ». Lorsque, le 21 juin 1791 (1), à la nouvelle de la fuite

(1) Aulard, *Recueil des Actes du Comité de salut public*. Introduction, p. LV.

de Louis XVI, la Constituante eut décidé que ses décrets auraient force de loi et seraient exécutés sans qu'il fût besoin de la sanction royale, la confusion entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif était complète.

L'Assemblée législative, imitant l'exemple de sa devancière, gouverna également au moyen de comités composés de ses membres ; elle en posséda une vingtaine, presque tous permanents. En outre, pour assurer la coordination et l'harmonie de leurs efforts, elle décida de créer un comité supérieur, destiné à remplir l'office de chef de l'exécutif : dans ce dessein, elle décréta, le 9 mars 1792, la formation de la Commission des Douze, qui fut le premier précédent du Comité de salut public (2). En fait, cependant, bien que la Commission des Douze fût devenue successivement la Commission des Vingt-et-un, puis des Vingt-cinq, elle s'effaça devant le ministère DANTON - ROLLAND qui avait toutes les sympathies de l'Assemblée et à qui celle-ci confia le pouvoir exécutif jusqu'à la réunion de la Convention nationale.

La Convention institua presque tous ses comités le 2 octobre 1792. Puis, reprenant, en la modifiant quelque peu, l'idée de la Commission des Douze, elle décréta, le 1^{er} janvier 1793, l'institution d'un « Comité de défense générale » dont la mission serait de s'occuper avec les ministres des mesures qu'exigeraient « la campagne prochaine et l'état présent des

(2) Sur l'histoire de cette Commission des Douze, v. Aulard, *Recueil des Actes du Comité de salut public*. Introduction, pp. XLI et suiv.

affaires ». Les membres en devaient être désignés par les autres comités de l'Assemblée. Les Girondins furent élus en majorité. Les Montagnards, qui gagnaient du terrain, se montrèrent aussitôt partisans d'une transformation qui rendrait le Comité plus puissant, mais le soustrairait à l'influence de leurs adversaires. Un nouveau Comité de défense générale fut institué le 25 mars. Il était composé de 25 membres nommés par la Convention elle-même. Il n'était plus tenu d'agir de concert avec les ministres ; il les surveillait. Son histoire fut brève : trop nombreux, hétérogène, divisé, il ne sut prendre aucune des mesures énergiques qu'exigeait la situation. Promptement, des modifications s'imposèrent. Le 6 avril, après trois jours de séance presque ininterrompue, pendant lesquels les propositions les plus violentes lui furent apportées, la Convention entendit ISNARD lui lire un projet de décret relatif à l'organisation d'un Comité de salut public (3). Buzot, comme mû par un pressentiment, s'éleva contre cette motion : « Le projet qui vous est présenté est dangereux, car il donne à un Comité le droit que nous devez seuls exercer, celui de faire des lois, puisque ce Comité pourra prendre des mesures provisoires, qui sont toujours les lois définitives en matière de salut public. » THURIOT lui répondit : « La Convention ne peut administrer ; le Conseil exécutif n'a pas assez d'activité ; il faut un corps intermédiaire... On craint son influence sur le tribunal criminel, mais, ne pouvant accuser personne, il ne peut être son instrument... »

(3) Aulard, *op. cit.*, t. III, pp. 112 et suiv.

Après quelques débats, le décret présenté par ISNARD fut adopté (4).

§ 2

COMPOSITION

Le Comité n'était établi que pour un mois (art. 7) : dans la pratique, ses pouvoirs furent régulièrement prolongés par l'assemblée, et ces prorogations successives assurèrent la permanence de ses fonctions.

Aux termes de l'article premier du décret d'institution, il devait être composé de neuf membres de la Convention, désignés par appel nominal. La nomination eut lieu le jour même. Furent élus, dans l'ordre : BARÈRE, DELMAS, BRÉARD, CAMBON, DANTON, JEAN DE BRY, GUYTON-MORVEAU, TREILHARD, DELACROIX (5). JEAN DE BRY donna sa démission pour raison de santé et fut remplacé par Robert LINDET. DANTON garda la direction jusqu'au jour où se posa nettement la question de la Gironde. En cette circonstance le fougueux Montagnard et son ami DELACROIX, très hostiles aux Girondins, se séparèrent de leurs collègues plus indécis, groupés autour de BARÈRE. Cette scission fut le premier craquement présageant la dislocation finale. Déjà, trois jours auparavant, le 30 mai (6), cinq membres nouveaux avaient été réunis aux précédents ; deux dantonistes, HÉRAULT DE SÉCHELLES et MATHIEU ; trois ennemis, RAMEL, COU-

(4) Décret des 6-11 avril 1793. *Mon.* des 7, 8 et 9 avril.

(5) Aulard, *op. cit.*, t. III, p. 116.

(6) Les Girondins membres de la Convention furent arrêtés en vertu du décret du 2 juin (L., t. XIV, p. 555).

THON et SAINT-JUST. Une nouvelle adjonction eut lieu le 12 juin avec GASPARIN et Jean BON SAINT-ANDRÉ.

Le Comité comptait donc désormais seize membres, dont une forte minorité d'amis de ROBESPIERRE, hostiles à leurs collègues. Il subit de très violentes attaques, dans les séances des 4 et 6 juillet : nos échecs à l'extérieur et les révoltes de l'intérieur en furent les prétextes. On reprocha véhémentement à ses membres de les avoir suscités par leur incapacité et leur incompetence. Finalement, le 10 juillet, la Convention décréta que son Comité de salut public serait réduit à neuf membres (7). L'appel nominal eut lieu le jour même.

Le nouveau Comité se trouva composé de Jean BON SAINT-ANDRÉ, BARÈRE, GASPARIN, COUTHON, HÉRAULT, THURIOT, PRIEUR (de la Marne), SAINT-JUST, Robert LINDET.

C'était le Comité de ROBESPIERRE.

§ 3

FONCTIONNEMENT

Le lendemain de sa création, 7 avril 1793, le Comité consacra sa première séance à son organisation (8). Il devait tenir deux réunions par jour, l'une le matin, l'autre le soir. Il ne serait admis aucun citoyen pendant la durée des séances (art. 2 du décret des 6-11 avril : le Comité délibérera en secret) ; ceux qui auraient quelque chose à proposer seraient entendus par un commissaire délégué. Le travail était réparti entre

(7) Aulard, *op. cit.*, t. V, p. 224.

(8) Aulard, *op. cit.*, t. III, p. 133.

trois bureaux : un bureau de correspondance avec les divers commissaires de la Convention nationale près les armées et dans les départements ; un bureau de correspondance avec les ministres et les généraux ; un bureau central chargé d'enregistrer les adresses, pétitions et mémoires, correspondance générale, réclamations contre le Conseil exécutif provisoire et distribution de toutes les pièces.

A l'usage, ce règlement se trouva promptement insuffisant eu égard aux attributions considérables qui surchargeaient le Comité ; d'où la structure nouvelle adoptée le 13 juin (9). Le Comité se divisait en six sections ayant chacune à sa tête deux, trois ou quatre membres : 1° correspondance générale ; 2° affaires étrangères ; 3° guerre ; 4° marine ; 5° contributions publiques, intérieur et justice ; 6° réclamations. Cette dernière comprenait deux membres pris à tour de rôle dans le Comité et chargés d'entendre tous les jours les réclamations des représentants du peuple et des citoyens.

Telle fut l'organisation définitive pour la Terreur.

Les six sections s'assemblaient tous les matins à dix heures dans leurs salles respectives ; la section de correspondance générale ouvrait les paquets et indiquait les questions à traiter. Les membres préparaient leurs rapports, et, à deux heures, ils se réunissaient en Comité général dans la salle du Conseil exécutif, où les ministres les attendaient depuis une heure en préparant, eux aussi, leurs rapports sur

(9) *Ibid.*, t. IV, p. 540.

l'exécution des mesures de salut public. Là, on discutait les arrêtés à prendre et les projets de décret à présenter à l'Assemblée ; les premiers devaient être signés des deux tiers des membres (10) ; pour les autres, six signatures suffisaient.

En fait, dès les premiers jours, ces dernières prescriptions furent violées. A cause des absences ou des missions, on ne put presque jamais trouver les signatures exigées ; du reste, la masse des affaires traitées était si considérable qu'il eût été impossible à un membre de lire toutes les pièces qu'il signait. Sauf les cas exceptionnels, les signatures étaient données à titre de simple formalité (11).

§ 4

ATTRIBUTIONS

Il faut distinguer les attributions générales du Comité, et ses attributions touchant plus spécialement à la justice.

En ce qui concerne ses fonctions dans le gouvernement de la France, il était d'abord chargé d'accélérer et de surveiller l'action de l'administration confiée au Conseil exécutif. Il pouvait même en suspendre les arrêtés, lorsqu'il les croyait contraires à l'intérêt national, à charge d'en informer la Convention (12). De plus, et surtout, il était autorisé à prendre, dans les circonstances urgentes, des mesures

(10) Décret des 6-11 avril 1793, art. 3.

(11) Cf. Taine, *Les origines de la France contemporaine*, t. III, p. 237.

(12) Décret des 6-11 avril 1793, art. 2, 3, 4.

de défense générale extérieure et intérieure (13). La Trésorerie devait tenir à sa disposition une certaine somme — au maximum cent mille livres — pour ses dépenses secrètes.

Le rôle du Comité dans l'administration de la justice était originairement des plus réduits. Le décret d'institution ne lui permettait, en effet, de décerner des mandats d'amener ou d'arrêt que contre les « agents d'exécution » et encore à charge d'en rendre compte, sans délai, à la Convention (14). Nous touchons précisément ici le seul point à propos duquel le Comité de salut public n'exerçait pas l'autorité gouvernementale et devait céder le pas à l'un des autres comités de l'Assemblée : le Comité de sûreté générale.

(13) *Ibid.*

(14) Nous avons signalé que ce rôle fut toutefois étendu par le décret du 28 juillet, qui donnait au Comité de salut public le droit de décerner des mandats d'arrêt contre toutes les personnes suspectes.

CHAPITRE II

LE COMITÉ DE SURETÉ GÉNÉRALE

§ 1

ORIGINES ET CRÉATION

Après la prise de la Bastille, les troubles causés par la masse des Français restés fidèles à l'ancien régime devinrent l'un des objets principaux des séances de l'Assemblée constituante. Pour tenter d'y mettre fin, celle-ci, le 23 juillet 1789 crut devoir lancer au peuple une proclamation emphatique : « L'Assemblée déclare que la poursuite des crimes de lèse-nation appartient aux représentants de la nation (1) ; » cependant qu'elle prenait l'engagement de former un Comité chargé de surveiller la police générale : ce fut le Comité des recherches. Pendant deux ans, celui-ci resta plus parlementaire que policier : il représentait l'organisme intermédiaire entre l'Assemblée, qui s'était réservé le droit de juger les infractions contre-révolutionnaires, et les administrateurs chargés de constater ces crimes et d'en poursuivre les auteurs. On se rappelle que le 21 juin 1791, en l'absence du roi, la Constituante prit en mains le pouvoir exécutif. Le Comité des recherches fusionna alors avec celui des rapports, et le rôle des deux Comités ainsi réunis

(1) *P. V.* du 23 juillet 1789, p. 20.

s'accrut. Ils n'avaient guère été jusque-là que des bureaux d'informations et de rapports sur les troubles intérieurs ; par la suite, ils opérèrent eux-mêmes des arrestations, et exercèrent une autorité réelle sur les ministres de la justice et de l'intérieur. La vérité est qu'on empiétait ainsi à la fois sur le pouvoir judiciaire, en donnant à des législateurs le droit de procéder à des enquêtes sur les personnes suspectes ; et sur le pouvoir exécutif, à qui on enlevait ses attributions de haute police. En septembre, d'ailleurs, la Constitution fut promulguée, les inquiétudes s'apaisèrent, et les Comités réunis furent supprimés. Pour peu de temps : le 25 novembre 1791, l'Assemblée législative décrétait qu'il serait formé un Comité de surveillance composé de douze membres et renouvelable par moitié tous les trois mois : c'était le rétablissement du Comité des recherches. La journée du 10 août 1792 eut pour effet d'augmenter le nombre de ses membres, et d'étendre ses pouvoirs. Le 15 août, il comptait trente-et un membres, et il était autorisé « à prendre des précautions, à donner les ordres que les circonstances lui paraîtraient exiger, et même à faire arrêter les personnes dont il croirait qu'il importe à la Patrie d'examiner la conduite. (2) »

Sous le nom de Comité de sûreté générale, la Convention, le 2 octobre 1792, conserva à la fois le Comité de surveillance et ses anciens membres, laissant en fonctions tous ceux qui étaient réélus comme représentants de la Nation.

(2) *P. V.*, t. XII, p. 12.

§ 2

COMPOSITION

Il n'existe certainement aucune institution dont la composition ait varié plus fréquemment que celle du Comité de sûreté générale au gré des luttes furieuses que se livrèrent, au sein de la Convention, Girondins et Montagnards. C'est l'histoire de ces majorités éphémères que nous allons très brièvement conter (3).

Le premier scrutin — 17 octobre 1792 — consacra une victoire montagnarde. Il fut suivi, le 25 du même mois, d'un décret portant que le renouvellement par moitié des Comités aurait lieu dans les deux mois du jour de leur formation. En conséquence, il y eut une nouvelle élection le 9 janvier 1793 ; ce fut une victoire girondine. L'assassinat de LE PELETIER SAINT-FARGEAU donna lieu à de très vives attaques des Montagnards contre le Comité girondin, et détermina l'Assemblée à décréter, le 21 janvier, le renouvellement de ce Comité, et sa réduction à douze membres (4). Le renouvellement eut lieu le soir même. La Montagne l'emporta. L'adjonction de six nouveaux membres, le 25 mars, renforça son succès. Au début de mai, la guerre civile était imminente à Paris. La Commune, par provocation, nomma illégalement BOULANGER général provisoire de la garde nationale. La Gironde riposta en proposant la dissolution de la Commune. Sa motion fut rejetée, mais elle obtint

(3) V. le détail dans Belloni, *Le Comité de sûreté générale*, pp. 14 et suiv.

(4) *Mon.* du 25 janvier 1793.

pourtant la création d'une « Commission des douze » munie des mêmes pouvoirs que le Comité de sûreté générale (5), et composée d'ardents Girondins. Ce fut son chant du cygne. Le 31 mai, l'émeute avait éclaté, et Paris était aux mains des insurgés. Une députation de toutes les sections et des autorités constituées vint réclamer à la barre, et obtint, la suppression des douze.

La Gironde ayant disparu, on eût pu croire que le Comité de sûreté générale allait conserver désormais une composition stable ; mais il était décidément promis à des destinées tourmentées. Le 8 septembre, peu de temps après la nomination de six nouveaux membres (13 août), il fut accusé de corruption à la séance des Jacobins. La Convention, saisie des mêmes griefs, ordonna une fois de plus son renouvellement et sa réduction à neuf membres (9 septembre). En vain d'ailleurs ! Les élections du 10 ne réalisèrent pas encore l'épuration souhaitée par la Montagne. Lasse de ces soubresauts incessants, celle-ci, quelques jours plus tard, allait enfin trouver la formule indiscutable et définitive.

§ 3

FONCTIONNEMENT

Il faut arriver au milieu de brumaire an II (octobre 1793) (6) pour assister à l'élaboration du règlement dont les principes devaient ordonner le travail du Comité pendant toute la Terreur (7).

(5) Mortimer-Ternaux, *op. cit.*, t. VII, p. 244.

(6) Règlement de brumaire, Arch. nat., AF II * 286.

(7) Dans la seconde moitié de germinal an II, au moment de la

Jusque-là, il y avait eu trois sections chargées, l'une des interrogatoires, arrestations et passeports ; la seconde de la correspondance ; la troisième des rapports. La méthode adoptée en brumaire fut entièrement différente. La France était divisée, pour l'exercice de sa surveillance, en quatre circonscriptions territoriales : chacune d'elles, sous la direction de trois membres au moins, se nommait région. Chaque région était chargée de l'examen et de la poursuite de toutes les affaires qui appartenaient à son territoire. Elle pouvait en cas d'urgence ordonner des arrestations, mais à charge d'en référer au Comité dans sa prochaine séance. Le Comité s'assemblait en effet tous les jours à huit heures, et délibérait sur les mesures à prendre en commun. Deux membres étaient nommés chaque jour et chargés, depuis midi jusqu'à quatre heures du soir, de recevoir les demandes, mémoires ou instructions qui leur seraient apportés. En outre, un bureau composé de trois membres ouvrait les paquets et lettres adressés au Comité, et les renvoyait à la Convention ou à ceux de ses comités qu'ils concernaient, après les avoir numérotés et inscrits sur un registre spécial.

suppression du Conseil exécutif provisoire, le travail s'accrut considérablement. En conséquence, le personnel des employés fut augmenté, et de nouveaux bureaux furent créés (bureau central, bureau d'agence générale, secrétariat général, bureau d'exécution, caisse et bureau d'archives). Mais les bases du règlement de brumaire furent maintenues, en particulier la division de la France en quatre régions (voir le règlement du 20 germinal an II aux Arch. nat., AF * 284).

§ 4

ATTRIBUTIONS

Nous ne saurions énoncer les attributions du Comité de sûreté générale mieux que ne le font ces quelques phrases tirées de l'*Almanach National de France* :

« ...On peut dire que ce Comité n'a d'autres fonctions que de veiller à la sûreté générale de l'État , et, pour cet objet, sa correspondance peut embrasser tous les lieux et tous les citoyens de la République.

Dans cette surveillance..., quatre objets peuvent être particulièrement distingués.

Le Comité est chargé :

1° De surveiller, à Paris, les ennemis de la chose publique et de les interroger lorsqu'ils sont arrêtés, pour découvrir les complots, leurs auteurs, leurs chefs et leurs agents ;

2° De rechercher et de poursuivre partout les fabricants de faux assignats ;

3° De faire arrêter ceux qui lui sont dénoncés comme agents des Cours étrangères et tous ceux qui troublent, de quelque manière que ce soit, l'ordre public ;

4° Et enfin de surveiller également ceux qui se trouvent compris dans la liste civile, c'est-à-dire dans la liste des hommes vendus au ci-devant roi... »

Plus schématiquement, nous dirons que les fonctions du Comité de sûreté générale étaient enfermées dans ces deux mots : surveillance, arrestations.

Surveillance : le Comité cherchait à se tenir au courant de toutes les manœuvres contre-révolutionnaires ; il interrogeait les prévenus ; il recevait les dénonciations ; il était en correspondance continuelle avec les comités révolutionnaires et les accusateurs publics de toute la République, appréciant leurs décisions, centralisant leurs pièces, et les leur renvoyant, le cas échéant, accompagnées de questionnaires avec demandes d'éclaircissements complémentaires.

Arrestations : ayant, par sa surveillance, découvert un complot, le Comité décernait contre les suspects des mandats d'amener ou d'arrêt. Il fallait, pour cela, une délibération approuvée par la majorité absolue des voix (8). L'exécution du mandat était ensuite confiée à un ou plusieurs citoyens. Les scellés devaient en principe être apposés sur les effets de l'inculpé en sa présence ; ses papiers étaient saisis et déposés au bureau du Comité. Un procès-verbal était dressé, et l'on conduisait l'inculpé dans la maison d'arrêt désignée par le mandat. En cas de besoin, les porteurs d'ordres requéraient les autorités civiles et militaires.

Doté de tels pouvoirs, le Comité de sûreté générale tenait entre ses mains toute la police du territoire : justement ce qui manquait, en droit, au Comité de salut public, pour qu'il fût l'organe tout-puissant de la démocratie nouvelle.

Ainsi concevons-nous la nature des rapports qui existaient entre les deux grands Comités de la Convention. A eux deux, ils représentaient la pensée du Gou-

(8) Règlement de Brumaire, art. 4.

vernement, juxtaposée en deux catégories d'attributions : l'un détenait tout le pouvoir, sauf la police, — l'autre avait la police.

Sans doute devait-il y avoir des circonstances urgentes où le Comité de salut public pouvait seul juger des obstacles qu'il rencontrerait dans l'exécution de ses vues ; mais ces situations étaient exceptionnelles. Normalement il n'y avait aucune subordination d'un Comité de sûreté générale, dont les attributions étaient distinctes, sans être inférieures (9).

§ 5

LES AUXILIAIRES DU COMITÉ DE SÛRETÉ GÉNÉRALE

Nous avons signalé déjà le rôle des municipalités et corps administratifs dans la recherche des infractions contre-révolutionnaires ; nous avons annoncé pour le troisième chapitre de ce titre l'étude des représentants en mission ; seuls vont donc maintenant retenir notre attention les comités de surveillance ou révolutionnaires.

Ce fut la situation extérieure qui, en mars 1793, suscita leur création. LEBRUN avait dénoncé à la Convention la présence à Paris et sur beaucoup d'autres points du territoire d'un très grand nombre d'étrangers suspects. On ne manqua pas de leur attribuer la mission de fomenter et de soudoyer chez nous des dissensions qui nous affaibliraient devant l'ennemi du

(9) Contra, v. Mathiez, *La politique de Robespierre et le 9 thermidor, expliqués par Buonarroti*, pp. 25 et suiv.

dehors. En conséquence, le 21 mars (10), la Convention décréta l'établissement, dans chaque commune et dans chaque section des communes divisées en sections, d'un comité de douze citoyens, qui ne pourraient être choisis ni parmi les ecclésiastiques, ni parmi les ci-devant nobles, et qui seraient chargés de recevoir les déclarations de tous les étrangers résidant dans la commune, et de s'assurer de leurs moyens d'existence et de l'objet de leur séjour. Comme on n'affluait pas au scrutin, le vote d'un électeur sur dix fut déclaré suffisant (11). De là un ensemble on ne peut plus remarquable d'électeurs et d'élus jacobins, résultat, entre autres, de l'absentéisme des modérés.

Les comités de surveillance commencèrent donc à faire des visites domiciliaires. Immédiatement, d'ailleurs, beaucoup d'entre eux s'attribuèrent des pouvoirs généraux de surveillance policière non seulement sur les étrangers, mais sur tous les citoyens. Dans ce rôle qui, avant le 17 septembre 1793, dépassait celui qui leur avait été confié par la loi, ils contribuèrent à constituer un vaste réseau de surveillance et de délation parfaitement adéquat aux visées politiques et sociales de la Terreur. Le Comité de sûreté générale était le centre de ce réseau. Chacun des milliers de comités de campagne correspondait activement, en effet, avec le comité du district, relié lui-même à celui du chef-lieu de département, qui était directement en

(10) Décret des 21-23 mars 1793. L., t. XIII, p. 651.

(11) Décret du 30 mars 1793 interprétant l'article 3 du décret du 21. L., t. XIII, p. 822.

rapport avec le Comité de sûreté générale ; de sorte que les lois, instructions et arrêtés envoyés par ce dernier, arrivaient jusqu'aux endroits les plus éloignés de Paris.

C'est, à la vérité, de l'activité combinée des comités et de l'autorité centrale, que dérivait la force policière de la Convention.

CHAPITRE III

LES COMMISSAIRES DE LA CONVENTION

§ 1

ORIGINES ET NOMINATION

Faire administrer les départements ou diriger les armées par certains de leurs membres, c'est à quoi les Assemblées de la Révolution ne se décidèrent ni tout d'un coup, ni franchement ; — et, là encore, ce fut leur respect pour le principe de la séparation des pouvoirs qui les fit hésiter quelque temps. Assurément, ce respect seul avait empêché la Constituante, pendant les deux premières années de sa carrière, d'intervenir dans l'exécutif par des commissaires législateurs. Mais après le 21 juin 1791, puisque ses décrets avaient désormais le nom et la force des lois, rien ne l'empêchait plus de charger ses propres membres d'en assurer l'exécution — ce qu'elle fit. Dès le 22, elle envoya des commissaires dans les départements frontières, pour faire prêter serment aux armées et pour « arrêter avec les corps administratifs et les commandants des troupes, les mesures qu'ils croiraient propres au maintien de l'ordre public et à la sûreté de l'Etat, et faire, à cet effet, toutes les réquisitions nécessaires (1). »

Le même jour, elle envoyait à Varennes trois commissaires (2) chargés de ramener le roi, avec pouvoir

(1) Aulard, *op. cit.* Introduction, pp. LV et LVI.

(2) *Ibid.*

de faire agir les gardes nationales et les troupes de ligne, de donner des ordres aux corps administratifs et municipalités, et généralement de faire et ordonner tout ce qui serait nécessaire en exécution de leur mission. »

Le moyen pour l'Assemblée d'exercer le pouvoir exécutif était trouvé : tout naturellement la Législative, en discorde avec Louis XVI, l'utilisa. Elle l'employa si largement que nous renonçons à passer une revue, même sommaire, de ses commissaires (3). Nous nous bornerons à signaler que son dernier décret en la matière préjugait et empiétait sur la décision de la Convention Nationale ; à tout le moins, la Législative présentait à l'Assemblée qui lui succédait un système de missions tout organisé.

La Convention n'innova donc rien. Elle maintint en fonctions les commissaires antérieurs jusqu'à l'achèvement de leurs pouvoirs ; puis elle se mit à envoyer elle-même, au fur et à mesure des besoins, quelques-uns de ses membres, soit aux armées, pour y surveiller les généraux, soit en divers départements pour des objets spéciaux. Ces premières missions des membres de la Convention semblaient avoir le caractère de mesures exceptionnelles pour des circonstances exceptionnelles. Ces circonstances se prolongèrent, la guerre dura, elle devint malheureuse, et les premiers échecs de Dumouriez amenèrent l'Assemblée à généraliser les missions de ses commissaires et à les étendre à toute la France.

(3) *Ibid.*, pp. LVIII et suiv.

Le 9 mars 1793, elle décréta l'envoi de deux de ses membres dans chaque département (4) : ce fut la mission la plus considérable qu'elle ait formée. Un mois plus tard, le décret du 9 avril (5) régularisa les missions aux armées, décidant qu'il y aurait constamment trois commissaires députés près de chacune des armées de la République, l'un des trois étant chaque mois renouvelé. Le décret du 30 du même mois (6), après avoir révoqué (art. 1^{er}) tous les pouvoirs antérieurement délégués, réorganisa de façon méthodique l'institution des représentants du peuple. (C'est alors que ce nom devint officiel). Les forces de la République étaient réparties en onze armées ; et les représentants du peuple envoyés en nombre variable près de chacune de ces armées. Ce nombre fut fixé à quatre le 15 juillet (7).

Cependant, les administrations départementales élues ne voyaient pas sans colère cette tentative de centralisation. Il leur semblait qu'on les plaçait sous la tutelle de Paris. Lorsque les Girondins furent frappés par l'insurrection parisienne des 31 mai et 2 juin 1793, beaucoup d'administrations départementales secoururent le joug des représentants en mission avec d'autant plus de facilité que nombre de ces représentants étaient rentrés à Paris en mai (après le décret du 30 avril), et elles organisèrent la grande insurrection qu'on appelle à la fois fédéraliste et girondine.

(4) Aulard, *op. cit.*, t. II, p. 298.

(5) L., t. XIV, p. 75.

(6) L., t. XIV, p. 208.

(7) L., t. XV, p. 98.

Quand l'insurrection départementale eût été vaincue, la Convention Nationale, d'abord à l'occasion de la levée en masse (16 août) (8), puis à l'occasion de diverses circonstances, établit, non plus par un seul décret, mais peu à peu, de nouvelles missions dans presque tous les départements, avec les mêmes pouvoirs que précédemment (août-septembre 1793) (9). Elle jouissait ainsi des dernières prérogatives du droit qu'elle allait bientôt céder au Comité de salut public.

§ 2

L'AUTORITÉ DES ARRÊTÉS DES COMMISSAIRES DE LA CONVENTION

LES CONDITIONS DE LEUR VALIDITÉ

La Convention, très tôt, subordonna toutes les administrations à ses commissaires. Dès le 16 mai 1793 (10), en effet, les corps administratifs et municipaux reçurent l'ordre d'exécuter et faire exécuter toutes les délibérations des représentants du peuple. Nous avons dit que la plupart se cabrèrent : ce fut le fédéralisme. La Convention profita de l'insurrection pour confirmer et même renforcer l'autorité de ses membres : les décrets des 17-23 juillet (11) et 16 août (12) rappelèrent que leurs arrêtés étaient des lois provisoires dont l'inexécution serait punie désormais de dix ans de fers.

Deux conditions étaient initialement requises pour

(8) L., t. XV, p. 473.

(9) Pour le détail de ces nominations, v. Aulard, *op. cit.*, t. VI.

(10) Aulard, *op. cit.*, t. IV, p. 190.

(11) L., t. XV, p. 120.

(12) L., t. XV, p. 473.

la validité de ces arrêtés (13) : ils devaient avoir été pris par une délibération commune des représentants envoyés dans le même département ou près de la même armée ; une copie devait en être expédiée sur-le-champ à la Convention.

Le 29 août 1793, (14) la première de ces conditions disparut : les représentants du peuple étaient autorisés à prendre isolément des arrêtés, dans le cas où, après une discussion préalable, ils auraient jugé leur séparation nécessaire.

Puis le compte-rendu à l'Assemblée nationale fut plus tard, à son tour, pratiquement absorbé par la mainmise du Comité de salut public sur les missions.

§ 3

ATTRIBUTIONS DES REPRÉSENTANTS DU PEUPLE

Les missions de tous ordres organisées par la Convention eurent des objets trop variés et — pour beaucoup d'entre elles — trop éloignées de notre sujet pour que nous songions à les étudier en détail. Nous nous bornerons à signaler le rôle dévolu aux représentants du peuple dans le plan de salut public élaboré par les terroristes de la première heure.

Le décret du 9 mars 1793 donnait aux représentants le droit de prendre toutes les mesures de sûreté générale qui leur paraîtraient nécessaires pour rétablir l'ordre partout où il serait troublé : c'était un droit qui leur avait été confié déjà auparavant sous une

(13) Décret du 9 mars, art. 8.

(14) Aulard, *op. cit.*, t. VI, p. 170.

forme aussi vaste, (15) et dont l'expression allait leur être souvent répétée.

Un mois plus tard exactement, le 9 avril, (16) la Convention les investissait de pouvoirs illimités pour l'exercice des fonctions qui leur étaient dévolues : c'était là encore une prérogative dont les députés en mission allaient s'entendre souvent rappeler l'étendue en des termes plus ou moins vigoureux (17).

Quoi qu'il en soit, il résultait de la combinaison de ces deux catégories de textes une autorité qui n'avait d'autre frein que celui que le gouvernement central voulait bien lui imposer.

On croit pouvoir découvrir assez facilement les considérations qui avaient déterminé les décisions de la Convention. Il faut réfléchir que l'éloignement, le manque de moyens pour communiquer rapidement — le télégraphe aérien ne fonctionna qu'à partir de thermidor an II et seulement d'abord pour d'exceptionnels messages à l'armée du Nord, — le mauvais état des voies de communication, tout cela faisait qu'un représentant en mission avait souvent à attendre pendant quinze jours une réponse sur quelque question locale délicate, urgente, exigeant une dérogation à la règle générale. Il était bon alors qu'il pût trancher seul la question et agir sans ordre.

Mais aussi quel danger faisaient courir au pays ces commissaires tout-puissants ! Quel danger si, le poi-

(15) V. décrets des 26-29 janvier (L., t. XIII, p. 152), 2-4 février 1793 (L., t. XIII, p. 220), etc..

(16) L., t. XIV, p. 75 (art. 4 du décret).

(17) Cf. décr. des 30 avril-1^{er} mai 1793 (L., t. XIV, p. 208), etc.

voir central venant à fléchir, ils s'érigeaient en tyrans locaux ; quel danger surtout si un gouvernement dictatorial envoyait un jour en mission des partisans dévoués à son autorité, prêts à utiliser leurs pouvoirs illimités à la poursuite de fins primitivement insoupçonnées.

La Convention comprit-elle ce danger ? Il est curieux de constater qu'après avoir permis et bien que persistant à permettre à ses commissaires de faire de façon générale tout ce qu'elle n'interdisait pas, dans l'intérêt de la République, l'Assemblée continua pourtant à préciser par le détail, au fil des missions, les prérogatives qu'elle entendait assigner au titre de représentants du peuple. Détail inutile, serait-on tenté de dire, puisqu'aussi bien les premiers décrets — plus généraux — avaient synthétisé dès le début les éléments de l'analyse faite par les suivants.

C'est, cependant, en recherchant ces derniers que nous pourrons nous-mêmes pénétrer les mesures que la Convention attendait particulièrement de ceux de ses membres qu'elle envoya en mission de mars 1793 à frimaire an II (novembre 1793) environ.

Trois de ces mesures vont nous retenir quelque peu, parce que se rattachant intimement au domaine de la sûreté générale, — toutes trois exprimées dès le 9 mars.

La plus sévère s'adressait en propre aux représentants appelés à visiter les départements en révolte : elle consistait à requérir la force armée contre les rebelles. Dans les circonstances moins graves, il y avait place pour des solutions plus clémentes... en appa-

rence : la suspension et le remplacement des suspects qui occupaient les fonctions publiques, et leur arrestation.

Le premier de ces moyens termes, rappelé le 1^{er} avril (18), était toutefois tempéré par le décret des 13-14 mai (19), qui décidait que les députés envoyés en mission ne pourraient, ni provisoirement, ni définitivement, pourvoir au remplacement des juges, ni des notaires. Il en fut ainsi du moins jusqu'à ce que la loi du 19 octobre fût venue les charger de purger toutes les administrations, y compris les corps judiciaires (20). La suspension prononcée, il n'y avait pas lieu de s'arrêter en si bon chemin. En décrétant, le 10 mars (21), que les représentants nommés par elle ne partiraient dans les départements ou aux armées qu'après la perfection de la loi relative au Tribunal criminel extraordinaire dont ils emporteraient une expédition, la Convention les préparait à la mission qu'elle leur confiait dans la même séance en les autorisant à traduire audit Tribunal les conspirateurs qui exciteraient des troubles et s'opposeraient aux opérations dont ils étaient chargés. C'était un débouché pour les suspects que les représentants avaient depuis la veille, le droit d'arrêter.

Telles furent les principales opérations qu'accomplirent, sous les directives de la Convention qui les nommait et qui les conseillait, les premiers commis-

(18) Aulard, *op. cit.*, t. III, p. 7.

(19) L., t. XIV, p. 361.

(20) Aulard, *op. cit.*, t. XII, p. 501.

(21) Décret des 10-12 mars 1793, L., t. XIII, p. 602.

saires de la Terreur. Tâtonnements d'hommes inexpérimentés que la plénitude de leur autorité surprenait encore au point qu'ils n'en abusaient pas ; hésitation des révolutionnaires de 1789 qui se prenaient à songer que l'ancien régime n'avait connu aucun pouvoir qui fût plus absolu !

Cette espèce d'état latent est la grande caractéristique de notre première partie qui s'achève.

La Révolution a établi une justice criminelle de droit commun très perfectionnée pour l'époque ; mais l'attention se détourne vers la criminalité politique.

La Terreur a imaginé une justice politique très sommaire pour ses adversaires ; mais le rendement de cette justice n'est pas en rapport avec son organisation.

La Révolution a fourni à la Terreur ses patriotes les plus purs ; la Terreur les a supprimés.

La Terreur a emprunté à la Révolution l'idée de ses commissaires et de ses Comités ; elle les a faits omnipotents.

La République est prête pour une dictature.

Cette dictature s'appuiera sur l'organisation des Comités et commissaires, et abattra ses adversaires au moyen de sa « justice ».

DEUXIÈME PARTIE

LE FONCTIONNEMENT

La Terreur fut un phénomène tour à tour simple et complexe.

Elle fut simple dans son organisation, car elle put être originairement présentée comme correspondant à un besoin capital pour la nation : se défendre ;

elle fut complexe dans son évolution, car elle fut de bonne heure détournée de son but primitif en vue de la création d'un nouveau régime politique.

C'est à cette seconde phase que nous sommes maintenant parvenus.

La victoire sourit sur tous les fronts aux troupes républicaines : dans le seul mois d'octobre 1793, Lyon et Bordeaux sont soumis, les Autrichiens sont défaits à Wattignies et les Vendéens à Cholet ; puis décembre voit le couronnement de ces succès, avec la pacification de la Vendée, la délivrance de Toulon et de l'Alsace. DANTON et ses amis proposent de revenir à un régime plus clément, mais ROBESPIERRE et le Comité de salut public ne l'entendent pas ainsi. Les événements leur

ont permis de saisir le pouvoir ; ils désirent le garder à tout prix, en particulier par une utilisation rationnelle de la justice d'exception dont les circonstances désespérées de mars 1793 ont déterminé l'établissement.

C'est cette utilisation, les modifications qu'elle fit subir aux premiers organes, et les résultats qu'elle entraîna, que nous allons examiner dans cette seconde partie.

Pour faire apparaître au mieux les nouveautés, nous conserverons une division rencontrée déjà dans notre première partie, étudiant, dans trois titres successifs, le fonctionnement des tribunaux criminels de droit commun, du Tribunal révolutionnaire de Paris, et des juridictions révolutionnaires des départements.

Auparavant, un chapitre préliminaire nous permettra d'exposer comment le Comité de salut public établit sa dictature, en particulier dans le domaine de la justice criminelle, — principal instrument de ses vengeances politiques.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

L'ÉTABLISSEMENT DE LA DICTATURE
DU COMITÉ DE SALUT PUBLIC.

SON INFLUENCE CROISSANTE
SUR LE FONCTIONNEMENT
DE LA JUSTICE CRIMINELLE.

Quelques jours après les élections du 10 juillet 1793, GASPARIN, étant tombé malade, demanda et obtint d'aller en mission dans le midi ; ROBESPIERRE l'aîné fut aussitôt désigné pour compenser son absence (27 juillet) (1). Puis, comme le Comité ne comptait plus d'officier depuis le départ de GASPARIN, on y en fit entrer deux, CARNOT et PRIEUR de la Côte-d'Or (14 août) pour remplacer provisoirement Jean BON SAINT-ANDRÉ et LINDET, envoyés en mission. Le provisoire devait être définitif, et ces deux membres restèrent en fonctions. En outre, le 6 septembre (2), on s'adjoignit encore BILLAUD-VARENNES et COLLOT d'HERBOIS. A l'inverse, THURIOT avait démissionné au bout de quelques jours (20 septembre), et HÉRAUT de SÉCHELLES l'imita le 29 décembre.

Il subsista donc onze membres, parmi lesquels ROBESPIERRE arriva peu à peu à s'imposer à ses collè-

(1) Aulard, *op. cit.*, t. V, p. 393.

(2) *Ibid.*, t. VI, p. 297.

gues : le Comité de salut public parut en effet bientôt reconnaître en lui son chef naturel. Deux autres membres, SAINT-JUST et COUTHON, lui étaient dévoués à toute épreuve ; ils formaient à eux trois une sorte de triumvirat à qui appartenait la haute direction des affaires.

Sans doute, c'était dans la Convention que résidait légalement la souveraineté ; elle seule avait le droit de rendre des décrets ; c'était d'elle enfin qu'émanait le Comité de salut public. Mais, par suite de la tendance de tout corps constitué à étendre ses attributions ; par suite surtout de la peur des Conventionnels en présence des procédés implacables utilisés par le Comité à l'encontre de ses adversaires, le Comité finit par dominer l'Assemblée ; elle en arriva à approuver indistinctement tous ses arrêtés, à voter tous ses projets silencieusement, sans opposition, presque sans discussion. La certitude, du reste, qu'il lui suffirait d'un scrutin pour anéantir son maître lui dissimulait son asservissement ; de son côté, le Comité voyait son autorité fortifiée par l'approbation que l'Assemblée donnait à tous ses actes. La suprême puissance appartenait donc, en réalité, à une poignée d'hommes qui n'avaient pas de représentation extérieure, et que rien ne distinguait de leurs collègues de la Convention.

Leur omnipotence se manifestait à la fois dans le domaine de l'administration et sur les organes de la justice.

Elle fut consacrée, sur le plan gouvernemental, par

la loi du 14 frimaire an II (3). La Convention nationale se proclamait « le centre unique de l'impulsion du gouvernement » ; elle avait pour l'exercer deux grands comités : le Comité de salut public et le Comité de sûreté générale. L'un, qui avait sous son inspection immédiate « tous les corps constitués et les fonctionnaires publics » ; l'autre, « tout ce qui était relatif aux personnes et à la police générale ».

Le décret s'occupait aussi de la surveillance et de l'application des lois. La surveillance des lois révolutionnaires dans les départements était exclusivement réservée aux districts. Leur application était confiée non seulement aux municipalités mais aussi aux comités de surveillance , ou révolutionnaires, qui se trouvaient ainsi rattachés à la hiérarchie des pouvoirs publics, à la charge d'en rendre compte tous les dix jours au district de l'arrondissement.

Qu'était-ce que ce district où aboutissaient, dans les départements, et la surveillance et l'application des lois révolutionnaires ?

Un conseil, mais ce conseil avait perdu son agent élu. Le procureur syndic du district était remplacé par un agent national, c'est-à-dire par un homme au choix du Comité de salut public.

La Convention était donc, comme le disait la loi, le centre unique de l'impulsion du gouvernement ; mais toute l'action de ce gouvernement appartenait au Comité de salut public, servi : 1° dans les départements,

(3) Décret des 14-16 frimaire, an II (4-6 décembre 1793). L., t. XVI, p. 590.

par les commissaires qui étaient tirés de la Convention et qui, nous le verrons, lui rendaient désormais compte à lui-même ; 2° dans chaque district, par les agents nationaux qui n'existaient que par lui. Ainsi le gouvernement révolutionnaire établi par la loi du 14 frimaire an II était purement et simplement celui du Comité de salut public.

La justice criminelle, avons-nous dit, subissait également le poids de cette dictature. C'est cet aspect que nous voudrions maintenant plus longuement examiner en étudiant, dans trois sections, l'influence du Comité de salut public sur le Tribunal révolutionnaire de Paris, les représentants en mission et le Comité de sûreté générale.

SECTION I

INFLUENCE DU COMITÉ DE SALUT PUBLIC SUR LE TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE DE PARIS

Cette influence se traduisit de deux façons.

Tantôt elle s'exerça directement sur les juges au moyen de menaces ou récompenses ;

tantôt elle s'exerça indirectement au moyen de décrets arrachés à la Convention, et qui vinrent modifier l'organisation, la compétence ou la procédure du Tribunal.

§ 1.

INFLUENCE DIRECTE SUR LES MEMBRES DU TRIBUNAL

L'indépendance de la magistrature fut soumise à de rudes épreuves à l'occasion d'un procès particuliè-

rement fameux, et que nous retrouverons à plusieurs reprises : celui de DANTON.

Il eut d'abord un digne préambule : il paraît probable que, pour FOUQUIER-TINVILLE, accusateur public, et pour HERMAN, président, la condamnation de tous les accusés était une question de vie ou de mort. La veille, en effet, l'ordre avait été donné par le Comité de salut public de les arrêter, le cas échéant, tous deux. « Le Comité sans doute laissait l'effrayante menace suspendue sur leurs têtes afin de stimuler leur zèle ; de fait, ils se surpassèrent » (4).

Le résultat obtenu, les récompenses ne tardèrent pas. DANTON fut exécuté le 5 avril ; le 8, HERMAN obtenait l'intérim de l'Intérieur et des Affaires étrangères avant que d'accéder aux fonctions de commissaire des administrations civiles, police et tribunaux ; DUMAS, vice-président, qui avait pris bien de la peine, le remplaçait à la présidence ; COFFINHAL et SUBLEYRAS, juges, étaient promus vice-présidents. Le 10, enfin, LESCOT-FLEURIOT, substitut de l'accusateur, s'installait en qualité de maire de Paris dans le ci-devant hôtel du Premier Président, vaste et noble demeure, joignant le Palais.

§ 2

INFLUENCE INDIRECTE, PAR L'INTERMÉDIAIRE DES DÉCRETS DE LA CONVENTION NATIONALE

Notre intention n'est pas d'étudier ici en détail les différentes lois qui vinrent modifier la composition, la

(4) Lenôtre, *Les grands jours du tribunal révolutionnaire*, pp. 38 et suiv.

compétence et la procédure du Tribunal révolutionnaire en vue d'une recrudescence de la Terreur. Cette analyse aura sa place dans notre titre second. Nous voulons seulement faire un historique rapide, par ordre chronologique, des plus importants de ces décrets, en montrant comment les membres du Comité de salut public les firent voter par la Convention.

Adoptant, en septembre 1793, le programme de guerre à outrance de l'hébertisme, le Comité était désireux d'adopter aussi les moyens de le réaliser. Jusque-là, la Terreur avait été assez intermittente. Les contre-révolutionnaires, qu'on arrêta au petit bonheur, étaient souvent relâchés presque aussitôt. Or, parmi les mesures législatives incessamment réclamées par les organes les plus ardents du parti jacobin, une loi définitive contre les suspects était au premier rang. Déjà, plusieurs décrets antérieurs avaient consacré cette dénomination de suspect, et soumis à des mesures vexatoires ceux auxquels on l'appliquait ; mais il n'existait pas encore de loi spéciale à ce sujet. Ce fut cette lacune qu'on voulut combler. Le grand jurisconsulte MERLIN DE DOUAI fut-il réellement contraint de présenter à l'assemblée, et de défendre devant elle le projet élaboré par le Comité ? Que le doute soit favorable à sa mémoire ! En tout cas, le rôle prépondérant du Comité n'est pas discuté. (5) Et la Convention vota séance tenante, le 17 septembre, (6) la loi des suspects, — « lettre de cachet livrée à la

(5) Voir Guizot, *Histoire de France*, p. 190 ; Vivien, *Histoire générale de la Révolution française*, p. 148.

(6) Décret du 17 septembre 1793. L., t. XV, p. 874.

populace », écrira SOREL — qui devait remplir les prisons et augmenter d'autant la clientèle de FOUQUIER-TINVILLE.

Un mois plus tard environ, le 24 octobre, le procès des Girondins commençait. L'interrogatoire et les dépositions ne pouvaient établir aucune charge commune contre les accusés. Les témoins entendus, tous favorables à l'accusation, exprimaient surtout la haine de la Montagne contre la Gironde. Le procès traînait en longueur, et il parut aux Jacobins que l'opinion hésitait. Le club envoya alors à la Convention, le 29, une députation dont l'orateur, AUDOIN, réclama une loi qui débarrassât le Tribunal « des formes qui étouffent la conscience et empêchent la conviction ». On a retrouvé plus tard, dans les papiers de ROBESPIERRE, et de son écriture, une proposition de décret qu'il griffonna à la tribune en réponse au vœu de la société des Jacobins. Cette motion fut votée séance tenante (7) : elle entraîna le lendemain la condamnation des Girondins ; et les formes expéditives qu'elle créait furent fréquemment reprises, ensuite, par le Tribunal.

L'expérience pourtant devait révéler au Comité l'insuffisance de la simplification effectuée ; il lui fallut recourir à une procédure plus élémentaire encore pour obtenir, le 15 germinal an II, la tête de DANTON. L'attitude audacieuse, menaçante, de l'éloquent tribun aux débats, ses rugissements qui remuaient la salle et retentissaient à travers les fenêtres jusqu'au milieu du peuple de la rue, risquaient de

(7) Décret du 8 brumaire an II (29 octobre 1793). L., t. XVI, p. 352.

provoquer des manifestations en sa faveur. Un instant, FOUQUIER, mollement soutenu par HERMAN, crut tout perdu : par une lettre affolée, il demanda au Comité un décret qui étouffât la défense. Les accusés étaient des « forcenés » ; « leurs réclamations... troublaient la séance... (8) ». Le Comité robespierriste jouait son va-tout : il délégua SAINT-JUST à la tribune et arracha à la Convention terrorisée le décret qui fermait la bouche aux prévenus. (9) On le leur lut. Le public murmura ; DANTON voulut protester ; HERMAN leva l'audience. La pièce était jouée.

Le dernier acte s'en terminait à peine que déjà la Convention préparait au Tribunal un surcroît de besogne. Ce n'était point assez d'avoir établi le gouvernement révolutionnaire, et ramené toutes les autorités constituées dans les limites où elles n'avaient plus qu'à s'incliner devant les agents nationaux, organes directs du Comité ; ce n'était point assez d'avoir sous l'œil de ces agents et sous la main des représentants du peuple, délégués en province, des juges de toutes sortes, commissions militaires, tribunaux criminels ordinaires jugeant révolutionnairement : il fallait donner plus d'unité à la justice révolutionnaire ; et à cette fin rien de plus sûr que de tout ramener au Tribunal révolutionnaire de Paris. SAINT-JUST fut encore chargé par les deux Comités de salut public et de sûreté générale d'en exposer les motifs devant

(8) L'original de cette lettre est au Musée des Archives, vitrine 219, n° 1404.

(9) Décret du 15 germinal an II (4 avril 1794). L., t. XVII, p. 673.

la Convention ; et ce fut le principal objet de la loi votée le 27 germinal (10) et complétée, sur la proposition de COUTHON, le 19 floréal (11).

Sur-le-champ, les prisons de la capitale devinrent trop étroites et les geôliers insuffisants pour garder les victimes. Le Comité de salut public, sans consulter le Comité de sûreté générale, sans même réunir l'assentiment de tous ses membres, fit proposer par l'organe de COUTHON un dernier décret pour précipiter les mouvements du Tribunal révolutionnaire et pour ouvrir devant lui un chemin plus court vers la guillotine. « L'activité de la justice — dit le rapporteur — a été sans proportion avec celle des ennemis de la révolution et avec leur multitude innombrable. Le Tribunal révolutionnaire a été paralysé, les formes de son organisation ont permis aux conspirateurs de l'enlacer dans les entraves de la chicane. Le délai pour punir les ennemis de la patrie ne doit être que le temps de les reconnaître ; il s'agit moins de les punir que de les anéantir... »

Plus de délai, plus de témoins, plus de défenseurs ! La Montagne elle-même recule d'épouvante. « Si ce décret était adopté sans ajournement, je me brûlerais la cervelle ! » s'écria RUAMPS. ROBESPIERRE insista. Le décret fut voté le 22 prairial (12). Il assouplissait la composition du Tribunal révolutionnaire, accroissait sa compétence à l'infini, réduisait sa procédure à néant.

(10) Décret des 27 germinal-5 flor, an II (16-24 avril 1794). L., t. XVII, p. 715.

(11) Décret des 19-29 flor. an II (18-28 mai 1794). L., t. XVII, p. 772.

(12) Décret du 22 prairial an II (10 juin 1794). *Mon.* du 24 prairial.

SECTION II

INFLUENCE DU COMITÉ DE SALUT PUBLIC SUR LES REPRÉSENTANTS EN MISSION

Nous verrons plus loin qu'au cours de la seconde phase de la Terreur, les représentants en mission utilisèrent leurs pouvoirs illimités pour façonner à leur gré la justice révolutionnaire dans les départements. On conçoit dès lors toute l'importance pour notre sujet des décrets qui eurent pour objet de confier au Comité de salut public, soit la nomination des représentants du peuple, soit la direction de leur activité : c'était subordonner au Comité la justice criminelle de la France tout entière.

§ 1

NOMINATION DES REPRÉSENTANTS DU PEUPLE

La loi du 14 frimaire an II sur le mode de gouvernement provisoire et révolutionnaire autorisait (13) le Comité de salut public à prendre toutes les mesures nécessaires pour procéder au changement d'organisation des autorités constituées portées audit décret, donc en particulier de l'institution des représentants en mission. Le Comité comprit rapidement tout le parti qu'il pouvait tirer de cette disposition : l'établissement de sa dictature dans les départements dépendait de l'envoi d'une seule mission composée d'hommes dévoués. Cette mission fut décidée par un arrêté du 9

(13) Décret des 14-16 frim. an II, sect. IV, art. 1^{er}.

nivôse (29 déc.) (14) ; cinquante-huit représentants étaient distribués dans les divers départements, pour y établir le gouvernement révolutionnaire et y prendre toutes les mesures de salut public requises par les circonstances.

Qu'on nous permette de donner la liste de ces purs citoyens ; il en est peu qui n'aient laissé derrière eux de sanglants souvenirs.

Pas-de-Calais, Nord : LE BON.

Aisne, Ardennes : ROUX (de la Haute-Marne).

Meuse, Moselle : MALLARMÉ.

Meurthe, Bas-Rhin : BAR.

Somme, Oise : André DUMONT.

Marne, Aube : Bô (15).

Haute-Marne, Haute-Saône : DU ROY.

Vosges, Haut-Rhin : FOUSSEDOIRE.

Seine-Inférieure, Eure : DELACROIX (d'Eure-et-Loir) ; LEGENDRE (de Paris).

Seine-et-Oise, Paris : CRASSOUS.

Seine-et-Marne, Yonne : MAURE.

Manche, Calvados : BOURET, FRÉMANGER.

Orne, Eure-et-Loir : BENTABOLE.

Loiret, Nièvre : LEFIOT.

Côte-d'Or, Saône-et-Loire : BERNARD (de Saintes).

Jura, Doubs : LEJEUNE.

Finistère, Côtes-du-Nord : LAPLANCHE.

(14) Aulard, *op. cit.*, t. IX, pp. 743 et suiv.

(15) Il passa dans le Lot et le Cantal, à la suite d'une lettre du Comité du 5 pluviôse an II

Ille-et-Vilaine, Mayenne : ESNÜE-LA-VALLÉE, François PRIMAUDIÈRE.

Sarthe, Loir-et-Cher : GARNIER (de Saintes).

Morbihan, Loire-Inférieure : PRIEUR (de la Marne),
CARRIER.

Indre-et-Loire, Maine-et-Loire : FRANCASTEL.

Cher, Indre : LEGENDRE (de la Nièvre).

Vendée, Deux-Sèvres : INGRAND.

Vienne, Haute-Vienne : BRIVAL.

Creuse, Allier : PETITJEAN (16).

Ain, Mont-Blanc : GOULY (17).

Charente-Inférieure, Charente : LEQUINIO.

Bec d'Ambès (Gironde), Dordogne : TALLIEN, YSA-
BEAU, LAKANAL.

Corrèze, Puy-de-Dôme : ROUX-FAZILLAC.

Rhône, Loire : Seb. DE LAPORTE, FOUCHÉ, MÉAULLE.

Landes, Lot-et-Garonne : MONESTIER (de la Lozère).

Lot, Cantal : (18).

Haute-Loire, Ardèche : GUYARDIN.

Isère, Drôme : CAVAGNAC (qui refusa).

Hautes-Pyrénées, Basses-Pyrénées : MONESTIER
(du Puy-de-Dôme).

Gers, Haute-Garonne : DARTIGOEYTE.

Tarn, Aveyron : PAGANEL.

Lozère, Gard : BORIE.

Bouches-du-Rhône, Vaucluse : MAIGNET.

Hautes-Alpes, Basses-Alpes : DHERBEZ-LATOURE.

(16) Il refusa pour raisons de santé et fut remplacé en pluviôse par Vernerey.

(17) Rappelé le 19 nivôse et remplacé par Albitte.

(18) Le nom est en blanc dans l'original. C'est Bô qui y fut envoyé le 5 pluviôse.

Var, Nice (*sic*) : RICORD.

Ariège, Pyrénées-Orientales : CHAUDRON-ROUSSAU.

Aude, Hérault : BOISSET.

Corse : LACOMBE-SAINT-MICHEL.

Ces hommes restèrent à peu près tous en fonctions jusqu'au 9 thermidor.

§ 2

INSTRUCTIONS ET CONTRÔLE

Avant même d'obtenir le droit de désigner les représentants, le Comité de salut public avait acquis la haute main sur ceux précédemment nommés par la Convention. Le décret du 5 frimaire an II (19), rendu sur le rapport de BARÈRE, décidait en effet que « les représentants du peuple envoyés en commission étaient tenus de se conformer exactement » à ses arrêtés. La grande loi du 14 frimaire ne fit que développer ces termes (20). Les représentants devaient correspondre, tous les dix jours, avec le Comité de salut public. Ils ne pouvaient suspendre et remplacer les généraux que provisoirement, et à la charge d'en instruire dans les vingt-quatre heures le Comité. Ils ne pouvaient contrarier ni arrêter l'exécution des mesures et des arrêtés pris par lui. Nul refuge, pour eux, sinon provisoire, et nul refuge, même provisoire, sinon dans l'obéissance la plus passive aux mandats impératifs expédiés de Paris. C'est à partir de ce moment que sortirent chaque jour par centaines, des Tuileries où se

(19) Aulard, *op. cit.*, t. VIII, p. 690.

(20) Décret des 14-16 frim. an II, sect. III, art. 2.

tenait le Comité, les arrêtés, les instructions et les plans qu'une petite imprimerie située dans les caves, et fonctionnant sans arrêt, jetait sur la France étonnée.

Il faudrait des volumes pour recueillir tous ces actes, et nous n'avons évidemment pas dans cette thèse la place suffisante pour le faire. L'un d'entre eux — l'un des premiers — nous semble résumer à peu près l'idée qui inspira tous les autres : il s'agit de la proclamation — sans date — lancée par le Comité de salut public aux représentants en mission peu après le 14 frimaire. En la lisant, on pénètre assez bien l'esprit et de l'expéditeur et des destinataires, au cours de toute cette prodigieuse correspondance.

« Le Comité de salut public aux Représentants en mission (21).

« La Convention Nationale, citoyens collègues, en traçant dans son décret du 14 frimaire aux diverses autorités la ligne qu'elles doivent parcourir, a marqué la vôtre.

« Ces articles (22) ...se lient d'ailleurs aux principes qui ont déterminé les bases d'un gouvernement provisoire et révolutionnaire.

« Son action jusqu'ici était arrêtée au point de départ. Les autorités intermédiaires, qui recevaient le mouvement, le brisaient. Les lois révolutionnaires, dont la rapidité est l'élément, se traînaient, incomplètes et mutilées.

« Cet état de choses a nécessité votre mission. Vous

(21) Aulard, *op. cit.*, t. IX, p. 161.

(22) Décret des 14-16 frimaire an II, sect. III, art. 2 et 12; sect. IV, art. 2.

avez été envoyés pour déblayer l'aire de la liberté, pour ouvrir un large passage à la Révolution, qui trouvait partout épars les tronçons de la monarchie et les débris du fédéralisme. Des mains sacrilèges essayaient de recomposer l'une ou l'autre.

« Votre présence a remonté les ressorts de la machine politique ; elle s'est ranimée : la République doit beaucoup à plusieurs de vous.

« Mais ce n'est pas assez d'avoir retrouvé le mouvement : il faut qu'il soit uniforme et qu'il ne soit ni dépassé ni laissé en arrière.

« Il est bien difficile qu'un excès de zèle, respectable d'ailleurs, n'élançât pas quelques-uns d'entre vous au-delà des principes.....

« Ainsi, il n'appartient à aucun de prononcer, dans des cas imprévus par la loi, la peine de mort : c'est exercer un acte législatif qui appartient, non à un membre, mais au corps entier de la représentation nationale.....

« Si nous avons dû faire ces observations, citoyens collègues, par respect pour les principes, nous devons, plus souvent encore, par justice, remercier votre infatigable zèle et votre énergie courageuse.

« Que cette énergie se ranime en voyant le terme. La Convention vous charge de finir l'épure et la réorganisation des autorités constituées, sous un délai très court, et de lui rendre compte de ces deux opérations avant la fin du mois prochain (23). Une mesure simple peut opérer cette épuration. Convoquez le peu-

(23) Décret des 14-16 frimaire an II, sect. IV; art. 2.

ple en sociétés populaires. Que les fonctionnaires publics y comparaissent. Interrogez le peuple sur leur compte. Que son jugement dicte le vôtre.

« Nous vous invitons, citoyens collègues, à correspondre avec le Comité tous les dix jours, aux termes du décret. C'est de ce concert, de ce rapprochement de nos vues simultanément combinées, que sortira le succès.

« N'oubliez point les véritables rapports de votre mission ; tout ce qui serait en deça, comme au-delà, romprait les plans, neutraliserait le développement de l'ordre déterminé.

« Ouvriers de la République, faisons chacun la pièce qui nous est confiée dans ce grand ouvrage. Si nous voulons obtenir un ensemble, n'enjambons point le travail d'un autre.

« Nous vous invitons, citoyens collègues, à ne point sortir du cercle qui est déterminé quant à l'objet de votre mission, et quant aux lieux où elle doit s'exercer.

« Précision, célérité et mouvement révolutionnaire, c'est à cela que doivent se mesurer toutes vos opérations. »

« Salut et fraternité. »

« Le Comité l'a voulu, dira plus tard MAIGNET, l'incendiaire de Bédoin... Je restais au-dessous du mandat le plus impératif... » De même parlera le grand exterminateur de Nantes, CARRIER : « ...J'avais des ordres, il fallait que je les suive... ». De même parlera LE BON ; de même... tous auraient pu parler ainsi.

SECTION III

INFLUENCE DU COMITÉ DE SALUT PUBLIC SUR LE COMITÉ DE SÛRETÉ GÉNÉRALE

On se rappelle que, comparant, sur un plan purement juridique et abstrait, les attributions du Comité de salut public et du Comité de sûreté générale, nous montrions que celui-ci avait une fonction distincte, mais nullement subordonnée à celui-là. Dans la pratique, il n'en fut pas, il n'en pouvait pas être ainsi. Le Comité de salut public réunissait entre ses mains toutes les attributions moins une ; il était ainsi placé, par la force même des choses, bien au-dessus de l'autre. Allons plus loin : il était fatal qu'il tentât de concentrer tous les pouvoirs en absorbant le Comité de sûreté générale. Nous allons assister aux différentes phases de cette manœuvre en étudiant, dans trois paragraphes, comment le Comité de salut public acquit le choix des membres du Comité de sûreté générale ; comme il assit son influence sur les comités de surveillance ou révolutionnaires, qui étaient initialement aux ordres du Comité de sûreté générale ; comment il usurpa, en définitive, toute la police par la création du fameux bureau de police générale.

§ 1

INFLUENCE DU COMITÉ DE SALUT PUBLIC SUR LA COMPOSITION DU COMITÉ DE SÛRETÉ GÉNÉRALE

Nous avons laissé, en septembre 1793, le Comité de sûreté générale fort suspect aux Jacobins, qui lui

reprochaient ses complaisances pour les fournisseurs, les jolies solliciteuses, les aristocrates, les banquiers étrangers. Le 13, après un très vif débat, la Convention décréta (24) que tous les comités, à l'exception de celui de salut public, seraient renouvelés, et chargea son Comité de salut public de lui présenter une liste de candidats pour chacun d'eux. Le lendemain, la liste proposée pour la formation du Comité de sûreté générale était adoptée sans discussion (25). Le Comité se composait cette fois de douze membres : VADIER, PANIS, LEBAS, BOUCHER SAINT-SAUVEUR, DAVID, GUFFROY, LAVICOMTERIE, AMAR, RUHL, LE BON, VOULLAND, Moïse BAYLE.

Cette constitution était définitive, sauf les quelques modifications suivantes : le 13 octobre, adjonction de DUBARRAN, LALOY, JAGOT et LOUIS ; en brumaire, disparition de LE BON, BOUCHER SAINT-SAUVEUR et LALOY, et adjonction d'Elie LACOSTE ; démission de PANIS, en nivôse, et de GUFFROY, en ventôse (26).

Au cours des mois, une scission s'opéra peu à peu entre ces membres. Les terroristes les plus implacables, le vieux VADIER, le féroce AMAR, JAGOT, LOUIS DU BAS-RHIN, VOULLAND, tous révolutionnaires exaltés, y formaient un parti que l'on avait qualifié de gens d'expédition, et qui marchaient d'accord avec les révolutionnaires du Comité de salut public. Un second groupe, composé de LEBAS et du peintre DAVID, y avait été flétri de l'épithète d'écouteurs : DAVID et LEBAS, en

(24) Aulard, *op. cit.*, t. VI, p. 463.

(25) *P. V.* du 14 septembre 1793.

(26) Belloni, *Le Comité de sûreté générale*, pp. 72 et suiv.

effet, s'y étaient faits les espions officieux de ROBESPIERRE. Enfin, un troisième groupe, formé de Moïse BAYLE, de LAVICOMTERIE, d'Elie LACOSTE et de DUBARRAN, y avait reçu la qualification bizarre de gens de contre-poids (27).

Cinq révolutionnaires inexorables, deux espions, quatre jacobins plus modérés, mais pourris : tels furent les hommes sur lesquels ROBESPIERRE crut pouvoir compter. L'avenir lui donna tort ; le choix du moins était caractéristique.

§ 2

L'INFLUENCE DU COMITÉ DE SALUT PUBLIC SUR LES COMITÉS DE SURVEILLANCE OU RÉVOLUTIONNAIRES

Confiant aux comités de surveillance l'application des lois révolutionnaires, le décret du 14 frimaire (28) leur imposait en même temps l'obligation de rendre compte de leurs actes tous les dix jours, non plus seulement au Comité de sûreté générale, mais encore au district, c'est-à-dire à l'agent national nommé par le Comité de salut public. Celui-ci acquérait ainsi la surveillance de leur activité. Il ne s'en contenta pas. « Dans la pratique — illégale — à partir du 14 frimaire, les comités révolutionnaires ne furent plus que rarement nommés par le peuple : ce fut le Comité de salut public et, plus souvent, les représentants en mission, ses serviteurs dévoués, qui en nommèrent les

(27) Sénart, *Révélations puisées dans les cartons des Comités*, p. 149.

(28) Décret des 14-16 frimaire, sect. II, art. 8.

membres (29). » Le réseau policier aux mailles serrées que constituaient les comités révolutionnaires passa ainsi aux mains du Comité de salut public. Celui-ci, par une circulaire adressée, peu après le 14 frimaire, à ses nouveaux subordonnés, établit en ces termes son autorité : « ...L'action, qui part du sein de la Convention, vient aboutir à vous ; vous êtes comme les mains du corps politique dont elle est la tête, et dont nous sommes les yeux ; c'est par vous que la Convention Nationale frappe aussitôt qu'elle a décidé (30). » S'il était vrai que la Convention Nationale eût conservé un pouvoir de décision propre !

§ 3

CRÉATION DU BUREAU DE POLICE GÉNÉRALE

Bien que le Comité de sûreté générale émanât du Comité de salut public, les causes de conflit ne manquaient pas entre « les deux têtes de l'hydre révolutionnaire ».

Le Comité de salut public prêchait la nécessité d'astreindre les agents du Gouvernement à une responsabilité sévère qui punît impitoyablement toutes les malversations et pût réprimer tous les abus du pouvoir ; le Comité de sûreté générale ne partageait pas — tant s'en faut ! — le puritanisme de SAINT-JUST et de ROBESPIERRE.

(29) Aulard, *Histoire politique de la Révolution française*, pp. 352-3 et références.

(30) Aulard, *Recueil des Actes du Comité de salut public*, t. IX, p. 167.

Le Comité de sûreté générale, très amoindri, n'en subsistait pas moins : son existence seule rappelait au Comité de salut public qu'un autre organe de la Convention avait en principe, bien qu'en un domaine moindre, des pouvoirs égaux aux siens.

Enfin, les iniquités de la police révolutionnaire, dirigée par le Comité de sûreté générale, n'étaient pas sans exciter à Paris de nombreuses réclamations, dont quelques-unes arrivèrent jusqu'au Comité de salut public : on se plaignait de la légèreté incroyable avec laquelle se faisaient les arrestations, et de la façon singulière dont se trouvaient instruites les affaires les plus graves (31).

Ces plaintes furent pour ROBESPIERRE l'occasion d'effectuer dans le Gouvernement une réforme longtemps méditée : il ne s'agissait de rien moins que de supprimer le second Comité, ou du moins de l'annuler en transportant ses attributions dans le Comité supérieur. A cet effet, SAINT-JUST rapporta la grande loi du 27 germinal (32), sur la « répression des conspirateurs, l'éloignement des nobles et la police générale » ; et cette loi consacra l'empiètement décisif du Comité de salut public. Un article 5 le chargeait « de faire inspecter les autorités et les agents publics chargés de coopérer à l'administration », et un article 19 lui faisait une obligation « d'exiger un compte sévère de tous les agents, de poursuivre ceux qui serviront les com-

(31) Mathiez, *La Révolution française*, t. III, pp. 193-4

(32) Décret des 27 germ.-5 floréal an II (16-24 avril 1794). L., t. XVII, p. 715.

plots et qui auront tourné contre la liberté le pouvoir qui leur aura été donné ». Le Comité de sûreté générale perdait ainsi la police de la nombreuse armée des fonctionnaires. Le Comité de salut public organisa aussitôt un bureau de surveillance administrative et de police générale dont la direction fut confiée à SAINT-JUST, qui fut remplacé pendant ses missions tantôt par COUTHON, tantôt par ROBERPIERRE. Ce bureau, d'ailleurs, ne borna pas son activité à la surveillance des fonctionnaires : il se transforma bientôt en un véritable bureau de police qui, à la vérité, déposséda à peu près entièrement le Comité de sûreté générale.

Ainsi s'exerça, dans le domaine de la justice criminelle, la dictature du Comité de salut public : elle engloba presque entièrement l'activité de toutes les juridictions d'exception du territoire. C'est ce qui fit dire à TAINE : « Le Comité de salut public a deux mains : l'une, la droite, qui saisit les gens au collet et à l'improviste, est le Comité de sûreté générale, composé de Montagnards outrés, PANIS, VADIER, LE BAS, GUFFROY, AMAR, LE BON, RUHL, LAVICOMTERIE, tous présentés, c'est-à-dire nommés par lui, ses affidés et ses subalternes. Ils sont ses lieutenants de police... L'autre main... c'est le Tribunal révolutionnaire. » Image saisissante, mais incomplète : TAINE oubliait les tentacules innombrables que constituaient les juridictions révolutionnaires des départements.

TITRE PREMIER

TRIBUNAUX CRIMINELS DES DÉPARTEMENTS

(droit commun)

On a pu remarquer que la dictature du Comité de salut public ne s'étendit pas sur la justice criminelle de droit commun : telle était l'organisation judiciaire fondée en 1789 et 1790, telle elle se retrouva, à peu près sans changement, après la terrible tourmente de la Terreur. C'est dire qu'en principe les tribunaux des départements eurent, dans leur rôle de juridictions de droit commun, un fonctionnement normal (1) ; nous voulons dire : un fonctionnement qui fut l'application rigoureuse des lois que nous avons étudiées dans notre première partie. A ce titre déjà, nous nous devons d'être succinct ; à vouloir insister, nous nous exposerions à répéter ce qui a été dit précédemment.

Une seconde raison milite en faveur de la brièveté : sous la Terreur, les tribunaux de droit commun se trouvèrent en cette qualité fort peu occupés.

Faut-il en conclure que la criminalité de droit commun fut alors en diminution ? Certaines raisons pourraient porter à le croire.

On en entendit certainement moins parler, soit que l'extrême gravité des événements politiques empêchât

(1) La réforme la plus importante fut introduite par le décret du 2 nivôse an II (22 décembre 1793), relatif à un nouveau mode de formation des listes des jurés. L., t. XVII, p. 6.

l'attention de se porter de ce côté, soit que les autorités encore debout, dénuées de moyens et absorbées par d'autres préoccupations, n'eussent ni le temps, ni la force, ni la volonté de poursuivre le crime. Mais peut-être celui-ci ne fut-il pas plus rare, et fut-il seulement moins poursuivi et plus impuni !

« Certes, il ne chômait pas, loin de là, et particulièrement dans cette Provence au sol surchauffé, aux passions ardentes, où il avait toujours sévi, et où les événements lui donnaient plus d'occasions que jamais de se manifester. Entre Lambesc et Saint-Cannat, sur la route d'Avignon à Marseille, les détrousseurs de diligences avaient établi leur quartier général... On pouvait aussi, sous le masque du patriotisme, lever des contributions forcées sur les propriétaires : Arles, Eyguières, Manosque, étaient visitées par des Marseillais et soumises à de fortes contributions sous prétexte de menées anti-patriotiques à déjouer ou de complots à réprimer... (2).

Paris, après les massacres de septembre, vécut sous la domination des agents de la Commune qui multiplièrent les arrestations arbitraires, les visites domiciliaires, et qui, sous prétexte de chercher des armes, enlevèrent tout ce qui leur plut dans les églises et dans les maisons d'émigrés...

Il y a eu des vols, certes, et des vols scandaleux, souvent de la part des fournisseurs, souvent aussi de celle des autorités, des commissions, des comités chargés de les réprimer. « Comité de brigands », disait le

(2) Voir, sur ce qui procède et ce qui suit : M. Marion, *Le brigandage pendant la Révolution*, pp. 41 et suiv.

représentant PAGANEL d'un certain comité de Moissac imposant des contributions arbitraires, extorquant des engagements, faisant commerce des arrestations ou des libérations. Continuels étaient les détournements dans les envois à la Convention de ces métaux précieux dont la phraséologie officielle voulait nier la valeur et qui étaient méprisés et bafoués ouvertement, mais qui en secret étaient ardemment recherchés. Les dépouilles des églises notamment furent l'objet de scandaleuses dilapidations, et ce n'est pas à la République qu'elles profitèrent. Nul ne l'a établi plus formellement que CAMBON dans son célèbre rapport du 3 germinal an II (23 mars 1794). Y exprimant le regret qu'il fût extrêmement difficile, pour ne pas dire impossible, de parvenir à connaître ce qui, sous le titre de taxes révolutionnaires, d'emprunts, d'échange de numéraire et de matières d'or et d'argent, était entré dans le Trésor public, il notait tout particulièrement combien il serait important que les municipalités s'expliquassent complètement sur les effets sortis de leurs églises et sur les personnes auxquelles ces effets précieux avaient été confiés : « Peut-être ces recherches nous conduiront-elles à reconnaître que les scandaleux apôtres de l'athéisme n'ont mis autant de zèle à briser les idoles que pour s'en approprier les riches débris. Peut-être sous d'épaisses moustaches, sous le pantalon, sous le bonnet rouge, reconnaitrons-nous plus d'un de ces fourbes adroits qui n'ont déclamé si haut contre les riches que par amour pour les richesses qu'ils convoitaient, qui souples en présence du peuple souverain comme les courtisans l'étaient autrefois en

présence du tyran, n'ont usé de la confiance qu'ils avaient usurpée que pour satisfaire impunément des passions criminelles. »

Un peu plus tard encore, en frimaire an III (novembre 1794) quand il fut devenu tout à fait sans danger de requérir contre les agents du gouvernement révolutionnaire, le même CAMBON devait parler des fripons qui avaient profité des textes révolutionnaires pour s'enrichir et pour, « s'étant dépouillés du chapeau à plumet, des habits brodés et de l'épée, affublés d'un bonnet rouge et d'une carmagnole, commettre mille vexations et rendre odieux l'habit et le nom de sans-culotte..... ».

Non, vraiment, le brigandage n'a point cessé pendant la Terreur, et s'il n'a pas pris alors, ou n'a pris que rarement, l'aspect classique, la forme, consacrée pour ainsi dire, de l'agression des habitations par des chauffeurs ou des diligences par des brigands, il n'en résulte pas le moins du monde que le respect des personnes et des biens ait été à l'ordre du jour sous le règne de la vertu.

Seulement, comme l'ont montré nos quelques exemples, la criminalité de droit commun s'est dissimulée le plus souvent sous les apparences du civisme révolutionnaire, ce qui ne pouvait que lui assurer une glorieuse impunité.

TITRE II

LE TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE DE PARIS

Si le fonctionnement des tribunaux criminels de droit commun se déroula sans histoire, il en fut autrement du Tribunal révolutionnaire de Paris.

D'une part, ses membres prirent avec les lois de dangereuses et fréquentes libertés.

D'autre part, sa composition, sa compétence et sa procédure subirent des changements profonds, au gré des décrets nouveaux de la Convention nationale. L'histoire des plus importants de ces décrets a été décrite dans les pages que nous avons consacrées à la dictature du Comité de salut public ; nous allons maintenant étudier leur contenu, et l'application qui en fut faite.

CHAPITRE PREMIER

LE PERSONNEL DU TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE

Une première section développera les modifications successives apportées à la composition du Tribunal révolutionnaire ; une seconde tentera d'illustrer, par quelques exemples choisis au mieux, l'état d'esprit des hommes appelés à y siéger au cours de la période la plus sanglante de la Terreur.

SECTION I

MODIFICATIONS SUCCESSIVES APPORTÉES A LA COMPOSITION DU TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE

Deux changements notables eurent lieu, l'un le 5 septembre 1793, l'autre le 22 prairial an II (10 juin 1794) ; un autre, moins important, reçut les soins du Comité de salut public le 16 ventôse (6 mars 1794) ; un dernier, amorcé dans un arrêté du 4 thermidor (22 juillet), avorta le lendemain. Nous allons les étudier dans l'ordre chronologique.

Au commencement de la séance du 5 septembre, MERLIN de DOUAI, dont on a le grand regret de retrouver ici le nom, vint, devant l'aggravation du péril extérieur (1), proposer, au nom du comité de législation,

(1) La frontière du Nord restait dégarnie, Lyon était toujours debout et Toulon s'était livrée aux Anglais le 28 août.

un accroissement considérable du Tribunal. Sa motion fut adoptée séance tenante. D'après ce décret (2), le Tribunal devait former quatre sections, ayant toutes la même compétence et devant être toutes à la fois en activité. Le nombre des juges était porté à seize, y compris le président et le vice-président ; et celui des jurés à soixante ; le nombre des substituts à cinq ; celui des commis-greffiers et des expéditionnaires à huit. Les juges et les jurés étaient, chaque mois, répartis au sort entre les quatre sections, mais ils pouvaient se suppléer les uns les autres. Dans chaque affaire, le président du Tribunal, ou un juge délégué, interrogeait le prévenu, entendait les témoins ; et le sort décidait à quelle section la cause serait renvoyée. D'autres articles avisaient à ce que les sections fussent, autant que possible, également pourvues.

Le décret fut complété sur quelques points par un autre, du 14 (3) : MERLIN y fit adopter pour les quatre sections du Tribunal une répartition du travail, en sorte que tous les jours, alternativement, deux d'entre elles jugeaient, et les deux autres, constituées en chambres du conseil, faisaient les actes d'instruction qui devaient précéder les débats. A partir de ce jour, deux sections du Tribunal siégèrent régulièrement, l'une dans la salle de la liberté, jadis Grand'Chambre du Parlement, et l'autre dans la salle de l'Egalité, jadis salle Saint-Louis ou Tournelle criminelle du Parlement (almanach de l'an II).

(2) Décret du 5 sept. 1793 (L., t. XV, p. 744).

(3) Décret du 14 septembre 1793 (L., t. XV, p. 851).

Le Tribunal, cependant, était à compléter sur les bases du décret du 5. A cet effet, la Convention agréa le 26 septembre la liste suivante (4) :

Président du Tribunal : HERMAN, président du tribunal du Pas-de-Calais.

Vice-président : DUMAS, de Lons-le-Saulnier, département du Jura.

Juges : SCCELLIER, juge au Tribunal; DOBSENT, juge au Tribunal.

BRÛLÉ, juge au tribunal du V^e arrondissement de Paris, séant à Sainte-Geneviève ;

COFFINHAL, juge au Tribunal ;

FOUCAULT, juge au Tribunal ;

BRAVET, juge dans le département des Hautes-Alpes ;

DELIÈGE, juge au Tribunal ;

SUBLEYRAS, greffier du tribunal du district d'Uzès, département du Gard ;

Célestin LE FETZ, administrateur du district d'Arras ;

VERTEUIL, substitut de l'accusateur public près le Tribunal ;

LANNE, procureur syndic du district de Saint-Pol ;

RAGMEY, homme de loi de Lons-le-Saulnier ;

MASSON, premier commis du greffe du Tribunal ;

DENIZOT, juge du tribunal du V^e arrondissement ;

HARNY, auteur de la pièce intitulée *La liberté conquise* ;

(4) Décret du 26 septembre 1793 (L., t. XVI, p. 43).

DAVID, de Lille, député suppléant à la Convention nationale ;

MAIRE, juge du tribunal du 1^{er} arrondissement.

Accusateur public : FOUQUIER-TINVILLE.

Substituts: FLEURIOT-LESCOT, substitut au Tribunal ;

GREBEAUVAL, juge au Tribunal ;

ROYER, envoyé par l'assemblée primaire de Chalon-sur-Saône :

NAULIN, Commissaire national du V^e arrondissement de Paris ;

LIENDON, juge au Tribunal.

Jurés : ANTONELLE, ex-député des Bouches-du-Rhône à l'Assemblée Législative ;

BENOITRAY, de la section du Luxembourg ;

SERVIÈRE, cordonnier, de la même section ;

FAUVETTY fils, de la ville d'Uzès, envoyé par l'assemblée primaire de la section des Sans-culottes du département du Gard ;

LUMIÈRE, membre du comité révolutionnaire de la section du Muséum ;

FAUVEL, de la section du Panthéon, rue Saint-Jacques ;

AUVRAY, employé aux diligences, section du Mail ;

FAINOT, électeur de Paris ;

GAUTHIER, de Chesnechenu, département d'Eure-et-Loir ;

RENARD, de la section du Contrat Social ;

RENAUDIN, luthier, section des Gardes-Françaises ;

MEYÈRE, membre du Directoire du département du Gard ;

CHATELET, peintre, section des Piques ;

CLÉMENCE, commis aux assignats ;

GÉRARD, artiste, rue des Poulies, près le Louvre
(notre grand peintre) ;

FIÉVÉ, du comité révolutionnaire de la section du
Muséum ;

Léonard PETIT-TREISSIN, de Marseille ;

TRINCHARD, de la section du Muséum ;

TOPINO-LEBRUN, de Marseille, au Louvre ;

PRYOL, membre du comité de surveillance, rue
Contrescarpe ;

GIRARD, orfèvre, rue Saint-Honoré ;

SOUBERBIELLE, chirurgien, rue Saint-Honoré ;

PRESSELIN, tailleur d'habits, rue du Rempart-Saint-
Honoré ;

DIDIER, teinturier à Choisy-sur-Seine ;

SAMBAT, peintre ;

VILLATE, rue du Bac ;

KLISPIS, joaillier, rue Saint-Louis-au-Palais ;

CHRÉTIEN, actuellement juré ;

LEROY, actuellement juré ;

THOUMIN, actuellement juré ;

Paul-Jean-Louis LAPORTE, administrateur du dis-
trict de Lassé, département de la Mayenne ;

GANNEY, actuellement juré ;

JOURDEUIL, actuellement juré ;

BROCHET, actuellement juré ;

GARNIER, section de la Montagne ;

MARTIN, chirurgien, rue de Savoie ;

GUERNEUR, du département du Finistère ;

DUFOUR, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie ;

MERCIER, rue du Battoir ;

AUBRY, tailleur, rue Mazarine ;

COMPAGNE, orfèvre, dans la galerie du théâtre de la République ;

BILLON, menuisier, rue du Faubourg-Saint-Denis ;

GIMOND, tailleur, section des Marchés ;

BARON, chapelier, Cour du Commerce ;

PRIEUR, peintre, près la porte Saint-Denis ;

LOHIER, marchand épicier, section du Théâtre-Français ;

DUPLAY père, rue Saint-Honoré, n° 336 ;

DEVÈZE, charpentier, de la section de la République ;

BOISSOT (ou DESBOISSEAUX), électeur de Paris ;

MAUPIN, électeur de Paris ;

CAMUS, artiste, faubourg Saint-Denis ;

François-Victor AIGOIN, de Montpellier ;

PICARD, ex-président de la section des Tuileries ;

NICOLAS, imprimeur, rue Saint-Honoré ;

DUMONT, laboureur à Cahors ;

BESSON, envoyé des assemblées de Saint-Dizier, département de la Haute-Marne ;

GRAVIER, vinaigrier à Lyon ;

PAYAN, du département de la Drôme, employé dans les bureaux du Comité de salut public de la Convention ;

GILLIBERT, négociant à Toulouse ;

BÉCU, médecin à Lille.

Greffier : FABRICIUS (Nicolas-Joseph).

Greffiers-commis : WOLF, DUCRAY, TAVERNIER, ARDOUIN, GOUJON, DERBEZ, FILLEUL.

Huissiers : TAVERNIER, BOUCHER, TIRART, DEGAINÉ, AUVRAY, MONET, NAPIER, HERVÉ.

Concierge : LAFIEFVILLE.

Il était difficile d'imaginer qu'une juridiction si largement pourvue pût se trouver un jour à court de personnel : c'est pourtant ce qui arriva au milieu du mois de ventôse (février) à un rouage dont les exigences étaient révélatrices : l'accusation. FOUQUIER-TINVILLE succombait à la tâche et se voyait obligé de partager non seulement avec ses substituts (c'était leur devoir et leur droit), mais même avec de simples employés le soin si grave de rédiger les actes d'accusation. Il y en avait un qui ne suffisait plus ; il en demandait deux autres, affirmant que tout continuerait à se faire « sous sa surveillance directe et sa responsabilité ». Le Comité de salut public, toujours empressé à seconder l'activité du Tribunal, prit un arrêté conforme à sa requête (5).

Puis ce fut le 22 prairial (6). Le président se voyait adjoindre quatre vice-présidents ; le nombre des juges était réduit à douze, et celui des jurés à cinquante ; la simplification de la procédure permettait de supprimer un des substituts de l'accusateur public. Le Tribunal continuait à se partager en sec-

(5) Wallon, *Hist. du trib. révolutionnaire de Paris*, t. II, pp. 465 et suiv.

(6) Décret du 22 prairial an II (10 juin 1794), art. 1 à 3. *Mon.* du 24.

tions, chacune composée de douze membres ; savoir en septembre, la moitié seulement présentait le caractère trois juges et neuf jurés, lesquels pouvaient d'ailleurs juger au nombre de sept.

DUMAS, nommé peu après la mort de DANTON, conservait la présidence ; COFFINHAL, SCELLIER, NAUDIN et RAGMEY étaient promus vice-présidents. Les juges MASSON et DOBSENT étaient renvoyés, remplacés par un ancien avocat, GARNIER-LAUNAY, et un professeur de rhétorique, Julien PAILLET, auxquels on adjoignait, pour compléter le corps des magistrats, l'épiciier LOHIER, ancien juré, LAPORTE et FÉLIX, membres de la commission militaire de Tours.

Des jurés, tous les faibles étaient exclus. L'expérience avait fait connaître que, des soixante nommés tère de « solidité » que recherchait FOUQUIER-TINVILLE. Cette fois, le Comité de salut public n'en désignait que cinquante, mais de choix. Vingt-six étaient conservés : RENAUDIN, BENOITRAY, FAUVETTY, LUMIÈRE, FAINOT, GAUTHIER, MEYÈRE, TOPINO-LEBRUN, PRYOL, GIRARD, PRESSELIN, DIDIER, VILLATE, DIX-AOÛT (LEROY), LAPORTE, GANNEY, BROCHET, AUBRY, GIMOND, PRIEUR, DUPLAY, DEVÈZE, DESBOISSEUX, NICOLAS, GRAVIER, BILLON. Comme la loi exigeait « des esprits justes et raisonnables », des « hommes éclairés », à ceux-là ROBESPIERRE ajoutait MASSON, un cordonnier lyonnais qui s'était distingué lors du siège de la ville ; EMERY, un chapelier lyonnais, lui aussi, dont les titres étaient les mêmes ; FILLON, un Lyonnais encore, qui s'était offert comme bourreau lors des grandes fournées de

« Commune Affranchie » (7) ; Jean MOULIN, un perruquier du Faubourg-Honoré, grand « poseur de scellés » sur les appartements d'aristocrates condamnés, prévenu « de soustractions et de dilapidation d'effets saisis par la loi ». Il y avait encore VILLERS, secrétaire de SAINT-JUST ; SUBLEYRAS ; LAVEYRON l'aîné, cultivateur ; POTHERET ; MARBEL et DEPRÉAU, artistes ; LAFONTAINE ; BLACHET ; DEBEAUX ; GOUIL-LARD ; DEREYS ; BUTINS ; PECHT ; enfin, divers membres de comités révolutionnaires qui avaient fait leurs preuves : LAURENT, de la section des Piques, DUQUE-NEL et HANNOYER, de Lorient, MUGUIN, de Mirecourt.

Tous ces hommes avaient été revus ou renouvelés par le Comité de salut public ; les juges procédaient de sa main ; les jurés, anciens ou nouveaux, étaient ses créatures, et dans le nombre on saurait encore, par un triage particulier, assurer la pleine réussite de ce qu'on appelait les feux de file.

Une dernière modification du Tribunal ainsi constitué fut projetée le 4 thermidor. L'article 6 d'un arrêté des Comités de salut public et de sûreté générale réunis décidait qu'il serait « fait un rapport à la Convention sur l'établissement de quatre sections ambulatoires du Tribunal révolutionnaire pour juger les détenus dans les départements, renvoyés à ce Tribunal » (8). Les comités reculèrent pourtant devant

(7) La ville de Lyon avait reçu le nom de Commune Affranchie en vertu d'un décret du 12 octobre 1793 (*Mon.* du 22 vendémiaire).

(8) Wallon, *op. cit.*, t. V, p. 71, et Mathiez, *Girondins et Montagnards*, p. 140. V. aussi, avec des variantes, Aulard, *op. cit.*, t. XV, p. 349.

l'impression que devait produire cette quadruple forme du Tribunal révolutionnaire, allant partout faire ses fournées et promener l'appareil de sa sanglante justice ; et l'article 6 de l'arrêté primitif fut remplacé par l'article suivant : « Il sera pourvu à la nomination des commissions révolutionnaires qui paraîtront nécessaires pour le jugement des détenus renvoyés au Tribunal » (9). « Ce nouveau texte, dit M. MATHIEZ (10), avait sur le précédent l'avantage de rendre inutile le recours à la Convention pour la constitution des quatre sections ambulantes du Tribunal révolutionnaire d'abord prévues. Les Comités organiseraient les nouvelles commissions révolutionnaires, chargées de juger les détenus des départements, par un simple arrêté... » Nous étudierons plus tard ce droit des Comités. En même temps, décrivant les procédés des commissions révolutionnaires des départements, nous apprécierons à sa valeur « l'avantage » dont parle M. MATHIEZ. Qu'il nous suffise maintenant de noter que l'arrivée du 9 thermidor épargna à la France d'avoir à comparer les deux procédés.

SECTION II

LA MENTALITÉ DES MEMBRES DU TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE

« Dans le silence qui va se faire, en vertu de la loi de prairial, par la suppression de l'interrogatoire

(9) Aulard, *ibid.*

(10) Mathiez, *op. cit.*, p. 145.

préliminaire et des témoins, il faut, pour nous faire une idée de la physionomie des procès qui vont s'accumulant, recueillir au moins un écho des témoignages qui ont été portés alors sur l'attitude et sur les procédés du Tribunal : témoignages portés en présence des principaux intéressés après le 9 thermidor, contredits par eux sur plusieurs points, comme c'est le droit de tout accusé, mais qui s'imposent par leur concordance (11). »

§ 1

LES JUGES

HERMAN, nous l'avons vu, a cessé de présider le 19 germinal an II (8 avril 1794).

Homme charitable et paisible, mais attaché de façon inébranlable aux lois, si rigoureuses fussent-elles, il a été l'instrument docile dont le Comité de salut public s'est servi pour étouffer la défense des Girondins et de DANTON. Il paiera en thermidor son intégrité inhumaine (12).

DUMAS l'a remplacé, — DUMAS le rouge, l'appelaient dans son pays jurassien. — Il est toujours armé de deux pistolets et les place près de lui quand il siège (13). La plupart du temps ivre et furieux, il ne pose aux inculpés qu'une seule question, celle de leur

(11) Wallon, *op. cit.*, t. IV, p. 111.

(12) Voir sur Herman le jugement très indulgent de Lenôtre, *Vieilles maisons, vieux papiers*, 4^e série, pp. 89 et suiv.

(13) *Procès Fouquier*, n° 4, p. 3.

nom ; puis il clôt les débats d'une formule qui lui est chère : « Tu n'as pas la parole ».

COFFINHAL, son premier vice-président, a fait également ses preuves. C'est lui qui, présidant au procès des fermiers généraux, a lancé au grand chimiste LAVOISIER, condamné à mort et lui demandant un délai de quinze jours pour achever une expérience, cette superbe réponse : « La République n'a pas besoin de chimistes. » Lui aussi s'enivre fréquemment ; lui aussi utilise, pour simplifier les débats, une formule traditionnelle : « Assez causé », dit-il à l'inculpé.

SCELLIER, second vice-président, a montré au début un caractère tranquille, mais depuis il est parvenu fort bien à imiter DUMAS dans la manière dure et inhumaine de traiter les accusés et de leur refuser la parole (14).

NAULIN, au contraire, réunira des témoignages qui seront assez favorables pour le soustraire au sort de ses co-accusés. D'ailleurs, il ne plaît pas à FOUQUIER-TINVILLE, encore moins à ROBESPIERRE : il sera emprisonné pour un mot dit à la société des Jacobins, et restera sous les verrous des Carmes jusqu'au 10 thermidor.

Parmi les juges, humbles satellites des présidents, il faut signaler tout particulièrement FOUCAULT, qui date des premiers jours du Tribunal, et qui, dès le début, a pressé la Commission des Six de lui envoyer de la pâture, disant : « Il nous faut du sang ! Le

(14) *Ibid.*, n° 9, p. 7.

peuple veut du sang ! ». FOUCAULT n'en est pas encore rassasié, et le fut-il jamais ?

Quelques-uns de ses collègues, pourtant, font preuve d'une certaine modération. Souvent, lorsqu'ils viennent d'envoyer une nouvelle fournée à la mort, on les voit passer rapidement dans les couloirs, les yeux pleins de larmes. C'est HARNY, ou MAIRE, au ton rude, au cœur sensible. Ils ont, ces juges, l'audace de se taire ; nulle autre. Il est vrai qu'ils n'ont le choix qu'entre leurs épouvantables fonctions et la mort.

§ 2

LES JURÉS

« Quant à moi, disait le juré VILLATE, je ne suis jamais embarrassé ; je suis toujours convaincu. En révolution, tous ceux qui paraissent devant le Tribunal doivent être condamnés (15). » VILLATE, nommé juré bien qu'il n'ait pas 25 ans, est le jeune homme « sensible » à la manière du temps. Siégeant à l'heure du dîner, il fera remarquer en pleine séance au président DUMAS : « Les accusés sont doublement coupables, car ils conspirent contre mon ventre » (16).

Avec VILLATE, M. DUNOYER nous présente TRINCHARD, dont la figure est également édifiante (17). TRINCHARD est menuisier. Le 16 octobre 1793, à quatre heures du matin, il vient de voter la mort de MARIE-ANTOINETTE. Pendant que le rappel roule dans les

(15) Taine, *op. cit.*, p. 390.

(16) *Procès Fouquier*, n° 27, p. 3.

(17) Dunoyer, *Le citoyen Trinchard, juré au trib. révol., homme de la nature.*

rues et que les plus pressés se hâtent déjà vers l'échafaud pour se réserver une bonne place, il adresse à son frère ce court billet : « Je t'apprens mon frere, que j'é été un des jurés qui ont jugé la bête féroche qui a dévoré une grande partie de la République, celle que l'on califiait si deven de raine » (18).

L'homme d'esprit est cet ex-laquais, BROCHET, qui a composé la prière : « Cœur de Jésus ! Cœur de Marat ! ». Au procès des Girondins, il croit devoir motiver son opinion : « Le peuple de cette enceinte a dû se convaincre, dit-il, qu'il réchauffait dans son sein des serpents venimeux, qui après quatre années de constance et de zèle pour acquérir et consacrer le plus précieux de tous les biens, la liberté et l'égalité, ont voulu, par des manœuvres ténébreuses, étouffer cette même liberté dans le lieu même qui l'avait créée. »

Pour connaître FAUVETTY et sa conception de la justice, il suffit de lire la lettre qu'il écrira lorsque, après avoir quitté le Tribunal de Paris, il « travaillera » à la Commission d'Orange : « ...Mon collègue ne vaut rien, absolument rien ; il est quelquefois d'avis de sauver des prêtres contre-révolutionnaires ; il lui faut des preuves, comme aux tribunaux ordinaires de l'ancien régime !... »

Le destinataire de ce billet, PAYAN, sait lui aussi apprécier la justice révolutionnaire. « PHILIPPE-ÉGA-LITÉ n'est nullement complice de BRISSOT. Il s'en est très bien défendu ; aucun témoin à sa charge. Mais

(18) Lenôtre, *Les grands jours du tribunal révolutionnaire*, p. 19.

il faut néanmoins le *répandre* pour faire cesser les calomnies contre-révolutionnaires (19). » Et il vote la mort.

CHATELET ne se déclare satisfait que si on lui donne 80.000 têtes (20). Dès qu'on lui remet la liste des malheureux qui composent la journée du jour, il griffonne un *F* en marge des noms — ce qui signifie « Foutu » ; — et il passe le reste de l'audience à tracer sur son sous-main la caricature des accusés. Son collègue PRIEUR est son rival, car c'est un autre dessinateur émérite (21).

ANTONELLE et LEROY DE MONTFLABERT sont authentiques marquis d'ancien régime. Le premier, gentilhomme taré, ruiné par une vie de désordres, déconsidéré à Arles, ville dont il a été le maire et le député à l'Assemblée législative, renié par ses compatriotes, est usé par les excès. Il a publié ses déclarations sur plusieurs de ses victimes, et ses conclusions sont originales : « Quelques débats, dans le nombre de ceux que j'ai suivis au simple titre de spectateur, ont un moment ramené ma réflexion sur deux grands fléaux des sociétés humaines : la prêtrise et la noblesse (22). »

LEROY, marquis de MONTFLABERT, puis maire de Coulommiers et juré sous le nom de Dix-Août, apporte dans ses fonctions toute l'ardeur d'un homme qui,

(19) *Papiers trouvés chez Robespierre*, t. II, p. 246.

(20) *Résumé du procès de Fouquier-Tinville*. Discours de Cambon, substitut, p. 79.

(21) *Procès Fouquier*, n° 24, p. 1.

(22) Wallon, *op. cit.*, t. I, p. 287.

non content d'avoir abdiqué son nom, a besoin de faire oublier son origine. Il sait aussi procurer de l'occupation au Tribunal où il siège. Il fera condamner plus de trente personnes de la ville dont il est maire ; et il sera signalé comme ayant joué dans ces affaires les rôles de dénonciateur et de témoin (23).

§ 3

L'ACCUSATEUR PUBLIC

FOUQUIER-TINVILLE a été après le 9 thermidor, et il est resté dans l'histoire, le bouc émissaire chargé de tous les forfaits de son Tribunal. Quand ce Tribunal fut reconstitué et qu'il y reparut, non plus comme accusateur, mais comme accusé, son grand moyen de défense a été de dire : « J'avais des ordres ; j'ai obéi. »

Il a obéi ; mais il est des serviteurs qui, dans leur zèle, devançant, outrepassent même les ordres de leurs maîtres ou les suppléent avec usure dans les détails de l'exécution. Il a obéi ; mais sa mentalité était celle des plus solides de ses jurés, et son activité inlassable fut le plus ferme soutien du Tribunal révolutionnaire.

Au Palais, FOUQUIER-TINVILLE se sent à son aise. Il plaisante, fait des mots, barbote dans le sang avec une sorte d'agrément. Il est furieux seulement lorsque les jurés acquittent un prévenu : « Qu'on me donne les noms de ces b... là (il s'agit des jurés). On ne peut compter sur rien avec ces gens-là : voilà des affaires

(23) *Procès Fouquier*, n° 24, p. 1.

sûres qui nous pètent dans la main » (24). Mais des colères de ce genre sont rares. Un autre jour, on l'entend, sortant de l'audience où il a siégé, dire aux jurés : « Comment avez-vous pu déclarer qu'un tel était convaincu ? il n'a pas été chargé aux débats » (25). Il les a réduits à une telle servilité qu'il peut impunément les flétrir. Comme tous les détenus sont suspects à ses yeux, et les suspects, coupables, il tient assez peu aux formes à suivre dans l'instruction ou dans le jugement. Plusieurs des dossiers conservés aux Archives, même pour les derniers temps, sont assez volumineux. Les pièces y sont en confusion, et l'on peut croire qu'elles n'ont jamais été en meilleur ordre. FOUQUIER y met du reste une impartialité complète. Des pièces à charge aussi bien qu'à décharge sont restées sous le cachet de l'enveloppe. « Inutile de les lire, dit-il, puisqu'ils (les accusés) seront condamnés dans la journée (26). »

Avec cela une activité toujours en éveil : son Tribunal absorbe tous ses instants. Pour plus d'exactitude, il a renoncé au logement qu'il occupait, rue Saint-Honoré, et s'est installé place Dauphine, à la porte même du Palais. Sa sollicitude suit ses condamnés jusqu'à l'échafaud : c'est lui qui donne les ordres au bourreau ; il s'informe, auprès des huissiers, sur la façon dont « ça s'est passé ». Il est partout à la fois, courant de la Salle de la Liberté à celle de l'Egalité, laissant toujours ouvertes les portes de son cabinet

(24) *Procès Fouquier*, n° 25, p. 2.

(25) *Ibid.*, n° 22.

(26) *Ibid.*, n° 19, p. 3.

afin de tout surveiller et de tout entendre. S'il ne siège pas, il « consolide » les témoins attendant l'heure de paraître à la barre, vient assister à une audience, s'élance à un interrogatoire. Pour ne pas perdre de temps, « il prend au restaurant du Tribunal son déjeuner que lui sert, à une heure et demie, sur une petite table isolée, au fond de la salle, la femme MORISAU, la buvetière » (27). Les jurés, qui étaient déjà réunis là, fort gais, se taisent lorsqu'ils aperçoivent le visage blême du maître.

§ 4

LES GREFFIERS ET COMMIS-GREFFIERS

LES DÉFENSEURS

Le greffier PÂRIS (FABRICIUS) était un ami de DANTON. Il a, dit-on, refusé de signer l'acte de sa condamnation, ce pourquoi il a été destitué et emprisonné dès le 24 germinal. C'est un peintre (il y a beaucoup de peintres au Tribunal), LÉCRIVAIN, qui l'a remplacé, et qui reste greffier dans le remaniement du 22 prairial. Il faut rendre hommage au courage de PÂRIS, car le greffe n'est pas à l'abri de la guillotine. Témoin le cas du commis LEGRIS, neveu du vice-président NAULIN, garçon peu bruyant, travailleur et modéré d'opinions, qui est arraché un jour à ses dossiers, inculpé « d'avoir surpris la confiance d'un Tribunal qui punit tous les conspirateurs sans distinction », et envoyé sans ambages à la mort. FOUQUIER

(27) Lenôtre, *op. cit.*, p. 30.

a imaginé ce moyen pour stimuler le zèle de ses employés terrorisés.

L'ordre des avocats est, on le sait, supprimé : tout citoyen a le droit de plaider en prenant le titre de « défenseur officieux ». Au Tribunal révolutionnaire paraissent, cependant, quelques-uns des plus honorables membres de l'ancien barreau : CHAUVEAU-LAGARDE, TRONSON-DUCOUDRAY, VILAIN, LAVAUX, SEZILLE, GRENIER, bien d'autres encore... Leurs fonctions ne sont pas de tout repos, si l'on en croit l'un d'eux (28) : « Pour être en règle, les défenseurs doivent être munis de certificats de civisme... J'en étais privé, et je n'en plaçais pas moins. Souvent même le Tribunal me nommait d'office... J'avouerai cependant, et l'on n'aura pas de peine à croire, que je n'entrai jamais dans l'auditoire sans un frisson ; que souvent réveillé à cinq heures du matin par le bruit de ma sonnette, j'ai cru voir mon dernier jour. C'étaient les actes d'accusation qu'un huissier du Tribunal m'apportait, sur lesquels je devais plaider à dix heures sans avoir encore vu l'accusé. Mes appréhensions étaient d'autant mieux fondées que les arrestations se multipliaient autour de mon domicile, et que, dès la pointe du jour, les coups de marteau frappés aux portes des maisons voisines m'en envoyaient l'avis dans mon lit... »

Dans le procès qui fut intenté, après thermidor, à tout ce qui restait du Tribunal de prairial, président,

(28) LAVAUX, *Les campagnes d'un avocat, ou anecdotes pour servir à l'histoire de la Révolution.*

juges, jurés et accusateur public, plusieurs: FOUCAULT, SCELLIER, NAULIN, MAIRE, juges ; PRIEUR, GIRARD, DUPLAY, CHATELET, BROCHET, LEROY (Dix-Aout) jurés, et FOUQUIER-TINVILLE lui-même prétendirent qu'ils avaient voulu donner leur démission. S'ils avaient cédé, c'est qu'on les traita d'aristocrates et qu'ils coururent le risque d'être exécutés comme tels (29). La plupart se résignèrent, semble-t-il, assez vite, et les détails que nous avons relevés sur chacun d'eux montrent qu'ils étaient bien entrés dans l'esprit de la loi.

(29) *Procès Fouquier*, n° 3, p. 1.

CHAPITRE II

L'ACCROISSEMENT DE LA COMPÉTENCE DU TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE

La plupart des lois que nous allons examiner dans ce chapitre furent conçues en termes très généraux, et il semble qu'elles étaient applicables, par conséquent, non seulement au Tribunal révolutionnaire de Paris, mais à toutes les juridictions d'exception du territoire de la République. En fait, pourtant, leur étude dans ce cadre restreint se justifie parfaitement, car nous verrons que les juridictions révolutionnaires des départements ne connaissaient en pratique d'autre loi que les arrêtés des représentants en mission.

Le premier en date des décrets qui contribuèrent à étendre la compétence du Tribunal révolutionnaire fut la fameuse loi des suspects, du 17 septembre (1793) (1). Étaient réputés gens suspects (art. 2) : 1° ceux qui par leur conduite, par leurs relations, par leurs propos ou par leurs écrits, s'étaient montrés partisans de la tyrannie ou du fédéralisme, et ennemis de la liberté ; 2° ceux qui ne pourraient pas justifier de leurs moyens d'existence et de l'acquit de leurs droits civiques ; 3° ceux à qui il aurait été refusé des certificats de civisme ; 4° les fonctionnaires publics suspendus ou destitués ; 5° ceux des ci-devant nobles,

(1) Décret du 17 sept. 1793. L., t. XV, p. 874. *Mon.* du 19.

des maris, femmes, pères, mères, fils ou filles, frères ou sœurs et agents d'émigrés qui n'avaient pas constamment manifesté leur attachement à la Révolution ; 6^o ceux qui avaient émigré dans l'intervalle du 1^{er} juillet 1789 à la publication de la loi du 8 avril 1792, lors même qu'ils seraient rentrés en France dans le délai de cette loi, ou précédemment. Ce texte, si élastique, faisait planer une terrible menace, non seulement sur les suspects véritables, mais sur tous ceux qui pouvaient gêner le gouvernement, même sur les indifférents et les timides, puisqu'il englobait jusqu'aux citoyens qui n'avaient eu que le tort de ne pas remplir leurs devoirs électoraux.

Les comités de surveillance établis dans chaque commune étaient chargés de dresser la liste des gens suspects de leur ressort, de décerner contre eux des mandats d'arrêt et de faire apposer les scellés sur leurs papiers. Leur rôle fut précisé dans un questionnaire que leur adressa, vers le milieu de nivôse (décembre) le Comité de sûreté générale, pour leur indiquer les principaux délits qui ressortissaient au Tribunal révolutionnaire.

Nous en extrayons quelques articles destinés à commenter la loi du 17 septembre (2).

Au premier rang des choses qui rendaient suspect était la religion.

« XIV. — Le fanatisme exerce-t-il son empire dans quelque partie du district, et, dans ce cas, quels

(2) Nous empruntons le texte de ce questionnaire à Wallon, *op. cit.*, t. II, pp. 329 et 330.

« sont les auteurs de cette dépravation de l'esprit
« public ?

« XV. — Le mouvement sublime du peuple contre
« la superstition a-t-il trouvé des obstacles à son
« développement, et quels sont les détails que vous
« pouvez transmettre au Comité de sûreté générale ? »

Viennent ensuite le discrédit des assignats, l'émigration, les correspondances, les fournisseurs infidèles, les accaparements.

« XVIII. — Avez-vous, dans votre arrondissement,
« des personnes qui aient voulu discréditer les
« assignats, gage de la fortune publique, et atténuer
« nos ressources contre les tyrans ?

« XIX. — Avez-vous des individus qui aient entre-
« tenu des correspondances avec les émigrés, prêtres
« réfractaires ou autres personnes habitant les pays
« avec lesquels la République est en guerre ?

« XX. — Les lettres parvenaient-elles directement
« ou par intermédiaire ? et dans les correspondances
« interceptées existe-t-il des preuves ou au moins des
« indices qui puissent faire saisir les fils de la trame
« par laquelle on a voulu perdre la liberté publique ?

« XXI. — A-t-il existé et existe-t-il des accapare-
« ments de blé, farine et autres objets de première
« nécessité, que les ennemis intérieurs ont faits, soit
« dans les vues d'affamer le peuple et de le dégoûter
« de la liberté, soit pour nourrir les armées contre-
« révolutionnaires que la scélératesse des conspi-

« rateurs voulait faire promener dans les départements ? (3) »

Enfin, les fédéralistes et les enragés :

« XXV. — Avez-vous sur votre territoire des traîtres.
« qui aient contrarié ouvertement le vœu national sur
« les événements des 31 mai et 2 juin ?

« XXVI. — Y existe-t-il de ces faux patriotes qui,
« par l'exagération extraordinaire de leurs principes,
« veulent en imposer au peuple, soit pour obtenir des
« places, soit pour l'égarer sur le compte des amis
« constants et imperturbables de la Révolution, et
« faire triompher, par des écarts, la cause de la
« tyrannie ?

« Dans ce cas, désignez ces faux républicains. »

Le dernier article de ce questionnaire dessinait le premier mouvement de la lutte que les Comités de salut public et de sûreté générale allaient entreprendre à la fois contre les hommes qui voulaient pousser la Terreur plus loin encore et contre ceux qui trouvaient qu'on était allé bien loin déjà, et qui auraient volontiers reculé. Le 23 ventôse, terminant la manœuvre, SAINT-JUST proposait un projet de décret — adopté le jour même (4) — qui donnait le moyen de livrer, indistinctement, au Tribunal révolutionnaire, tous ceux dont les Comités voulaient se débarrasser

(3) Les délits d'accaparement étaient déférés au Tribunal révolutionnaire en vertu du décret des 26-28 juillet 1793. Cette législation fut complétée par le décret du 29 septembre, sur les fournisseurs infidèles.

(4) Décret du 23 ventôse an II (13 mars 1794). L., t. XVII, p. 601.

· dans l'un comme dans l'autre parti, celui d'HÉBERT et celui de DANTON :

« Le Tribunal révolutionnaire continuera d'infor-
« mer contre les auteurs et complices de la conjura-
« tion ourdie contre le peuple français et sa liberté ;
« il fera promptement arrêter les prévenus et les
« mettra en jugement.

« Sont déclarés traîtres à la partie et seront punis
« comme tels, ceux qui seront convaincus d'avoir, de
« quelque manière que ce soit, favorisé dans la
« République le plan de corruption des citoyens, de la
« subversion des pouvoirs et de l'esprit public, d'avoir
« excité des inquiétudes à dessein d'empêcher l'arri-
« vage des denrées à Paris ; d'avoir donné asile aux
« émigrés ; ceux qui auront tenté d'ouvrir les prisons ;
« ceux qui auront introduit des armes dans Paris,
« dans le dessein d'assassiner le peuple et sa liberté ;
« ceux qui auront tenté d'ébranler ou d'altérer la
« forme du gouvernement républicain.

« La Convention nationale étant investie par le
« peuple français de l'autorité nationale, quiconque
« usurpe son pouvoir, quiconque attente à sa sûreté ou
« à sa dignité, directement ou indirectement, sera puni
« de mort.

« La résistance au gouvernement républicain dont
« la Convention nationale est le centre, est un attentat
« contre la liberté publique : quiconque s'en sera
« rendu coupable, quiconque tentera par quelque acte
« que ce soit, de l'avilir, de le détruire ou de l'entra-
« ver, sera puni de mort. »

Hébertistes, le 4 germinal (24 mars), Dantonistes, le 16, succombèrent aux chausse-trappes de ce décret, pour avoir « accaparé les denrées, amené le discrédit des assignats, neutralisé par la spéculation les effets que l'on attendait de la vente des biens nationaux » (5).

Pourtant, les factions détruites, ces maux subsistèrent. C'est qu'il en restait une, le fédéralisme, c'est-à-dire la masse de ceux qui dans les départements ne paraissaient pas heureux du régime nouveau. Et s'il en était ainsi, c'est que la police en province manquait d'énergie.

Il fallait des juges que l'on eût dans la main pour faire respecter les lois : cette nécessité amena le vote du décret du 27 germinal (6) dont l'article premier ordonnait de traduire au Tribunal révolutionnaire de Paris les prévenus de conspiration de tous les points de la République. Il y avait là une extension énorme de la compétence du Tribunal, qui fut commentée en ces termes le 19 floréal (7) (art. 1^{er}) : « En exécution
« de l'article premier du 27 germinal sur la police
« générale de la République, le Tribunal révolution-
« naire établi à Paris connaîtra exclusivement... de
« tous les crimes contre-révolutionnaires énoncés
« dans les décrets des 10 mars 1793, 23 ventôse
« et autres, en quelque partie de la République qu'ils
« aient été commis. »

La loi du 22 prairial, exposant sans voiles les

(5) Wallon, *op. cit.*, t. III, p. 261.

(6) Décret des 27 germ.-5 flor. an II (16-24 avril 1794). L., t. XVII, p. 715.

(7) Décret des 19-29 flor. an II (18-28 mai 1794). L., t. XVII, p. 772.

principes sur lesquels le gouvernement de la Terreur entendait fonder sa justice, ne pouvait que renchérir encore sur les dispositions antérieures. Son article 4 indiquait le but du Tribunal : « Le Tribunal révolutionnaire est institué pour punir les ennemis du peuple. » Et l'article 5 définissait les ennemis du peuple : « Les ennemis du peuple sont ceux qui cherchent à anéantir la liberté publique, soit par la force, soit par la ruse. » Définition étendue à l'infini par l'article 6 : « Sont réputés ennemis du peuple ceux qui auront provoqué le rétablissement de la royauté, ou cherché à avilir ou à dissoudre la Convention Nationale et le gouvernement révolutionnaire et républicain dont elle est le centre ;

« Ceux qui auront trahi la République dans le commandement des places et des armées, ou dans toute autre fonction militaire, entretenu des intelligences avec les ennemis de la République, travaillé à faire manquer les approvisionnements ou le service des armées ;

« Ceux qui auront cherché à empêcher les approvisionnements de Paris, ou à causer la disette dans la République ;

« Ceux qui auront secondé les projets des ennemis de la France, soit en favorisant la retraite et l'impunité des conspirateurs et de l'aristocratie, soit en persécutant et calomniant le patriotisme, soit en corrompant les mandataires du peuple, soit en abusant des principes de la Révolution, des lois ou des mesures du gouvernement, par des applications fausses ou perfides ;

« Ceux qui auront trompé le peuple ou les repré-
« sentants du peuple pour les induire à des démarches
« contraires aux intérêts de la liberté ;

« Ceux qui auront cherché à inspirer le découra-
« gement pour favoriser les entreprises des tyrans
« ligués contre la République ;

« Ceux qui auront répandu de fausses nouvelles
« pour diviser ou pour troubler le peuple ;

« Ceux qui auront cherché à égarer l'opinion, et à
« empêcher l'instruction du peuple, à dépraver les
« mœurs, et à corrompre la conscience publique, à
« altérer l'énergie et la pureté des principes révolu-
« tionnaires et républicains, ou à en arrêter les
« progrès, soit par des écrits contre-révolutionnaires
« ou insidieux, soit par toute autre machination ;

« Les fournisseurs de mauvaise foi qui compromet-
« tent le salut de la République, et les dilapidateurs
« de la fortune publique autres que ceux compris
« dans les dispositions de la loi du 7 frimaire (8) ;

« Ceux qui, étant chargés de fonctions publiques.
« en abusent pour servir les ennemis de la Révolution,
« pour vexer les patriotes, pour opprimer le peuple ;

« Enfin tous ceux qui sont désignés dans les lois
« précédentes relatives à la punition des conspirateurs
« et contre-révolutionnaires, et qui, par quelque
« moyen que ce soit et de quelques dehors qu'ils se
« couvrent, auront attenté à la liberté, à l'unité, à la

(8) Rappelons que le décret des 7-9 frimaire (27-29 nov. 1793) prescrivait la forme de procéder contre les prévenus de malversations dans la garde, régie ou vente des biens appartenant à l'Etat.

« sûreté de la République, ou travaillé à en empêcher
« l'affermissement. »

Contre ces « ennemis du peuple », une seule et même peine était édictée : la mort.

L'ennemi du peuple, avec des formules d'une telle souplesse, c'était en réalité celui-là qu'un acte, un écrit, une parole, une pensée, avaient désigné à la vengeance de ses concitoyens ; c'était celui-là dont la fortune, la tenue, la distinction morale choquaient la simplicité du peuple souverain.

CHAPITRE III

LA PROCÉDURE SUIVIE DEVANT LE TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE

Notre désir est de décrire le déroulement des procès au cours de la période la plus sanglante de la Terreur, en suivant les « suspects » et les « ennemis du peuple » depuis leur arrestation jusqu'à leur exécution. Nous allons retrouver ici les différentes phases que nous avons distinguées en étudiant l'organisation du 10 mars 1793 : recherche et poursuite, instruction et jugement, mais bouleversées maintenant par de nombreux décrets nouveaux, et émaillées de multiples irrégularités.

SECTION I

RECHERCHE ET POURSUITE

Nous analyserons successivement la recherche proprement dite, le régime de la détention préventive et le rôle des prisons dans l'activité du Tribunal, enfin la poursuite ou mise en mouvement des actions.

§ 1

LA RECHERCHE

La police communale, les sociétés populaires, les comités révolutionnaires, les agents du Comité de

sûreté générale, les représentants en mission, les mouchards et « moutons » des prisons étaient les principaux pourvoyeurs du Tribunal, auxquels se joignirent les commissions populaires créées le 23 ventôse an II (13 mars 1794).

Les municipalités se montraient le plus souvent ignorantes et tracassières, s'entendant en particulier fort bien à vexer les plus riches de leurs administrés par de fréquentes visites domiciliaires. C'était une belle revanche sur l'état de choses antérieur à 1789, d'autant que les prétextes ne manquaient pas : refus du serment civique, défaut de participation aux assemblées primaires ou à la garde nationale, propos anti-républicains, pour expédier les « suspects » à Paris, où le Tribunal saurait s'en charger (1).

La loi du 17 septembre avait été une véritable providence pour les membres des comités révolutionnaires ; il leur suffisait d'être au nombre de sept et de recueillir la majorité de leurs voix pour pouvoir ordonner l'arrestation de tous ceux que leur livrait l'article 2 du décret. Quant aux motifs de l'arrestation, il n'y avait pas lieu de s'en inquiéter. « L'un était arrêté parce qu'il avait « l'aristocratie gravée dans le cœur » ; un autre, parce qu'elle était peinte sur sa figure ; celui-ci sous prétexte d'une destitution supposée et démentie par des actes publics ; celui-là comme suspect sans autre énonciation ; un autre parce que son père, son frère ou un autre de ses parents étant déjà en état d'arrestation, il convenait aussi qu'il y fût.

(1) Baudiau, *Le Morvand*, t. III, pp. 280 et suiv.

D'autres enfin — et c'était le plus grand nombre — sans aucun motif, sans aucune délibération et sans aucune cause connue (2). » Ces abus amenèrent la Convention à décréter, le 18 octobre 1793 (3), que les comités seraient tenus d'indiquer par écrit leurs motifs et que le Comité de sûreté générale prononcerait en dernier ressort. Mais les comités de Paris protestèrent et l'Assemblée rapporta son décret, le 3 brumaire an II (4), sur la demande de ROBESPIERRE. A nouveau, les abus se multiplièrent, et ils devinrent cette fois si criants que la Convention, se déjugant encore une fois, imposa décidément aux comités (17 frimaire) (5) l'obligation de motiver leurs mandats d'arrêt.

Un autre organe de la vie communale, les sociétés populaires exerçait, concurremment avec les comités révolutionnaires, une « surveillance minutieuse, incessante, tyrannique des individus et de leurs actes » (6). Les sociétés populaires « dénonçaient les accapareurs, les exportateurs, les infracteurs du maximum ; veillaient au civisme des fonctionnaires, à leur capacité, à leur probité ; accueillaient les plaintes contre les fournisseurs de l'Etat ; poursuivaient les dilapidateurs de la fortune publique, les déserteurs, les oisifs : toujours aux aguets, souvent trompées, englobant dans une même défiance individus

(2) Savine, *Les géôles de province sous la Terreur*, p. 56.

(3) Décret du 27 vendémiaire an II (18 oct. 1793). L., t. XVI, p. 275.

(4) Décret du 3 brum. an II (24 oct. 1793). L., t. XVI, p. 312.

(5) Décret du 17 frim. an II (7 déc. 1793). L., t. XVI, p. 647.

(6) L. Hugueney, *Les clubs dijonnais sous la Révolution*, pp. 188 et suiv.

et sociétés, serviteurs de la République et aristocrates soupçonnés » (7).

Cette activité inlassable des comités révolutionnaires et des sociétés populaires s'exerçait fréquemment, même en province, au profit du Tribunal révolutionnaire de Paris (8).

Les « porteurs d'ordres » du Comité de sûreté générale accomplissaient en principe leurs fonctions de concert avec les comités révolutionnaires. HÉRON (9) était le chef de la bande. Il concentrait les indications de ses comparses, et s'en inspirait pour rédiger ses rapports au Comité. Tous commençaient invariablement par ces mots : « Je dénonce le nommé... » Quant aux motifs de suspicion, ils étaient ici encore des plus vagues : « Cet homme-là est l'ennemi de notre Révolution » ; ou bien : « C'est un joueur et un homme de très mauvaises mœurs » ; ou encore : « Il est cité dans mon mémoire au Comité ». Cela était le pire stigmaté, car c'étaient surtout ses ennemis personnels qu'il poursuivait ainsi.

Le Tribunal révolutionnaire offrait également aux représentants en mission un débouché qu'ils ne négligeaient pas. Si les juridictions d'exception paraissent avoir été assez peu occupées dans quelques départements, c'est que les accusés en furent en très grand nombre renvoyés à Paris. Ce fut le cas, en particulier, pour Port-Malo (Saint-Malo), les deux départements de

(7) Wallon, *Les représentants du peuple en mission et la justice révolutionnaire dans les départements en l'an II*, t. III, pp. 310 et suiv.

(8) Berriat-Saint-Prix, *La justice révolutionnaire*, t. I, p. 50.

(9) Lenôtre, *Vieilles maisons, vieux papiers*, 1^{re} série, p. 70.

l'Eure et de la Seine-Inférieure, de l'Indre, de la Charente, de la Nièvre, de la Côte-d'Or, de la Moselle, de la Meuse, et plus particulièrement toute la région voisine de Paris, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Eure-et-Loir, Oise et Aisne (10).

Aux jours où ces sources multiples ne fournissaient pas un débit suffisant, on donnait à des émissaires payés des listes en blanc : ils se chargeaient d'aller dans les diverses prisons et d'y choisir le nombre requis de têtes ; ils inscrivaient les noms à leur fantaisie, et cela faisait une fournée pour la guillotine. LABOUREAU fut ainsi le « mouchard » du procès d'HÉBERT (11) ; BEAUSIRE et surtout BOYVAL servirent de « moutons » lors de la conspiration de la prison du Luxembourg (12).

Le nouveau régime ne négligeait donc rien pour donner du travail au Tribunal révolutionnaire. Son œuvre fut parachevée par l'organisation des commissions populaires. Le décret du 23 ventôse, — dont nous avons vu qu'il ne laissait au Tribunal que l'embarras du choix dans les motifs de ses condamnations, — prévoyait en même temps la création de « six commissions populaires pour juger promptement les ennemis de la Révolution détenus dans les prisons ».

Les termes employés semblent indiquer que le législateur avait prévu la création de véritables juri-

(10) Wallon, *op. cit.*, t. I, p. 400 ; t. II, pp. 86, 128, 167 ; t. III, pp. 307, 330, 391, 393, 394, 395 ; t. V, pp. 35, 36.

(11) Aulard, *Hist. politique de la Révol. française*, p. 463.

(12) Wallon, *Hist. du trib. révol. de Paris*, t. IV, pp. 408 et suiv.

dictions de jugements susceptibles de siéger même en province. En fait, les commissions populaires qui furent créées ne « jugèrent » pas à proprement parler ; et leur activité ne s'étendit pas hors de Paris (13), c'est pourquoi nous les étudions en cette place.

La loi du 27 germinal avait prescrit qu'elles fussent établies pour le 15 floréal (4 mai) (art. 2). Les deux Comités de salut public et de sûreté générale se réunirent et décidèrent qu'il y en aurait une siégeant à Paris. Cette commission fut créée par un arrêté du 24 floréal (23 mai), et doublée par un autre du lendemain 25 (14). L'activité des deux nouveaux organes ne faisait pas concurrence à celle du Tribunal révolutionnaire ; ils se bornaient à classer les détenus en trois catégories : 1° ceux à mettre en liberté (ils furent dans la proportion d'environ un sur 80) ; 2° ceux qui se trouvaient dans le cas d'être déportés ; 3° ceux à envoyer au Tribunal révolutionnaire. Les deux Comités de gouvernement réunis prenaient ensuite un arrêté approbatif, signaient ces listes et assumaient la responsabilité définitive. Les décrets

(13) Il ne faut pas confondre ces commissions populaires et les commissions révolutionnaires dont nous parlerons en étudiant la justice révolutionnaire dans les départements. Les commissions populaires ne firent qu'une besogne de classement et de triage des dossiers des détenus ; les commissions révolutionnaires étaient des sortes de cours martiales qui jugeaient sommairement sans jurés.

(14) Aulard, *Recueil*, t. III, p. 484 et p. 513. Ces deux commissions furent composées de la façon suivante : *Première commission*, Président : Trinchard, juré au Tribunal révolutionnaire ; membres : Charigny, Chapel de Livry, Baudement, Loffin. — *Deuxième commission*, Président : Subleyras, vice-président du Tribunal révolutionnaire ; membres : Thibolot, Laveyron, Degalonnier et Fournerot. Degalonnier fut remplacé par Laporte, le 29 floréal.

des 23 ventôse et 27 germinal plaçaient en effet les commissions sous leur direction commune. Pourtant, c'est sous la seule signature de ROBESPIERRE que parut le 3 prairial (15) l'arrêté réglementant la procédure selon laquelle devait se faire le tri sus indiqué : les commissions pouvaient juger à quatre membres, ou même à trois ; de plus, elles recueillaient un certain rôle dans l'instruction préparatoire (16).

Cependant, la loi du 27 germinal avait fait refluer à Paris tous les suspects des départements. On avait dû augmenter encore le nombre des prisons, et le Tribunal révolutionnaire n'y pouvait plus suffire : c'est pourquoi le Comité de salut public voulut étendre l'institution des commissions prévues le 23 ventôse. Ce fut l'objet de l'arrêté qu'il prit le 4 thermidor (22 juillet) (17) derechef avec le concours du Comité de sûreté générale. Il s'agissait de créer quatre nouvelles commissions populaires — complément du nombre prévu en ventôse, — pour s'occuper des détenus des maisons d'arrêt des départements. Aucune forme n'était prévue. L'exécution de cette mesure fut ajournée, probablement grâce à l'opposition de Robert LINDET (18) ; l'arrêté fut remis en discussion le 5 thermidor ; et, quelques jours plus tard, la chute de ROBESPIERRE, ouvrant les portes des prisons, rendit inutiles les moyens expéditifs imaginés pour les vider.

(15) Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 665.

(16) Voir la sect. II de ce chapitre.

(17) Aulard, *op. cit.*, t. XV, p. 349.

(18) Lecointre, *Les crimes des sept membres*, p. 185.

§ 2

LES PRISONS. LEUR RÔLE DANS L'ACTIVITÉ
DU TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE

Le département de Paris comptait en l'an II une trentaine de maisons d'arrêt (19) dont quelques-unes étaient spécialement réservées à la clientèle de FOUQUIER-TINVILLE : la seule Conciergerie d'abord, bientôt insuffisante ; puis les collèges du Plessis et Louis-le-Grand, rue Jacques ; enfin l'archevêché et l'ancien collège des Quatre-Nations. Deux particularités frappaient l'observateur qui pénétrait dans ces maisons. La première était la vénalité de leur personnel. Il n'était pas rare que les malheureux envoyés de province par les représentants en mission fussent entraînés de porte en porte, éconduits partout si leur mine était misérable et ne laissait présager aucun dépouillement fructueux, alors qu'une bourse bien garnie attirait au contraire la sympathie de tous, concierges et geôliers (20).

Cette cupidité ne pouvait s'exercer avec profit que grâce à l'encombrement des locaux transformés en prisons. L'état des détenus du 11 germinal an II (31 mars 1794), lu à la Convention le 13, en accusait 6.881 (21) ; le *Moniteur* du 28 germinal : 7.541. Et ce fut pis encore après prairial. L'entassement devint tel que l'on ne savait plus où loger les détenus. Tous les

(19) En voir la liste dans le *Matin*, journal rédigé par Jacquin, neuvième mois, prairial, nonidi 29, an II de la République.

(20) Savine, *Les geôles de province sous la Terreur*, pp. 44 et suiv.

(21) P. V. du 13 germ. an II.

cachots étaient occupés ; on trébuchait partout, dans les couloirs, dans les cours, sur des prisonniers étendus à côté de leur maigre bagage et dormant sur le pavé. La nécessité de faire de la place aux nouveaux venus de jour en jour plus nombreux, inspira sans aucun doute l'idée première de cette hypocrisie sanglante que fut « la conspiration des prisons ». Il ne s'agissait de rien moins que d'imaginer un vaste complot contre-révolutionnaire, dont les ramifications se seraient prolongées dans les diverses prisons de Paris, en connexité étroite avec les multiples factions et conjurations du dehors. Était-ce vraisemblable ?... « Lorsque je visitais les maisons d'arrêt en qualité d'administrateur de police, dit HEUZÉE, témoin au procès de FOUQUIER-TINVILLE, je ne me suis jamais aperçu qu'il existât des conspirations. Il y régnait de la part des détenus la plus grande tranquillité et soumission... (22) » Qu'importe ! Il fallait à tout prix débarrasser les prisons. Du même coup, comme les lois de ventôse — « testament des Robespierristes » — ordonnaient la distribution des biens des suspects déportés ou suppliciés aux sans-culottes pauvres, on réaliserait l'essentiel du programme économique de la Montagne : l'expropriation des classes possédantes au profit des autres (23).

C'est par Bicêtre que l'on commença. La dénonciation d'un détenu particulièrement digne de foi, VALAGNOS, ancien membre de comité révolutionnaire condamné à douze ans de fers pour prévarication,

(22) *Procès Fouquier*, n° 5, p. 2.

(23) Mathiez, *Girondins et Montagnards*, p. 109.

envoya à FOUQUIER-TINVILLE deux fournées : l'une le 28 prairial (16 juin), de 37 têtes qui tombèrent toutes; l'autre, le 8 messidor (27 juin), de 38 accusés, dont deux seulement échappèrent à la guillotine (24).

Au Luxembourg, on utilisa le système des « moutons » dont nous avons précédemment décrit le mécanisme. Le 17 messidor (5 juillet), un arrêté du Comité de salut public ordonna à la Commission des administrations civiles, police et tribunaux, de « faire à l'accusateur public du Tribunal révolutionnaire un rapport sur la conduite des détenus dans les diverses prisons de Paris » (25). HERMAN, président de la Commission, savait comprendre à demi-mot. Quelques patriotes furent dépêchés par lui au Luxembourg, où ils dressèrent une liste de 157 « conspirateurs » à envoyer à FOUQUIER-TINVILLE. On en fit trois fournées. Le 19 messidor vit s'asseoir sur les gradins du Tribunal soixante accusés. Tous furent condamnés. Le surlendemain, il y en eut cinquante, dont un seul échappa à la mort. Et la parodie s'acheva, le 22, par la condamnation de trente-huit des quarante-six qui restaient.

Aux Carmes, on était également très pressé de découvrir une conjuration, car on y trouvait l'élite de l'ancien et du nouveau régime : BOUCHER D'ARGIS, ROHAN-GUÉMÉNÉ, Alexandre DE BEAUHARNAIS, HOCHÉ (dont l'arrestation avait été signée par CARNOT !), M^{me} DE BEAUHARNAIS, M^{me} DE LAMETH, la duchesse

(24) Wallon, *Hist. du trib. révol. de Paris*, t. IV, pp. 267 et suiv.

(25) Wallon, *op. cit.*, t. IV, pp. 411 et suiv.

d'AIGUILLON... Quarante-six de ces conspirateurs furent exécutés le 5 thermidor (23 juillet) (26).

A Saint-Lazare, même méthode qu'au Luxembourg : mêmes résultats en trois fournées. La première de vingt-cinq noms, le 6 thermidor : autant d'accusés, autant de condamnés. La seconde, le lendemain, de vingt-six prisonniers : un seul acquitté. La dernière, le 8 de vingt-cinq : deux acquittés.

Dans le même temps, Les Oiseaux, Port-Libre et Le Plessis fournissaient une liste de dix-huit noms (7 thermidor) ; puis un second chargement de trente condamnés, parmi lesquels de nombreuses femmes (8 thermidor). Le drame qui se joua à la Convention le 9 thermidor n'empêcha même pas deux dernières immolations, respectivement de vingt-quatre et vingt-trois malheureux dont les charrettes, un instant arrêtées par la foule, furent déchargées par une charge d'HANRIOT : son dernier exploit.

§ 3

LA POURSUITE

Le 25 floréal (14 mai), en même temps qu'il créait la seconde des commissions populaires prévues par les lois de ventôse, le Comité de salut public arrêta que « les tribunaux et commissions établis pour réprimer les ennemis de la République » lui enverraient « chaque jour la notice de tous les jugements qu'ils rendraient, de manière qu'il pût connaître les personnes jugées et la nature des affaires ». De plus, et

(26) Wallon, *op. cit.*, t. V, pp. 80 et suiv.

surtout, l'accusateur public du Tribunal révolutionnaire était tenu de remettre au Comité, au commencement de chaque décade, la note des affaires qu'il se proposait de porter au Tribunal dans le courant de la décade (27).

Ainsi, désormais, en fait, ce serait le Comité qui arrêterait la liste des accusés et s'assurerait si justice était faite ! L'accusateur public n'était plus que son pourvoyeur ; et les lettres de FOUQUIER-TINVILLE encore existantes marquent avec quelle ponctualité il s'acquitta de ce devoir. Il ne faisait qu'une réserve : c'était d'être autorisé à remplir les vides qu'au dernier moment un accident pouvait amener dans la liste approuvée du Comité. Il faut se représenter qu'il n'était pas toujours facile de découvrir, dans les nombreuses maisons d'arrêt de Paris, parmi les milliers de suspects qui s'y trouvaient entassés, un prévenu distingué par le Comité ; la recherche occupait souvent plusieurs jours. Puisque FOUQUIER avait la Conciergerie sous la main, il ne se fût pas consolé de n'y point puiser pour « faire le plein ».

La loi du 22 prairial (28) lui rendit pourtant le droit de traduire directement les suspects au Tribunal, lui donnant en cela un pouvoir égal à celui des comités de salut public et de sûreté générale, et de la Convention elle-même. En fait, ROBESPIERRE et ses amis avaient alors acquis une telle puissance qu'ils continuèrent à contrôler les listes de ceux qui étaient

(27) Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 516.

(28) Décret du 22 prairial an II, art. 10.

expédiés devant les juges. Mais — et c'était dans ces paragraphes que résidait la plus grande importance de la loi — en attribuant indistinctement à la Convention, aux deux Comités et à l'accusateur public le droit de traduire les ennemis du peuple au Tribunal révolutionnaire, en exigeant pour les autres autorités l'autorisation du Comité de salut public (art. 11), et en dérogeant à toutes les lois antérieures qui renfermeraient des dispositions contraires (art. 20), ROBESPIERRE dépouillait par le fait la représentation nationale du droit exclusif qu'elle avait eu jusqu'alors de décréter d'accusation ses propres membres. Dès lors, le titre de député cessait d'être une égide contre les coups du Comité, qui pourrait désormais faire arrêter, juger et exécuter en quelques heures, sans autre peine que de le désigner à l'accusateur public, quiconque aurait excité ses craintes ou sa défiance.

Le sentiment du danger personnel rend pénétrant; ceux des députés dont la loi menaçait la tête en pressentirent le but secret. Il devait y avoir beaucoup de leurs craintes dans la « peur révoltée » du 9 thermidor.

SECTION II

INSTRUCTION ET JUGEMENT

Nous consacrerons quelques lignes à l'instruction préparatoire et à l'acte d'accusation ; — puis nous étudierons en deux paragraphes les nouveautés relatives aux débats et au jugement.

§ 1

L'INSTRUCTION PRÉPARATOIRE. L'ACTE D'ACCUSATION

L'instruction préparatoire ne présenta, tant qu'elle fut maintenue, qu'une seule innovation : le rôle qu'y prirent, par l'arrêté du Comité de salut public du 3 prairial, les commissions populaires des 24 et 25 floréal. Ces commissions acquirent alors, en effet, le droit de faire comparaître devant elles les prévenus pour les interroger, et de compléter, en outre, l'instruction, en appelant des témoins, même des fonctionnaires, même des membres des comités révolutionnaires de toutes les parties de la République, à condition d'user de cette faculté avec la plus grande réserve. De plus, quand elles découvraient, au cours de leur enquête, de nouveaux coupables, elles pourraient lancer des mandats d'arrêt. Tout cela fut simplifié à l'extrême par la loi du 22 prairial, qui supprima purement et simplement la formalité de l'interrogatoire préalable de l'inculpé par un des juges du Tribunal, soit à peu près toute l'instruction (art. 12).

Les actes d'accusation avaient d'abord été dressés par FOUQUIER-TINVILLE ou par ses substituts ; mais, quand le nombre des accusés s'accrut démesurément, la besogne à peu près entière fut abandonnée à des commis. Il est certain que, dans ces conditions, de nombreux actes furent dressés ou remaniés sans rien qui garantît contre les altérations et les fraudes ou justifîât les corrections. « Je me propose, dit le substitut CAMBON aux jurés qui devaient juger FOUQUIER-TINVILLE, de remettre sous vos yeux un grand nombre

d'actes d'accusation contenant quantité d'interlignes, de ratures et de renvois non approuvés ; quantité de blancs, destinés à recevoir les noms d'un plus grand nombre de victimes, et qu'on n'a pas pris la peine de barrer ; des noms d'accusés, mis par une main étrangère dans des actes d'accusation postérieurement à leur rédaction, etc... Les noms de certains individus, quoique mis en jugement et condamnés, se trouvent rayés dans l'acte d'accusation ; d'autres, au contraire, sont condamnés, sans que leurs noms aient été portés dans l'acte d'accusation, et sans même qu'il conste de leur comparution à l'audience. Tantôt le nom d'un accusé se trouve sans prénom et sans aucune désignation, tantôt vous verrez un numéro en blanc, sans nom, prénom, ni désignation quelconque, de sorte qu'il serait à présumer qu'on se disposait à y classer le premier venu (29). » Le commis-greffier WOLF donna sur la rédaction de ces actes des explications qui font comprendre les incroyables irrégularités dont on peut faire encore aujourd'hui la constatation sur les originaux. « On faisait faire au greffe autant de copies de l'acte d'accusation qu'il y avait de jurés et une pour le président, une pour l'accusateur public. On passait souvent la nuit à ce travail ; et dans ces actes les prénoms et les noms souvent même, étaient en blanc. On attendait pour les remplir qu'on les eût découverts dans les différentes prisons. On avait un homme payé pour les découvrir, et à mesure qu'on les trouvait, on remplissait leurs noms dans les actes d'accusation. De là viennent ces blancs et ces lacunes qu'on trouve,

(29) *Résumé du procès de Fouquier-Tinville*. Discours de Cambon, p. 55.

ainsi que les ratures, dans ces actes d'accusation... (30) »

Le fond n'était pas moins remarquable que la forme. « Si seulement cela avait le sens commun », disait M. DE MALESHERBES après avoir lu son acte d'accusation. Les « amalgames », en particulier, qui consistaient à réunir dans un même procès sept ou huit affaires souvent fort différentes, sortirent de l'officine de FOUQUIER ses plus beaux chefs-d'œuvre. Dans l'acte d'accusation dressé lors du procès des Hébertistes, à côté des Cordeliers figurèrent le libre-penseur Anacharsis CLOOTS, le général aristocrate LAUMUR, des complices de DUMOURIEZ, un banquier hollandais, et un agent provocateur. On y parlait d'un « complot en vue d'affamer Paris et d'établir la tyrannie après avoir égorgé la Convention » ; mais ces griefs étaient si vagues qu'il n'en fut presque plus question au cours des débats. Quelques jours plus tard, les Dantonistes, au nombre de seize, furent divisés par l'acte d'accusation de FOUQUIER-TINVILLE en deux catégories : 1° DELACROIX, DANTON, DESMOULINS, PHILIPPEAUX, HÉRAULT DE SÉCHELLES et WESTERMANN étaient accusés d'avoir formé « une conspiration tendant à rétablir la monarchie, à détruire la représentation nationale et le gouvernement républicain » ; 2° FABRE D'EGLANTINE, DELAUNAY, CHABOT, BASIRE, l'abbé d'ESPAGNAC, les deux FREY, DIDERICHSEN, l'Espagnol GUSMAN et LULLIER, d'avoir formé une conspiration tendant à « diffamer et à avilir la représentation

(30) *Procès Fouquier*, n° 22, p. 3.

nationale, et à détruire par la corruption le gouvernement républicain. » Cette fois, on associait des accusés politiques à des accusés de droit commun, afin de déshonorer ceux-là par ceux-ci.

§ 2

LES DÉBATS

L'interrogatoire public, à l'audience, maintenu par la loi du 22 prairial (art. 12) était dans la pratique des plus brefs. Le président jetait les yeux sur la liste du jour, appelait les accusés. « DORIVAL, connaissez-vous la conspiration ? — Non. — Je m'attendais que vous feriez cette réponse, mais elle ne réussira pas. » A un autre : « CHAMPIGNY, n'êtes-vous pas ex-noble ? — Oui. » A un autre : « GUIDREVILLE, êtes-vous prêtre ? — Oui, mais j'ai prêté le serment. — Vous n'avez plus la parole. » A un autre : « MÉNIL, n'étiez-vous pas domestique de l'ex-constituant MENOU ? — Oui. » A un autre : « VÉLY, n'étiez-vous pas architecte de Madame ? — Oui, mais j'ai été disgrâcié en 1789. » A un autre : « GAUDRECOURT, n'avez-vous pas votre beau-père au Luxembourg ? — Oui. » A un autre : « DURFORT, n'étiez-vous pas garde du corps ? — Oui, mais j'ai été licencié en 1789. » A un autre... (31) »

L'identité de l'inculpé étant ainsi vérifiée, on passait immédiatement à l'audition des témoins. C'étaient le plus souvent comme autant d'accusateurs publics, et leurs dépositions tournaient volontiers au réquisitoire. Le procès des Girondins fut caractéris-

(31) Guizot, *Hist. de France*, pp. 230 et suiv.

tique à cet égard : PACHE, CHAUMETTE, HÉBERT, CHABOT, MONTAUT, FABRE D'ÉGLANTINE, LÉONARD BOURDON, DESFIEUX, se signalèrent particulièrement par leur façon de déposer en justice. Devant eux, le président disparut, et FOUQUIER-TINVILLE lui-même rentra dans l'ombre. CHAUMETTE fut un des plus remarquables. « Les ruines fumantes de Lyon, le sang qui a inondé la Champagne et la Vendée, celui qui coula dans le Calvados, les mânes de BEAUVAIS assassiné à Toulon, ceux de MARAT, assassiné par une furie à leurs ordres, ceux des patriotes immolés à Marseille et dans la Lozère, déposent avec nous contre les accusés... »

Quant à CHABOT, ayant entrepris de démontrer « l'existence d'un complot tramé contre l'unité, l'indivisibilité, la sûreté intérieure et extérieure de la République », il débita un discours qui, commencé au début de la séance du 26 octobre, se continua le 27, et tint cinq à six numéros du *Bulletin du Tribunal révolutionnaire*, vingt pages à deux colonnes ! (32).

De telles tirades, pour instructives qu'elles fussent, apparurent au législateur du 22 prairial comme incompatibles avec la procédure rapide qu'il instituait ; il ne maintint la preuve testimoniale qu'à défaut d'autres preuves, soit matérielles, soit morales (!), à moins que cette formalité ne parût nécessaire pour découvrir des complices ou pour d'autres considérations majeures d'intérêt public (art. 13 à 15).

Après l'audition des témoins venaient le réquisitoire de l'accusateur public, puis, jusqu'en prairial, la

(32) Wallon, *op. cit.*, t. I, pp. 389 et suiv.

défense. Si l'on prenait peu de temps pour la rédaction des actes d'accusation, on n'en laissait guère plus pour la préparation des plaidoiries ; mais la partie n'était pas égale : « Les actes d'accusation, dit le substitut CAMBON, n'étaient ordinairement signifiés aux accusés que la veille de leur mise en jugement, à dix ou onze heures du soir ; et souvent on ne les signifiait qu'au moment de leur entrée à l'audience » (33). Renseigné tant bien que mal — plutôt mal que bien, — l'avocat prenait donc la parole. Il y eut certes des défenses courageuses, et, pour ne citer que les plus illustres, il faut admirer celles qui valurent à CHAUVÉAU-LAGARDE et TRONSON-DUCOUDRAY les remerciements de Charlotte CORDAY et de MARIE-ANTOINETTE (34). Mais toutes les âmes n'étaient pas assez fortement trempées pour répondre avec indépendance aux attaques de l'accusateur soutenu par la populace. L'avocat parfois, à la manière des témoins, oubliait son rôle. « On donna ensuite, raconte une inculpée (35), à notre défenseur la permission de parler ; je ne sais s'il avait la volonté de prendre notre défense, mais il ne le fit pas. Il commença par dire aux juges qu'il n'y avait pas de lois assez rigoureuses pour nous ; il leur fit entendre que, quand ils nous jugeraient selon toute la rigueur des lois, ce serait un acte de justice ; que, cependant, à cause de notre vie retirée, qui donnait lieu de croire que nous n'avions fait aucune

(33) *Résumé*..... Discours de Cambon, p. 52.

(34) Wallon, *op. cit.*, t. I, pp. 215 et 340.

(35) Extrait du récit de Sœur Angélique-Françoise Vitasse, sur le jugement de huit religieuses, dont elle est une. Wallon, *op. cit.*, t. II, p. 577.

cabale, il serait grand de leur part de nous faire quelque grâce et de ne pas nous juger selon toute l'étendue et la sévérité des lois. Ensuite il demanda la permission de nous faire un sermon républicain ; il se tourna de notre côté et y mit une force et une véhémence extrêmes... »

Aussi lâche, la défense était inutile. Courageuse, au contraire, elle était contre-révolutionnaire à un double titre, « procurant une tribune au royalisme et à l'ennemi, et avantageant le riche aux dépens du pauvre ». Ainsi parla COUTHON le 22 prairial. Et de conclure : « Les défenseurs naturels et les amis nécessaires des patriotes accusés, ce sont les jurés patriotes ; les conspirateurs ne doivent en trouver aucun. » Ce fut l'article 16 de la loi.

Le résumé du président qui clôturait les débats devait être impartial ; dans la pratique, ce fut souvent un second, troisième ou même quatrième réquisitoire, succédant à ceux des témoins, de l'accusateur public, parfois des avocats. Les paroles d'HERMAN, par exemple, à la fin du procès de MARIE-ANTOINETTE, voulaient se tenir à la hauteur des circonstances : « ...Une femme qu'environnaient naguère tous les prestiges les plus brillants que l'orgueil des rois et la bassesse des esclaves avaient pu inventer, occupe aujourd'hui au Tribunal de la nation la place qu'occupait, il y a deux jours, une autre femme, et cette égalité lui assure une justice impartiale. » Comme gage d'impartialité, il acceptait tous les faits de l'acte d'accusation, indépendamment de tout témoignage : « Si l'on eût voulu de tous ces faits une preuve orale, dit-il, il eût fallu

faire comparaître l'accusée devant tout le peuple français. » Et c'était peu des vivants : il invoqua « les mânes de nos frères égorgés à Nancy, au Champ de Mars, aux frontières, à la Vendée, à Marseille, à Lyon, à Toulon, par suite des machinations infernales de cette moderne Médicis ». Quant aux preuves matérielles, il renvoya au dossier de LOUIS XVI. Les raisons qui l'avaient fait condamner la condamnaient, car : « Il est une observation générale à recueillir : c'est que l'accusée est convenue qu'elle avait la confiance de Louis CAPET (36). »

HÉBERT et ses co-accusés bénéficièrent également, le 4 germinal an III (24 mars 1794), d'un flot d'éloquence pour le moins aussi violent. Cette fois, c'était DUMAS qui parlait (autres hommes, mêmes méthodes) : « Il n'y a point eu de conspiration !... N'avez-vous pas formé le projet barbare d'affamer le peuple, organisé une disette factice, et redouté dans vos fureurs le retour de l'abondance ? N'avez-vous pas, par vos écrits, vos discours et vos manœuvres, tenté d'avilir la représentation nationale, les comités de salut public et de sûreté générale ?... N'avez-vous pas préparé des armes, rassemblé des troupes, enrôlé des conjurés jusque dans les prisons ?...

« ...Il n'y a point eu de conspiration !... Vos intelligences avec l'étranger sont-elles donc douteuses lorsque vous employez son langage, ses moyens ? Ames viles, féroces esclaves, n'est-ce pas pour un maître que vous prépariez tant de crimes ?... (37) »

(36) Wallon, *op. cit.*, t. I, pp. 340 et suiv.

(37) Wallon, *op. cit.*, t. III, pp. 63-64.

Ainsi se déroulaient généralement les débats ; mais deux incidents pouvaient en modifier la physiologie.

L'un fut instauré lors du procès des Girondins (38) et appliqué ensuite très souvent, en particulier aux hébertistes : après trois jours de débats, le président avait le droit, tranchant l'interrogatoire et supprimant la défense, de demander aux jurés si leur conscience était assez éclairée. Une réponse affirmative permettait de poser aussitôt les questions sur la culpabilité. Au cas contraire, l'instruction du procès était continuée autant qu'il était nécessaire pour permettre au jury de se prononcer.

Trois jours de débats ! C'était bien long lorsque l'accusé s'appelait DANTON ! FOUQUIER-TINVILLE et le pâle HERMAN n'eussent sans doute pas « tenu » sans le décret du 15 germinal (39), qui vint permettre au Tribunal de déclarer les accusés en révolte et de les mettre hors des débats. Avec ces nouvelles dispositions, tout devenait simple : il suffisait de prononcer la mise hors des débats pour laisser passer sans encombre les trois jours, puis d'interroger ensuite le jury. Un jury solide ne pouvait pas hésiter.

La loi du 22 prairial rendit inutiles tous ces textes : supprimant l'interrogatoire préalable, les témoins et les défenseurs, elle aboutissait à mettre tous les accusés hors des débats.

(38) Décret du 8 brumaire an II (29 oct. 1793). L., t. XVI, p. 352. C'est le même qui donna au Tribunal du 10 mars le nom de Tribunal révolutionnaire.

(39) Décret du 15 germinal an II (4 avril 1794). L., t. XVII, p. 673.

§ 3

LE JUGEMENT

On devait tirer au sort les juges et les jurés. « Mais, dit le greffier PARIS (40), au lieu d'un tirage, c'était un triage. Cela se pratiquait surtout dans les grandes affaires (celles d'HÉBERT, de DANTON, etc...) » (41). Et il désignait les jurés qu'on choisissait le plus fréquemment, les jurés « solides » : « TRINCHARD, RENAUDIN, BROCHET, LEROY dit DIX-AOUT, PRIEUR, AUBRY, CHATELET, DIDIER, VILLATE, LAPORTE, GAUTHIER, DUPLAY, LUMIÈRE, DESBOISSEAUX et RENARD (ces trois derniers guillotinéés plus tard comme membres de la Commune), ainsi que plusieurs autres faiseurs de feux de file... »

Ces hommes s'ennuyaient dans leur chambre de délibérations. PERNEY, juge au tribunal du 11^e arrondissement de Paris, raconta qu'un jour, après le 22 prairial, quoi qu'il y eût un grand nombre d'accusés et beaucoup de pièces à lire et examiner, les jurés rentrèrent au bout de dix minutes (42). TIRARD, ex-huissier du Tribunal révolutionnaire, connaissait encore mieux. « A la première séance où l'infâme loi du 22 prairial fut exécutée, les jurés ne se retirèrent pas dans leur Chambre. On ne fit pas descendre les accusés de dessus les gradins, et les jurés, sans quitter leurs sièges, les condamnèrent à mort (43). »

Il leur arriva aussi de ne pas délibérer seuls. Les

(40) *Procès Fouquier*, n° 25, p. 2.

(41) Wallon, *op. cit.*, t. III, p. 156.

(42) *Procès Fouquier*, n° 40, p. 1.

(43) *Ibid.*

dépositions faites au procès de FOUQUIER-TINVILLE révélèrent indiscutablement qu'au moment où se jouait le sort de DANTON, quand les jurés furent assemblés, le président et l'accusateur public se rendirent dans leur salle (44) ; il est même possible qu'en cette occasion HERMAN et FOUQUIER aient communiqué au jury une pièce secrète pour déterminer la conviction de ceux qui hésitaient encore (45).

Rentrés à l'audience, — lorsqu'ils en étaient sortis, — les jurés agrémentaient volontiers leurs réponses au président de plaisanteries ou de maximes républicaines, voire même d'un nouveau réquisitoire — le cinquième ! — Cette éloquence déplacée finit sans doute par agacer FOUQUIER-TINVILLE et ROBESPIERRE lui-même : à la date du 21 pluviôse an II (9 février 1794) parut, de la main de ce dernier, cet arrêté du Comité de salut public (46) : « Le Comité de salut public, convaincu que son premier devoir est de « prévenir l'altération des principes des lois révolutionnaires ;

« Instruit que, depuis quelque temps, des jurés ont « introduit l'usage de motiver à l'audience du Tribunal révolutionnaire, leurs opinions individuelles et « des inconvénients qui en résultent ;

« Considérant qu'il est également contraire à « l'esprit de cette institution et à tous les principes

(44) *Procès Fouquier*, n° 26, pp. 1 et suiv. Amar, Voulland, Vadier et David, membres du Comité de sûreté générale, s'ils ne pénétrèrent peut-être pas dans la salle des délibérations des jurés, contribuèrent du moins à consolider les plus hésitants.

(45) V. J. Reinach, *La pièce secrète du procès de Danton*.

(46) Wallon, *op. cit.*, t. II, p. 408.

« que les membres du jury révolutionnaire se trans-
« forment en orateurs ;

« ...Que cette manière nouvelle..., incompatible
« avec la célérité et la pureté des jugements, est de
« substituer insensiblement le pouvoir de la parole
« ou de l'intrigue à celui de la raison ;

« Rappelle que les jurés doivent se contenter de
« donner leur déclaration purement et simplement,
« conformément aux principes et aux lois, sans se
« livrer à aucune discussion... »

Les jurés, par la suite, s'expliquèrent plus clairement, encore que leur déclaration ne demeurât pas toujours exempte d'irrégularités (47).

Instruits de l'opinion du jury, les juges prononçaient la peine. Que dire des jugements ? Les jugements, frappant en masse plusieurs accusés, le plus souvent absolument étrangers les uns aux autres, se ressentaient fatalement dans leur teneur de ce bizarre amalgame. Presque toujours, ils réunissaient dans le dispositif les faits spéciaux que l'acte d'accusation — quand celui-ci distinguait — avait mis à la charge de chacun d'eux. C'est comme coupables de tous ces faits qu'ils étaient tous condamnés, sans aucune recherche de ce qui leur était propre.

Le texte même présentait de bien plus grandes énormités. Les jugements étaient communément signés en blanc. « Voici, dit CAMBON, le mode qu'ils avaient adopté. Le greffier mettait au bas d'une feuille

(47) Voir en particulier les déclarations des 3 et 19 prairial an II (22 mai-7 juin 1794), et 25 messidor (13 juillet) dans Wallon, *op. cit.*, t. IV, pp. 19 et 77 ; t. V, p. 29.

de papier blanc ces mots : Fait et prononcé le....., l'an II de la République française une et indivisible, à l'audience publique du Tribunal, à laquelle siégeaient..... qui ont signé le jugement avec le commis-greffier. Une fois cette formule signée, les juges ne s'occupaient plus de la matière avec laquelle le greffier composait le corps du jugement... Cet abus intolérable, continue-t-il, présente aujourd'hui les plus funestes résultats. Vous verrez que, dans presque tous les jugements rendus depuis le 22 prairial, les deux ou trois lignes commençant par ces mots : Fait et prononcé... sont écrites de la même main, c'est-à-dire du greffier LEGRIS, nous osons presque assurer de la même plume et de la même encre. Il en est plusieurs qui présentent un blanc considérable après les dispositions du jugement ; il en est d'autres dans lesquelles il a fallu écrire ces dispositions d'un caractère très menu et très serré, afin de pouvoir les encadrer dans le blanc laissé à dessein ; dans d'autres, on s'est servi, au contraire, d'un caractère très gros et très espacé pour rendre moins sensibles les blancs qui auraient resté ; dans d'autres encore, enfin, il a fallu recourir aux marges pour ajouter les dispositions qui n'ont pu tenir dans le corps de l'acte... (48) »

Ces anomalies étaient communes à peu près à tous les jugements. Si l'on veut passer du général au particulier, si l'on examine séparément chaque sentence, on découvre des irrégularités bien plus graves encore. On vit ainsi un fils condamné sciemment pour son

(48) *Résumé...* Discours de Cambon, p. 58.

père (49), un père condamné pour son fils (50), un témoin entraîné dans une fournée et exécuté bien que n'ayant pas été mis en jugement (51) ; des individus guillotins après avoir fait l'objet d'un verdict affirmatif du jury, mais sans avoir été condamnés par aucun jugement (52) ; enfin, des quantités de jugements incomplets (53).

Les procès-verbaux d'audience — on ne s'en étonnera pas — n'étaient pas plus corrects (54).

La vérité est que le sort des accusés était fixé avant même qu'ils comparussent devant le Tribunal. C'est la seule explication des irrégularités que nous avons signalées. On n'y regardait plus. Aussi les charrettes qui devaient les conduire à l'échafaud étaient-elles dans la cour avant qu'ils fussent menés devant les juges.

Quant aux exécutions, rien n'en motivait plus le sursis. Pour les femmes qui se déclaraient enceintes, par exemple, dans les temps antérieurs, si les officiers de santé ne pouvaient se prononcer, on attendait. On ne s'arrêtait plus maintenant que devant une attestation formelle des médecins. « J'ai vu, dit WOLFF, au moins dix à douze femmes envoyées au supplice, le même jour qu'elles firent des déclarations de grossesse (55). »

(49) Wallon, *op. cit.*, t. V, pp. 54 et suiv.

(50) *Ibid.*, p. 137.

(51) Wallon, *op. cit.*, t. IV, pp. 396 et suiv.

(52) Wallon, *op. cit.*, t. III, pp. 233 et suiv. ; t. IV, pp. 253 et suiv.

(53) Wallon, *op. cit.*, t. IV, pp. 152, 153, 193, 275, 349, 420.

(54) *Ibid.*, pp. 152, 193, 349.

(55) *Procès Fouquier*, n° 23, p. 2.

Les conséquences de ces procédés ? Les condamnations à mort avaient été d'abord relativement rares : d'avril à novembre 1793, une tous les deux jours ; de novembre à mars 1794, 65 par mois ; on en relevait 116 en ventôse an II, 155 en germinal, 354 en floréal (les commissions populaires ont commencé à fonctionner) ; 381 dans les vingt-deux premiers jours de prairial, et, après la loi de prairial jusqu'au 9 thermidor, 1.366 en 47 jours. En tout, 2.625 victimes furent, à Paris, livrées à l'exécuteur (56).

Et quelles victimes ? Des nobles, des prêtres, des riches, réputés les ennemis de la Révolution ? Sans doute, mais pas en majorité. « Dans les noms retrouvés au cimetière de Picpus, les petits marchands et les ouvriers sont au moins aussi nombreux que les gentils-hommes et les grandes dames (57). »

En somme, ce fut, après prairial surtout, une boucherie de coupables et d'innocents, de grands seigneurs et de petites gens, à laquelle le succès de la défense nationale, alors assuré, devait ôter toute excuse aux yeux de la postérité.

Comment, en présence de telles hécatombes, ne souscrirait-on pas au jugement sévère porté par LENÔ-

(56) Nous tirons ces chiffres de Campardon (*Hist. du trib. révol.*, t. II, p. 224), dont les renseignements sont acceptés et complétés par Gros (*Le Comité de salut public*, p. 209) ; L. Madelin (*La Révolution*, p. 329) ; Lenôtre (*Les grands jours du tribunal révolutionnaire*, p. 47).

Guizot (*Hist. de France*, p. 228) fixe le total des condamnés à 2.285 ; et A. Mathiez (*La Révolution française*, t. III, p. 208) n'admet que 1.285 exécutions du 23 prairial au 8 thermidor.

(57) Guizot, *Hist. de France*, p. 206.

TRE sur le Tribunal révolutionnaire (58) : « Que pensaient-ils d'eux-mêmes, ces juges impitoyables lorsque, pour un cri de désespoir, pour un mot de regret de l'heureux passé, ils envoyaient à la guillotine de malheureuses femmes qui, parce qu'ils siégeaient là, avaient honte et dégoût de vivre ?... Tout était ignoble et révoltant en ce lieu sinistre... : l'implacable précipitation des prétendus magistrats à débayer les affaires et à écourter volontairement les débats, comme s'il ne s'agissait pas de vies humaines ; le cynisme des jurés domestiqués, affectant l'insouciance, voire la grasse joyeuseté ; la docilité du public dont les silences approbateurs autorisaient l'infamie de cette assemblée de bourreaux. »

(58) *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} févr. 1936. Lenôtre, « La Vie à Paris pendant la Révolution ».

TITRE III

LES JURIDICTIONS RÉVOLUTIONNAIRES DES DÉPARTEMENTS

La Convention avait décidé, le 10 mars 1793, que ses commissaires dans les départements ne partiraient pas sans emporter un exemplaire du décret sur le Tribunal révolutionnaire de Paris. Nous ne serons dès lors pas surpris si les représentants, dans l'exercice de leur autorité à l'intérieur, s'inspirèrent trop souvent des exemples du fameux Tribunal, s'ils allèrent même au delà. Puisque la justice révolutionnaire était une arme dont la Convention avait voulu tout spécialement les munir, ils songèrent, devenus omnipotents, à utiliser leur toute-puissance pour diriger le fonctionnement de cette justice. Ce sont donc des arrêtés de représentants en mission qui constitueront la substance des deux chapitres de ce titre, consacrés, le premier aux tribunaux criminels de droit commun investis du pouvoir de juger révolutionnairement ; le second aux juridictions révolutionnaires à personnel propre.

Cette introduction serait d'ailleurs incomplète si nous n'y ajoutions, avant de la clore, quelques mots sur les agents auxquels les commissaires de la Convention déléguèrent fréquemment leurs pouvoirs, et sur

leurs rapports ininterrompus avec les sociétés populaires.

Comme les représentants ne pouvaient pas être partout en même temps, ils recoururent maintes fois, pour l'accomplissement de leur mission, à une délégation plus ou moins étendue de leur autorité. Cette pratique fut constante jusqu'au 14 frimaire an II (4 décembre 1793), et certains représentants s'appuyèrent même, pour agir ainsi, sur les lois des 16 et 23 août 1793, d'où datait leur mission. Après le 14 frimaire, pourtant, ce droit pouvait être mis en question, et il le fut : MAURE, envoyé dans le département de Seine-et-Marne, crut devoir soumettre au Comité de salut public, avec demande d'approbation ou de désapprobation, les pouvoirs qu'il avait conférés à un agent national de son département. La réponse ne se fit pas attendre. On lit cette annotation en marge de la dépêche : « Cette mesure paraît contraire aux articles 12, section III, et 2, section IV, de la loi (du 14 frimaire) » (1). Mais beaucoup de commissaires eurent moins de scrupules, et les pièces de leurs agents (incarcérations, arrestations) se trouvent mêlées à leurs propres rapports dans les papiers du Comité de salut public, sans avoir été l'objet d'aucun blâme (2). Illégalité lourde de conséquences que celle-ci, car les agents des représentants, pris pour la plupart sur les lieux, et pour la plupart « ignorants, féroces, crapu-

(1) Wallon, *Les représentants du peuple en mission et la justice révolutionnaire dans les départements en l'an II*, t. I^{er}, pp. 55-56.

(2) Voir des exemples de ces délégations dans Wallon, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 56, pp. 359 et suiv., p. 424 ; t. II, p. 52, etc...

leux » (3) cédèrent bien souvent à des motifs personnels de faveur ou de ressentiment.

Les sociétés populaires étaient les pépinières où se recrutaient ces fines fleurs de la Terreur dans les départements. Fondées dans une vue d'instruction populaire, pour des colloques plutôt que pour des actes, les circonstances les avaient amenés très tôt à agir politiquement, à se mêler directement de l'administration, et ce dans une très large mesure. « Entre leurs mains tous les pouvoirs semblaient réunis : à elles l'épuration des fonctionnaires, à elles la direction des subsistances, à elles le contrôle des comités de surveillance, à elles encore la désignation des individus ayant droit à la bienfaisance nationale ; les juges semblaient leurs sujets ; la correspondance privée ou publique n'avait pour elles point de secret. Elles procuraient des avocats, elles choisissaient des médecins... » (4). Les représentants qui arrivaient dans des villes dont ils ignoraient tout se rendaient d'abord aux sociétés populaires, ils prenaient leurs avis ; partant, il convient de ne point oublier que certains arrêtés funestes engagèrent d'autres responsabilités que celles de leurs seuls signataires.

(3) Berriat-Saint-Prix, *La justice révolutionnaire*, t. I, p. XXII.

(4) L. Hugueney, *Les clubs dijonnais sous la Révolution*, pp. 191 et suiv.

CHAPITRE PREMIER

LES TRIBUNAUX CRIMINELS INVESTIS DU DROIT DE JUGER RÉVOLUTIONNAIREMENT

Le personnel des tribunaux criminels de droit commun, élu dans les conditions que nous avons indiquées dans notre première partie était en général fort peu sanguinaire. Magistrats d'ancien régime convertis aux idées nouvelles, ou simples citoyens frais émoulus dans l'appareil judiciaire, la plupart étaient fermement décidés à respecter consciencieusement les principes de la Déclaration des Droits. Leurs scrupules se firent jour en présence des premières lois de l'époque terroriste, qui bouleversaient profondément leur idéal de justice, si bien que l'application de ces lois trahit d'abord dans une large mesure l'esprit qui en avait inspiré la rédaction. Presque partout, ce ne fut qu'indulgence et modération : à Rouen, avant l'influence de SIBLOT (1) ; au Calvados (2) ; dans la Creuse (3) ; dans la Dordogne (4) ; en Lot-et-Garonne (5) ; dans l'Aude (6) ; dans les Pyrénées-Orientales (7) ; dans le Gers et dans les Hautes et Basses-

(1) Wallon, *La justice révolutionnaire dans les départements en l'an II*, t. II, p. 75.

(2) *Ibid.*, pp. 102-103.

(3) *Ibid.*, p. 163.

(4) *Ibid.*, pp. 175 et suiv.

(5) *Ibid.*, p. 307.

(6) *Ibid.*, p. 393.

(7) *Ibid.*, p. 395.

Pyrénées (8) ; dans les Hautes et Basses-Alpes (9) ; dans l'Ain (10) ; dans la Nièvre, le Cher et l'Allier (11) ; dans le Nord (12) ; dans le Gard (13) ; et même dans les départements révoltés : Maine-et-Loire (14) ; Ille-et-Vilaine (15).

Mais l'influence des représentants en mission et des comités de surveillance régénérés ne tarda point à se faire sentir dans les poursuites et jusque dans les arrêts de ces tribunaux : nous allons l'étudier dans la mesure où elle s'exerça au triple point de vue de leur composition, de leur compétence et de leur procédure.

§ 1

INFLUENCE EXERCÉE PAR LES REPRÉSENTANTS EN MISSION SUR LA COMPOSITION DES TRIBUNAUX CRIMINELS INVESTIS DU DROIT DE JUGER RÉVOLUTIONNAIREMENT

La loi du 14 frimaire (16) autorisait les représentants en mission et le Comité de salut public à remplacer sans élection toutes les autorités défail-lantes ou suspectes ; cette mesure fut fréquemment appliquée par les commissaires de la Convention au regard des magistrats, sur simple consultation des sociétés populaires.

(8) *Ibid.*, pp. 402 et suiv.

(9) *Ibid.*, t. III, pp. 89 et suiv.

(10) *Ibid.*, pp. 260 et suiv.

(11) *Ibid.*, pp. 307 et suiv.

(12) *Ibid.*, t. V, pp. 76 et suiv.

(13) Berriat-Saint-Prix, *La justice révolutionnaire à Paris et dans les départements*, t. I, p. 363.

(14) *Ibid.*, p. 135.

(15) *Ibid.*, p. 221.

(16) Loi du 14 frimaire, sect. IV, art. 1 et 2.

Nous allons citer les exemples les plus frappants.

Pour avoir osé sévir contre des patriotes, les juges et l'accusateur public du tribunal criminel de la Creuse se virent cassés de leurs fonctions et renvoyés, pour crime de forfaiture, devant le Tribunal révolutionnaire de Paris (17). La Creuse était alors soumise au représentant VERNEREY.

Le représentant BORIE, du Gard, entendait également posséder, pour répondre à ses vues, un tribunal révolutionnaire véritable, avec des hommes révolutionnaires pour juges. — « Considérant, dit-il (18) dans un arrêté du 5 ventôse (24 février) complété le 8 germinal (28 mars), que le tribunal criminel actuel du Gard est en même temps chargé de juger révolutionnairement les crimes d'Etat, et que, d'après les renseignements pris à la société populaire du Gard, aucun des juges qui le composent actuellement n'a assez de force de caractère pour un tribunal révolutionnaire, que leur faiblesse pourrait compromettre les grands intérêts de la République dans les circonstances actuelles,

« Arrête que le tribunal criminel du Gard actuel qui est, en même temps, le tribunal révolutionnaire, demeurera composé de (l'accusateur public et le greffier étaient seuls conservés). »

A Marseille, FRÉRON et BARRAS avaient aussi voulu se donner un nouvel engin de justice révolutionnaire. Par un arrêté daté de Port-la-Montagne (Toulon), 17 nivôse (6 janvier 1794), ils décapitèrent le tribunal

(17) Wallon, *op. cit.*, t. II, p. 163.

(18) Wallon, *op. cit.*, t. II, p. 453.

criminel des Bouches-du-Rhône, en envoyant au Tribunal révolutionnaire de Paris son président et son accusateur public, deux Jacobins, pour cause de forfaiture et de complicité dans l'émeute des 12, 13 et 14 frimaire (2-4 décembre 1793) (19).

La même aventure arriva le 15 brumaire (5 nov. 1793) au tribunal du Morbihan, dont la « tiédeur » motiva l'arrêté suivant de PRIEUR (de la Marne) :

« ART. 1^{er}. — Sont destitués de leurs fonctions
« les membres du tribunal criminel du Morbihan,
« séant à Vannes, ci-après nommés, savoir..... Ils
« seront mis en arrestation dans la maison de sûreté
« de cette ville, et les scellés apposés sur leurs papiers.

« ART. 2. — Ils seront remplacés par les
« citoyens..... (20). »

Le tribunal du Pas-de-Calais, enfin, — pour ne rappeler que les plus célèbres, — avait dû aux épurations réalisées par J. LE BON le redoublement de son activité. Les jurés ordinaires, en particulier, étaient des instruments débiles. Le 25 pluviôse (13 février), soixante jurés furent choisis par le représentant et attachés au jugement révolutionnaire de tous les délits contre la chose publique. Leur bibliographie nous a été tracée en abrégé (21) ; la plupart étaient des hommes obscurs signalés par la violence de leurs opinions ; on y comp-

(19) Wallon, *op. cit.*, t. III, p. 76.

(20) Berriat-Saint-Prix, *op. cit.*, t. I, p. 258.

(21) Paris, *Hist. de J. Le Bon et des tribunaux révolutionnaires d'Arras et de Cambrai*. Arras, 1864.

taît un ancien domestique, deux génovéfins défroqués, deux soldats de police, et un homme à qui un vol avait été imputé.

§ 2

INFLUENCE EXERCÉE PAR LES REPRÉSENTANTS EN MISSION SUR LA COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX CRIMINELS INVESTIS DU DROIT DE JUGER RÉVOLUTIONNAIREMENT

Un certain nombre de tribunaux criminels, épurés, virent leur compétence s'étendre à l'infini, à tous les crimes de contre-révolution ; mais quantité de représentants, pourtant, ne purent jamais se départir de la défiance que leur inspiraient ces organes, et ils les dessaisirent fréquemment au profit d'autres juridictions qui leur semblaient plus sûres. Compétence tantôt illimitée, et tantôt réduite à peu près à néant : c'est le double aspect que nous allons examiner dans ce paragraphe.

Le 22 nivôse an II (11 janvier 1794), la Convention rendait le décret suivant : « La Convention Nationale, « après avoir entendu le rapport de son comité de « législation sur la question proposée par l'accusateur « public du tribunal criminel du département du « Nord, si les tribunaux criminels peuvent, en conséquence des renvois que leur sont faits par les représentants du peuple, près les armées ou dans les « départements, connaître de crimes réservés par les « lois générales de la République au Tribunal révolutionnaire séant à Paris ;

« Considérant qu'aucune loi n'a ôté aux représentants du peuple le droit qu'ils ont, par la nature de

« leurs pouvoirs illimités, de faire juger sur les lieux,
« dans des circonstances graves, urgentes et impé-
« rieuses, des accusés qui, par le droit commun,
« devraient être traduits au Tribunal révolutionnaire
« séant à Paris ; qu'ainsi lorsqu'un tribunal criminel
« est investi, par un arrêté formel des représentants
« du peuple, de l'autorité nécessaire pour juger un
« prévenu de crimes contre-révolutionnaires, il ne
« doit pas hésiter à le juger effectivement, quoi qu'il
« s'agisse de crimes dont la connaissance ne lui est pas
« attribuée par les lois générales de la République...

« Déclare qu'il n'y a pas lieu à délibérer (22). »

Ainsi furent traduits au tribunal d'Angers trente-six Vendéens pris les armes à la main (23) ; ainsi, sous l'influence de SIBLOT, le tribunal de Seine-Inférieure, transporté à Dieppe, prononça des condamnations capitales pour de simples propos, comme à Paris (24) ; ainsi vit-on — mais c'était alors de singulières extensions de la loi — les tribunaux de district — tribunaux civils et d'appel de police municipale et correctionnelle — d'Ustarritz (Basses-Pyrénées) et de Gaillac (Tarn) (25), chargés, le premier de prononcer la confiscation des biens d'un suspect ; le second, « d'informer contre les insurgés pris en flagrant délit et de les juger ».

A l'inverse, un certain nombre de tribunaux criminels furent dessaisis au profit de juridictions plus expéditives.

(22) Aulard, *Recueil*, t. X, p. 190.

(23) Wallon, *op. cit.*, t. I, p. 284.

(24) Wallon, *op. cit.*, t. II, pp. 75 et suiv.

(25) Berriat-Saint-Prix, *op. cit.*, t. I, pp. 337 et 351.

C'est un honneur que mérita le tribunal de Niort. Ce tribunal ayant osé blâmer les procédés de la justice révolutionnaire, la commission militaire de Noirmoutiers trouva qu'un tribunal qui dénonçait ainsi ses actes n'était pas sûr pour les jugements qu'on attendait de lui. En conséquence, sur la demande du général TURREAU, les représentants HENTZ et FRANCASTEL arrêtèrent que les « brigands » détenus à Niort seraient conduits à La Rochelle pour être de là menés à l'île de la Montagne (Noirmoutiers). Ils y furent fusillés sans procédure (26).

Dans une région voisine, en Vendée, Charente et Charente-Inférieure, LEQUINIO avait établi, en face des tribunaux des départements, les commissions des Sables-d'Olonne, Fontenay et La Rochelle. Pour mieux en assurer la marche, il enjoignit aux tribunaux criminels ordinaires devenus suspects, de ne point juger les Vendéens (27).

Dans le Gers, le tribunal criminel était suspect d'indulgence envers les prêtres : au mois de septembre, une commission militaire fut créée pour le remplacer en pareil cas (29).

Ne se fiant pas aux tribunaux criminels des Hautes et Basses-Pyrénées, le représentant MONESTIER (du Puy-de-Dôme) établit pour y suppléer une commission extraordinaire, dont il motivait ainsi l'institution : « Considérant... que l'organisation des tribunaux criminels des départements, composés en totalité d'hom-

(26) Wallon, *op. cit.*, t. I, pp. 285 et suiv.

(27) *Ibid.*, p. 295.

(28) *Ibid.*, t. II, p. 402.

mes de loi, imbus presque toujours des formes, au lieu de principes, ne nous permet pas de leur confier la verge de la justice nationale et révolutionnaire, puisqu'en effet, depuis l'organisation de ces tribunaux par décret de la Convention Nationale, leur conduite n'atteste que pusillanimité, pitié funeste et commisérations absurdes ; que d'ailleurs les échappatoires et les répliques de la vieille chicane sont en pleine activité dans les moyens de défense usités dans de semblables tribunaux... (29). »

En Maine-et-Loire, enfin, les représentants HENTZ et FRANCASTEL — déjà cités — adjoignirent encore à l'activité du tribunal celle des commissions, qui ne tarda pas à l'absorber. Dès le 17 nivôse (6 janvier 1794), par une lettre aussi ferme que digne, signée du président, de l'accusateur public et du greffier, le tribunal se plaignit de la commission présidée par FÉLIX, qui lui enlevait des accusés qui lui appartenaient, contre lesquels il y avait acte d'accusation. « La commission, disait le tribunal, a jugé des accusés sans avoir les pièces, demeurées au greffe ; à quelles injustices ne s'est-elle pas exposée ! » Cette réclamation, bien entendu, n'eut aucun résultat ; les représentants y mirent bon ordre en imposant silence au tribunal (30).

(29) *Ibid.*, p. 403-4.

(30) Berriat-Saint-Prix, *op. cit.*, t. I, pp. 135.

§ 3.

INFLUENCE EXERCÉE
PAR LES REPRÉSENTANTS EN MISSION
SUR LA PROCÉDURE DES TRIBUNAUX CRIMINELS
INVESTIS DU DROIT DE JUGER RÉVOLUTIONNAIREMENT

Le législateur avait déjà bien simplifié la procédure instituée pour les tribunaux criminels lorsqu'il les avait autorisés à juger révolutionnairement. Quelques représentants pourtant auraient désiré une justice plus prompte encore.

« Dès que par mon arrêté, écrivait le 10 nivôse (30 décembre 1793), au tribunal du Mans, le représentant dans la Sarthe, j'autorise le tribunal criminel à juger révolutionnairement..., il ne doit pas se présenter de difficulté... pour la manière de juger. Il s'agit ici de prononcer révolutionnairement : toutes les formalités minutieuses doivent être mises de côté, et soit que vous jugiez les brigands comme étant mis hors la loi, ou comme hommes ayant porté les armes contre leur patrie, dans l'un comme dans l'autre cas, leur interrogatoire seul et la nature de leur arrestation doivent fixer votre jugement. Il suffit de votre conviction pour prononcer et juger. La formalité de témoins à entendre serait ici minutieuse. Ces hommes sont proscrits, et par la loi, et par l'indignation publique ; ... il faut donc que vous vous dépouilliez de l'idée que vous n'êtes que des juges que la loi a environnés de formes. Vous prenez ici un caractère différent, révolutionnaire, vous devez révolutionnairement juger, débarrasser promptement

tement la société de ces monstres qui, après l'avoir assassinée, l'empoisonnent aujourd'hui. Chaque jugement sera un bienfait envers elle. Justice, et justice prompte, voilà votre devoir, votre conviction, vos témoins...

GARNIER DE SAINTES » (31).

GARNIER DE SAINTES n'en était pas à son coup d'essai. Ayant remplacé LETOURNEUR dans l'Orne, il avait pris soin déjà, le 25 frimaire (15 décembre 1793), d'exciter le patriotisme du tribunal criminel d'Alençon, lui rappelant qu'il ne s'agissait, à l'égard des prisonniers, que d'appliquer la loi « sans formalité de procédure », se résumant en ces quelques mots : « ...Si vous pouviez penser n'avoir pas de pouvoirs assez étendus, je vous les accorde par ces présentes. Prononcez et prononcez promptement. Que le peuple sache qu'on le venge et que nous voulons tous le triomphe de la liberté (32). »

Avec ces règles, rien ne pouvait plus embarrasser.

Ainsi bouleversés de fond en comble dans tous les détails de leur organisation, les tribunaux criminels des départements devaient fatalement arriver à fournir, sur le plan révolutionnaire, un « travail » intéressant. Dans les Côtes-du-Nord, le tribunal criminel opéra si bien que, le 10 avril 1794, le ministre de la justice GOHIER écrivit à la Convention pour témoigner de son énergie (33). Le tribunal de Seine-Inférieure,

(31) Wallon, *op. cit.*, t. I, pp. 324 et suiv.

(32) Berriat-Saint-Prix, *op. cit.*, t. I, p. 207.

(33) Wallon, *op. cit.*, t. II, p. 10.

transporte à Dieppe, se signala par des exécutions capitales à peu près sans motifs (34). En quelques mois, le tribunal de Nantes prononça 59 condamnations à mort ; celui de Dordagne, 34 ; celui de Privas, 20. Le tribunal criminel de Vaucluse, sur l'ordre du représentant MAIGNET, livra aux flammes le village de Bedoin (l'arbre de la Liberté y avait été renversé et les affiches de la Convention lacérées), et, le 9 prairial (28 mai), envoya à la guillotine 63 personnes, 55 hommes et 8 femmes. Dans le Doubs, d'après l'opinion du représentant LEJEUNE, le tribunal de Besançon ne laissait rien à désirer à la justice révolutionnaire (35). De même, en Ille-et-Vilaine, où le tribunal de Rennes arriva à prononcer 87 condamnations à mort (76 hommes et 11 femmes) (36).

Il est vrai qu'il s'agissait, dans la plupart des cas, d'affaires relativement graves, et nous n'oublierons pas que, même sous la domination des représentants en mission, les tribunaux criminels investis du droit de juger révolutionnairement donnèrent maintes preuves de discernement et d'humanité, actes de courage sous le gouvernement terroriste. C'est un hommage que nous ne rendrons pas aux juridictions créées de toutes pièces sous l'impulsion de ce gouvernement.

(34) *Ibid.*, p. 58.

(35) Cf. Wallon, *op. cit.*, t. I, p. 411 ; t. II, pp. 181, 339 ; t. III, pp. 176 et suiv., 267-8.

(36) Berriat-Saint-Prix, *op. cit.*, p. 221.

CHAPITRE II

LES JURIDICTIONS RÉVOLUTIONNAIRES AUTRES QUE LES TRIBUNAUX CRIMINELS

Les juridictions révolutionnaires à personnel propre étaient les préférées des représentants en mission, qui pouvaient les façonner à leur guise ; c'est pourquoi on en vit apparaître un très grand nombre sous la Terreur. Notre première section sera consacrée à l'étude de ce développement ; après quoi nous verrons, en autant de sections successives, ce qu'étaient, du point de vue de leur fonctionnement, la composition, la compétence et la procédure de ces juridictions.

SECTION I

LE DÉVELOPPEMENT DE CES JURIDICTIONS RÉVOLUTIONNAIRES

BERRIAT-SAINT-PRIX a cherché à dresser une liste détaillée des juridictions révolutionnaires dans les départements. En comptant les tribunaux criminels de droit commun investis du pouvoir de juger révolutionnairement, il est arrivé à cent soixante-dix-huit, dont quarante furent ambulants (1). Si nous en déduisons les quatre-vingt-sept tribunaux de département et les deux tribunaux de district dont nous avons parlé dans le chapitre précédent, nous dépassons, pour les autres juridictions révolutionnaires des départements, le

(1) Berriat-Saint-Prix, *op. cit.*, t. I, 1^{re} édition, pp. 1 et suiv.

nombre de quatre-vingts. Il y eut donc plus de quatre-vingts tribunaux exclusivement tettoristes, dûs, pour l'immense majorité, aux représentants en mission, — la Convention et le Comité de salut public n'en ayant institué qu'un très petit nombre.

Ces tribunaux se pouvaient diviser en trois classes distinctes : les tribunaux révolutionnaires proprement dits, les commissions révolutionnaires, les commissions militaires.

Les tribunaux révolutionnaires proprement dits étaient créés à l'image de celui de Paris. Quatre juges, au moins, un accusateur public et un greffier, assistés d'un jury, composaient ces tribunaux, peu nombreux : Brest, Rochefort, Toulouse, Toulon, Arras, Cambrai (2).

Les commissions révolutionnaires étaient semblables de compétence et personnel, moins le jury ; quelques-unes n'avaient pas d'accusateur public, même pas de greffier. Il y en eut une douzaine environ. Les plus importantes siégèrent à Lyon, Marseille, Nîmes, Orange, Toulon (3).

Les commissions militaires, attachées aux armées et généralement composées d'officiers, étaient montées comme devant être essentiellement ambulantes. Quatre ou cinq juges, un greffier et souvent un accusateur militaire les composaient. Il y en eut plus de soixante. Les principales furent formées à Angers, à

(2) V. les détails dans Berriat-Saint-Prix, *op. cit.*, t. I, pp. 238, 277, 358, 410 ; t. II, p. 3.

(3) Wallon, *op. cit.*, t. II, p. 457-8 ; t. III, pp. 66 et suiv., pp. 131 et suiv. ; pp. 180 et suiv. pour Nîmes, Lyon, Orange, Toulon ; Berriat-Saint-Prix, *op. cit.*, t. I, pp. 389 et suiv. pour Marseille.

Laval, au Mans, à Marseille, à Noirmoutiers, à Rennes. Celle du Mans, présidée par BIGNON, l'implacable, fut, de beaucoup, la plus meurtrière (4).

Si l'on compare la complexité de ce fonctionnement à la simplicité de l'organisation que nous avons étudiée dans notre première partie, on doit reconnaître que les représentants usèrent largement de leurs pouvoirs illimités pour le développement de la justice révolutionnaire dans les départements. Ils en usèrent si largement qu'ils finirent par porter ombrage au Comité de salut public désireux de contrôler l'activité de toutes les juridictions du territoire ; cela devenait impossible dans une telle mêlée : d'où la loi du 27 germinal an II (16 avril 1794). Elle décrétait la suppression des commissions militaires pour tout ramener au Tribunal révolutionnaire de Paris ; et elle reçut son complément dans la loi du 19 floréal (18 mai 1794) qui supprimait, de même, toute commission ou tribunal révolutionnaire dans les départements, sauf ceux qui seraient maintenus par le Comité de salut public. Le principe était donc la disparition de toutes les juridictions d'exception, sauf celle de Paris. Le Comité de salut public pouvait en maintenir qui existaient déjà auparavant. La Convention seule pouvait en établir de nouvelles.

Dans la pratique, toutes ces règles furent violées ; et l'on assista, sur de nombreux points de la Républi-

(4) Wallon, *op. cit.*, t. I, pp. 304 et suiv. ; t. II, pp. 15 et suiv. ; t. III, p. 76, pour Angers, Laval, Le Mans, Rennes et Marseille ; Berriat-Saint-Prix, *op. cit.*, t. I, pp. 12 et suiv., p. 22, pour Le Mans encore et Noirmoutier.

que, à la conservation ou à la création, illégale, de mainte commission révolutionnaire ou militaire.

C'est ainsi que LAIGNELOT, représentant dans l'Ille-et-Vilaine, maintint de sa seule autorité, le 11 prairial (30 mai), la commission Brutus MAGNIER, de Rennes (5) ; ainsi la commission qui succéda, à Laval, à la commission VOLCLER, siégea jusqu'au 22 messidor (10 juillet 1794) (6) ; ainsi, après le 27 germinal, SAINT-JUST et LE BAS, envoyés à l'armée du Nord, invitèrent LE BON — qui obéit — à créer une commission nouvelle à Cambrai (7). L'exemple venait de haut : un arrêté du Comité de salut public du 21 floréal (20 mai) avait créé à Orange une « commission populaire », en réalité véritable commission révolutionnaire, bien que le Comité n'eût que le droit de maintenir, non de créer (8).

Çà et là seulement, la loi avait été respectée : le 10 floréal (9 mai), maintien de la commission d'Arras illégalement créée par LE BON (9) ; — le 25, maintien de la commission de Bordeaux, à la demande de JULIEN, ami de ROBESPIERRE (10) ; — les 26 et 28, maintien des commissions de Nîmes et Noirmoutier (11).

(5) Wallon, *op. cit.*, t. II, pp. 22 et suiv.

(6) Wallon, *op. cit.*, t. I, p. 359.

(7) Wallon, *op. cit.*, t. V, p. 123.

(8) Voir, à propos de la légalité de la Commission d'Orange, la très intéressante discussion de Berriat-Saint-Prix, *op. cit.*, t. I, pp. 439 et suiv.

(9) et (11) Aulard, *Recueil*, t. XIII, pp. 431, 526 et 573.

(10) Wallon, *op. cit.*, t. II, pp. 249-250.

SECTION II

INFLUENCE DES REPRÉSENTANTS SUR LA COMPOSITION DE CES JURIDICTIONS RÉVOLUTIONNAIRES

Il est évident que lorsque les représentants en mission créaient une juridiction révolutionnaire, ils en désignaient les membres ; c'était même pour eux un des principaux avantages de ces juridictions. Nous voudrions plus spécialement montrer ici comment les juges des commissions révolutionnaires ou militaires n'étaient pas, s'ils faiblissaient, à l'abri des réprimandes ou même de la destitution, et quelle était, d'autre part, leur mentalité.

Les tribunaux révolutionnaires ne furent pas livrés à leurs propres inspirations et aux encouragements de leur public. Les représentants, les comités, les clubs, le gouvernement, ROBESPIERRE, la Montagne, eurent soin de les inciter, même de les contraindre. Certains représentants usèrent de toute leur influence ; d'autres allèrent jusqu'à renouveler le personnel, jusqu'à incarcérer des juges de plusieurs de ces tribunaux.

Ainsi la commission de La Rochelle, préposée au jugement des Vendéens captifs, reçut les ordres de LEQUINIO (12).

A celle de Feurs, qui avait acquitté deux ci-devant, JAVOGUES écrivit une lettre d'injures.

Les commissions de Fontenay, de Saint-Malo, de Perpignan, furent renouvelées par LAIGNELOT, LE CAR-

(12) Berriat-Saint-Prix, *op. cit.*, t. I, pp. 275 et suiv.

PENTIER, MILHAUD et SOUBRANY. Les juges de Fontenay avaient eu le malheur de condamner un officier, dit patriote, auteur de crimes épouvantables; les juges des autres villes avaient donné des marques de tiédeur (13).

BÔ, PRIEUR DE LA MARNE et LE BON envoyèrent en prison des juges et jurés qui ne voulaient pas voter toujours la mort (14).

L'accusateur public du tribunal révolutionnaire de Brest s'étant trouvé en désaccord avec les représentants, le tribunal fut suspendu, puis réorganisé par les soins de ROBESPIERRE, à l'instar de celui de Paris. Le Comité de salut public, par deux arrêtés du 4 ventôse, envoya d'urgence à Brest : « RAGMEY, juge au Tribunal de Paris, pour y être président; VERTEUIL, ex-moine, substitut de l'accusateur public, pour y être accusateur public (il avait été l'un des juges de la Reine) ; BONNET, secrétaire de l'accusateur public, pour y remplir les mêmes fonctions... (15). »

Ce noyau fut complété à Brest : RAGMEY et DONZÉ-VERTEUIL y apportaient les plus impitoyables traditions du Tribunal de Paris.

Le personnel ainsi recruté était généralement remarquable par son instruction et sa moralité.

A Bordeaux, dans la Commission LACOMBE, étaient un comédien, un doreur, un boulanger, un mégissier,

(13) Berriat-Saint-Prix, *op. cit.*, t. I, Introduction, p. XVII.

(14) Taine, *Les origines de la France contemporaine*, t. III, p. 284.

(15) Berriat-Saint-Prix, *op. cit.*, t. I, p. 241.

un tonnelier ; tous surnommés les sept péchés capitaux (16).

Dans la troisième commission de Lyon était un ouvrier en soie ; dans le jury de Rochefort, un maçon, un calfat, un cordonnier, un cuisinier.

A Strasbourg, les juges « ne quittaient jamais la table qu'enivrés de tout ce qu'il y avait d'exquis, et dans cet état d'ivresse, ils s'assemblaient en tribunal et jugeaient à mort les prévenus qui y étaient traduits (17). »

A Arras, les jurés du tribunal révolutionnaire étaient à tout faire. Ils épiaient, dénonçaient, fouillaient, faisaient les arrestations et jugeaient aussi au besoin. Parmi eux, nommons REMI, qui fut voleur de grand chemin et qui, — flatteur de LE BON, — posait volontiers cette question : « As-tu été à la messe des prêtres constitutionnels ? — Non. — Fanatique à guillotiner » ; — CARLIER qui, endormi à l'audience, se réveillait au milieu des débats en criant : « J'en suis convaincu » ; c'était la formule ; — DANIEL, chirurgien en même temps que juré, qui, recevant du directeur de l'hôpital quelques observations sur sa façon d'exercer disait : « Eh bien ! Je vais aller trouver LE BON. Je gagnerai davantage à faire guillotiner... (18). »

Brutus MAGNIER, président de la commission militaire de Rennes, avait des procédés qui paraissaient bien sommaires, même pour le temps : ainsi, quand

(16) *Ibid.*, p. 294.

(17) Wallon, *op. cit.*, t. IV, p. 351.

(18) *Ibid.*, t. V, p. 144-5.

il écrivait à son agent GATELIER de lui expédier « deux ou trois gibiers de guillotine », lui envoyant un blanc-seing et l'invitant à y écrire des noms à sa volonté « avec une note quelconque sur leur compte », la matière du jugement ! (19).

A Brest, dans le tribunal révolutionnaire réorganisé, plusieurs des jurés faisaient partie de la société populaire, foyer des délations, en sorte qu'ils avaient quelquefois à juger ceux qu'ils avaient dénoncés (20).

Augustin DARTHÉ, étudiant en droit, vainqueur de la Bastille, était accusateur public à Cambrai. Un de ses collègues décrivit ainsi la manière de procéder de ce sanguinaire magistrat : « Le nommé DARTHÉ vint un jour trouver les juges à la fin de la séance, au moment où les condamnés se retiraient pour aller subir leur jugement. Il leur dit d'un air triomphant et qui prouvait que son âme atroce se dilatait par l'effusion de sang : « Eh bien ! ces individus sont condamnés. Je n'avais cependant pas le moindre renseignement ni aucune pièce contre eux, autre que l'interrogatoire que je leur ai donné (21). »

Le personnel de la Commission d'Orange était « exquis » (22). FAUVETTY, le président, d'abord fabricant de bas à Uzès, était l'un des jurés solides de FOUQUIER-TINVILLE. FERNEX, juge, avait été membre de la grande commission de Lyon, présidée par PAREIN ; avec CORCHAND, il y formait le côté gauche,

(19) *Ibid.*, p. 270.

(20) *Ibid.*, p. 301.

(21) Guffroy, *Les secrets de J. Le Bon*, p. 431.

(22) Berriat-Saint-Prix, *op. cit.*, t. I, p. 443.

et condamnait presque toujours. ROGOT, ex-menuisier de Lyon, était en relations suivies avec ROBESPIERRE. FARJAVEL avait été accusateur public dans l'affaire de BEDOIN. VIOT, l'accusateur public, déserteur des dragons de Penthievre, et BENET, le greffier, se signalaient par une correspondance des plus édifiantes. MEILLERET et ROMAN-FONROSA, seuls, n'étaient pas à la hauteur.

Ce ne sont là que quelques exemples, que nous pourrions multiplier à l'infini. Sans doute arriva-t-il parfois que, dans les villes moyennes ou grandes, la bagarre des destitutions collectives, le pêle-mêle des nominations improvisées, et le renouvellement brusque du personnel entier, précipitassent, bon gré mal gré dans l'administration judiciaire nombre de prétendus Jacobins qui, au fond du cœur, étaient girondins ou feuillants, mais qui, ayant trop péroré, s'étaient désignés aux places par leur bavardage, et désormais siégeaient, à côté des pires Jacobins, dans les pires emplois (23). Mais ces situations étaient exceptionnelles : ces hommes eussent-ils voulu proclamer leur conviction intime que leur faible résistance aurait été balayée instantanément par le déferlement déchaîné des esprits purs. Aussi bien ne protestaient-ils pas : une fois installés, ils étaient tenus d'opérer, et ils opéraient comme les autres, dussent-ils « se boucher les yeux et les oreilles » (23 bis) en présence de leur œuvre.

(23) Taine, *op. cit.*, t. III, p. 325.

(23 bis) *Ibid.*

SECTION III

LA COMPÉTENCE DE CES JURIDICTIONS RÉVOLUTIONNAIRES

Le décret du 28 pluviôse an II (16 février 1794) arrêta :

« ART. 2. — Les tribunaux révolutionnaires ou commissions extraordinaires établis dans les départements, soit par décret de la Convention nationale, soit par arrêtés des représentants du peuple, ne peuvent juger que les prévenus des délits dont la connaissance leur est attribuée expressément, soit par décrets ou arrêtés particuliers. » (24). Ce qui revenait à dire, en renversant la proposition, que la détermination de la compétence des juridictions révolutionnaires des départements était abandonnée, en pratique — les décrets de la Convention se désintéressant à peu près complètement de la question — au libre arbitre des représentants en mission.

En vérité, le décret du 28 pluviôse n'était pas une nouveauté ; bien plutôt, il régularisait une habitude qui s'était implantée en l'absence de texte. Le 30 vendémiaire (21 octobre 1793), par exemple, YSABEAU et TALLIEN avaient muni la commission militaire créée par eux le 27, à Bordeaux, d'une compétence illimitée. Cette commission s'était en effet, trouvée expressément chargée : 1° de reconnaître l'identité des personnes mises hors de la loi, avec celles actuellement en état d'arrestation, et de les faire exécuter sur-le-champ ;

(24) Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 182.

2° de juger... tous les prévenus de conspiration contre l'unité et l'indivisibilité de la République ; 3° de juger tous les émigrés rentrés sur le territoire de la République, ainsi que les prêtres qui ne se seraient pas soumis à la loi de la déportation ; 4° de juger tous ceux qui, par leurs discours ou leurs écrits, auraient provoqué ou provoqueraient par la suite le rétablissement de la royauté et la dissolution de l'État ; 5° de connaître de toutes les contraventions et d'appliquer les peines portées par les divers décrets de la Convention nationale relatifs aux étrangers, à la prohibition des marchandises anglaises et à l'accaparement ; 6° de poursuivre tous les fonctionnaires publics qui, chargés du maniement des deniers du peuple, les auraient dilapidés ; 7° et enfin de connaître de toutes les affaires qui leur seraient renvoyées par le représentant du peuple (25). » Le dernier article était le décret de pluviôse avant la lettre.

Pareillement, le 17 brumaire (7 novembre 1793), la commission militaire établie à Rennes sous la présidence de VAUGEois avait reçu mission de juger « tous les attentats à la liberté, l'égalité et à l'unité et l'indivisibilité de la République (26). » Elle fut même confirmée dans ce rôle le 1^{er} nivôse (21 décembre) par ESNÜE-LAVALLÉE, qui la chargea en outre de juger les prisonniers faits sur les « brigands ».

Par une anticipation identique, LE CARPENTIER, le 23 frimaire (13 décembre), avait ordonné à la commis-

(25) Vivie, *Histoire de la Terreur à Bordeaux*, p. 11.

(26) Wallon, *op. cit.*, t. II, pp. 16 et suiv.

sion militaire de Granville de juger les brigands et autres particuliers détenus, ce qui supprimait toute distinction. C'était bien ainsi du reste que l'entendait le commandant de la place, RÉGNIER, qui, le surlendemain, écrivait aux membres de la commission, dans une orthographe que le juré TRINCHARD n'eût pas désavouée : « Citoyens, vous trouverez cy-joint que votre établissement est pour juger les ennemis de la République... Ecrassés et livrée au glaive de la loi tous les contre-révolutionnaires qui cherche ou ont cherché à outrager notre chère patrie ; cela vat et cela yra... (27) » Dans le même temps, LE CARPENTIER avait aussi réglé la compétence de la commission militaire de Port-Malo (Saint-Malo), entendant bien ne pas la réduire aux prisonniers faits à la guerre, et lui destinant les aristocrates, les « fédéralistes » (administrateurs compromis et fonctionnaires douteux) et les prêtres (28).

Cet exemple avait été suivi également en Alsace où, le 6 pluviôse (24 janvier) après la disgrâce de SCHNEIDER, les représentants avaient établi une nouvelle commission pour connaître de toutes les actions, projets, écrits et propos contraires aux progrès de la Révolution, d'inexécution et infraction à tous les arrêtés des représentants du peuple, du discrédit des assignats, du trafic du numéraire (29).

Toutes ces mesures dépassaient sans aucun doute

(27) *Ibid.*, t. I, pp. 380 et suiv.

(28) *Ibid.*, p. 399.

(29) Wallon, *op. cit.*, t. IV, pp. 367 et 8.

Le cadre des attributions des commissaires de la Convention, puisque l'Assemblée avait pris soin de déterminer, en organisant la Terreur, la compétence des juridictions révolutionnaires des départements : tout illimités qu'ils fussent, les pouvoirs des représentants en mission trouvaient un frein dans la volonté du peuple exprimée par les décrets de la Convention nationale.

Au contraire, après le 28 pluviôse, les arrêtés de ce genre étaient parfaitement légaux, tels ceux de MONESTIER (du Puy-de-Dôme), du 13 ventôse (3 mars 1794), et de SOUBRANY et MILHAUD du 7 germinal (27 mars) qui faisaient des commissions militaires de Bayonne et des Pyrénées-Orientales des tribunaux aptes à juger n'importe quel crime (30).

Nous avons, dans notre première partie, tenté de déterminer quelle était la compétence de principe des juridictions révolutionnaires organisées par la loi dans les départements. L'étude de leur fonctionnement nous amène à conclure que, dans la pratique, toutes ces juridictions eurent sans distinction une compétence générale en matière de contre-révolution, jugeant tous les crimes qui en pouvaient sortir : révoltes, émigration, conspirations, faux assignats, écrits, propos contre la République, etc... conformément aux attributions étendues qui leur furent très généralement confiées par les représentants en mission.

(30) *Ibid.*, t. II, pp. 397 et suiv. ; 408 et suiv.

SECTION IV

LA PROCÉDURE DE CES JURIDICTIONS RÉVOLUTIONNAIRES

Nous étudierons dans un premier paragraphe le rôle important des comités révolutionnaires dans la justice d'exception à travers les départements ; nous montrerons ensuite comment les quelques garanties de procédure maintenues par la loi furent perpétuellement violées par toutes les commissions du territoire de la République ; nous signalerons de nombreuses hypothèses de jugements cassés par les représentants et de violation de la chose jugée ; notre quatrième paragraphe sera consacré aux multiples exécutions sans jugement qui eurent lieu sous la Terreur. Enfin, en conclusion : les résultats de la justice des proconsuls.

§ 1

LE RÔLE DES COMITÉS RÉVOLUTIONNAIRES

Les comités de surveillance se mirent maintes fois en vedette dans le fonctionnement de la justice révolutionnaire dans les départements, et par la qualité de leur personnel, et par leur influence sur les actes des juridictions ; quelques exemples vont nous permettre d'apprécier celle-ci et celle-là.

VERNEREY écrivait de Guéret au Comité de salut public, le 11 ventôse an II (1^{er} mars 1794) : « Ce qui m'a fait de la peine, ...ç'a été de voir que, dans la multitude des arrestations faites en conformité de la

loi du 17 septembre, les haines particulières, les passions individuelles ont influé presque partout (31). » C'était là un écho entre beaucoup d'autres des directives extra-révolutionnaires qui inspiraient de nombreux actes des comités (32).

D'autres comités étendirent abusivement leur autorité à des objets qui ne les regardaient pas. Ainsi MAURE dénonça, le 30 nivôse (19 janvier) le comité de Coulommiers qui, par une circulaire du 9 frimaire (30 novembre 1793) aux autres comités du district de Rozoy (Seine-et-Marne), les avait invités à procéder violemment à la déchristianisation, à fermer les églises, à forcer les curés et les vicaires à remettre leurs lettres de prêtrise, à envoyer les récalcitrants au Tribunal révolutionnaire (33).

Parfois, la violence des comités alla jusqu'au meurtre. ROVÈRE écrivait de Beaucaire, le 12 frimaire (2 décembre) : « A Alais, trois membres du comité, exagérant sans cesse le patriotisme, viennent de massacrer inhumainement un patriote qu'ils avaient taxé 500 livres ; ils l'ont lâchement assassiné en sortant de souper chez lui ; on a trouvé dans la maison de l'un des assassins, qui dénonçait toute la terre, 300.000 livres en écus, 24.000 livres en assignats, de l'huile et du blé à l'avenant, le tout aux dépens des gens timides qui ne voulaient pas être compromis par

(31) Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 487.

(32) Cf. la lettre du représentant Frémanger, de la Manche. Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 557.

(33) Aulard, *Recueil*, t. X, pp. 323-4.

les dénonciations. A Saint-Esprit, le même forfait avait été commis... (34) »

Il en fut que leur omnipotence corrompit jusqu'à l'improbité : nous avons cité la lettre de PAGANEL, du 23 nivôse (12 janvier), qui montre que le comité de Moissac se permit des exactions qui étaient de véritables brigandages.

Le comité de Nantes mérite une place à part dans cette liste. Reconstitué et rajeuni après la venue de CARRIER, et ne trouvant plus alors des agents assez nombreux ni assez sûrs dans les commissaires de police et leurs auxiliaires, il députa deux de ses membres, CHAUX et GOULLIN, au représentant pour obtenir la création d'une compagnie *ad hoc*. Cette compagnie fut promptement créée ; elle reçut d'abord le nom de compagnie de Brutus, changé bientôt en compagnie Marat. A la fin d'octobre 1793, elle existait, composée de 60 individus qu'un mot de GOULLIN fera connaître, indépendamment de leurs actes. Opinant hautement pour « que les plus scélérats y fussent admis », GOULLIN ajoutait : « Il nous faut des hommes de cette espèce pour mettre les aristocrates à la raison. » C'était principalement aux arrestations et aux perquisitions que les Marat étaient employés, et ils s'acquittaient de ce devoir avec zèle. Les mandats délivrés par le comité de surveillance étaient ainsi mentionnés : « Mandats à nos frères les Marat pour procéder à des arrestations, à des perquisitions, etc... » D'ailleurs, pour agir, ces dignes citoyens n'attendaient

(34) Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 118.

pas toujours de tels ordres. Leur patriotisme arriva à un tel développement que CARRIER lui-même fut obligé de prendre un arrêté pour le modérer (35), sans les empêcher toutefois de prendre une large part aux noyades.

Citons enfin l'activité déployée par le comité révolutionnaire d'Angers. Lorsque Angers eut été abandonnée par la grande armée vendéenne, qui s'était portée sur Nantes, les représentants BOURBOTTE, CHOUDIEU et TALLIEN remplacèrent, le 8 juillet, pour la police générale, l'administration du département par un comité révolutionnaire de dix membres avec deux secrétaires, choisis parmi les hommes les plus exaltés de la ville. En dix-huit mois environ, ce comité fit arrêter et écrouer, au Château, 1.547 personnes — dont 203 femmes, — indépendamment de 932 prisonniers écroués, au même lieu, par les ordres d'autres autorités révolutionnaires (36).

Nous ne saurions mieux résumer, pour conclure, l'exécution des mesures terroristes par les comités révolutionnaires, qu'en rappelant cet aveu d'un très grand historien qui doit à ses travaux importants un certain penchant pour l'œuvre du Comité de salut public et des représentants en mission (37) : « Ils (les comités de surveillance) furent les agents les plus actifs peut-être, et aussi les plus violents, de la Terreur. Mais s'ils contribuèrent au succès de la défense nationale, ils nuisirent à l'idée républicaine par les souve-

(35) Berriat-Saint-Prix, *op. cit.*, t. I, pp. 38 et suiv.

(36) *Ibid.*, pp. 136-7.

(37) Aulard, *Hist. politique de la Révolution française*, p. 355.

nirs qu'ils laissèrent dans l'esprit des contemporains. Ils dépopularisèrent la Révolution aux yeux de la postérité, et, s'ils la sauvèrent peut-être dans le présent, ils la compromirent dans l'avenir. »

§ 2

INOBSERVATION DES GARANTIES DE PROCÉDURE ÉTABLIES PAR LA LOI

Nous avons admis que les représentants en mission trouvaient dans leurs pouvoirs illimités le droit de créer des juridictions d'exception, — au moins jusqu'aux lois des 27 germinal et 19 floréal — ; mais nous avons dit aussi, récemment encore, que leurs pouvoirs, tout absolus qu'ils fussent, étaient pourtant bornés par les décrets de la Convention Nationale. Combinons ces deux principes pour en faire ici l'application : le représentant qui créait une juridiction d'exception devait respecter les règles de procédure établies par la loi pour la catégorie des juridictions à laquelle se rattachait celle qu'il venait d'établir ; en d'autres termes, les lois applicables au Tribunal révolutionnaire de Paris devaient être respectées par les tribunaux révolutionnaires institués dans les départements, et le décret des 19-20 mars 1793 s'imposait aux commissions militaires et révolutionnaires. En fait, ces garanties furent oubliées à peu près sur tout le territoire de la République.

Dans les commissions militaires de la région vendéenne, submergées de « brigands », on se contentait généralement de prendre les noms, âge et demeure

des accusés, puis de les déclarer en masse coupables et de les livrer à la fusillade (38). Le mépris de la loi fut poussé plus loin encore. On méconnut ouvertement les décrets du 10 mai et du 5 juillet 1793 (39), qui, tempérant de soudaines rigueurs, avaient réservé la peine capitale aux chefs des révoltés et aux émigrés. Les commissions, à l'envi, condamnèrent les accusés les plus obscurs : de là, les boucheries de Nantes, d'Angers, etc...

Le tribunal révolutionnaire de Brest prenait modèle sur celui de Paris. Aux débats, les témoins à charge étaient toujours les bienvenus ; quelque absurdes ou fausses que fussent leurs dépositions, on ne les rejetait jamais ; les témoins à décharge étaient entendus en masse, interrompus, intimidés, même bafoués. Les défenseurs étaient moins favorisés encore : on fixait le temps pendant lequel ils devaient parler, et le président les arrêta à tout propos. Les jurés laissaient apercevoir leurs dispositions malveillantes ; les juges entretenaient une conversation par signes avec eux. Souvent les charrettes étaient amenées, les cordes coupées, les instruments de supplice préparés avant que les débats fussent fermés. L'exécuteur prenait des mesures si exactes que l'on présumait qu'il connaissait d'avance le nombre des condamnés. Enfin, lorsque la délibération des jurés se prolongeait, le tribunal leur dépêchait son président, et un

(38) Wallon, *op. cit.*, t. I, p. 284.

(39) Pour ces décrets, cf. *supra*, 1^{re} partie, la compétence des commissions militaires.

instant après les jurés reparaissaient, non pour absoudre, mais pour condamner (40).

La commission LACOMBE, de Bordeaux, comme les commissions vendéennes, connaissait les condamnations en masse. Elle fit des fournées de quatorze, de seize, de dix-huit accusés ; et par là se montra digne d'avoir été exceptée de la suppression générale et maintenue à côté du Tribunal révolutionnaire de Paris après floréal (41). Les jours d'audience, LACOMBE dressait, le matin, la liste des accusés à juger ; ces accusés étaient avertis de leur comparution par les soldats de l'armée révolutionnaire qui les amenaient au tribunal. Nombre de condamnations à mort furent prononcées sur des motifs incroyables, que l'on retrouve partout, du reste, chez les juges de la Terreur. LACOMBE se contentait de déclarer un accusé aristocrate et fanatique ou ennemi de la Révolution pour l'envoyer à l'échafaud (42).

Comme LACOMBE à Bordeaux, BRUTUS, à Marseille, était expéditif ; le représentant Moïse BAYLE l'attesta : « Cette commission (la commission présidée par LEROY, dit BRUTUS), composée de six membres, jugeait à trois, sans accusateur public ni jurés ; elle faisait monter de la prison ceux qu'elle voulait envoyer à la mort. Après leur avoir demandé leur nom, leur profession, et quelle devait être leur fortune, on les faisait descendre pour être placés sur une charrette qui se trouvait devant la porte du palais de justice. Les juges

(40) Berriat-St-Prix, *op. cit.*, t. I, pp. 246 et suiv.

(41) Wallon, *op. cit.*, t. II, p. 268.

(42) Berriat-St-Prix, *op. cit.*, p. 298.

paraissaient ensuite sur le balcon, d'où ils prononçaient la sentence de mort (43). »

A la commission PAREIN, de Lyon, les juges avaient pour toute information sur les prisonniers un interrogatoire préliminaire, où les réponses étaient recueillies en trois ou quatre mots au plus. Les jugements étaient pourtant écrits et ils étaient rendus, mais les motifs en étaient écrits à l'avance, et encore c'était trop de peine que d'écrire. Au bout de peu de temps, ils furent imprimés à l'avance : c'est sur des feuilles tout imprimées, à la suite d'un exposé des motifs stéréotypé, que les noms des victimes étaient écrits chaque jour. Quel motif particulier aurait-on pu donner par exemple à cet accusé dont voici le tableau : « Antoine Camel, marchand de fer. Deux certificats favorables. Rien autre au dossier ? » Il fut condamné à mort le 5 nivôse an II (44).

A la commission de Strasbourg, point de registres, mais des feuilles volantes dont il est resté des affiches ou un résumé sommaire, imprimé dans le *Recueil de pièces authentiques servant à l'histoire de la Révolution à Strasbourg*. « Un simple interrogatoire dont on ne prenait point note ; l'accusé arrêté à huit heures, jugé à neuf et fusillé à dix. (45) »

Aux tribunaux révolutionnaires d'Arras et de Cambrai, l'arrivée de la loi du 22 prairial vit un LE

(43) *Mémoires sur les massacres de Midi*, par Fréron, 1824, in-8, pp. 350-1.

(44) Wallon, *op. cit.*, t. III, pp. 162-3.

(45) Gouvion Saint-Cyr, *Mémoires sur les campagnes de 1792 à la paix de Campo-Formio*, t. I, pp. 91 à 139.

Bon transporté de joie et trépignant d'aise : « A la bonne heure, à la bonne heure ! s'écria-t-il, voilà une loi que j'attendais depuis longtemps : nous pourrons maintenant faire tomber des têtes... » ; et il l'appliqua sans plus tarder (25 prairial - 13 juin 1794 (46)).

Evidemment, dans tous ces cas, les simulacres de jugements n'étaient que des parades ; et les massacres judiciaires se distinguaient fort peu des massacres purs et simples que nous allons examiner dans quelques pages.

§ 3

JUGEMENTS CASSÉS PAR LES REPRÉSENTANTS.

VIOLATION DE LA CHOSE JUGÉE

Lorsqu'un individu s'était attiré le ressentiment d'un représentant en mission qui l'avait fait traduire devant une juridiction révolutionnaire, il se fût montré présomptueux en se glorifiant d'une sentence d'acquiescement : l'exception de chose jugée n'était point de mise en pareil lieu, et les jugements étaient bien fragiles s'ils choquaient les sentiments patriotiques d'un commissaire du peuple.

Nous avons dit, dans la section II de ce chapitre, que les représentants MILHAUD et SOUBRANY avaient renouvelé les membres de la commission militaire des Pyrénées-Orientales, qu'ils trouvaient trop tièdes. Le même arrêté (29 pluviôse - 17 février) allait bien plus loin : il cassait un jugement de cette commission

(46) Wallon, *op. cit.*, t. V, p. 137.

militaire qui avait mis hors de cause des émigrés ; cassait un autre jugement qui condamnait à la déportation un capitaine adjoint à l'état-major, nommé FORTET, pour avoir indûment, disait-on, présidé la commission dans cette affaire, et le renvoyait, ainsi que les membres de la commission, devant une nouvelle juridiction militaire révolutionnaire qui allait être instituée (47).

COLMONT, ancien conseiller au parlement de Dijon, accusé d'émigration par un arrêté du directoire du département de Saône-et-Loire, avait dû produire devant les juges des certificats capables de lever tous soupçons, car il avait été acquitté. Ce jugement fut cassé, non par la Cour suprême, mais par le représentant. « PIOCHE-FER Bernard... arrête que le jugement rendu par le tribunal de Saône-et-Loire séant à Châlon est déclaré nul, ordonne que ledit COLMONT soit de nouveau mis en jugement et traduit devant le tribunal de la Côte-d'Or... » Les juges de Dijon enregistrèrent basement cet insolent arrêté avec le jugement qu'il visait (3 germinal - 23 mars 1794) (48). C'était donc l'arrêté de BERNARD qui était la sentence !

Un matin, à Lyon, COLLOT d'HERBOIS avait prescrit à la commission révolutionnaire d'arrêter, interroger et juger un adolescent avant la fin de la journée. Vers les six heures, COLLOT étant à table, un des juges vint lui annoncer que, le jeune homme arrêté, interrogé, et

(47) *Ibid.*, pp. 395 et suiv.

(48) *Ibid.*, t. III, p. 321.

les plus sévères informations prises sur son compte, il s'était trouvé irréprochable, et que la commission l'avait acquitté. COLLOT, sans regarder le juge, éleva la voix et lui dit : « Je vous ai ordonné de punir cet homme ; je veux qu'il périsse avant la fin du jour. Allez. » L'heure suivante, le jeune homme était fusillé (49).

LE BON, DARTIGOEYTE et FOUCHÉ se signalèrent également dans cette voie, et chacun d'eux remit en jugement, pour le même fait, des prévenus solennellement acquittés par leurs propres tribunaux (50).

§ 4

EXÉCUTIONS SANS JUGEMENT

Les juges des juridictions révolutionnaires, excités sans cesse par les arrêtés du Comité de salut public et des représentants, enflammés du fanatisme montagnard, bannirent toute mesure, toute pitié : les accusés, mis en coupe réglée, furent condamnés à la vue, des centaines de jugements de mort prirent environ une minute par tête ; des vieillards, des femmes et des enfants, furent sacrifiés. Tout cela, en réalité, était encore assez peu de chose. Car il y eut les exécutions sans jugement.

Rien, dans l'histoire de la Terreur, ne fut comparable aux noyades de Nantes. Il y eut dans la malheu-

(49) Taine, *op. cit.*, p. 284.

(50) *Ibid.*, p. 284.

reuse ville, sous l'inspiration et par les ordres du représentant CARRIER, et en dehors de tout simulacre de justice : 1° deux noyades de prêtre, une de 90 et une de 58 ; 2° une grande noyade de suspects, (nuit du 24 au 25 frimaire - 14-15 décembre 1793), la noyade du Bouffay, où furent compris 129 prisonniers, dont un seul échappa ; et 3° les noyades de « brigands » (au moins sept bien constatées, et peut-être davantage : PHELIPPES-TRONJOLLY, dans le procès de CARRIER, en compte 23). (51) « Quel torrent révolutionnaire que la Loire ! » Les noyades ont rendu exécration à jamais le nom de CARRIER, mais il a d'autres titres presque aussi incroyables à l'horreur de la postérité : les ordres d'exécuter sans jugement. Les victimes des noyades furent bien autrement nombreuses, sans doute ; du moins les sacrifices s'accomplirent, le plus souvent, la nuit, et, toujours, hors de Nantes, loin du proconsul. Les ordres de guillotiner sans jugement s'exécutèrent, en plein jour, au milieu de la ville, et malgré la protestation des magistrats. Lors du premier, CARRIER vint même confirmer son ordre par sa présence jusque sous l'échafaud. C'était le 27 frimaire (17 décembre). Vingt-quatre rebelles étaient venus se rendre au comité avec armes et bagages, demandant à servir dans les armées de la République. Il y avait parmi eux quatre enfants : deux de treize, et deux de quatorze ans. CARRIER signa leur condamnation sans jugement d'aucune sorte.

(51) Wallon, *op. cit.*, t. I, p. 420. Berriat-St-Prix, *op. cit.*, t. I, pp. 51 et suiv. Lallié, *Les noyades de Nantes*.

Deux jours après, le 29 frimaire, ordre et exécution semblables. Il y avait cette fois vingt-sept victimes (52). Quand le maître agissait de la sorte, les agents inférieurs ne se gênaient pas davantage. Un soir que sept ou huit prisonniers devaient être conduits du comité à l'Entrepôt, leurs conducteurs, trouvant l'heure avancée et la course longue, les tuèrent à coups de sabre sous les fenêtres du comité.

DARTIGOEYTE, à Auch, guillotina aussi sans jugement, mais sur une échelle bien moindre... « Le 27 germinal, entre 8 et 9 heures du soir, Alexandre LONG père fut mis à mort sur la place publique de la commune d'Auch par l'exécuteur des jugements criminels, sans qu'il fût intervenu aucun jugement contre ledit LONG » (53).

LEQUINIO, représentant en Charente et Charente-Inférieure, fut accusé, après thermidor, d'avoir assassiné lui-même un détenu, sans défense, dans sa prison. On avait, sur ce fait, l'aveu écrit de l'inculpé (54).

A Toulon, repris aux Anglais par DUGOMMIER, FRÉRON publia, par une proclamation, quelques jours après la victoire, que tous les bons citoyens eussent à se rendre au Champ-de-Mars, sous peine de mort. Chacun se fit un devoir de s'y rendre ; « on les fit ranger et on les fusilla. » (55).

Enfin les fameux jugements par F., dus aux com-

(52) Berriat-St-Prix, *op. cit.*, t. I, pp. 94 et suiv.

(53) Taine, *op. cit.*, p. 287, note 5.

(54) Wallon, *op. cit.*, t. V, p. 319.

(55) Durand-Maillane, *Histoire des prisons*, t. IV, pp. 141-142.

missaires recenseurs d'Angers, peuvent être rattachés à ce paragraphe. Ce fut une invention du comité révolutionnaire. Comme les Vendéens captifs encombraient les prisons, treize commissaires furent désignés pour faire de la place. Leurs procédés étaient aussi simples qu'expéditifs. Amenés séparément par des gendarmes à la geôle, les détenus étaient entendus sommairement par les commissaires ; l'interrogatoire écrit par leur secrétaire, sans lecture ni signature ; puis la sentence était rendue ; après délibération, quand deux commissaires étaient présents ; immédiatement, s'il n'y avait qu'un seul commissaire. Y avait-il dans ces formalités quelque chose qui offrit des garanties telles que celles — si faibles pourtant — des juridictions révolutionnaires ? Assurément non ; et pourtant, dans sept prisons, il y eut 43 recensements, qui eurent pour résultat d'envoyer à la mort plus de 400 hommes et plus de 360 femmes ou filles, par des décisions qui consistaient, pour chaque personne, dans une seule lettre de l'alphabet : F (à fusiller), G (à guillotiner). De ces F, il y eut plus de 700 ; de ces G, plus de 60 ! (56).

§ 5

LES RÉSULTATS DE LA JUSTICE DES PROCONSULS

Nous ne saurions donner une illustration meilleure des procédés antérieurement décrits qu'en énonçant les résultats de la justice terroriste dans les villes de

(56) Berriat-St-Prix, *op. cit.*, t. I, pp. 158 et suiv.

France les plus éprouvées par l'activité des représentants en mission : aussi examinerons-nous rapidement, dans cette conclusion, les hécatombes de Lyon, sous COUTHON, COLLOT d'HERBOIS et FOUCHÉ ; d'Arras, sous LE BON ; de Nantes, sous CARRIER ; d'Orange, sous MAIGNET ; de Marseille et Toulon, sous BARRAS et FRÉRON ; de Bordeaux enfin, sous YSABEAU et TALLIEN.

A Lyon, il y eut successivement trois commissions judiciaires : une commission militaire, instituée pendant le siège ; une commission de justice populaire établie le 12 octobre 1793 ; enfin une commission révolutionnaire, la fameuse commission PAREIN, du 7 frimaire (27 novembre). Cette dernière travailla si vite que bientôt les fusillades et les mitraillades durent suppléer la guillotine devenue trop lente. Le 14 frimaire (4 décembre), 64 jeunes gens garrottés furent couchés par le canon et achevés à coups de sabre dans la plaine des Brotteaux. Le lendemain, 209 condamnés subirent le même sort ; le 18 frimaire, 67 ; le 23, 32. On ne cessa de fusiller que le 22 pluviôse (10 février 1794). Au total, sur 3.500 accusés, il y eut dans la ville 1.876 condamnés exécutés : 96 par la commission militaire, 113 par la commission de justice populaire, 1.667 par la commission révolutionnaire — sans compter les victimes de la commission de FEURS, au nombre de 64 ; — soit 2.000 victimes en nombre rond (57).

(57) Wallon, *op. cit.*, t. III, p. 168.

La « boucherie » était bonne aussi dans le Nord et le Pas-de-Calais. LE BON y présidait ; il mit à sang les deux départements. Dans la seule ville de Cambrai, 150 citoyens furent « raccourcis » en six semaines. Mais c'est Arras qui fut le mieux servi : 299 hommes et 93 femmes, y furent guillotins, Le procès de LE BON révéla de tels détails que lui-même, restant stupide, dit : « Vous auriez dû me brûler la cervelle ! » (58).

« Nous pourrions être humains quand nous serons assurés d'être vainqueurs », écrivait à CARRIER l'élégant HÉRAULT DE SÉCHELLES, du grand Comité. Un CARRIER n'avait nul besoin de ces appels à la rigueur républicaine. La guerre de Vendée avait surexcité jusqu'à la frénésie les commissaires de l'Ouest, de CARRIER, qui opérait à Nantes, à LEQUINIO, qui instrumentait à Fontenay. CARRIER semblait un dément : jusqu'au bout, il affirma qu'il avait « sauvé son pays ». Était-il nécessaire, pour « sauver son pays », de faire fusiller 1.800 personnes dans les carrières de Gigandet et dans les prairies de Mauves, de donner aux guillotinades de Nantes une folle allure, d'encombrer, pour aller plus vite, la Loire de plus de 1.800 cadavres par la merveilleuse utilisation des bateaux à soupapes, et de ne quitter les lieux qu'après avoir immolé en 4 mois — du 19 octobre 1793 au 14 février 1794 — au moins 4.000 individus sans défense au salut de la patrie ? (59)

MAIGNET, l'incendiaire de Bédoin, s'occupait aussi de sauver sa patrie dans le Midi, à Orange, où la

(58) Madelin, *La Révolution*, pp. 335-6 ; Taine, *op. cit.*, p. 388.

(59) Madelin, *op. cit.*, p. 333.

fameuse commission envoya, du 1^{er} messidor (19 juin 1794) au 16 thermidor (3 août) 332 inculpés à l'échafaud — belles « messes rouges ». — (60).

La vallée du Rhône en avait vu d'autres. Dès mars 1793, STANISLAS FRÉRON régnait sur la Provence. Avec BARRAS, il maniait, dans les Bouches-du-Rhône et le Var la « massue cordelière ». A Marseille, cette massue écrasa, en dix audiences, 120 personnes. A Toulon, après la rébellion, elle avait de quoi s'exercer. Tout en plaisantant, FRÉRON assura un jour qu'il avait fait fusiller 800 Toulonnais. En réalité, 282 seulement avaient été exécutés : pour un temps, les proconsuls se firent volontiers fanfarons de leurs crimes (61).

Dans le Sud-Ouest, enfin, ce fut TALLIEN qui émergea. Depuis le 19 septembre 1793, date où Bordeaux avait capitulé, YSABEAU et lui firent passer sous le même couperet « royalistes » et « fédéralistes », c'est-à-dire qui on voulait. La commission militaire, instituée le 18 octobre, ne connaissait pas de nuances : un duc de la VAUGUYON et l'ex-ministre girondin DURANTON étaient également des « liberticides ». Et si, du 29 octobre 1793 au 9 thermidor, 301 personnes seulement furent guillotonnées (62), c'est que TALLIEN avait rencontré la belle Thérésia CABARRUS qui, moyennant finances fort souvent, sauva des têtes. La commission elle-même « tripota » : LACOMBE, président, faisait

(60) Aulard, *Histoire politique de la Révolution française*, p. 364.

(61) Madelin, *op. cit.*, p. 335.

(62) Berriat-St-Prix, *op. cit.*, t. I, p. 308.

aussi trafic de la vie des accusés, mais, quelquefois, après avoir pris l'argent, il prit aussi la tête.

A la vérité, il semble bien que l'élan primitif se modéra quelque peu, en province, plusieurs mois avant thermidor. Nombre de juridictions chômèrent, soit faute de victimes, soit devant les décrets des 27 germinal et 19 floréal : sept ou huit commissions et une vingtaine de tribunaux criminels seulement continuèrent de juger révolutionnairement, couronnés par la commission d'Orange, la dernière établie.

Cependant, la justice d'exception, à cette époque, ne fut point désarmée : ce qu'elle perdit à la suppression des commissions, elle le regagna au perfectionnement du Tribunal de Paris, que le décret du 22 prairial avait délivré des préliminaires, des témoins et des défenseurs. Ainsi put se maintenir sans faiblir le rythme général des exécutions, pour toute la République.

Au 9 thermidor, les juridictions de la Terreur avaient prononcé plus de 16.000 condamnations (63) à mort, dans les conditions qu'on a vues.

D'ailleurs, ROBESPIERRE et ses comparses, par leurs emportements, dépassèrent le but même qu'ayant « confisqué » la Terreur, ils lui avaient assigné.

Nous avons dit déjà que leur méthode avait consisté à transformer les instruments de défense nationale en engins de vengeance politique ; — il leur

(63) Berriat-St-Prix, *op. cit.*, t. I, 1^{re} édition, pp. 3 à 23.

eût fallu, pour asseoir définitivement leur autorité, revenir à la clémence après la disparition de leurs principaux adversaires. Mais la voie du sang est glissante : grisés par leurs excès, dépassés souvent par les haines locales et personnelles, ces hommes, ayant vidé les châteaux et les églises, s'attaquèrent au monde de la boutique et de l'atelier : de très petits commerçants, des artisans, des domestiques fournirent à FOUQUIER et à ses collègues de province les deux tiers de leurs clients. Les pères, frères, fils de ces humbles victimes souhaitaient — plus que les ci-devants eux-mêmes — la chute des hauts bourreaux. La réaction qui se préparait avait ses racines profondes dans la foule de la rue. Par une renverse qui le stupéfia, le gouvernement démagogique allait être balayé par le peuple.

TROISIÈME PARTIE

RÉACTION CONTRE LES EXCÈS

Pourtant, si les Parisiens, lassés des excès de la justice révolutionnaire, assistèrent avec joie à la chute de ROBESPIERRE et se lancèrent après thermidor dans le camp de la plus violente contre-révolution, ce ne fut pas entre les pavés du boulevard que jaillit l'étincelle qui devait mettre fin à la Terreur. En ces temps où toute lutte parlementaire se traduisait, pour le vaincu, par l'échafaud, la mort des Robespierristes fut l'effet très naturel d'un glissement vers la droite de la majorité des Conventionnels ; — disons plus exactement : ce fut la manifestation convulsive d'une majorité depuis fort longtemps formée, mais jusque-là tremblante et cachée. Nous étudierons, dans le chapitre premier de cette conclusion, les causes « juridiques » du 9 thermidor.

Notre chapitre second sera ensuite consacré aux effets de la réaction thermidorienne sur la justice révolutionnaire.

CHAPITRE PREMIER

LES CAUSES « JURIDIQUES » DU 9 THERMIDOR

Nous examinerons, en deux sections, le rôle de la prédominance — illégale — exercée par le Comité de salut public sur le Comité de sûreté générale ; puis l'influence — décisive — du décret du 22 prairial.

SECTION I

ROLE DE LA PRÉDOMINANCE EXERCÉE PAR LE COMITÉ DE SALUT PUBLIC SUR LE COMITÉ DE SÛRETÉ GÉNÉRALE

La création du bureau de police générale, auquel SAINT-JUST donnait tous ses soins, avait déplu au Comité de sûreté générale comme un attentat contre son autorité. Il sentit bien qu'après cette usurpation de ses fonctions, il serait facile aux amis de ROBESPIERRE de le supprimer ; aussi protesta-t-il maintes fois en réclamant la disparition du nouvel organisme. Obtint-il gain de cause avant le 9 thermidor ? Attaqués après la Terreur, les membres de l'ancien Comité de salut public donnèrent comme preuve de leur animosité contre ROBESPIERRE le refus qu'ils avaient opposé aux triumvirs d'approuver les opérations du bureau de surveillance administrative et de police générale : « ...Sur les réclamations du Comité de sûreté générale, dirent-ils, à la fin de messidor, le Comité de salut public délibéra de réunir le bureau de la police

générale tout entier avec ses papiers et ses commis au Comité de sûreté générale. Ce qui fut exécuté. » Trompés par les paroles de BILLAUD-VARENNES, certains historiens ont admis cette version (1). Dans cette hypothèse, on comprendrait assez mal les mobiles qui poussèrent VADIER et AMAR à courir les risques du 9 thermidor. Pourquoi eussent-ils lutté, s'ils avaient obtenu satisfaction ?

En vérité, les anciens amis de ROBESPIERRE avaient, après sa mort, grand besoin de se remémorer d'imaginaires actes de courage ! Il nous semble plus vraisemblable d'admettre que la suppression du bureau de police générale eut lieu seulement à la séance du 11 thermidor, où CAMBON proposa de réformer l'organisation du gouvernement en mettant chaque commission exécutive — douze commissions exécutives avaient été créées le 12 germinal an II (2) pour remplacer les ministres, et subordonnées au Comité de salut public — sous la surveillance d'un comité particulier de la Convention. « Ce qu'il y a de certain, dit CAMBON, c'est qu'insensiblement tous les comités de la Convention doivent se trouver sans occupation ou se trouver en concurrence avec le Comité de salut public. Nous trouvons la preuve de cette hypothèse dans la formation de la section de police générale que le tyran ROBESPIERRE organisa, dont il lançait des lettres de proscription qui contre-

(1) Cf. Mathiez, *La Révolution française*, t. III, p. 212, et Belloni, *op. cit.*, p. 211.

(2) Décret des 12-13 germinal an II (1-2 avril 1794). L., t. XVII, p. 564.

carraient les opérations du Comité de sûreté générale en enlevant des patriotes souvent chargés d'opérations importantes (3). » Cette politique d'arbitraire était plus consistante que jamais au début de thermidor, et ce sont ses répercussions qui, selon nous, poussèrent le Comité de sûreté générale, en le frustrant de ses droits légaux, à préparer la mort du tyran.

SECTION II

INFLUENCE DU DÉCRET DU 22 PRAIRIAL

Cette influence s'exerça en un double sens : d'une part, elle suscita le courage des députés menacés par la loi ; d'autre part, elle divisa les membres du Comité de salut public et aboutit à l'isolement des triumvirs.

§ 1

LA « PEUR RÉVOLTÉE » DES DÉPUTÉS MENACÉS PAR LA LOI

On se souvient qu'il y avait deux idées distinctes dans la loi du 22 prairial : une pensée ostensible dont l'objet était d'activer encore l'action meurtrière du Tribunal révolutionnaire ; et une pensée secrète, à laquelle la première servait d'enveloppe, et qui était de mettre à la discrétion de ROBESPIERRE la vie de tous ses adversaires, soit des Comités, soit de la Convention. Le texte était rédigé avec assez de ruse pour que son auteur pût espérer faire tomber aisément ses ennemis dans le piège ; mais les Conventionnels visés

(3) Nous empruntons cette argumentation à Mathiez qui, dans *Girondins et Montagnards*, pp. 156 et suiv., revient sur l'opinion présentée par sa *Révolution française*.

étaient sur leurs gardes. Guettés, ils guettaient. Rentrés chez eux après le premier vote, ils réfléchirent sur ce qu'ils avaient fait : ce n'est pas seulement le peuple qu'ils livraient sans garantie au Tribunal ; ils se livraient eux-mêmes. Et si la vie des autres leur était indifférente il n'en était pas de même de leur propre vie. C'est pourquoi le 23 prairial, ROBESPIERRE étant absent, on tenta de revenir par voie d'interprétation sur le texte voté. Après que BOURDON de l'Oise eût montré le danger, MERLIN de Douai proposa un texte qui fut adopté sur l'heure. « La Convention nationale, sur la proposition d'un membre tendant à ce qu'il soit décrété que, par le décret d'hier, concernant le Tribunal révolutionnaire, elle n'a pas entendu déroger aux lois qui défendent de traduire au Tribunal révolutionnaire aucun représentant du peuple sans qu'au préalable il ait été rendu contre lui un décret d'accusation ;

« Considérant que le droit exclusif de la représentation nationale de décréter ses membres d'accusation et de les faire mettre en jugement est un droit inaliénable ; décrète qu'il n'y a pas lieu à délibérer. » (4).

Mais, le lendemain, COUTHON et ROBESPIERRE s'élevèrent violemment contre cette attitude de l'assemblée. COUTHON dénonça l'injure faite au Comité de salut public... « car dire que la Convention n'a pas entendu déroger à un droit inaliénable de sa

(4) Wallon, *Hist. du trib. révolutionnaire de Paris*, t. IV, p. 101.

nature, c'est insinuer adroitement que le Comité a prétendu le lui faire aliéner... » ROBESPIERRE s'emporta en un discours vague et menaçant : « ...Oui, la Montagne est pure, elle est sublime et les intrigants ne sont pas de la Montagne. (Une voix : « Nommez-les ! »). Je les nommerai quand il le faudra... » Il insista sur les manœuvres de ces intrigants, sur leurs efforts pour inspirer à la Convention des défiances contre le Comité ; pour susciter contre lui l'opinion publique. « ...La patrie, conclut-il, ne court qu'un seul danger, et c'est à vous de l'en garantir... A l'égard des dangers qui ne regardent que nous, reposez-vous sur nous du soin de les braver. » Cela, c'était pour LECOINTRE, LEGENDRE, FRÉRON, TALLIEN, BARRAS, FOUCHÉ. Les opposants tremblants se turent. Une demi-heure après, la proposition de COUTHON, tendant à rapporter le considérant et à passer purement et simplement à l'ordre du jour sur toutes les motions du jour et de la veille, fut adoptée au milieu des plus vifs applaudissements (5).

Le soir même, ROBESPIERRE entra en campagne. La présence de FOUCHÉ aux Jacobins était un scandale qui avait trop duré. ROBESPIERRE vint l'y attaquer, FOUCHÉ n'était pas un orateur ; il se défendit mal, quitta la séance et ne reparut plus ; mais dans l'ombre il se mit à tendre ses rêts.

Les séances des 23 et 24 prairial devaient d'ailleurs laisser dans tous les cœurs des meurtrissures ineffaçables. Nombre de députés avaient clairement compris

(5) *Mon.* du 26 prairial, séance du 24.

qu'il leur fallait abattre ROBESPIERRE ou mourir. Ils eussent péri sans aucun doute, ne s'étant encore ni groupés, ni concertés, si le « grand homme » avait immédiatement exploité son succès.

Son hésitation les sauva, et le perdit.

§ 2

SCISSION DU COMITÉ DE SALUT PUBLIC

Il s'était peu à peu formé dans le sein du Comité de salut public des groupes assez tranchés pour se désigner entre eux par des dénominations distinctives : celle de « gens de haute main » avait été donnée à ROBESPIERRE et à SAINT-JUST, auxquels COUTHON s'était réuni par dévouement personnel pour ROBESPIERRE. Ceux-ci, à leur tour, appliquaient à COLLOT D'HERBOIS et à BILLAUD-VARENNES la qualification de « gens révolutionnaires », et dissimulaient à peine le mépris que leur inspiraient la férocité bassement sanguinaire et l'athéisme grossier de ces hommes. BARÈRE se serait volontiers réuni au premier groupe pour en partager la haute influence, mais le peu d'estime qu'on y montrait pour son caractère sans principes et son habileté cauteleuse l'avait rejeté vers les révolutionnaires, emportant au fond de son âme une haine profonde pour ROBESPIERRE et ses deux acolytes. En dehors de ces deux groupes politiques, CARNOT, Robert LINDET et PRIEUR de la Côte-d'Or signaient parfois avec d'autres de leurs collègues les arrêtés les plus meurtriers, sans d'ailleurs paraître attacher à cette signature une importance quelconque ; ils se don-

naient tout entiers aux soins purement administratifs de la guerre, des subsistances et des approvisionnements, ne se mêlant ni aux rivalités ni aux intrigues du Comité : c'étaient les « gens d'examen ». Des trois derniers membres du Comité, l'un, Hérault de SÉCHELLES, avait démissionné avant de partager le sort de DANTON et n'avait pas été remplacé ; les deux autres, Jean BON SAINT-ANDRÉ et PRIEUR de la Marne, n'avaient pas cessé d'être en mission dans les départements maritimes.

Le 23 prairial, à la nouvelle du premier revirement de la Convention, ROBESPIERRE vint se plaindre au Comité de salut public ; mais ses collègues COLLOT d'HERBOIS et BILLAUD-VARENNES, sentant bien que la loi de la veille était dirigée contre eux autant que contre les simples députés, soutinrent l'interprétation de l'Assemblée. Une altercation très vive s'ensuivit. Les cris furent tels que sur les terrasses des Tuileries, des promeneurs s'assemblèrent pour écouter et que le Comité monta à l'étage supérieur du pavillon de Flore pour se quereller en paix à l'écart des oreilles indiscrètes. « Tu veux pouvoir guillotiner la Convention nationale, rugissait BILLAUD. — Mensonge, ripostait ROBESPIERRE. Vous êtes tous témoins que je ne dis pas que je veux faire guillotiner la Convention nationale. J'ai parlé de ces factieux, de ces hommes impurs, de ces scélérats de Conventionnels envoyés en mission dans les départements. Ce sont ces quelques fripons, ces hommes dangereux et volontiers rebelles à notre autorité, qui sont mes ennemis. Toi, BILLAUD, tu fais cause commune avec eux... Ah ! je te connais

maintenant ! — Et moi aussi, je te connais ! », répliqua BILLAUD d'un air sombre. Les deux antagonistes se menaçaient du poing. On les sépara (6).

Une crise était imminente ; elle devint inévitable à la suite de diverses mesures dirigées contre ROBESPIERRE, à la fin de messidor, par la fraction du Comité qui lui était hostile : obligation imposée aux citoyens d'adresser leurs pétitions, demandes ou observations au Comité et non individuellement à ses membres (19 messidor an II - 7 juillet 1794) ; — expulsion de Paris de tous les clubistes des départements qu'HERMAN avait fait venir en prévision d'une émeute (7).

Ainsi, la jeune République effeuilla à son calendrier les premiers jours de thermidor an II dans une atmosphère d'orage. L'heure décisive approchait. ROBESPIERRE semblait conserver les avantages de la position : au Comité de salut public, il avait gardé l'influence directrice (8), — il tenait la police par ses espions au Comité de sûreté générale, et surtout par son bureau de surveillance administrative ; la Convention lui avait trop accordé déjà pour lui marchander encore quelques victimes ; aux Jacobins, dans la Commune et dans les sections, il se ralliait les plus enragés par l'application de plus en plus outrée de la loi du 22 prairial.

Mais il s'était fait des ennemis irréductibles de la majorité des membres des deux Comités, et ceux-ci avaient lié partie avec les députés les plus menacés

(6) Savine et Bournand, *Le 9 thermidor*, pp. 85 et suiv.

(7) Gros, *Le Comité de Salut public*, p. 113.

(8) Wallon, *Hist. du trib. révol. de Paris*, t. V, p. 188.

de la Convention, les FOUCHÉ, TALLIEN et autres, qui, depuis plus d'un mois, travaillaient habilement l'Assemblée (9).

Les historiens ont décrit la lutte du 9 thermidor, la mise hors la loi des triumvirs, le dénouement fatal. Notre but sera rempli si nous avons pu faire comprendre les causes et prévoir l'évolution de la crise.

(9) Savine et Bounand, *op. cit.*, pp. 87-88.

CHAPITRE II

LES EFFETS DE LA RÉACTION THERMIDORIENNE SUR LA JUSTICE RÉVOLUTIONNAIRE

L'effort des thermidoriens tendit d'abord à modifier les institutions organisées sous la Terreur ; on songea ensuite à punir les principaux responsables des excès de la justice révolutionnaire : ce sont les manifestations de cette double activité que nous allons successivement étudier.

SECTION I

MODIFICATION DES ORGANES DE LA JUSTICE TERRORISTE

Nous voulons parler de l'abaissement du Comité de salut public après la chute de ROBESPIERRE, puis des changements apportés au Tribunal révolutionnaire, à l'institution des représentants en mission, enfin aux sociétés populaires et aux comités révolutionnaires.

§ 1

ABAISSEMENT DU COMITÉ DE SALUT PUBLIC

Le triomphe de ROBESPIERRE aurait entraîné probablement la disparition du Comité de salut public ; sa défaite aboutit à peu près au même résultat : les thermidoriens en effet brisèrent la dictature du Comité ; ils en firent sortir les anciens membres et ils

les mirent en accusation, puis pour l'affaiblir, ils lui enlevèrent la plupart de ses attributions. Ces modifications débutèrent dès le 11 thermidor (29 juillet 1794) par le changement d'une partie du personnel : la Convention commença par décréter que tous ses comités seraient renouvelés par quart chaque mois, et que nul ne pourrait être réélu qu'un mois après sa sortie (1). Ensuite, on procéda par appel nominal à la nomination des membres qui devaient compléter le Comité de salut public en remplacement de ROBESPIERRE, COUTHON, SAINT-JUST, HÉRAULT DE SÉCHELLES, PRIEUR de la Marne et Jean BON SAINT-ANDRÉ (2). Sans égard pour la liste proposée par le Comité lui-même, l'Assemblée désigna LALOY, ESCHASSÉRIAUX, BRÉARD, THURIOT, TREILHARD, TALLIEN (3). BILLAUD-VARENNE, COLLOT D'HERBOIS, BARÈRE, CARNOT, PRIEUR de la Côte-d'Or et Robert LINDET continuèrent à faire partie du Comité pendant le premier mois ; les trois premiers, ainsi que TALLIEN, devaient être remplacés le 15 fructidor (1^{er} septembre) par DELMAS, COCHON, FOURCROY et MERLIN de Douai. Choix significatifs : les nouveaux venus appartenaient tous à la fraction modérée de la Montagne et surtout à l'élément dantoniste.

Puis, après le bouleversement du personnel vint la limitation des pouvoirs. Déjà, le 13 thermidor, la Convention avait abrogé le décret qui permettait aux deux Comités de salut public et de sûreté générale de

(1) Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 500.

(2) Ces deux derniers, qui étaient en mission à ce moment, furent sans doute considérés comme démissionnaires.

(3) Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 554.

mettre en état d'arrestation les représentants du peuple sans rapport préalable (4). Les bases de l'organisation nouvelle furent établies le 7 fructidor (25 août 1794) (5). Le décret du 7 fructidor fut, pour ainsi dire, la constitution politique provisoire de la période thermidorienne, comme le décret du 14 frimaire avait été la constitution politique provisoire de la période robespierriste. Il prescrivit la formation de seize comités qui se partageraient les attributions gouvernementales que la Convention exercerait par leur intermédiaire. Le morcellement de l'action gouvernementale était bien marqué par ce fait que chacun des comités prenait, pour les matières de sa compétence, des arrêtés exécutoires.

Le Comité de salut public avait la direction des affaires extérieures. « Il avait également sous sa surveillance... tout ce qui intéressait la défense du pays. » Il pouvait faire arrêter seul les agents militaires qu'il surveillait, ou les mettre en liberté, pourvu que la délibération fût prise au nombre de sept membres au moins ; mais il ne pouvait les traduire au Tribunal révolutionnaire que par délibération prise en commun avec le Comité de sûreté générale.

Ce dernier se voyait restituer l'autorité dont l'avait dépouillé son prestigieux rival. Il obtenait, sans partage, la police générale de la République, le droit de décerner des mandats d'amener ou d'arrêt, le droit de mettre en liberté les personnes incarcérées, la dispo-

(4) Collection de Beaudouin, t. XLV, p. 102.

(5) Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 311.

sition de 300.000 livres de fonds secrets. « Il avait particulièrement et immédiatement la police de Paris, et il pouvait requérir la force armée pour l'exécution de ses arrêtés. » Le renouvellement du 14 thermidor l'avait constitué de : VADIER, AMAR, VOULLAND, LEGENDRE, MOYSE BAYLE, BARBEAU-DUBARRAN, LOUIS, E. LACOSTE, BERNARD (de Saintes), MERLIN (de Thionville), GOUPILLEAU, André DUMONT (6).

§ 2

CHANGEMENTS APPORTÉS A UN CERTAIN NOMBRE D'INSTITUTIONS

a) *Le Tribunal révolutionnaire de Paris*

La Convention, en renversant ROBESPIERRE, avait eu pour but immédiat beaucoup moins la destruction du régime de la Terreur que sa sauvegarde propre. Autrement, n'eût-elle pas dû aussitôt abolir la loi terroriste par excellence, celle du 22 prairial ? Or, elle attendit quatre jours pour le faire, et quand, le 14 thermidor, LECOINTRE demanda le rapport de cette loi, il ne se produisit point de mouvement unanime en faveur de sa motion. MERLIN DE DOUAI fit des objections, et il y eut un débat assez long. Pourtant, LECOINTRE finit par l'emporter et la loi fut rapportée (7).

Mais tout le monde entendait maintenir le Tribunal révolutionnaire. Le 10 thermidor, il avait envoyé à la mort ROBESPIERRE et vingt et un de ses amis ; le 11,

(6) Belloni, *Le Comité de Sûreté générale*, p. 93.

(7) Aulard, *Hist. politique de la Révolution française*, p. 519.

soixante-dix membres de la Commune. Ce jour-là, la suspension en fut décrétée, mais BILLAUD-VARENNES obtint l'ajournement du décret de suspension jusqu'au lendemain, en vue d'une dernière fournée (8). Ensuite, ce fut la trêve (9). Pourquoi ? Parce qu'on avait honte de ce tribunal de sang ? Non : parce qu'il comptait des robespierristes parmi ses membres. C'est ce que dit BARÈRE dans son rapport du 11 thermidor : « Je n'aurais pas rempli entièrement le devoir qui m'a été imposé par le Comité, si je ne vous parlais du Tribunal révolutionnaire, de cette institution salubre qui détruit les ennemis de la République et purge le sol de la liberté ; il pèse aux aristocrates ; il nuit aux ambitieux ; il déblaie (*sic*) les intrigants et frappe les contre-révolutionnaires ; il anéantit les espérances de la tyrannie. Il faut donc un grand respect pour cette institution ; mais les hommes qui le composent ont dû attirer les plaintes et les regards de la Convention nationale. Il a compté parmi vos devoirs celui de reviser la formation de ce Tribunal, mais avec cette sagesse qui perfectionne sans affaiblir, et qui récompense sans détruire. Loin de nous des motions inconsidérées, quoique inspirées par des motifs bien utiles ; elles sont propres à réveiller les complots des méchants ou les projets sinistres des conspirateurs (10). »

En conséquence, la Convention nomma, le 23 ther-

(8) Wallon, *Hist. du trib. révol. de Paris*, t. V, pp. 252, 259 et suiv.

(9) Les commissions populaires, qui avaient été les pourvoyeuses du Tribunal, ne furent pas formellement supprimées, mais dès le 10 thermidor un décret chargea les Comités de salut public et de sûreté générale de les épurer, et elles disparurent en fait.

(10) Aulard, *op. cit.*, p. 520.

midor (10 août) de nouveaux juges et jurés, et décréta qu'ils suivraient les lois rendues pour le Tribunal antérieurement à celle du 22 prairial. Le principe de la Terreur survivait donc au 9 thermidor, et après une suspension passagère le Tribunal repurut, allégé sans doute de la loi du 22 prairial, mais rétabli dans son ancienne organisation et gardant plusieurs de ses anciens membres auprès des hommes nouveaux qu'on y avait fait entrer.

Le président était DOBSENT, ancien juge au Tribunal révolutionnaire : le fait d'en être sorti au 22 prairial le rendait possible. Au-dessous de lui, on trouvait de l'ancien Tribunal : parmi les vice-présidents, BRAVET, ancien juge du Tribunal; DELIÈGE, qui avait rempli les mêmes fonctions depuis l'origine, et qu'un décret de la Convention, dès le 10 thermidor, avait nommé président de la deuxième section, en remplacement de COFFINHAL ; parmi les juges, DENIZOT, HARDOIN, MAIRE. Dans le parquet, LEBLOIS, accusateur public près le tribunal criminel des Deux-Sèvres, remplaçait FOUQUIER-TINVILLE, et les substituts étaient tous hommes nouveaux. FABRICIUS (PÂRIS), écarté depuis la mort de DANTON, son ami, avait repris sa place au greffe. Parmi les jurés, on ne retrouvait d'anciens que SAMBAT, TOPINO-LEBRUN et PRESSELIN. Un autre juré, MEYÈRE, était devenu juge ; et un juge, PAILLET, juré (11).

Les réclamations du public contre CARRIER, lors du procès du comité révolutionnaire de Nantes, amenèrent la Convention à déterminer les conditions dans

(11) Wallon, *op. cit.*, t. V, pp. 273 et suiv.

lesquelles seraient jugés ceux de ses membres incriminés en raison de leur rôle sous la Terreur. Ce fut l'œuvre du décret du 8 brumaire (29 octobre 1794) dont voici la substance :

« Toute dénonciation contre un représentant du peuple sera portée aux trois Comités réunis de salut public, de sûreté générale et de législation ;

« Sur la déclaration sommaire des Comités qu'il y a lieu à suivre, une commission de vingt et un membres de la Convention sera nommée par tirage au sort pour faire un rapport sur les faits compris dans la dénonciation et admis à l'examen.

« Avant de présenter son rapport, la commission entendra le prévenu.

« Quand le rapport tendra au décret d'accusation, la Convention nationale décidera qu'il y a lieu à l'arrestation provisoire.

« Le rapport et les pièces seront imprimés et distribués, et la discussion ne pourra s'ouvrir que trois jours après la distribution.

« Le prévenu sera présent à la discussion et y sera entendu.

« Si la Convention, procédant par appel nominal, décrète qu'il y a lieu à accusation, la commission présentera le lendemain l'acte d'accusation qui contiendra les faits articulés et précisés sur lesquels le prévenu aura été entendu.

« Le Tribunal ne pourra informer et juger que sur les faits compris dans l'acte d'accusation (12). »

(12) Séance du 8 brumaire, *Mon.* du 11.

Ce texte donnait sécurité aux représentants dénoncés, sans entraver le cours de la justice.

CARRIER, nous le verrons, en reçut la première application. Or, parmi ses complices, quelques-uns — et des plus odieux, — mis en jugement en même temps que lui, furent acquittés. Cette sentence souleva dans Paris une indignation très vive : le supplice d'un seul homme n'était pas une satisfaction suffisante pour l'opinion publique, si ses amis étaient renvoyés libres. La Convention décréta, le 28 frimaire, le renouvellement du Tribunal (13) ; elle dissipait ainsi les dernières illusions des terroristes sur les conséquences forcées du 9 thermidor. Tout particulièrement, le rapport de MERLIN de Douai sur le projet de remaniement présenté le 8 nivôse (28 décembre 1794) aux délibérations de l'assemblée montrait très nettement que les Comités, tout renouvelés qu'ils fussent eux-mêmes, n'entendaient pas désarmer. Au fond, c'était toujours la loi du 10 mars, dégagée des additions de la loi du 22 prairial ; c'était une mesure qui remaniait dans son personnel, bien plus que dans ses assises, le Tribunal révolutionnaire du premier jour. Seulement, deux choses essentielles étaient nouvelles, en fait, sinon en droit, et MERLIN les signalait, en terminant, comme deux importantes réformes : « Nous nous sommes cependant permis d'y ajouter une disposition qui tend à faire renouveler les juges en même temps que les jurés, et à faire porter ce renouvellement sur l'intégralité des

(13) Wallon, *op. cit.*, t. VI, pp. 51 et suiv.

uns et des autres (14). » Ces deux points avaient bien toute l'importance que le rapporteur leur attribuait. Les jurés, appelés de tous les points du territoire et renouvelés tous les trois mois, devaient apporter au Tribunal l'expression de l'opinion du pays, dont ils ne cessaient d'être justiciables eux-mêmes, et les juges, pris parmi les magistrats des différents départements, ne pouvaient plus être les instruments d'un parti ; c'était pour eux une délégation temporaire à la suite de laquelle ils rentraient, de plein droit, dans leurs fonctions. Les autres modifications étaient secondaires : restrictions au pouvoir discrétionnaire de l'accusateur public pour mettre un prévenu en jugement ; développement du droit de défense de l'accusé ; suppression de la mise hors des débats ; abolition de la pratique inouïe qui, pour abrégé, réunissait dans un même jugement des accusés du nord et du midi qui ne s'étaient jamais connus. La loi fut votée le 8 nivôse comme elle avait été proposée ; et la liste des juges et des jurés, dressée en vertu du décret du 28 frimaire, fut arrêtée après une légère discussion le 13 nivôse (2 janvier 1795) (15).

Encore quelques procès retentissants, et les esprits se calmèrent, le temps des hécatombes s'effaça. Le 17 germinal an III (7 avril 1795), sur la proposition de FRÉRON, la peine de mort fut abolie en matière politique, « excepté pour les crimes d'émigration, d'intelligence criminelle et prouvée avec l'étranger, la fabrication de faux assignats, trahison militaire et

(14) Rapport de Merlin, séance du 8 nivôse, *Mon.* du 14 (3 janvier 1795).

(15) *Mon.* du 16 nivôse (5 janvier 1795).

provocation à la royauté » (art. 1^{er}). La déportation y était substituée (art. 2), et la compétence du Tribunal révolutionnaire était restreinte aux délits portés en l'article premier (art. 3). Les autres infractions révolutionnaires devaient être désormais jugées par les tribunaux criminels des départements respectifs où se trouveraient les accusés (art. 4) (16).

Le Tribunal ainsi affaibli jugea encore ses anciens membres, les hommes de la belle époque, puis ce fut la fin. Le 12 prairial (31 mai 1795), PORCHER, après avoir rappelé l'origine de l'institution, non pour l'excuser — on n'en était plus là, — mais pour la flétrir, proposa la suppression dans un projet qui fut adopté en ces termes :

« ART. 1^{er}. — Le Tribunal criminel extraordinaire, « créé par la loi du 10 mars 1793, est supprimé.

« ART. 2. — Les délits dont la connaissance était « attribuée au Tribunal révolutionnaire seront jugés « par le tribunal criminel du département où ils ont « été commis.

« ART. 3. — Les tribunaux se conformeront pour « l'instruction de ces sortes de délits, à la loi du « 16 septembre 1791... » (17).

b) *Les représentants en mission*

L'institution des représentants en mission dans les départements était déjà en décadence au moment de

(16) Séance du 17 germ. an III (7 avril 1795), *Mon.* du 20.

(17) *Mon.* du 16 prairial an III.

la chute de ROBESPIERRE, en ce sens que, depuis l'installation des agents nationaux, le Comité de salut public avait renoncé peu à peu à faire administrer la France par des Conventionnels : il avait rappelé plusieurs de ces préfets ambulants, et n'en envoyait plus que pour des objets spéciaux. Mais les représentants auprès des armées étaient toujours aussi nombreux et exerçaient les mêmes pouvoirs ; beaucoup étaient en mission depuis fort longtemps.

Victorieuse, la Convention décréta d'abord (26 thermidor an II - 13 août 1794) que les missions des représentants ne pourraient durer plus de six mois près les armées, ni plus de trois mois près les départements, ce qui amena, sans qu'il y eût besoin d'un décret nominatif, le rappel de la plupart d'entre eux (18). Puis, le 12 fructidor suivant (30 août 1794), elle décréta le rappel de tous les représentants dans les départements (19), et, toujours préoccupée d'empêcher le rétablissement d'une prépondérance personnelle quelconque, elle décida que les représentants rappelés ne pourraient être envoyés en mission qu'après trois mois (20).

Dans le même temps, elle envoyait aux armées par petits groupes, des représentants munis d'abord de la même autorité que précédemment, — un décret du 18 floréal an III (7 mai 1795) devant restreindre ultérieurement leurs pouvoirs quant aux nominations aux emplois militaires — ; plus exceptionnellement,

(18) Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 77.

(19) *Ibid.*, p. 404.

(20) *Ibid.*

elle envoyait des représentants dans les départements, surtout pour sévir contre les terroristes.

Il convient de noter que dans ces divers cas, ce n'était plus le Comité de salut public, mais la Convention elle-même, qui désignait les représentants; le Comité était seulement autorisé à donner, dans les circonstances urgentes, une mission particulière, à un ou deux de ses membres (14 floréal an III - 3 mai 1795).

En somme, — aucune de ces modifications n'étant essentielle, — l'institution des représentants en mission restait dans les mains de la Convention nationale à peu près la même qu'elle était avant le 9 thermidor.

*c) Les sociétés populaires
et les comités révolutionnaires*

Le 25 vendémiaire an III (16 octobre 1794), la Convention porta un coup mortel à l'influence des sociétés populaires en interdisant, comme subversives du gouvernement et contraires à l'unité de la République, toutes affiliations, agrégations, fédérations, ainsi que toutes correspondances en nom collectif entre sociétés (21). Les Comités de salut public, de sûreté générale, militaire, et de législation réunis (22) firent alors fermer la salle de la société mère (les Jacobins de Paris), dans la nuit du 21 au 22 brumaire (11-12 novembre), et l'Assemblée consacra cette mesure en décrétant (22 brumaire) (23) que « les séances de la

(21) *Mon.* du 26 vendémiaire an III (17 oct. 1794).

(22) Aulard, *Recueil*, t. XVIII, p. 69.

(23) *Mon.* du 24.

société des Jacobins de Paris étaient suspendues. » Le club des Jacobins avait vécu.

Plusieurs sociétés populaires de province disparurent alors soit d'elles-mêmes, soit par arrêtés des représentants en mission. Celles qui survécurent ne menèrent pour la plupart qu'une vie insignifiante, et le 6 fructidor an III (24 août 1794), MAILHE les acheva en faisant décréter « que toute assemblée connue sous le nom de club ou de société populaire était dissoute, qu'en conséquence les salles où lesdites assemblées tenaient leurs séances seraient fermées sur-le-champ, et leurs clefs déposées, ainsi que les registres et papiers, dans le secrétariat des maisons communes... » (24).

L'autre organe du mouvement révolutionnaire communal, les comités révolutionnaires, dont nous avons retracé les brutalités et les maladresses, survécut au 9 thermidor, mais avec des modifications presque immédiates. C'étaient surtout les comités des villages et des petites villes qui avaient paru tyranniques : la Convention les supprima le 7 fructidor an II (25 août 1794) (25). Elle décréta qu'il n'y aurait plus qu'un comité révolutionnaire par district et qu'il n'y en aurait que 12 à Paris, au lieu de 48. Ils seraient renouvelés par moitié tous les trois mois, et les membres sortants ne seraient rééligibles qu'après un intervalle de trois mois. Ils seraient nommés par les représentants en mission ou, à leur défaut, par le Comité de sûreté générale. Les mandats d'arrêt émanant d'eux devraient être signés de sept membres

(24) *Mon.* des 10 et 11 fructidor.

(25) Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 311.

au moins. Ils devraient envoyer dans les vingt-quatre heures au Comité de sûreté générale le dossier des individus arrêtés. En résumé, il n'y en aurait plus que quelques centaines en France, et ils ne pourraient plus se permettre ces actes d'arbitraire qui les avaient tant fait haïr²⁶ et redouter.

Le 1^{er} ventôse an III (19 février 1795), la Convention en réduisit encore le nombre : il n'y en aurait plus que dans les communes d'au moins 50.000 habitants (26).

Ils perdirent enfin leur nom de comités révolutionnaires par le décret du 24 prairial suivant (12 mai 1795), qui portait qu'aucune autorité constituée ne pourrait prendre le nom de révolutionnaire. Ils subsistèrent pourtant jusqu'à la fin de la Convention, mais avec une activité très réduite, et leurs membres furent violemment persécutés par l'opinion dominante (27).

SECTION II

LE PROCÈS DES PRINCIPAUX RESPONSABLES DE LA JUSTICE RÉVOLUTIONNAIRE

Nous ne parlerons dans cette section ni de ROBESPIERRE, ni de ses amis, députés et autres, qui alimentèrent les fournées des 10, 11 et 12 thermidor. Ils avaient été mis hors la loi par un décret du 9, et par conséquent furent exécutés sur simple constatation de leur identité, sans débats.

(26) *Mon.* du 4 ventôse (22 février 1795).

(27) Aulard, *Hist. politique de la Révolution française*, pp. 516-518.

La réaction thermidorienne ne se contenta pas de ces quelques victimes ; elle s'attaqua ensuite à ceux qui avaient été soit les pairs soit les instruments dociles et parfois fanatiques des précédents : membres restants des Comités robespierristes, représentants en mission, accusateurs publics, juges et jurés du Tribunal révolutionnaire. Tous ces hommes eurent ce qu'ils n'avaient pas accordé à leurs adversaires lors de leur toute-puissance : le droit de se défendre ; et les débats qui précédèrent leur condamnation jetèrent maintes révélations sur leur conduite. Nous voudrions, en trois paragraphes, décrire les différents procès de ces tyrans déchus.

a) *Poursuite contre un certain nombre de membres des Comités robespierristes*

Les deux Comités de salut public et de sûreté générale s'étaient unis pour perdre ROBESPIERRE. Mais, dans le Comité de salut public, il y avait trois membres qui, avec les triumvirs, avaient principalement concouru à la Terreur : BILLAUD-VARENNE, BARÈRE et COLLOT D'HERBOIS ; dans le Comité de sûreté générale, il y en avait quatre : VADIER, VOULLAND, AMAR et DAVID. Ce sont ces sept que LECOINTRE prit à partie et qu'il voulut faire envoyer à leur tour au Tribunal révolutionnaire en les accusant devant la Convention, dans les séances des 12 et 13 fructidor (29 et 30 août 1794). Il articulait contre eux vingt-six griefs, qu'il se faisait fort d'établir par pièces authentiques et par témoins : les emprisonnements

arbitraires, les menaces suspendues sur les représentants du peuple, la perpétuité des membres du Comité de salut public dans leurs fonctions, la Convention rendue muette, les lois favorables à la liberté rapportées, des pouvoirs donnés en blanc à des agents méprisables, comme HÉRON, la France couverte de prisons, de milliers de bastilles où gémissaient plus de cent mille citoyens, la loi du 22 prairial votée d'urgence, et les instructions de la commission d'Orange prouvant la complicité du Comité tout entier dans ce système abominable ; puis, comme faits particuliers, plusieurs des incidents fameux du Tribunal révolutionnaire de Paris, la voix de DANTON et de ses co-accusés étouffée, la pression exercée sur les jurés qui les condamnèrent, les jugements de cinquante et de soixante personnes à la fois, pour des délits divers (les amalgames), et tout le manège de la conspiration des prisons.

Voilà, en somme, les points de cette volumineuse accusation.

En réalité cette affaire ne touchait pas seulement sept membres, c'était le procès des Comités, le procès de la Convention : car y avait-il un seul de ces griefs qu'on ne pût articuler contre l'Assemblée ? CAMBON le dit, THURIOT le répéta et les accusations de LECOINTRE furent repoussées comme calomnieuses. Trop de représentants étaient intéressés à ce que l'on ne scrutât pas leur passé de la même sorte, et les sept avaient encore trop de puissance. Mais ils avaient cessé d'être revêtus d'un caractère sacré : différée, leur perte était désormais inéluctable. A maintes

reprises, dans les mois qui suivirent (28), ils eurent à lutter, harcelés par une meute chaque fois plus nombreuse et d'autant plus déchaînée qu'elle sentait l'hallali plus proche. L'attaque décisive eut lieu le 6 nivôse (26 décembre 1794). Ce jour-là, CLAUDEL fit décréter que les trois comités de gouvernement feraient un rapport sur l'affaire des membres des anciens Comités.

Le 7, en effet, MERLIN de Douai apporta des conclusions qui déchargeaient AMAR, VOULLAND et DAVID, et proposaient de nommer, conformément à la loi du 8 brumaire précédent (27 octobre), une commission de vingt-et-un membres pour faire son rapport sur les faits imputés aux quatre autres : BILLAUD-VARENNES, COLLOT D'HERBOIS, BARÈRE et VADIER. Ces quatre étaient assurément, après ceux qui avaient péri, les hommes les plus directement responsables du régime de la Terreur. Le renvoi à la commission des vingt-et-un fut décrété (29). Le 12 ventôse (2 mars 1795), SALADIN, rapporteur de la commission, donna lecture de son rapport, concluant à la mise en accusation, au milieu des applaudissements. Sur la proposition de LEGENDRE, les prévenus furent mis en arrestation chez eux (30).

Les inculpés, depuis la révolution de thermidor, avaient été assez souvent mis en cause pour avoir eu le temps de préparer leurs moyens de défense. Ils relevèrent les différents griefs articulés par SALADIN,

(28) Gros, *Le Comité de salut public*, pp. 128 et suiv.

(29)) *Mon.* du 9 nivôse (29 déc. 1794).

(30) *Mon.* du 14 (4 mars 1795).

s'attachant à prouver qu'ils n'avaient pas eu part à la dictature de ROBESPIERRE ; qu'ils avaient au contraire et dès longtemps — ceci n'est bien établi que pour la veille du 9 thermidor — conspiré pour la détruire ; que d'ailleurs, dans ce qu'ils avaient fait, ils étaient d'accord avec les autres membres non inculpés des Comités et la Convention elle-même. Puis, jetant les yeux sur la province, ils demandèrent s'il n'y avait rien à redire concernant la conduite de plusieurs de ceux qui étaient à la tête du parti de leurs accusateurs, de FRÉRON à Toulon, de TALLIEN à Bordeaux.....

Mais les circonstances étaient peu favorables aux prévenus. L'abolition de la loi du maximum avait fait tomber les assignats, et cette crise jetait le peuple dans une profonde misère, contrastant avec le luxe étalé, désormais sans péril, dans les salons de la société thermidorienne ; les faubourgs commençaient à mal supporter les manifestations publiques de la jeunesse dorée de FRÉRON. Une émeute triomphante eût été pour les inculpés le salut. L'émeute échoua — 12 germinal - 1^{er} avril — et entraîna leur perte, — non leur mort pourtant, ni leur renvoi au Tribunal révolutionnaire. La Convention renonça au procès, et les jugeant elle-même, les frappa, sur la proposition d'André DUMONT, un de leurs anciens séides, de la peine de la déportation, dans la nuit du 12 au 13 germinal (1^{er} - 2 avril 1795) (31).

Au cours de cette fameuse nuit, GARNIER (de

(31) Vadier avait été oublié par A. Dumont. Il fut joint aux autres par un second décret.

l'Aube) était allé jusqu'à demander l'arrestation de tous les membres des anciennes Comités de gouvernement. On avait passé à l'ordre du jour. Le lendemain, CAMBON n'en fut pas moins chassé du comité des finances, et, le 9 prairial (28 mai), LARIVIÈRE reprit la proposition de GARNIER. THURIOT était en fuite. Robert LINDET et Jean BON-SAINT-ANDRÉ furent décrétés d'arrestation. CARNOT se défendit avec énergie. Jamais, dans ses différentes missions, il n'avait fait périr personne. Quant aux signatures, il les avait « *données de confiance* : il lui était impossible d'examiner toutes les pièces qu'on lui présentait à signer. » Ainsi, même quand il signait les instructions à la commission d'Orange, même quand il signait la liste des quarante-neuf détenus des Carmes, envoyés, sous l'odieux prétexte de conspiration des prisons, au Tribunal révolutionnaire, il n'y regardait pas ! C'est alors qu'un autre Conventionnel s'écria, parlant de CARNOT : « Il a organisé la victoire. »

« Ce mot fut sa sauvegarde devant la Convention ; qu'il protège sa mémoire devant la postérité ! (32) »

b) *Procès de l'accusateur public
et de divers juges et jurés du Tribunal révolutionnaire*

Le 9 thermidor, le président DUMAS avait été mis hors la loi. Il fut compris dans la fournée du 10, et envoyé à la mort par ses anciens subordonnés (33).

(32) Wallon, *Les représentants du peuple en mission*, t. V, p. 236.

(33) Campardon, *Hist. du trib. révol.*, t. II, p. 209.

COFFINHAL, vice-président, mis lui aussi hors la loi, réussit pendant quelques jours à se soustraire aux poursuites, et ne fut pris qu'après le 12 thermidor. A ce moment, la suspension du Tribunal révolutionnaire lui évita d'y comparaître comme accusé après y avoir siégé si longtemps comme juge. Toutefois il ne s'agissait, comme pour les autres, que de constater son identité. Mais à qui l'adresser ? On l'envoya au tribunal criminel de Paris ; et, comme ce tribunal exprimait des doutes sur sa propre compétence, un décret rendu sur la proposition de DUBOIS-CRANCÉ l'autorisa, vu la suspension du Tribunal révolutionnaire, à prononcer l'application de la loi tant contre COFFINHAL que contre tous ceux qui seraient dans une situation identique (34). Le jour même, COFFINHAL, son identité constatée, fut livré à l'exécuteur des arrêts criminels.

Il précédait de quelques mois beaucoup de ses anciens collègues. Au moment où le décret du 28 frimaire an II (18 décembre 1794) fut signifié au Tribunal révolutionnaire du 23 thermidor dont il ordonnait le renouvellement, FOUQUIER-TINVILLE occupait le « fauteuil » — le fauteuil d'accusé. Son jugement, longuement instruit, venait de commencer. Le dernier acte du président en exercice fut de le renvoyer dans sa prison. Il n'y attendit pas longtemps. Le procès fut repris dès la mise en activité du Tribunal du 8 nivôse (28 décembre 1794), mais dans des proportions singulièrement élargies. Les pour-

(34) Séance du 18 thermidor, *Mon.* du 19 (6 août 1794).

suites, limitées d'abord à l'accusateur public, s'étaient maintenant aux juges et aux jurés du Tribunal : c'était en quelque sorte le procès du Tribunal révolutionnaire lui-même.

Un exposé succinct des débats nous permettra d'embrasser d'un coup d'œil, une dernière fois, les horizons de cette juridiction.

Le nouvel accusateur public, JUDICIS, s'était demandé un instant s'il pouvait user de l'acte d'accusation légalement produit par son prédécesseur LEBLOIS. Il s'y résolut, et l'acte rédigé par LEBLOIS devint la base de l'accusation contre le principal accusé (35).

On y signalait la réunion en un seul procès d'accusés de toute condition, de toute provenance, qui ne s'étaient jamais vus ni connus (1) ; une telle hâte que la remise de l'acte d'accusation, le jugement, la condamnation et l'exécution avaient lieu dans la même journée (2) ; et les irrégularités de toutes sortes qui s'accumulaient dans des procès conduits avec tant de précipitation : des jugements suivis d'exécution sans acte d'accusation ni aucune forme (3) ; des exécutions sans jugements véritables (4) ; des substitutions de personnes, en telle sorte qu'un homme qui n'avait été ni accusé ni condamné avait péri, et que celui qui avait été condamné était

(35) Acte d'accusation rédigé par Leblois, 26 frimaire, *Procès Fouquier*, n° 1, pp. 1-6.

(Tous les chiffres entre parenthèses qui suivent cette note ne renvoient pas à de nouvelles notes, mais correspondent aux différents chefs de l'acte d'accusation.)

péri, et que celui qui avait été condamné était vivant (5) ; la guillotine dressée à l'avance, les charrettes commandées et les jugements signés avant la comparution des accusés (6) ; de prétendus jugements qui sont restés en blanc, comprenant dans le préambule un grand nombre d'accusés qui ont été exécutés, mais contre lesquels nulle formule de condamnation n'est écrite (7) ; des accusés contre lesquels il n'y avait aucun témoin, retenus aux débats et expédiés avec les autres (8) ; un citoyen (le comte DE FLEURY) qui avait écrit pour réclamer sa liberté, mis en jugement comme étant pressé et pour le satisfaire, puis envoyé à l'échafaud, revêtu de la chemise rouge avec des assassins, quoique étranger à tout assassinat (9) ; une personne étant appelée au Tribunal, et plusieurs se trouvant de même nom dans la même prison, ordre de les amener toutes : « qu'elles y passeraient » ; ordre suivi de leur jugement et de leur exécution, bien qu'il n'y eût d'accusation que contre une seule (10) ; deux détenus ayant exprimé de la compassion pour des condamnés, mis en jugement pour cela même et exécutés dès le lendemain (11).

Ajoutez les manœuvres de toute sorte pour amener les condamnations : choix des juges et des jurés, remaniement des listes, entrée de l'accusateur public dans les salles de délibération pour agir sur les résolutions du jury (12) ; influence exercée par l'accusateur public sur les témoins avant et pendant les débats, non sans les menacer si les dépositions trompaient son attente (13) ; partialité en matière de dénoncia-

tions, aux dépens des patriotes (14) ; despotisme à l'égard des agents du Tribunal et des secrétaires du parquet, obligés de dresser des actes d'accusation sur des pièces qui ne révélaient aucun délit (15) ; la puissance redoutable de l'accusateur public mise au service des inimitiés particulières (16) ; opposition à ce qu'il fût statué sur des récusations légales ; obstacle à la défense ; mise en jugement des accusés sans défenseurs (17) ; nul compte tenu des pièces à décharge : des paquets où il y en avait à l'adresse de FOUQUIER-TINVILLE ont été trouvés encore cachetés dans son cabinet (18).

L'accusation relevait encore divers actes de dureté ou d'indélicatesse à la charge de l'ancien accusateur public : des sommes à lui envoyées pour être remises à des accusés, retenues, et l'ordre du Tribunal de leur distribuer sur cet argent 50 livres par décade, éludé (19) ; d'autres valeurs, reçues comme en dépôt, bien que le greffier eût seul caractère pour les recevoir, et disparues en partie sans qu'on n'en retrouve la moindre trace (20).

Enfin tout ce qui se rattachait à la prétendue conspiration des prisons.

C'est à FOUQUIER que l'on impute et l'idée de la conspiration des prisons et l'initiative de la loi du 22 prairial (on peut lui trouver d'autres auteurs) (21) ; c'est lui qui, fort de cette loi, va dans les prisons, suscite les délateurs et les faiseurs de listes (22) ; qui provoque en outre les dénonciations particulières, et parfois les rédige, ne laissant à ses hommes que le soin

de les signer (23) ; qui accoste les témoins dans les prisons, les endoctrine : un d'eux, qui en avait révélé quelque chose, fut mis en jugement sur quelque prétexte et condamné (24).

Un dernier grief : la fureur de FOUQUIER-TINVILLE lorsqu'un accusé était acquitté ; son opposition aux ordonnances de mise en liberté.

L'acte d'accusation, n'eût pas été complet, s'il n'eût rattaché FOUQUIER-TINVILLE à la grande conspiration de ceux, dont il avait été le principal agent au Tribunal, ROBESPIERRE et les hommes renversés le 9 thermidor. Il signale son intimité avec eux, leurs conférences secrètes. Enfin, dans un dernier paragraphe (25), il relève les traits qui caractérisent l'homme féroce dans l'implacable accusateur : la joie qu'il prenait aux condamnations ; le plaisir qu'il avait à réunir le plus grand nombre d'accusés dans une même fournée ; son ironie à l'égard des condamnés ; sa fureur, ses menaces, même envers les jurés et les juges, quand il voyait sa proie lui échapper, et comment il se complaisait aux exécutions, en commandant à l'avance tous les apprêts du supplice.

Cet acte portait la date du 25 frimaire ; il était suivi de la mise en accusation datée du 26, et c'est le 28 on l'a vu, au moment où le procès allait commencer, que le Tribunal avait été modifié dans sa composition.

Dans le temps qui s'écoula jusqu'à ce que l'affaire fût venue devant le nouveau Tribunal — et l'intervalle ne fut pas de moins de trois mois — FOUQUIER-TINVILLE avait eu le loisir de pourvoir à sa défense en publiant

successivement deux mémoires. Le nouvel accusateur public, JUDICIS, avait ces mémoires entre les mains, quand il reprit l'acte d'accusation rédigé par son prédécesseur en y ajoutant certains compléments (36).

Dans une dernière pièce en effet, loin de rien retrancher des griefs antérieurement allégués, il ajoutait plusieurs faits qui avaient été, ou révélés, ou mieux mis en lumière par suite de l'instruction :

1° Des actes d'accusations remplis de ratures, renvois ou interlignes sans approbation ; d'autres présentés en blanc ; d'autres où les noms des accusés avaient été écrits postérieurement d'une autre main et d'une autre encre ; où des noms avaient été soit ajoutés en interligne ou en marge, soit rayés et effacés sans approbation ;

2° Le nom d'un accusé condamné à mort et exécuté un mois auparavant remis dans un acte comme s'il était encore à juger : preuve qu'on dressait souvent des listes sans voir les accusés ;

3° La réquisition de porter à l'échafaud le cadavre d'un condamné qui s'était tué après sa condamnation (le girondin VALAZÉ) ;

4° L'exécution immédiate requise contre des femmes qui se disaient enceintes, alors que des médecins déclaraient que l'on ne pouvait pas encore constater si le fait était vrai ou faux.

En outre, le nouvel acte d'accusation concernait

(36) *Procès Fouquier*, n° 1, pp. 6-16.

plus spécialement les juges, substituts et jurés de l'ancien Tribunal.

Pour les juges :

1° Au premier chef la monstrueuse irrégularité des jugements signés en blanc : ces « jugements, dit l'accusation, datés et signés, donnent lieu de croire qu'ils étaient préparés avant l'audience et qu'on ne faisait paraître les prévenus que pour la forme » ;

2° La parole refusée aux accusés sous prétexte que ce n'était pas le moment, et le moment ne revenait pas ; l'exécution immédiate ordonnée contre des femmes qui se disaient enceintes (grief déjà reproché à l'accusateur public), alors que les médecins déclaraient que le temps n'était pas encore venu de se prononcer ; l'acte d'accusation avec ratures et renvois, etc. non approuvés contre 155 prévenus (effectivement 157), ordonnancé par trois juges : BARBIER, DELIÈGE et BRAVET ;

3° Un procès-verbal d'audience du 9 thermidor, où l'on fait paraître un nommé MORIN, exécuté depuis un mois, et un jugement du même jour rempli de surcharges où l'acte d'accusation fait figurer 27 accusés, dont 25 seulement furent mis en jugement et 23 effectivement jugés ; car sur les 27 il y en a quatre rayés dans les questions soumises au jury ;

4° Un jugement du 18 messidor condamnant à mort un individu qui n'était pas compris ni dans l'accusation ni dans les questions soumises au jury, et qui fut néanmoins exécuté (PÉRÈS) ;

5° Un acte d'accusation chargé de ratures et jugement en la même forme du 26 prairial, où deux accusés, dont les noms étaient rayés furent néanmoins soumis au verdict du jury et heureusement acquittés : mais cette irrégularité où la vie de deux hommes était en jeu n'en était pas moins imputable aux juges ;

6° La signature en blanc d'une ordonnance de prise de corps le 8 messidor (un accusé porté dans le préambule ne se trouve pas dans le narré de l'acte d'accusation qui s'y rapporte), et le jugement rendu à la suite, le 9 messidor, plein de ratures et de surcharges, où l'on voit qu'une femme a été acquittée et par conséquent jugée quoique non comprise dans l'acte d'accusation ;

7° Un jugement du 8 thermidor où le père est jugé pour le fils quoique la présence du père, âgé de 60 ans, prouvât bien qu'il n'était pas celui que l'on mettait en cause ;

8° Un jugement du 1^{er} thermidor où c'est le fils au contraire qui est condamné pour le père, bien qu'il ne fût pas compris dans l'acte d'accusation ;

9° Un jugement du 29 prairial relatif à un prétendu assassinat dirigé contre ROBESPIERRE, où figuraient cinq individus qui n'étaient pas compris dans l'accusation, qui ne pouvaient être réputés complices de l'assassinat (car ils étaient en prison alors) et qui n'en furent pas moins conduits au supplice en robe rouge (MARINO, FROIDURE, DANGÉ, SOULÈS et le comte DE FLEURY) ;

10° Un jugement du 25 messidor signé en blanc et rempli ensuite des noms des accusés et des parties essentielles de l'acte. Une note de FOUQUIER-TINVILLE indiquait que l'on pouvait se passer de témoins, bien qu'il y en eût (mais on avait oublié de les faire citer), et recommandait de faire en sorte que les accusés ne fussent pas mis hors des débats ;

11° Un jugement du 7 messidor bien plus irrégulier : on n'y trouve ni questions posées au jury, ni déclaration du jury, ni application de la loi, rien enfin de ce qui est essentiel à un jugement, et trente-neuf accusés ont péri ;

12° Un jugement du 3 prairial ayant même caractère ;

13° Un jugement du 28 messidor également nul. Le jugement annonce 32 accusés et le procès-verbal n'en contient que 27 : il y en a cinq dont le sort est incertain ;

14° Un jugement du 14 prairial relatif à 14 accusés, contenant une irrégularité de plus : il n'y a de déclaration du jury ni dans le jugement ni au bas des questions posées et signées par SCELLIER. On ne trouve qu'un blanc suivi de la signature de COFFINHAL ;

15° Un acte d'accusation, non ordonnancé et un jugement du 2 messidor contenant des renvois et surcharges non approuvés avec des questions posées au jury où l'on trouve les mêmes vices de forme ;

16° Un acte d'accusation du 8 thermidor contre 28 accusés dont trois portés en marge : le mot « absent »

annule six noms ; et pourtant dans les questions posées au jury, les 28, excepté un, sont déclarés convaincus, lorsqu'il n'y avait que 22 accusés à l'audience ;

17° Dans le procès des ci-devant fermiers généraux il n'y a point de déclaration du jury, et pourtant la plupart furent condamnés.

L'acte d'accusation faisait à chacun des accusés sa part spéciale dans ces griefs et rappelait aussi leurs excuses : ils n'avaient pas fait la loi, ils n'avaient pas intenté les accusations, ils n'avaient pas dicté les réponses du jury ; et quant aux irrégularités des actes signés par eux, ils en renvoyaient la faute au greffier.

L'accusateur public était et devait être plus sévère encore contre les jurés. Il citait le texte du serment imposé au juré par la loi, et demandait aux hommes investis naguère de ce mandat, et qui se trouvaient accusés aujourd'hui, s'ils y avaient été fidèles :

1° Quand ils coupaient la parole aux accusés et à leurs défenseurs qui n'avaient encore pu rien dire pour leur défense, sous prétexte qu'ils étaient assez instruits, quoique le simulacre des débats n'eût duré souvent qu'une heure et demie, malgré qu'il y eût soixante accusés et quelquefois plus ;

2° Quand, rentrés dans la chambre de leur délibération, ils y recevaient FOUQUIER et d'autres, prévenus d'avoir dirigé et influencé leurs opinions, ou quand ils en sortaient pour faire la conversation avec des personnes étrangères ;

3° Quand ils rentraient dans la salle des audiences,

cinq ou six minutes après en être sortis, pour y émettre leurs opinions, souvent sur une masse d'accusés si considérable que le temps de l'audience n'avait pas suffi pour les interroger sur leurs noms, prénoms, âges, professions et demeures ;

4° Quand ils donnaient une seule déclaration sur tous les accusés en masse, sans distinguer le fait d'après les prévenus ;

5° Quand ils déclaraient convaincus le père pour le fils et le fils pour le père, quoiqu'il fût impossible de se méprendre sur la différence des personnes, attendu la grande différence des âges ;

6° Quand ils déclaraient convaincus plus d'accusés qu'il n'y en avait à l'audience et même dans les actes d'accusation ;

7° Quand ils prononçaient sur des actes d'accusation tantôt remplis de ratures, interlignes et noms intercalés, tantôt ne contenant que le préambule d'usage, et dont le narré était en blanc, tantôt sans être ordonnancé, et souvent sans qu'on leur ait réuni aucunes pièces, et sans avoir entendu aucun témoin ;

8° Quand ils disaient que quand il n'y avait point de délits il fallait en imaginer ;

9° Quand ils disaient qu'ils n'avaient besoin pour se convaincre que de voir les accusés ;

10° Quand, dans les orgies qu'ils faisaient avec FOUQUIER, ils calculaient, avec une joie féroce, le nombre des victimes qui devaient passer chaque décade ;

11° Quand ils dénonçaient, arrêtaient ou faisaient arrêter, traduire au Tribunal révolutionnaire, ceux dont ils étaient les ennemis, pour s'en rendre ensuite les juges, malgré les récusations que les accusés pouvaient leur adresser ;

12° Quand ils disaient que pour donner leur déclaration, ils n'auraient besoin que de voir la lettre qui était à côté du nom ;

13° Quand ils se vantaient de n'avoir jamais voté que la mort, en s'exaspérant contre ceux des jurés qui ne les imitaient pas ;

14° Quand ils disaient, en allant à l'audience, qu'ils allaient faire feu de file ; qu'il fallait que toute la finance, les prêtres et les nobles y passassent ;

15° Quand, désespérés de voir la fermeté des condamnés qu'on conduisait au supplice, ils disaient que s'ils étaient accusateur public, ils feraient préalablement faire une saignée aux condamnés, pour qu'ils ne montrassent pas tant de fermeté ;

16° Quand enfin le résultat de leurs opérations a envoyé tant de personnes à la mort, que le nombre n'est pas connu, mais duquel on pourra juger quand on verra environ treize cents condamnés, dans moins de cinq décades, par quatre-vingt-trois jugements, dont la plupart n'en ont que le nom qu'ils ne méritent même pas ;

17° Quand, sans savoir lire ni écrire, ils ont accepté les places importantes de jurés, dont quel-

ques-uns d'entre eux ont rempli les fonctions dans un état habituel d'ivresse ;

18° Quand enfin ils entretenaient des liaisons, des correspondances avec les conspirateurs tombés sous le glaive de la loi, qui les avaient fait nommer aux places de jurés (37).

Ici, la part de chacun n'était pas possible à faire comme pour les juges dont on avait la signature au bas des actes incriminés. L'accusateur public reconnaissait que si plusieurs de ces griefs étaient communs à tous, d'autres n'étaient propres qu'à quelques-uns, parfois même à un seul : c'étaient les débats qui devaient en faire le partage ; mais il estimait que tous ceux qui avaient mérité de FOUQUIER le nom de solides devaient se trouver compris avec lui dans le compte que réclamait de lui la justice. Le nouvel acte était donc dirigé contre les catégories de prévenus dont les noms suivent :

Juges

Gabriel DELIÈGE ;
François-Louis-Marie DELAPORTE ;
Etienne FOUCAULT ;
Antoine-Marie MAIRE ;
Gabriel-Toussaint SCELLIER ;
Charles HARNY ;

(37) *Procès Fouquier*, p. 14.

François-Pierre GARNIER-LAUNAY ;
Marc-Claude NAULIN ;
J.-B. Henri-Antoine FÉLIX ;
Charles BRAVET ;
Jean-Marie BARBIER ;
Gilbert LIENDON.

Jurés

Jean-Baptiste LOHIER ;
François TRINCHARD ;
Pierre-Nicolas-Louis LEROY, dit DIX-AOUT ;
Léopold RENAUDIN ;
Nicolas PIGEOT ;
Pierre AUBRY ;
Joachim VILLATE ;
Maurice DUPLAY ;
Jean-Louis PRIEUR ;
Claude-Louis CHATELET ;
Jean-Etienne BROCHET ;
Pierre-Nicolas CHRÉTIEN ;
Jean-Baptiste DIDIER ;
Jean-François GAUTHIER ;
François GIRARD ;
BENOITRAY ;
Georges GAMEY.

FOQUIER-TINVILLE restait naturellement à la tête
de la liste générale.

Dans le cours des débats, plus d'un témoin, comme
on l'avait prévu, se trouva convaincu de complicité et
mis en jugement sur le réquisitoire de l'accusateur

public. Le 25 germinal (par suite de l'évocation de la conspiration des prisons), neuf nouveaux accusés furent ainsi associés aux autres :

A.-M. HERMAN, l'ancien Président du Tribunal révolutionnaire ;

M. F.-J. LANNE, son adjoint ;

J.-L. VALAGNOS, condamné de Bicêtre ;

J.-B. BEAUSIRE, et P.-G. BENOIT, tous trois détenus et employés comme dénonciateurs au Luxembourg ;

P.-J. BOYAVAL ;

J. VERNEY, ex-porte-clefs du Luxembourg et concierge de Saint-Lazare ;

J. GUYARD, ex-concierge du Luxembourg ;

F. DUPAUMIER, administrateur de police, à Bicêtre.

L'acte d'accusation rédigé contre eux par JUDICIS signalait la part de chacun d'eux dans cette invention infâme et meurtrière que l'on appela la conspiration des prisons. HERMAN, comme chef de l'administration, en était principalement responsable après ROBESPIERRE et les autres meneurs du Comité de salut public. L'acte spécial d'accusation dirigé contre lui et contre le condamné VALAGNOS (23 germ., an III), faisait principalement l'histoire du prétendu complot de Bicêtre et montrait comment HERMAN avait étendu le même système aux autres prisons (38).

Les débats furent clos le 12 floréal (1^{er} mai). Le substitut Cambon reprit les charges que les dépositions des témoins n'avaient fait qu'aggraver, et quand

(38) *Procès Fouquier*, n° 32.

il eut fini, FOUQUIER-TINVILLE se défendit lui-même. Il parla deux heures le premier jour et quatre heures encore le lendemain, ne voulant rien laisser sans réponse : mais comment nier les faits ? Tous ses efforts tendaient à en rejeter la responsabilité sur ceux qui avaient eu la direction des affaires. Toute son argumentation revenait forcément à ce thème fondamental : « *J'ai appliqué la loi ; j'ai obéi* ». Sa défense fut un dernier réquisitoire, un réquisitoire terrible contre le Comité de salut public et tout le régime de la Terreur (39).

Mais quelque raison qu'il eût et quelle que fût la part de ROBESPIERRE et des autres membres du Comité de salut public dans les actes monstrueux du tribunal, il y en avait encore assez pour le perdre lui-même et ses coaccusés.

FOUQUIER-TINVILLE fut condamné avec FOUCAULT, SCELLIER, GARNIER-LAUNAY, anciens juges, LEROY-DIX-AOUT, RENAUDIN, PRIEUR, VILLATE, CHATELET, GIRARD, anciens jurés, HERMAN, commissaire des administrations civiles et LANNE, son adjoint, principaux organisateurs de la conspiration des prisons, BOYVAL et BENOIT, les délateurs, DUPAUMIER, directeur de Bicêtre, VERNEY, porte-clefs du Luxembourg et concierge de Saint-Lazare. Le jury usa d'indulgence pour les autres en faveur desquels avaient déposé plusieurs témoins dans le cours des débats.

(39) *Ibid.*, n° 48.

c) *Sanctions des excès commis par les juridictions
révolutionnaires des départements.*
Les châtimens. — L'amnistie.

L'expiation commença par l'un des plus souillés de sang des proconsuls de province, CARRIER. Réclamé, devant le Tribunal révolutionnaire, par les membres du comité de Nantes comme le complice, comme l'auteur principal de tous les faits dont ils étaient accusés, incriminé par les mille démonstrations du public, CARRIER reçut la première application du décret du 8 brumaire an III : le jour même du vote, une commission de vingt-et-un membres fut nommée pour examiner les plaintes portées contre lui (40). Le rapport en fut lu par l'organe de ROMME, le 21 brumaire (11 novembre 1794). Il faisait une analyse minutieuse des pièces qui contenaient les principaux griefs mis à la charge de l'inculpé : ses imprécations contre les habitants de Nantes, ses déclamations contre les riches, contre les marchands, qu'il menaçait de faire fusiller et décimer ; ses violences contre le comité révolutionnaire lui-même, qui lui paraissait tiède ; sa lettre au général HAXO, où il annonçait l'intention d'exterminer les habitants de la Vendée, la formation de la compagnie de MARAT qui, à raison de 10 livres par jour à chacun de ses membres, avait mission de surveiller et se donnait le droit d'arrêter et de piller les suspects ; les 80 (90) prêtres qui, aux termes de la loi, devaient être déportés, et qu'il fit

(40) Séance du 8 brumaire au soir. *Mon.* du 11.

noyer sans plus de formes ; les noyades érigées dès lors en moyen de vider les prisons ; les orgies sur les bateaux qui servaient à ces exécutions, et tous les excès d'un despote qui ne connaît aucun frein à ses passions, à ses caprices (41).

Ces charges étaient si écrasantes que, sur cinq cents votants, quatre-cent-quatre-vingt-dix-huit se prononcèrent, dans la nuit du 3 au 4 frimaire, pour la mise en accusation. Traduit au Tribunal le 8, CARRIER fut condamné à mort le 26 (16 décembre 1794) (42).

Son exécution, suivie bientôt de la mesure prise le 6 nivôse (26 décembre) contre les anciens membres des comités, dévoilait nettement l'intention arrêtée des thermidoriens. Les derniers Montagnards se sentirent menacés. Ils eurent recours au moyen qui les avait tant de fois et si efficacement servis : l'émeute du peuple de Paris.

Nous avons dit que la journée du 12 germinal avait été un échec ; elle permit à la Convention de décréter d'arrestation dix-sept de ses membres, anciens Montagnards parmi lesquels MAIGNET, CAMBON, THURIOT, AMAR, LÉONARD BOURDON et LECOINTRE.

Ceux qui restaient tentèrent, le 1^{er} prairial (20 mai 1795), un dernier coup de main : la Convention fut envahie, le député FÉRAUD massacré, mais, cette fois encore, l'Assemblée eut le dessus.

Les souvenirs des excès commis dans les missions des représentants vinrent se joindre aux griefs de la

(41) Wallon, *Hist. du trib. révol.*, t. VI, pp. 5 et suiv.

(42) *Ibid.*, p. 47.

journée : PRIEUR de la Marne, ALBITTE aîné, BOURBOTTE, DUROY, DUQUESNOY, ROMME, SOUBRANY et GOUJON furent décrétés d'arrestation. Et les dénonciations de se succéder à l'envi :

« N*** — Je demande le décret d'arrestation contre PEYSSARD, l'un des provocateurs de la révolte (de prairial).

N*** — Je demande le même décret contre LE CARPENTIER, le bourreau du département de la Manche.

N*** — Je demande l'arrestation de PINET aîné, le bourreau des habitants de la Biscaye et de la Guipuscoa.

N*** — Je demande l'arrestation de BORIE, le dévastateur du Midi.

N*** — Je demande celle de FAYAU, dont la Vendée atteste encore les ravages... »

« Toutes ces arrestations, ajoute le *Moniteur*, furent successivement décrétées au milieu des plus vifs applaudissements et des cris de « Vive la Convention » (43).

Les colères de la peur sont cruelles : la Convention déchaînée était décidée coûte que coûte à assurer sa sauvegarde. Le 2 prairial, elle mit en accusation tous les Conventionnels arrêtés le 12 germinal et la veille ; le 4, elle établit à Paris une commission militaire ; le 5 elle y renvoya les représentants

(43) Séance du 1^{er} prairial. *Mon.* du 6 (25 mai 1795).

décrétés d'arrestation dans la nuit du 1^{er}, pour y être jugés comme chefs de la révolte. Six d'entre eux furent condamnés à mort : BOURBOTTE, ROMME, GOUJON, DUQUESNOY, SOUBRANY et MILHAUD.

Chaque jour, d'ailleurs, l'Assemblée continuait à frapper quelque représentant : le 5, FORESTIER et ESNÜE-LAVALLÉE ; le 6, PAUTRIZEL, député de la Guadeloupe ; le 8, ESCUDIER, RICORD et SALICETTI, qui avaient été en mission dans le Var ; LAIGNELOT, « pour avoir assassiné tout ce qu'il y avait à Brest d'honnêtes gens ». En thermidor, enfin, le rapport fait par GIROD-POUZOL et GÉNISSIEUX sur les représentants dénoncés par la province vint clore la liste des arrestations avec les noms de LEQUINIO ; LANOT, que la Corrèze avait envoyé à la Convention comme député et qu'elle en reçut comme tyran ; LEFIOT, qui avait fait guillotiner quatre personnes pour une adresse envoyée au roi, quand il était légitime encore d'écrire au roi ; DUPIN jeune, assassin et voleur ; Bô, qui fabriquait des timbres étrangers et menaçait les citoyens aisés d'en marquer les lettres qui leur seraient adressées — correspondance avec l'étranger, crime puni de mort ! — s'ils ne se rachetaient à prix d'argent ; PIORRY ; MASSIEU, qui dans les Ardennes avait envoyé à l'échafaud trente-deux fonctionnaires dont la conduite était couverte par un décret d'amnistie ; LAPLANCHE ; FOUCHÉ.

En dehors de ce déblaiement massif, LE BON défendait âprement sa vie. Décrété d'arrestation dès le 15 thermidor an II (2 août 1794) et d'accusation le

29 messidor an III (17 juillet 1795), il avait évité le Tribunal révolutionnaire, supprimé le 12 prairial (31 mai) précédent, et tentait d'entraver par tous les moyens la justice du tribunal criminel de la Somme, qui le jugeait. Ce fut en vain ; les charges étaient trop lourdes.

Les débats occupèrent vingt-huit séances pendant lesquelles 94 témoins furent entendus. Ainsi les actes du proconsul purent être passés en revue tout à loisir : l'illégalité du tribunal révolutionnaire d'Arras après la loi du 27 germinal ; la pression exercée par tous les moyens sur les décisions des jurés et des juges ; des citoyens acquittés et remis en jugement pour le même fait ; les pouvoirs attribués par la Convention à son commissaire, délégués sans droit ou exercés sans mesure ; le talent et la richesse devenus une cause de persécution ; l'exécution d'un condamné suspendue sur l'échafaud pour le plaisir cruel de l'apostropher et de lui raconter des nouvelles ; le juge de paix de Rœux et son greffier, mis à mort pour un jugement rendu jadis contre LE BON ; tels sont les principaux faits que posait l'acte d'accusation et qui restèrent définitivement à sa charge. Le 24 vendémiaire (16 octobre 1795), LE BON expia ses forfaits.

Quinze jours plus tard, il eût été sauvé. La Convention touchait en effet au terme de ses travaux. Rassurée, elle crut n'avoir plus rien à faire, avant de se séparer, que de publier une amnistie (4 brumaire an IV - 26 octobre 1795). C'est à cela qu'aboutissaient toutes les dénonciations qu'elle avait recueillies et les

arrestations qu'elle avait prononcées. Ces « assassins », ces « voleurs », qu'elle venait de flétrir, étaient remis en liberté. Plusieurs, d'ailleurs, décrétés d'arrestation, n'avaient jamais été arrêtés : parmi les plus célèbres, nommons CAMBON, THURIOT, PRIEUR (de la Marne), MAIGNET, MOYSE BAYLE et HENTZ (44). Quelques-uns sollicitèrent et obtinrent des places, même de fort petites places ; d'autres arrivèrent aux honneurs, non pas seulement du Directoire, mais de l'Empire et de la Restauration : témoin le proconsul de Lyon, FOUCHÉ, duc d'Otrante, ministre de la police de Napoléon et de Louis XVIII.

(44) Pour mettre un peu de clarté dans cette époque fort troublée de la réaction thermidorienne, nous avons borné notre étude au procès des représentants en mission, les « principaux responsables » de la justice révolutionnaire dans les départements. Il aurait fallu, pour être complet, examiner en outre les condamnations qui frappèrent les juges des plus célèbres commissions : Brutus Magnier, de Rennes ; Lacombe, de Bordeaux ; Viot, Fauvety, Roman-Fonrosa, Meilleret, Ragot, d'Orange... Nous renvoyons, pour ces procès, à Wallon, *Les représentants du peuple en mission*, t. V, pp. 270, 293, 298.

CONCLUSION

Les dernières condamnations rendues par la justice révolutionnaire ont donc frappé les hommes qui l'avaient instituée. Son œuvre consista à envoyer successivement à la mort, après les royalistes et les feuillants, les girondins, les montagnards, les cordeliers, les jacobins : les royalistes et les feuillants livrés par les girondins, les girondins livrés par les montagnards ; les principaux des montagnards ou des cordeliers livrés par SAINT-JUST, ROBESPIERRE et leurs séides, exécutés eux-mêmes en vertu des lois qu'ils avaient faites. Là est la première moralité de cette histoire ; ce n'est pas impunément qu'on institue et qu'on exerce en ce monde une telle justice : « *patere legem quam ipse tulisti* ».

Une autre sentence pourrait servir d'épigraphe à notre ouvrage ; c'est cette phrase de Louis BLANC : « Non seulement il est faux que la Terreur ait sauvé la France, mais on peut affirmer qu'elle éreinta la Révolution. » On a essayé d'expliquer la justice révolutionnaire en la présentant comme une cruelle nécessité de l'époque, comme une arme fatale opposée aux envahissements de l'étranger, et aux soulèvements de l'intérieur.

Loin de servir la Révolution et la République, ces institutions abominables n'ont réussi qu'à les faire détester.

Si, malgré les efforts des puissances et des insurgés, la Révolution survécut avec la République, c'est que le pays, qui voulait la Révolution, avait accepté la République. Les immenses périls de l'année 1793, qui donc les surmonta ? Lyon fut réduit par la levée en masse que COUTHON amena de l'Auvergne ; à Wattignies, les Autrichiens furent écrasés par CARNOT ; Toulon fut repris par DUGOMMIER et BONAPARTE ; à Savenay, la grande armée vendéenne fut vaincue par KLEBER et MARCEAU ; le 9 thermidor était passé et ROBESPIERRE avait disparu lorsque la Hollande fut conquise, la Vendée pacifiée, la Prusse et l'Espagne amenées à faire la paix.

Ces succès, ces triomphes, on les dut à notre patriotisme, à notre génie militaire, et non pas à l'échafaud.

A qui s'en prendre des hécatombes funestes qui ensanglantèrent la France ?

FOUQUIER-TINVILLE et ses collègues de Paris et de province, les membres des comités révolutionnaires et des sociétés populaires, les représentants en mission dans les départements ou aux armées, qui périrent après le 9 thermidor, ne furent pas seulement les victimes d'un revirement politique et de vengeances accumulées par leurs passions cruelles. Ils furent condamnés parce qu'ils étaient coupables de crimes qui méritaient la mort, et qu'ils avaient commis dans l'exercice de leurs fonctions. Ils n'avaient pas été seulement la « hache » des Comités et de la Conven-

tion ; ils avaient été aussi le bras qui eût pu amortir les coups, mais qui, bien souvent au contraire, s'était plu à les multiplier.

Ce qui était vrai dans la défense qu'on a parfois présentée en leur faveur, c'est qu'ils n'étaient pas les seuls coupables, et que leurs crimes se rattachaient étroitement au système de terreur organisé par le Comité de salut public. Celui-là était le grand responsable. C'est en son nom que ROBESPIERRE, SAINT-JUST, COUTHON, BILLAUD-VARENNE étaient venus demander successivement à la Convention les décrets qui avaient organisé la justice révolutionnaire ; c'est le Comité qui, après la loi du 22 prairial, en avait pris, on le peut dire, la direction absolue : ramassant par sa police les suspects de partout pour en remplir les prisons, instituant pour vider ces prisons les commissions populaires, contrôlant le triage opéré par ces commissions, obligeant l'accusateur public de Paris à lui soumettre les listes des accusés et les envoyant, sous sa signature, comme bons à guillotiner, au Tribunal révolutionnaire qui, dans les derniers mois, ne faisait guère que les enregistrer dans ses arrêts. Ainsi, tout le sang versé à torrents sur l'échafaud, du 22 prairial au 9 thermidor, c'est le Comité de salut public surtout qui l'a répandu ; et non pas seulement ROBESPIERRE, SAINT-JUST ou COUTHON, mais ceux de ses autres membres, rangés parmi les travailleurs, qui autorisaient communément de leurs noms les actes de leurs collègues, et signaient ces listes de cinquante, de soixante à condamner, sans y regarder davantage.

Ce n'est donc pas sans raison que FOUQUIER-TINVILLE, devenu le bouc émissaire du Tribunal au jour fatal de la réparation, renvoyait la responsabilité de ses actes au Comité de salut public.

« Mais la Convention elle-même pouvait-elle s'en dire innocente ? Quand, après la chute de ROBESPIERRE on entama devant elle le procès des membres des anciens Comités de gouvernement, comment pouvait-elle se défendre elle-même d'être leur complice ? N'est-ce pas elle après tout qui avait institué le Tribunal révolutionnaire ? N'est-ce pas elle qui l'avait investi de tous ses pouvoirs, armé de tant de lois homicides ? Rien ne s'était fait que par décrets ; et les décrets ne s'appliquaient-ils pas sous ses yeux ? Parce qu'elle n'assistait pas tous les jours aux exécutions, comme elle le fit à l'anniversaire du 21 janvier 1794, parce que l'échafaud avait été éloigné des Tuileries, ne savait-elle pas qu'il y avait un redoublement atroce, insensé, dans l'immolation des victimes ? Elle le savait et elle s'est tue : c'est sa condamnation » (1).

(1) Wallon, *Hist. du trib. révol.*, t. VI, p. 137.

Vu :

LE PRÉSIDENT,
HUGUENEY.

Vu :

LE DOYEN,
E. ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,
ROUSSY.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
PREMIÈRE PARTIE	
L'ORGANISATION	
TITRE I. — LES JURIDICTIONS ET LEUR COMPÉTENCE	9
CHAPITRE PREMIER. — <i>Les juridictions de droit commun : tribunaux criminels des départements</i>	10
Composition et recrutement	13
Compétence	23
CHAPITRE II. — <i>Le Tribunal criminel extraordinaire de Paris</i>	29
Composition et recrutement	33
Compétence	38
CHAPITRE III. — <i>Les juridictions révolutionnaires des départements</i>	45
Commissions militaires	46
Tribunaux criminels de droit commun investis du droit de connaître de certains délits contre-révolutionnaires	53
TITRE II. — LA PROCÉDURE APPLICABLE DEVANT CES JURIDICTIONS	60
CHAPITRE PREMIER. — <i>La procédure devant les tribunaux criminels des départements (droit commun)</i>	61
Mise en mouvement de l'action publique	62
Instruction préalable	64
Accusation	66
Jugement	69
CHAPITRE II. — <i>La procédure devant le Tribunal criminel extraordinaire de Paris</i>	77
Recherche et poursuite	77
Instruction et jugement	82

	Pages
CHAPITRE III. — <i>La procédure devant les juridictions révolutionnaires des départements</i>	87
Devant les commissions militaires.....	87
Devant les tribunaux criminels des départements investis du droit de juger révolutionnairement	88
TITRE III. — LES COMITÉS ET COMMISSAIRES DE LA CONVENTION. LEURS RAPPORTS AVEC LA JUSTICE CRIMINELLE	91
CHAPITRE PREMIER. — <i>Le Comité de salut public</i>	93
Origines et création.....	93
Composition	96
Fonctionnement	97
Attributions	99
CHAPITRE II. — <i>Le Comité de sûreté générale</i>	101
Origines et création.....	101
Composition	103
Fonctionnement	104
Attributions	106
Les auxiliaires du Comité de sûreté générale....	108
CHAPITRE III. — <i>Les commissaires de la Convention</i>	111
Origines et nomination	111
L'autorité des arrêtés des commissaires de la Convention ; les conditions de leur validité.....	114
Attributions	115

DEUXIÈME PARTIE

LE FONCTIONNEMENT

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — <i>L'établissement de la dictature du Comité de salut public. Son influence croissante sur le fonctionnement de la justice criminelle</i>	123
Influence du Comité de salut public sur le Tribunal révolutionnaire de Paris.....	126
Influence sur les représentants en mission.....	131
Influence sur le Comité de sûreté générale.....	139
TITRE I. — LES TRIBUNAUX CRIMINELS DES DÉPARTEMENTS (droit commun)	145

	Pages
TITRE II. — LE TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE DE PARIS	149
CHAPITRE PREMIER. — <i>Le personnel du Tribunal révolutionnaire</i>	150
Modifications successives apportées à sa composition	151
Sa mentalité	160
CHAPITRE II. — <i>L'accroissement de la compétence du Tribunal révolutionnaire</i>.....	170
CHAPITRE III. — <i>La procédure suivie devant le Tribunal révolutionnaire</i>	179
Recherche et poursuite.....	179
Instruction et jugement.....	191
TITRE III. — LES JURIDICTIONS RÉVOLUTIONNAIRES DES DÉPARTEMENTS.....	208
CHAPITRE PREMIER. — <i>Les tribunaux criminels investis du droit de juger révolutionnairement</i>.....	211
Influence des représentants sur leur composition	212
Influence des représentants sur leur compétence	215
Influence des représentants sur leur procédure..	219
CHAPITRE II. — <i>Les juridictions révolutionnaires autres que les tribunaux criminels</i>.....	222
Leur développement.....	222
Influence des représentants sur leur composition	226
Leur compétence	231
Leur procédure.....	235
Les résultats de la justice des proconsuls....	248

TROISIÈME PARTIE

LA REACTION CONTRE LES EXCES

CHAPITRE PREMIER. — <i>Les causes « juridiques » du 9 thermidor</i>.....	256
Prédominance exercée par le Comité de salut public sur le Comité de sûreté générale.....	256
Influence du décret du 22 prairial.....	258

	Pages
CHAPITRE II. --- <i>Les effets de la réaction thermidorienne sur la justice révolutionnaire</i>	265
Modifications apportées aux organes de la justice terroriste	265
Le procès des principaux responsables de la jus- tice révolutionnaire	278
CONCLUSION	307

